2020.12.18.GTR.n16.situation.sanitaire.Examen.de.conscience 3
2020.12.10.GTR.n15.situation.sanitaire.Carence.petit.pas 10
2020.12.03.GTR.n14.situation.sanitaire.Concours.aleas.contours 16
2020.11.26.GTR.n13.situation.sanitaire.Noel.en.janvier.ski.en.ete 22
2020.11.19.GTR.n12.situation.sanitaire.Debut.inversion.courbe 28
2020.11.13.GTR.n11.situation.sanitaire.Depasses.par.2e.vague 34
2020.11.05.GTR.n10.situation.sanitaire.La.DG.hate.teletravail 40
2020.10.29.GTR.n9.situation.sanitaire.Confinement.Acte_II 45
2020.10.16.GTR.n8.situation.sanitaire.Oree.couvre-feu 48
2020.10.09.GTR.n7.situation.sanitaire.Cadres.en.decalage 53
2020.10.01.GTR.n6.situation.sanitaire.Loin.coupe.aux.levres 58
2020.09.24.GTR.n5.situation.sanitaire 65
2020.09.16.GTR.n4.situation.sanitaire 67
2020.09.10.GTR.n3.situation.sanitaire 69
2020.09.03.GTR.Situation.sanitaire.n2.tract-schema 71
2020.08.28.GTR.Situation.sanitaire.n1.Reprise.academique 73
2020.06.18.CTR.CR.Contrat.triennal.sous.3.mois 82
2020.05.19.GTR.PRA.partie.4.Retour.a.l.anormal 99
2020.05.12.GTR.PRA.partie.3.Nous.y.sommes 108
2020.05.07.GTR.PRA.partie.2.Art.harassant.pedagogie 115
2020.05.05.GTR.PRA.partie.1 120
2020.04.30.CTR.HSCT.1eres.pistes.de.l.apres.11.mai 125
2020.04.24.DGDDI.conf.tel.Covid-19 132
2020.04.17.DGDDI.conf.tel.Covid-19 137
2020.04.10.DGDDI.conf.tel.Covid-19 142
2020.04.03.DGDDI.conf.tel.Covid-19 145
2020.04.01.DGDDI.conf.tel.Covid-19 148
2020.03.30.DGDDI.conf.tel.Covid-19 150
2020.03.27.DGDDI.conf.tel.Covid-19 153
2020.03.26.DGDDI.conf.tel.Covid-19 156

2020.03.25.DGDDI.conf.tel.Covid-19 159
2020.03.24.DGDDI.conf.tel.Covid-19 162
2020.03.23.DGDDI.conf.tel.Covid-19 165
2020.03.20.DGDDI.conf.tel.Covid-19 168
2020.03.19.DGDDI.conf.tel.Covid-19 170
2020.03.18.DGDDI.conf.tel.Covid-19 173
2020.03.17.DGDDI.conf.tel.Covid-19 176
2020.03.16.DGDDI.conf.tel.Covid-19 179

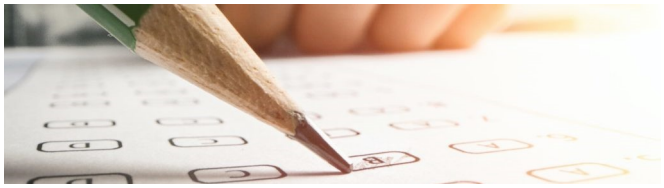
Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19
GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique
18/12/2020 *(audioconférence)*

Hygiène, Santé, Conditions de travail | ***compte-rendu***

16ème audioconférence DG de rentrée

« L'examen » de conscience ?



% I – Tendances de la pandémie *(détails en page 3)*

Nous constatons une reprise de la pandémie (hausse qui semble correspondre à la tendance générale dans le pays).

Foyers et malades :
Il y a 35 cas de plus (contre + 18 la semaine dernière). Mécaniquement, les cas d'isolement progressent aussi avec 121 agents (contre 93 au dernier relevé).
En matière de foyer épidémique – « cluster » –, il y en a 2 : DNRED (DOD Ivry) et DI Île-de-France.
On peut craindre que la période des fêtes entraîne un surcroît de contaminations, via les cellules familiales. Il faudra donc être particulièrement attentifs dans les semaines qui viennent s'agissant de l'évolution de la pandémie.
S'agissant du télétravail, ce dernier marque un recul (certes léger, – 3%). *Détails en page 4.*

Analyse de SOLIDAIRES
À notre sens, on voit clairement que les mesures spécifiques mises en place pour faire face, autant que faire se peut, à cette pandémie, doivent impérativement demeurer d'actualité. Même si ce n'est pas très gai pour un changement d'année, on voit bien qu'on n'a pas de signaux encourageants pour l'instant. Et que le mois de janvier 2021 pourrait bien être de la même eau[1]…
La plus grande prudence est donc de rigueur et doit donc guider tous les choix.

Prochain recensement
Il aura lieu le lundi 4 janvier 2021 (avec un petit clin d'oeil aux services en charge de tout cela – DG, RH DI – qui vont pouvoir souffler un peu sur ce front !).

II – Formation : écoles, stages, concours, etc.

1°) Concours (C1, CP, exa pro C en B) :

Déclaration intersyndicale
Une expression commune a été faite en préalable, notamment au sujet de la gestion des concours *(voir page 5)*. *A minima*, nous sommes dans le (mauvais) bricolage et les postulants peuvent assez légitimement se poser des questions…

Errements administratifs
Pour le concours professionnel d'accès au grade de contrôleur principal (CP) et l'examen professionnel d'accès au corps de contrôleur (exa pro C en B), la suppression de l'oral (qui aurait pu être fait en visio-conférence) n'est manifestement pas la meilleure idée que la « haute » administration ait eu… Pour le retrait de 3 questions au concours professionnel d'accès au grade de contrôleur 1ère classe (C1), ce n'est guère mieux...

Recours
Afin d'aider concrètement les collègues concernés en quête de réponses, SOLIDAIRES Douanes met à leur disposition un modèle de recours pour chaque concours.

2°) Formation initiale des contrôleurs

Présentation générale
La formation initiale des contrôleurs va commencer le 11 janvier 2021 en présentiel. C'est un puissant défi en période de pandémie et de distanciation, car on compte 236 stagiaires.
L'administration est un peu coincée, car il faudra enchaîner sur une autre formation à compter du 16 avril 2021…

Tir/TPCI (techniques professionnelles de contrôle et d'intervention)
Il a donc été choisi d'adapter en faisant de plus petits groupes et en usant de ce qu'on peut qualifier d'expédients de crise. Ainsi, tir et TPCI seraient concentrés sur les externes et les CO en changement de branche.
À notre sens, s'il faut bien évidemment ne pas oublier les impératifs de la crise sanitaire, il ne faut pas non plus verser dans une forme de «déprofessionnalisation» de la formation. Ce ne serait pas une bonne solution et on en traînerait les effets longtemps. Le courrier de SOLIDAIRES du 08/12/2020 (de demande de report d'un stage TPCI en changement de branche) s'inscrivait dans le contexte exceptionnel des réunions familiales des fêtes de fin d'année (courrier ici : www.solidaires-douanes.org/TPCI).

1 **Carte mondiale comparative** (nb décès Covid/100 000 hab.) - ***Pays-Bas, Corée du Sud, Suède ont décidé de ne pas confiner…*** : https://mapthenews.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/9644625930fd41bf8a15316d9632568f

III – Points particuliers évoqués

1°) Retrait de jours de congé annuel (CA) et RTT

Présentation
Lors des trois précédentes audioconférences, la non notification du retrait de jours de CA et RTT dans l'encadrement Surveillance avait été évoquée.
Depuis, un module informatique spécifique a été produit par la DNSCE afin de disposer de statistiques en la matière (avec comparaison avec les personnels encadrés). Néanmoins ce module repose sur l'autosaisine et donc sur l'autodiscipline.
Sur 300 CSDS et CSDSA concernés, il y avait seulement 50 remontées (17%) au 10 décembre. Une semaine plus tard, malgré la relance de la DG, il n'y a pas eu de progression. La DG va donc relancer à nouveau.

Intervention
SOLIDAIRES demande qu'un état des lieux soit effectué à la prochaine audioconférence de rentrée, même si les remontées demeurent partielles.
Si absence d'information il y a, nous le réitérons, cela soulèvera des doutes quant à un traitement différencié, et in fine générera une grande émotion parmi les collègues...

2°) Point spécifique sur Orly et la fusion des brigades

Présentation
Courriers : Outre les courriers envoyés directement par les agents (fin août, 13/10), l'intersyndicale locale avait adressé trois courriers à la Directrice générale (les 01/10, 13/10 et 24/11), sans que personne n'obtienne de réponse.
Réponses : Le 04/12, la « haute » administration avait transmis aux organisations syndicales nationales le courriel adressé le 23/10 aux agents en réponse à leur saisine du 13/10.
Suite à relances de SOLIDAIRES, la DG a transmis le 17/12 à l'intersyndicale locale une réponse à son dernier courrier du 24/11.

Intervention et précision
Historique : La réponse de la Direction Générale, dont nous prenons acte, n'a pas dissipé le ressentiment des agents. SOLIDAIRES indique ne pas partager l'historique de ce projet (parmi les multiples réactions remontées : « la DG refait l'histoire » !).
Recours hiérarchique : Le courrier de l'intersyndicale locale du 24/11 vaut recours hiérarchique de contestation de la note DR Orly du 01/11 portant création de la Brigade de Surveillance Extérieure d'Orly Intervention (BSEOI).
Recours au Tribunal administratif (T.A.) : La DG ayant notifié sa réponse le 17/12/2020, la date limite pour le dépôt d'un recours au TA (dont nous explorons la recevabilité) est le 18/02/2021 minuit (2 mois + 1 jour franc après la réponse).

3°) Redéploiement des « aériens »

Présentation
L'affaire concerne principalement la Direction interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA), mais pas uniquement.
Nous arrivons à la fin de la première période de redéploiement. Manifestement, il faut enclencher une nouvelle période et s'inscrire dans la durée. En effet, comme l'indique la Dg, on est partis pour une période longue de sous-activité dans le domaine du flux passagers. La DG va donc travailler le sujet et faire progresser sa réflexion aujourd'hui inaboutie.

Intervention
Pour ce qui nous concerne, nous distinguons deux axes (et un élément d'attente en matière de calendrier) :
- *le redéploiement sur le fret ;*
- *l'affectation dans une autre résidence sur la base du volontariat et selon les attaches familiales de l'agent.*

Précision
Très rapidement, la direction pourrait donner aux agents des éléments de calendrier, afin que les agents puissent avoir un peu de visibilité (et accessoirement éviter les éventuelles rumeurs…).

4°) Brexit

Mutations : Les arrêtés de mutation sur les sites Brexit devraient intervenir au plus vite.
Remontées : Le 10/12, la DG proposait de tenir une réunion dédiée au Brexit ou de faire un point dans le cadre de cette audioconférence du 18/12. *De concert avec l'intersyndicale, SOLIDAIRES a indiqué que les problématiques Brexit lui ayant été signalées seront transmises par d'autres canaux (courrier, etc).*

5°) Renforcement des contrôles à la frontière suisse

Présentation
Le dispositif (sous la houlette du préfet) n'est pas encore arrêté (il devrait l'être rapidement). La Dg indique que c'est quelque chose qui sera vraiment spécifique et conjoncturel.

Réaction
Non, non, la présence de bâtons de ski ou d'appareils à raclette dans les véhicules ne sera pas un critère de ciblage !!!

***Prochain point :** l'année prochaine... (mais les permanences syndicales demeurent ouvertes!)*
Malgré ce contexte si particulier, nous vous souhaitons de belles fêtes de fin d'année.
Prenez soin de vous et profitez de ces instants. À très bientôt !

Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 17 décembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires *(toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)*																					
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			15 oct	15 oct	15 oct	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**	*10 déc*	**17 déc**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	*61*	71	*88*	54	*149*	**125**	*35*	37	*3*	4	*38*	**41**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	*48*	41	*40*	43	*88*	**84**	*6*	3	*1*	0	*7*	**3**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	4	*1*	**4**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	*101*	96	*59*	65	*160*	**161**	*37*	35	*0*	0	*37*	**35**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	*77*	67	*29*	42	*106*	**109**	*44*	43	*1*	1	*45*	**44**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	*33*	31	*19*	15	*52*	**46**	*10*	12	*0*	0	*10*	**12**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	*64*	55	*19*	21	*83*	**76**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	*46*	40	*24*	25	*70*	**65**	*22*	21	*0*	0	*22*	**21**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*7*	7	*1*	1	*8*	**8**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	*14*	11	*6*	7	*20*	**18**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	*346*	352	*318*	283	*664*	**635**	*415*	401	*42*	38	*457*	**439**	*5*	1	*5*	1	*10*	**2**	*23*	24	*22*	23	*45*	**47**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	*213*	187	*166*	147	*379*	**334**	*221*	222	*8*	8	*229*	**230**	*0*	1	*0*	1	*0*	**2**	*4*	4	*14*	14	*18*	**18**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	*205*	208	*176*	156	*381*	**364**	*241*	227	*18*	15	*259*	**242**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*7*	7	*3*	3	*10*	**10**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	*342*	324	*273*	274	*615*	**598**	*328*	324	*17*	16	*345*	**340**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*5*	5	*17*	18	*22*	**23**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	*230*	247	*511*	471	*741*	**718**	*310*	300	*35*	27	*345*	**327**	*0*	12	*7*	2	*7*	**14**	*2*	3	*25*	30	*27*	**33**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	*356*	310	*254*	240	*610*	**550**	*428*	395	*18*	17	*446*	**412**	*3*	10	*2*	12	*5*	**22**	*22*	26	*19*	21	*41*	**47**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	*279*	260	*168*	146	*447*	**406**	*334*	312	*21*	18	*355*	**330**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*13*	13	*9*	9	*22*	**22**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	*252*	240	*233*	231	*485*	**471**	*412*	398	*32*	26	*444*	**424**	*0*	6	*0*	14	*0*	**20**	*9*	10	*6*	7	*15*	**17**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	*244*	222	*276*	217	*520*	**439**	*273*	263	*11*	8	*284*	**271**	*1*	0	*1*	0	*2*	**0**	*5*	5	*11*	13	*16*	**18**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	*245*	237	*274*	245	*519*	**482**	*330*	379	*41*	35	*371*	**414**	*0*	2	*9*	2	*9*	**4**	*3*	3	*41*	42	*44*	**45**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	*385*	357	*284*	241	*669*	**598**	*148*	133	*40*	39	*188*	**172**	*2*	8	*28*	12	*30*	**20**	*22*	23	*34*	36	*56*	**59**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		173	16	**189**	*42*	34	*5*	3	*47*	**37**	*138*	137	*0*	0	*138*	**137**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*5*	5	*2*	2	*7*	**7**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	*315*	297	*0*	0	*315*	**297**	*555*	540	*0*	0	*555*	**540**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*27*	29	*0*	0	*27*	**29**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	*50*	46	*388*	384	*438*	**430**	*43*	39	*79*	66	*122*	**105**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*1*	1	*15*	15	*16*	**16**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	*210*	180	*350*	355	*560*	**535**	*210*	206	*5*	5	*215*	**211**	*1*	0	*21*	25	*22*	**25**	*5*	5	*20*	25	*25*	**30**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	*82*	178	*65*	60	*147*	**238**	*259*	260	*167*	166	*426*	**426**	*2*	0	*0*	1	*2*	**1**	*1*	1	*11*	11	*12*	**12**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	*46*	44	*8*	9	*54*	**53**	*156*	154	*0*	0	*156*	**154**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	*30*	33	*148*	137	*178*	**170**	*26*	26	*151*	141	*177*	**167**	*0*	3	*4*	6	*4*	**9**	*2*	3	*22*	23	*24*	**26**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	*1*	1	*11*	7	*12*	8	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	0
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	*4317*	4169	*4192*	3878	*8509*	**8047**	*4983*	4869	*690*	630	*5673*	**5499**	*14*	43	*79*	78	*93*	**121**	*164*	175	*276*	300	*440*	**475**
Autres Directions (*statistiques non communiquées*)	Service commun des laboratoires (SCL)		392	0	**392**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	*4317 ?*	4169 ?	*4192 ?*	3878 ?	*8509 ?*	**8047 ?**	*4983 ?*	4869 ?	*690 ?*	630 ?	*5673 ?*	**5499 ?**	*14 ?*	43 ?	*79 ?*	78 ?	*93 ?*	**121 ?**	*164 ?*	175 ?	*276 ?*	300 ?	*440 ?*	**475 ?**

* *Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 17 décembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			*Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours*																							
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours					
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 50	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**	*sem 50*	**sem 51**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	*35*	37	3	4	*38*	**41**	*17*	27	*3*	2	*20*	**29**	*16*	4	*0*	2	*16*	**6**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**
		DR Guyane	*6*	3	1	0	*7*	**3**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*0*	1	*0*	0	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	*37*	35	0	0	*37*	**35**	*9*	13	*0*	0	*9*	**13**	*10*	4	*0*	0	*10*	**4**	*4*	6	*0*	0	*4*	**6**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*44*	43	1	1	*45*	**44**	*19*	20	*0*	0	*19*	**20**	*11*	7	*0*	0	*11*	**7**	*3*	4	*0*	0	*3*	**4**
		DR Mayotte	*10*	12	0	0	*10*	**12**	*3*	5	*0*	0	*3*	**5**	*2*	2	*0*	0	*2*	**2**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*1*	1	0	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*22*	21	0	0	*22*	**21**	*13*	11	*0*	0	*13*	**11**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*1*	1	0	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*415*	401	42	38	*457*	**439**	*164*	140	*8*	3	*172*	**143**	*77*	79	*5*	9	*82*	**88**	*48*	36	*3*	4	*51*	**40**	*27*	24	*4*	2	*31*	**26**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*221*	222	8	8	*229*	**230**	*58*	58	*3*	3	*61*	**61**	*45*	45	*1*	1	*46*	**46**	*31*	31	*0*	0	*31*	**31**	*41*	41	*1*	1	*42*	**42**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*241*	227	18	15	*259*	**242**	*72*	72	*10*	7	*82*	**79**	*75*	58	*0*	1	*75*	**59**	*41*	26	*3*	2	*44*	**28**	*15*	18	*0*	2	*15*	**20**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*328*	324	17	16	*345*	**340**	*86*	96	*4*	4	*90*	**100**	*77*	54	*2*	3	*79*	**57**	*33*	37	*3*	1	*36*	**38**	*33*	26	*5*	5	*38*	**31**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*310*	300	35	27	*345*	**327**	*104*	110	*10*	10	*114*	**120**	*80*	64	*3*	2	*83*	**66**	*58*	54	*2*	4	*60*	**58**	*37*	32	*4*	3	*41*	**35**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*428*	395	18	17	*446*	**412**	*129*	118	*6*	4	*135*	**122**	*92*	82	*1*	1	*93*	**83**	*64*	55	*1*	1	*65*	**56**	*69*	66	*2*	3	*71*	**69**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*334*	312	21	18	*355*	**330**	*105*	106	*10*	8	*115*	**114**	*74*	69	*3*	5	*77*	**74**	*32*	24	*4*	3	*36*	**27**	*29*	21	*0*	1	*29*	**22**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*412*	398	32	26	*444*	**424**	*120*	114	*4*	1	*124*	**115**	*56*	51	*5*	5	*61*	**56**	*43*	47	*4*	4	*47*	**51**	*121*	112	*6*	7	*127*	**119**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*273*	263	11	8	*284*	**271**	*76*	92	*2*	3	*78*	**95**	*52*	47	*2*	1	*54*	**48**	*46*	44	*0*	0	*46*	**44**	*24*	20	*0*	0	*24*	**20**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*330*	379	41	35	*371*	**414**	*91*	84	*11*	9	*102*	**93**	*89*	106	*5*	3	*94*	**109**	*52*	63	*6*	8	*58*	**71**	*33*	36	*3*	1	*36*	**37**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*148*	133	40	39	*188*	**172**	*54*	49	*22*	16	*76*	**65**	*33*	18	*7*	3	*40*	**21**	*6*	7	*3*	3	*9*	**10**	*2*	7	*0*	0	*2*	**7**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*138*	137	0	0	*138*	**137**	*13*	15	*0*	0	*13*	**15**	*22*	22	*0*	0	*22*	**22**	*4*	4	*0*	0	*4*	**4**	*99*	96	*0*	0	*99*	**96**
	Direction générale (DG) dont SARC		*555*	540	0	0	*555*	**540**	*109*	104	*0*	0	*109*	**104**	*114*	121	*0*	0	*114*	**121**	*110*	108	*0*	0	*110*	**108**	*138*	109	*0*	0	*138*	**109**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*43*	39	79	66	*122*	**105**	*18*	17	*29*	18	*47*	**35**	*4*	6	*15*	7	*19*	**13**	*1*	2	*6*	6	*7*	**8**	*5*	1	*2*	5	*7*	**6**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*210*	206	5	5	*215*	**211**	*97*	67	*0*	0	*97*	**67**	*68*	76	*3*	3	*71*	**79**	*12*	7	*0*	0	*12*	**7**	*7*	5	*1*	1	*8*	**6**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*259*	260	167	166	*426*	**426**	*18*	17	*1*	4	*19*	**21**	*16*	27	*2*	3	*18*	**30**	*24*	97	*0*	0	*24*	**97**	*186*	100	*158*	158	*344*	**258**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*156*	154	0	0	*156*	**154**	*7*	15	*0*	0	*7*	**15**	*32*	28	*0*	0	*32*	**28**	*47*	47	*0*	0	*47*	**47**	*55*	49	*0*	0	*55*	**49**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*26*	26	151	141	*177*	**167**	*9*	13	*45*	46	*54*	**59**	*3*	6	*26*	24	*29*	**30**	*0*	1	*13*	12	*13*	**13**	*1*	2	*2*	7	*3*	**9**
	Unité information passagers (UIP)		*0*	0	0	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			*4983*	4869	690	630	*5673*	**5499**	*1391*	1364	*168*	138	*1559*	**1502**	*1049*	979	*80*	73	*1129*	**1052**	*661*	701	*48*	48	*709*	**749**	*935*	772	*189*	197	*1124*	**969**
Autres Directions (*statistiques non com-muniquées*)	**Service commun des laboratoires (SCL)**		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			*4983 ?*	4869 ?	*690 ?*	630 ?	*5673 ?*	**5499 ?**	*1391 ?*	1364 ?	*168 ?*	138 ?	*1559 ?*	**1502 ?**	*1049 ?*	979 ?	*80 ?*	73 ?	*1129 ?*	**1052 ?**	*661 ?*	701 ?	*48 ?*	48 ?	*709 ?*	**749 ?**	*935 ?*	772 ?	*189 ?*	197 ?	*1124 ?*	**969 ?**

Annexe n°3 : Déclaration préalable concours CP

Madame la Directrice Générale,

Nous avons été informés, en commission administrative paritaire centrale des contrôleurs (CAPC n°5), du refus de l'Administration de revenir sur la décision du jury du concours professionnel de Contrôleur Principal, à savoir promouvoir seulement 93 agents (et maintenant potentiellement 90) sur les 97 places budgétées par la Loi de Finances.

Nous réaffirmons ce jour que la décision d'annuler les oraux du concours professionnel de contrôleur principal et ceux de l'examen professionnel de Contrôleur de deuxième classe était un non-sens. En effet, nous bénéficions dans ce domaine, de l'expérience de nos collègues ultramarins qui passent les épreuves de concours en visioconférence.

Comme souvent, nous n'avons pas été écoutés et nous constatons à présent les effets lamentables et les conséquences de ces annulations. Les agents, victimes de ce désastre sont écœurés et ne comprennent pas ces décisions.

Dans un mail à l'intersyndicale, vous affirmiez le 10 décembre :

> « *Pour pouvoir fixer une barre d'admission ne dépassant pas le nombre de postes publié au JORF, le jury doit départager les copies anonymes ayant obtenu la même note et se trouvant dans la tranche de notes utile pour fixer cette barre. Ainsi, les copies se trouvant dans la tranche de notes utiles du concours de CP et de l'exa pro B seront réexaminées et réévaluées par le jury afin de départager les candidats et parvenir au classement final.* »

Il n'a jamais été question de limiter le nombre de lauréats en deçà du nombre de postes publié au JO ! Bien au contraire, l'engagement était de départager les copies de la « tranche utile » en attribuant des notes permettant de pourvoir les 97 postes budgétaires.

L'Administration propose finalement, pour ne pas perdre les promotions, d'élargir la liste complémentaire du Tableau d'avancement de Contrôleur Principal (TA CP). En conséquence, aucun agent supplémentaire ne sera appelé sur ce concours de CP alors que la moyenne du premier agent écarté est de 12. On nous parle de niveau insuffisant !
C'est intolérable.

Enfin, comment est-il possible que trois collègues lauréats, mais ne remplissant pas les conditions statutaires, soient identifiés seulement une fois les résultats du concours proclamés ? Pourquoi les agents admissibles ne font-ils, pas, avant l'admission, l'objet d'une vérification de leur dossier, permettant de les écarter à temps pour ne pas nuire à d'autres collègues ? Les résultats du concours de C1 étant connus depuis longtemps, les trois agents en question n'avaient donc aucune chance de réunir les conditions statutaires au moment de l'admission, il était facile de s'en apercevoir en amont ! Idem pour les agents reçus à double titre (TA et concours).

Encore une fois, si les notes des candidats classés 94 à 106, avaient été mieux graduées, au lieu que le jury décerne glorieusement une note identique à treize candidats, il aurait probablement été possible de rattraper trois lauréats qui n'auraient pas démérité.

Notre système de ressources humaines est à l'agonie. Il est consternant, en 2020, que les différents outils informatisés dont nous disposons aujourd'hui ne permettent pas encore d'éviter ces aberrations d'un autre âge.
La suppression des épreuves orales au dernier moment a déjà engendré un traumatisme chez les candidats qui s'y étaient préparés. Que de tels dysfonctionnements se produisent juste après est insupportable et incompréhensible pour nos collègues concernés.

Les organisations syndicales douanières ont unanimement refusé de prendre part au vote sur cette décision qui fleure l'amateurisme, l'injustice et qui oppose les agents entre eux.

C'est avec le plus grand désarroi que nous constatons les conséquences pour nos collègues d'une décision inique pour laquelle vous avez, de surcroît, pris en amont des garanties légales et réglementaires. Le crime est donc signé et qui plus est, prémédité.

L'intersyndicale DGDDI, le 18/12/2020.

16ème audioconférence DG de rentrée

« L'examen » de conscience ?

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org
a**dhésion :** solidaires-douanes.org/-adhesion-

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

10/12/2020 *(audioconférence)*

Hygiène, Santé, Conditions de travail | ***compte-rendu***

15ème audioconférence DG de rentrée

Jour de carence :

un grand pas pour le gouvernement,

un petit pas pour les salariés !

% I – Tendances de la pandémie

Chiffres non communiqués ce jeudi 10/12... Rappel : le jeudi est le jour de remontée des données. Addendum : chiffres transmis le vendredi 11 décembre 2020, détaillés en pages 3-4.

Foyers et malades :
La Direction générale n'a pas identifié de foyer épidémique – « cluster » – (sous réserve).
Toutefois, au-delà des tendances générales, on semble aussi distinguer à la DGDDI une reprise de l'épidémie. À tout le moins, on voit une multiplication des cas dans des endroits où ils avaient baissé.

Analyse de SOLIDAIRES
Depuis plusieurs semaines, SOLIDAIRES DOUANES avait tout particulièrement insisté sur le fait qu'il fallait maintenir les mesures d'exception au moins à l'horizon de la fin janvier (3 à 4 semaines après les fêtes de fin d'année).
Eu égard aux données globales, il semble bien que cette position, assez largement partagée semble-t-il, était bien la plus adéquate. C'est peut-être enfoncer une porte ouverte, mais cela montre la nécessité de ne pas baisser la garde.

Suspension carence
La ministre de la Transformation et de la Fonction publiques Amélie de Montchalin a annoncé (le mardi 8/12) pour les fonctionnaires la suspension du jour de carence en raison d'un congé de maladie directement lié à la Covid-19.
Cela prendra effet le 01/01/2021.
La revendication de SOLIDAIRES, portée par écrit, oralement et jusqu'en mains propres auprès du Gouvernement, a été en partie entendue[1]. Nous revendiquons, en sus de la rétroactivité, l'abrogation totale de la carence :
- pour l'ensemble des pathologies ;
- pour le public et le privé.

II – Formation : écoles, stages, concours, etc.

1°) Présentiel/distanciel :

Doctrine générale
Pour l'ensemble des formations en début 2021, le principe du distanciel demeure, sauf exceptions (…).
Le présentiel peut être autorisé à titre exceptionnel et uniquement pour des cours « pratiques » pour un public très restreint.

Exemples :
- Présentiel : Ainsi, une formation perfectionnement aux stups (7 pers.) et une autre consacrée aux marins groupe 1 (16 pers.) devrait avoir lieu en présentiel.
- Distanciel : À l'inverse, un stage de changement de branche (SU vers CO), pour 60 personnes sera en distanciel.
  Par contre, malgré les interrogations de SOLIDAIRES, le stage TPCI (techniques professionnelles de contrôle et d'intervention) pour le changement CO vers SU 2020 est maintenu en l'état[2]. Pas de report possible de la 3ème session (semaine 51), malgré l'approche des fêtes de fin d'année. Pas de réponse sur le volontariat, ainsi qu'indiqué dans la note ENDLR du 06/11/2020.

1 Voir www.solidaires-douanes.org/visite-ministre et www.solidaires-douanes.org/carence
2 Détails dans notre courrier à la DG en date du 08/12/2020 : www.solidaires-douanes.org/concours

2°) Autres stages

Contrôleurs
S'agissant des grands stages initiaux, une décision devrait être prise rapidement. Pour mémoire, la formation des contrôleurs doit commencer en janvier…

Motocyclistes
Le stage motards se termine le 18/12. Or, il est demandé aux stagiaires d'être à leur poste éventuellement dès le début de la semaine qui suit (!). Un temps pour se retourner serait pour le moins bienvenu !!

3°) Concours

C1 : retrait 3 questions
Des questions avaient été supprimées au concours C1 (en SU : B7, B19, C18 ; en OPCO : C3, C13, B12). Tout en n'assumant pas ne pas savoir pourquoi celles-ci, la DG rappelle que c'est la responsabilité des jurys. Toutefois, elle indique qu'elle veut bien examiner des recours individuels (à adresser au bureau RH2).
SOLIDAIRES accompagnera les agents dans ce combat.

CP & exa pro C en B : annulation oral
La DG nous indique refuser l'octroi du bénéfice du concours à tous les admissibles. L'annulation de l'oral sera officialisée par décret ces jours-ci.
SOLIDAIRES regrette cette modification unilatérale des critères des concours, ainsi que l'absence de membres de l'intersyndicale pour s'assurer de l'anonymisation des dossiers lors de leur examen.

III – Points particuliers évoqués

1°) Retrait de jours de congé annuel (CA) et RTT

Présentation
Lors des deux précédentes audioconférences, la non notification du retrait de jours de CA et RTT dans l'encadrement Surveillance avait été évoquée.
Depuis, un module informatique spécifique a été produit par la DNSCE afin de disposer de statistiques en la matière (avec comparaison avec les personnels encadrés). Néanmoins ce module repose sur l'autosaisine et donc sur l'autodiscipline.
À ce jour, sur 300 CSDS et CSDSA concernés, il y a seulement 50 remontées (17%). La DG va donc relancer.

Intervention
SOLIDAIRES demande qu'un état des lieux soit effectué à la prochaine audioconférence, même si les remontées demeurent partielles.
Si absence d'information il y a, cela soulèvera des doutes quant à un traitement différencié, et in fine générera une grande émotion parmi les collègues...

2°) Point spécifique sur Orly et la fusion des brigades

Présentation
Outre les courriers envoyés directement par les agents (fin août, 13/10), l'intersyndicale locale avait adressé trois courriers à la Directrice générale (les 01/10, 13/10 et 24/11), sans que personne n'obtienne de réponse.
Au sortir de la précédente audioconférence du 03/12, la « haute » administration a transmis (le 04/12) aux organisations syndicales nationales le courriel qu'elle avait adressé le 23/10 aux agents en réponse à leur saisine du 13/10.

Intervention
SOLIDAIRES indique avoir retransmis cette réponse aux agents qui n'était pas arrivée jusqu'à destination. Il n'en demeure pas moins que les saisines syndicales doivent faire l'objet de réponse, d'autant que leur contenu est différent.
La dernière saisine syndicale du 24/11 est notamment relative à la note d'enquête du 29/10 pour intégrer la brigade. Brigade qui ne sera créée officiellement que par une note DR ultérieure en date du 01/11 ! Le fait précède le droit...

3°) Redéploiement

S'agissant des collègues d'aéroports qui sont redéployés en terrestre, il y a une demande de dotation en gilets tactiques, afin notamment d'éviter de se prêter lesdits équipements (à éviter pour les risques de contagion). *A priori*, les directions de départ (DIPA notamment, avec une 60aine de gilets pour la division Roissy Surveillance 1) auraient commencé à déployer les équipements concernés.
SOLIDAIRES indique que cela fait l'objet d'un examen en Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de Seine-Saint-Denis (CHSCT 93), suite à ses demandes de dotation de matériel sinon en dotation individuelle, du moins en dotation suffisante et renouvelée (après la division Su 1, pour la division Su 2).

4°) Brexit

La DG propose de tenir une réunion dédiée au Brexit (effectivement, cette fois, on y est presque), soit de façon autonome, soit dans le cadre d'une audioconférence.

Bon courage à toutes et tous ! Prochain point : vendredi 18 décembre.

Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 10 décembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires *(toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)*																					
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			15 oct	15 oct	15 oct	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**	*03 déc*	**10 déc**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	*61*	61	*88*	88	*149*	**149**	*43*	35	*3*	3	*46*	**38**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	*53*	48	*45*	40	*98*	**88**	*6*	6	*1*	1	*7*	**7**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	*105*	101	*65*	59	*170*	**160**	*37*	37	*0*	0	*37*	**37**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	*77*	77	*44*	29	*121*	**106**	*42*	44	*0*	1	*42*	**45**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	*39*	33	*17*	19	*56*	**52**	*10*	10	*0*	0	*10*	**10**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	*63*	64	*23*	19	*86*	**83**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	*47*	46	*24*	24	*71*	**70**	*24*	22	*0*	0	*24*	**22**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*6*	7	*1*	1	*7*	**8**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	*12*	14	*5*	6	*17*	**20**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	*349*	346	*326*	318	*675*	**664**	*435*	415	*41*	42	*476*	**457**	*8*	5	*26*	5	*34*	**10**	*22*	23	*21*	22	*43*	**45**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	*221*	213	*178*	166	*399*	**379**	*219*	221	*8*	8	*227*	**229**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*4*	4	*14*	14	*18*	**18**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	*199*	205	*187*	176	*386*	**381**	*243*	241	*13*	18	*256*	**259**	*1*	0	*3*	0	*4*	**0**	*7*	7	*3*	3	*10*	**10**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	*348*	342	*314*	273	*662*	**615**	*310*	328	*17*	17	*327*	**345**	*4*	0	*1*	0	*5*	**0**	*5*	5	*17*	17	*22*	**22**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	*224*	230	*523*	511	*747*	**741**	*302*	310	*37*	35	*339*	**345**	*0*	0	*9*	7	*9*	**7**	*2*	2	*25*	25	*27*	**27**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	*340*	356	*272*	254	*612*	**610**	*425*	428	*16*	18	*441*	**446**	*1*	3	*1*	2	*2*	**5**	*19*	22	*19*	19	*38*	**41**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	*278*	279	*175*	168	*453*	**447**	*353*	334	*19*	21	*372*	**355**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*13*	13	*9*	9	*22*	**22**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	*262*	252	*246*	233	*508*	**485**	*418*	412	*32*	32	*450*	**444**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*9*	9	*5*	6	*14*	**15**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	*244*	244	*293*	276	*537*	**520**	*284*	273	*11*	11	*295*	**284**	*9*	1	*1*	1	*10*	**2**	*4*	5	*11*	11	*15*	**16**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	*202*	245	*292*	274	*494*	**519**	*410*	330	*40*	41	*450*	**371**	*0*	0	*48*	9	*48*	**9**	*3*	3	*39*	41	*42*	**44**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	*392*	385	*286*	284	*678*	**669**	*137*	148	*28*	40	*165*	**188**	*4*	2	*0*	28	*4*	**30**	*22*	22	*32*	34	*54*	**56**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		173	16	**189**	*33*	42	*4*	5	*37*	**47**	*138*	138	*0*	0	*138*	**138**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*5*	5	*2*	2	*7*	**7**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	*344*	315	*0*	0	*344*	**315**	*565*	555	*0*	0	*565*	**555**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*27*	27	*0*	0	*27*	**27**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	*51*	50	*368*	388	*419*	**438**	*43*	43	*86*	79	*129*	**122**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*1*	1	*15*	15	*16*	**16**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	*193*	210	*384*	350	*577*	**560**	*199*	210	*4*	5	*201*	**215**	*0*	1	*0*	21	*0*	**22**	*5*	5	*16*	20	*21*	**25**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	*77*	82	*67*	65	*144*	**147**	*265*	259	*161*	167	*426*	**426**	*2*	2	*0*	0	*2*	**2**	*1*	1	*11*	11	*12*	**12**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	*40*	46	*7*	8	*47*	**54**	*164*	156	*0*	0	*164*	**156**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	*28*	30	*162*	148	*190*	**178**	*22*	26	*154*	151	*176*	**177**	*0*	0	*0*	4	*0*	**4**	*2*	2	*20*	22	*22*	**24**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	*1*	1	*11*	11	*12*	12	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0	*0*	0
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	*4283*	4317	*4406*	4192	*8689*	**8509**	*5095*	4983	*671*	690	*5766*	**5673**	*31*	14	*94*	79	*125*	**93**	*158*	164	*264*	276	*422*	**440**
Autres Directions (statistiques non com-muniquées)	**Service commun des laboratoires (SCL)**		392	0	**392**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	*4283 ?*	4317 ?	*4406 ?*	4192 ?	*8689 ?*	**8509 ?**	*5095 ?*	4963 ?	*671 ?*	690 ?	*5766 ?*	**5673 ?**	*31 ?*	14 ?	*94 ?*	79 ?	*125 ?*	**93 ?**	*158 ?*	164 ?	*264 ?*	276 ?	*422 ?*	**440 ?**

* *Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 10 décembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			*Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours*																							
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours					
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 49	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**	*sem 49*	**sem 50**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	*43*	35	*3*	3	*46*	**38**	*21*	17	*3*	3	*24*	**20**	*16*	16	*0*	0	*16*	**16**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
		DR Guyane	*6*	6	*1*	1	*7*	**7**	*5*	0	*0*	0	*5*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	*37*	37	*0*	0	*37*	**37**	*16*	9	*0*	0	*16*	**9**	*7*	10	*0*	0	*7*	**10**	*6*	4	*0*	0	*6*	**4**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	*42*	44	*0*	1	*42*	**45**	*19*	19	*0*	0	*19*	**19**	*8*	11	*0*	0	*8*	**11**	*2*	3	*0*	0	*2*	**3**
		DR Mayotte	*10*	10	*0*	0	*10*	**10**	*6*	3	*0*	0	*6*	**3**	*3*	2	*0*	0	*3*	**2**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*24*	22	*0*	0	*24*	**22**	*11*	13	*0*	0	*11*	**13**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		*435*	415	*41*	42	*476*	**457**	*171*	164	*18*	8	*189*	**172**	*85*	77	*5*	5	*90*	**82**	*45*	48	*5*	3	*50*	**51**	*31*	27	*4*	4	*35*	**31**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*219*	221	*8*	8	*227*	**229**	*57*	58	*3*	3	*60*	**61**	*44*	45	*1*	1	*45*	**46**	*30*	31	*0*	0	*30*	**31**	*41*	41	*1*	1	*42*	**42**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*243*	241	*13*	18	*256*	**259**	*76*	72	*6*	10	*82*	**82**	*70*	75	*1*	0	*71*	**75**	*42*	41	*1*	3	*43*	**44**	*17*	15	*0*	0	*17*	**15**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*310*	328	*17*	17	*327*	**345**	*103*	86	*8*	4	*111*	**90**	*61*	77	*3*	2	*64*	**79**	*35*	33	*2*	3	*37*	**36**	*38*	33	*4*	5	*42*	**38**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*302*	310	*37*	35	*339*	**345**	*115*	104	*10*	10	*125*	**114**	*78*	80	*5*	3	*83*	**83**	*57*	58	*4*	2	*61*	**60**	*46*	37	*4*	4	*50*	**41**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*425*	428	*16*	18	*441*	**446**	*135*	129	*6*	6	*141*	**135**	*90*	92	*2*	1	*92*	**93**	*58*	64	*1*	1	*59*	**65**	*71*	69	*2*	2	*73*	**71**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*353*	334	*19*	21	*372*	**355**	*112*	105	*9*	10	*121*	**115**	*92*	74	*5*	3	*97*	**77**	*37*	32	*3*	4	*40*	**36**	*28*	29	*0*	0	*28*	**29**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*418*	412	*32*	32	*450*	**444**	*121*	120	*5*	4	*126*	**124**	*52*	56	*4*	5	*56*	**61**	*55*	43	*5*	4	*60*	**47**	*115*	121	*6*	6	*121*	**127**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*284*	273	*11*	11	*295*	**284**	*87*	76	*1*	2	*88*	**78**	*67*	52	*1*	2	*68*	**54**	*48*	46	*0*	0	*48*	**46**	*25*	24	*1*	0	*26*	**24**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*410*	330	*40*	41	*450*	**371**	*107*	91	*13*	11	*120*	**102**	*111*	89	*5*	5	*116*	**94**	*78*	52	*7*	6	*85*	**58**	*39*	33	*6*	3	*45*	**36**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*137*	148	*28*	40	*165*	**188**	*50*	54	*8*	22	*58*	**76**	*24*	33	*5*	7	*29*	**40**	*8*	6	*1*	3	*9*	**9**	*2*	2	*1*	0	*3*	**2**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		*138*	138	*0*	0	*138*	**138**	*13*	13	*0*	0	*13*	**13**	*22*	22	*0*	0	*22*	**22**	*4*	4	*0*	0	*4*	**4**	*99*	99	*0*	0	*99*	**99**
	Direction générale (DG) dont SARC		*565*	555	*0*	0	*565*	**555**	*114*	109	*0*	0	*114*	**109**	*114*	114	*0*	0	*114*	**114**	*123*	110	*0*	0	*123*	**110**	*124*	138	*0*	0	*124*	**138**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*43*	43	*86*	79	*129*	**122**	*17*	18	*43*	29	*60*	**47**	*6*	4	*16*	15	*22*	**19**	*6*	1	*7*	6	*13*	**7**	*4*	5	*0*	2	*4*	**7**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*199*	210	*4*	5	*203*	**215**	*77*	97	*0*	0	*77*	**97**	*72*	68	*2*	3	*74*	**71**	*3*	12	*0*	0	*3*	**12**	*8*	7	*1*	1	*9*	**8**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*265*	259	*161*	167	*426*	**426**	*23*	18	*0*	1	*23*	**19**	*99*	16	*154*	2	*253*	**18**	*32*	24	*1*	0	*33*	**24**	*94*	186	*0*	158	*94*	**344**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*164*	156	*0*	0	*164*	**156**	*18*	7	*0*	0	*18*	**7**	*23*	32	*0*	0	*23*	**32**	*36*	47	*0*	0	*36*	**47**	*72*	55	*0*	0	*72*	**55**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*22*	26	*154*	151	*176*	**177**	*11*	9	*49*	45	*60*	**54**	*3*	3	*34*	26	*37*	**29**	*0*	0	*5*	13	*5*	**13**	*0*	1	*5*	2	*5*	**3**
	Unité information passagers (UIP)		*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			*5095*	4983	*671*	690	*5766*	**5673**	*1485*	1391	*182*	168	*1667*	**1559**	*1149*	1049	*243*	80	*1392*	**1129**	*706*	661	*42*	48	*748*	**709**	*867*	935	*35*	189	*902*	**1124**
Autres Directions (*statistiques non com-muniquées*)	Service commun des laboratoires (SCL)		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			*5095 ?*	4983 ?	*671 ?*	690 ?	*5766 ?*	**5673 ?**	*1485 ?*	1391 ?	*182 ?*	168 ?	*1667 ?*	**1559 ?**	*1149 ?*	1049 ?	*243 ?*	80 ?	*1392 ?*	**1129 ?**	*706 ?*	661 ?	*42 ?*	48 ?	*748 ?*	**709 ?**	*867 ?*	935 ?	*35 ?*	189 ?	*902 ?*	**1124 ?**

Jour de carence :

un grand pas
pour le gouvernement,

un petit pas
pour les salariés !

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org
a**dhésion :** solidaires-douanes.org/-adhesion-

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

03/12/2020 *(audioconférence)*

Hygiène, Santé, Conditions de travail | ***compte-rendu***

14ème audioconférence DG de rentrée

Concours de la DGDDI : aléas des contours...

I – Introduction

1°) Les chiffres *: non communiqués* (chiffres de la semaine dernière – pas de chiffre aujourd'hui car le jeudi est le jour de remontée vers la Direction générale).

Malades :
On a 22 nouveaux cas (contre 41 dans l'exercice précédent) et 111 agents à l'isolement (contre 127). La tendance baissière est donc confirmée sur la période (semaine 46).

Foyer :
À l'heure actuelle, seul un service (BSE Nice Aéroport) est identifié comme foyer épidémique (« cluster »).

Addendum :
Chiffres transmis le vendredi 04 décembre 2020, détaillés en pp 3-4.

2°) Problème aéroportuaire : *quid du confinement des passagers positifs...*

Les passagers peuvent être soumis à un contrôle antigénique (résultat en 15 mn). Quid si un passager est positif, par rapport au contrôle douanier ? Sachant que le secret médical ne permet pas d'exiger la communication du résultat du test…

SOLIDAIRES pose explicitement la question « Est-ce qu'il y a une obligation administrative contraignante de confinement ? » Silence gêné de nos interlocuteurs. Et à ce jour, nous n'avons pas de réponse à cette question ardue...

II –Annonces présidentielles & contrôles aux frontières

Doctrine générale
Suite aux annonces faites au Perthus (doublement des effectifs), il est précisé que les renforts seront constitués de réservistes, d'unités mobiles et de quelques agents de la Police aux Frontières (PAF) venant d'aéroports. La DGDDI n'est donc pas particulièrement mise à contribution. Ceci correspond à une certaine cohérence dans la mesure où le contrôle obéit à une logique d'ordre public.

Vacances d'hiver
En ce qui concerne les annonces sur les vacances au ski, les précisions sont les suivantes :

- Pour l'Espagne, les 2 points de passage frontaliers (PPF) tenus par la Douane vont être fermés au passage.
- Pour la Suisse : pas d'instruction à ce jour. Le dossier est entre les mains des préfets. A priori, une fermeture de frontières est peu probable.

SOLIDAIRES évoque le cas de certains pays pratiquant un confinement forcé de touristes (au moins d'une durée d'une semaine, par exemple en Grèce) dans des zones réservées (hôtels). SOLIDAIRES demandant si c'est le cas en France, la DG répond que c'est une « vraie question ».

Entreprises et indicateurs
S'agissant des contrôles en entreprise, et des contrôles tout court d'ailleurs, la DG indique que l'année est bien évidemment exceptionnelle et que les indicateurs seront surtout utilisés pour mesurer l'impact de la crise et non dans leur usage habituel. Il n'y a pas de pression aux résultats. C'est, à son sens, une question de bon sens (nous ne pouvons nous empêcher de rappeler que ce dernier n'est pas réparti de façon égale …).

Pour SOLIDAIRES, il faudra être particulièrement prudent, notamment se rappeler que les agents seront confrontés à des publics économiques en difficulté grave. C'est une question d'image du service et de sécurité des agents.
On sait, par expérience depuis début mars, que certains dans l'encadrement sont parfois capables de quelques solides décon...des, ou pour être plus gentils, de ne pas savoir s'adapter à une situation d'exception. C'est, à notre sens, un point où il faudra être vigilants.

III – Points particuliers évoqués

1°) Retrait de jours de congé annuel (CA) et RTT

Ainsi que relevé à la précédente audioconférence, le retrait de jours de CA et RTT n'a pas été notifié notamment dans l'encadrement Surveillance. La DG répond ne pas être en mesure de fournir à ce stade des statistiques en la matière. Néanmoins avec l'arrivée d'un patch informatique, des statistiques pourraient nous être transmises très prochainement (avec comparaison avec les personnels encadrés).
SOLIDAIRES réitère que si un traitement différencié est remarqué sur ce point, cela soulèvera une grande émotion parmi les collègues...

2°) Télétravail (TT)

Rendu compte (« reporting »)
La DG reconnaît que le compte-rendu concernant le télé-travail ne doit pas être une demande quotidienne, mais hebdomadaire au maximum.
Un cas – DNRFP – avait été repéré par SOLIDAIRES, les choses seraient rentrées dans l'ordre. La remontée fait l'objet de remerciements de la DG, car permettant de clarifier la doctrine.

Prise en charge matérielle (équipements, frais, consommables, etc) :
En dehors des cas particuliers (handicap notamment), la porte est plutôt fermée à l'heure actuelle. Avec notre acharnement habituel et maladif, nous reviendrons sûrement à la charge dans le cadre du TT en mode normal.

3°) Point spécifique sur Orly et la fusion des brigades

Outre les courriers envoyés directement par les agents, l'intersyndicale locale a adressé trois courriers à la Directrice générale (les 01/10, 13/10 et 24/11), sans obtenir de réponse officielle à ce jour.
La « haute » administration répond que le 23/10 une réponse a été transmise au courrier des agents du 13/10. *SOLIDAIRES en prend note mais s'en étonne car cette réponse est inconnue des agents.*
Addendum : courriel de réponse DG du 23/10 transmis aux OS le vendredi 04/12.

4°) Formation/concours

Contrôle de connaissances des inspecteurs-élèves
Il sera effectué à Tourcoing (ENDT) pour les personnes qui peuvent. Pour les autres (4 ou 5 collègues par DI, sauf DINA qui en compte 9) : solution encore à l'étude, pour un contrôle qui aurait lieu en local.

Annulation d'épreuve orale de concours
(examen professionnel de C en B et concours CP)
Les doutes de nombreux collègues ont été relayés. La DG indique que le jury doit départager le même nombre de copies que le nombre de postes prévu et affiché. Elle ajoute qu'elle fait confiance aux jurys, mais qu'elle ne peut entrer pleinement dans les délibérations de ces derniers, car ils sont *souverains*…
SOLIDAIRES s'étonne qu'il faille jusqu'à plusieurs jours de délibération. Certes, il y a une souveraineté du jury qu'on ne remet pas en cause dans l'absolu. Mais il ne faut pas en avoir pour autant une interprétation extensive ! Il y a quand même une cohérence et une transparence dont l'administration, au sens global, est comptable.
Pour dissiper les doutes de nos collègues quant à un « tripatouillage », SOLIDAIRES demande à ce des représentants des différentes organisations syndicales (OS) puisse être présents en qualité d'observateurs pour s'assurer de l'anonymisation des dossiers lors de leur examen par les jurys.

Concours C1
(retrait de 3 questions)
SOLIDAIRES demande pourquoi ce sont les 3 questions QC3, QC13 et QB12 qui ont été retirées du questionnaire des Opérations commerciales (OPCO), ainsi que les critères retenus.
Après relance, la « haute » administration répond ne pas être en mesure de répondre, puisque cette information n'est connue que du président du jury.
SOLIDAIRES rappelle que le jury fait partie d'un cadre administratif. C'est d'ailleurs pour cela qu'un rapport est rédigé, à destination notamment de la sous-direction Ressources / relations humaines (RH) de la DG. SOLIDAIRES demande la communication du rapport du jury aux OS.
La « haute » administration répond que les agents pourront saisir par écrit le président du jury, pour la demande de communication...

Bon courage à toutes et tous ! Prochain point : jeudi 10 décembre.

Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 03 décembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires *(toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)*																			
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			15 oct	15 oct	15 oct	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc	26 nov	03 déc
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	*76*	61	*71*	88	*147*	**149**	*36*	43	*4*	3	*40*	**46**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	*58*	53	*41*	45	*99*	**98**	*6*	6	*2*	1	*8*	**7**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	*98*	105	*58*	65	*156*	**170**	*42*	37	*1*	0	*43*	**37**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	*76*	77	*44*	44	*120*	**121**	*42*	42	*0*	0	*42*	**42**	*1*	0	*0*	1	*1*	**1**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	*39*	39	*19*	17	*58*	**56**	*8*	10	*0*	0	*8*	**10**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	*61*	63	*19*	23	*80*	**86**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	*43*	47	*20*	24	*63*	**71**	*25*	24	*0*	0	*25*	**24**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*3*	6	*1*	1	*4*	**7**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	*15*	12	*7*	5	*22*	**17**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	*347*	349	*343*	326	*690*	**675**	*438*	435	*38*	41	*476*	**476**	*2*	8	*5*	26	*7*	**34**	*22*	22	*19*	21	*41*	**43**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	*221*	221	*174*	178	*395*	**399**	*219*	219	*8*	8	*227*	**227**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*4*	4	*14*	14	*18*	**18**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	*194*	199	*210*	187	*404*	**386**	*244*	243	*23*	13	*267*	**256**	*2*	1	*1*	3	*3*	**4**	*7*	7	*3*	3	*10*	**10**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	*341*	348	*304*	314	*645*	**662**	*325*	310	*23*	17	*348*	**327**	*2*	4	*2*	1	*4*	**5**	*5*	5	*17*	17	*22*	**22**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	*236*	224	*475*	523	*711*	**747**	*342*	302	*42*	37	*384*	**339**	*1*	0	*5*	9	*6*	**9**	*2*	2	*23*	25	*25*	**27**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	*344*	340	*328*	272	*672*	**612**	*454*	425	*17*	16	*471*	**441**	*1*	1	*2*	1	*3*	**2**	*18*	19	*19*	19	*37*	**38**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	*262*	278	*171*	175	*433*	**453**	*332*	353	*15*	19	*347*	**372**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*13*	13	*9*	9	*22*	**22**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	*249*	262	*257*	246	*506*	**508**	*428*	418	*32*	32	*460*	**450**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**	*9*	9	*5*	5	*14*	**14**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	*251*	244	*287*	293	*538*	**537**	*291*	284	*14*	11	*305*	**295**	*0*	9	*13*	1	*13*	**10**	*3*	4	*11*	11	*14*	**15**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	*181*	202	*279*	292	*460*	**494**	*411*	410	*43*	40	*454*	**450**	*2*	0	*49*	48	*51*	**48**	*3*	3	*33*	39	*36*	**42**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	*401*	392	*267*	286	*668*	**678**	*127*	137	*31*	28	*158*	**165**	*7*	4	*8*	0	*15*	**4**	*20*	22	*30*	32	*50*	**54**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		173	16	**189**	*44*	33	*6*	4	*50*	**37**	*137*	138	*0*	0	*137*	**138**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*5*	5	*2*	2	*7*	**7**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	*267*	344	*0*	0	*267*	**344**	*585*	565	*0*	0	*585*	**565**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*26*	27	*0*	0	*26*	**27**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	*53*	51	*355*	368	*408*	**419**	*44*	43	*83*	86	*127*	**129**	*0*	0	*3*	1	*3*	**1**	*1*	1	*15*	15	*16*	**16**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	*203*	193	*382*	384	*585*	**577**	*205*	199	*4*	4	*209*	**201**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**	*5*	5	*16*	16	*21*	**21**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	*78*	77	*62*	67	*140*	**144**	*190*	265	*10*	161	*200*	**426**	*1*	2	*1*	0	*2*	**2**	*1*	1	*11*	11	*12*	**12**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	*38*	40	*8*	7	*46*	**47**	*162*	164	*0*	0	*162*	**164**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	*25*	28	*135*	162	*160*	**190**	*33*	22	*188*	154	*221*	**176**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*2*	2	*20*	20	*22*	**22**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	*NC*	1	*NC*	11	*NC*	12	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	0
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	*4201*	4283	*4322*	4406	*8523*	**8689**	*5128*	5095	*578*	671	*5706*	**5766**	*19*	31	*92*	94	*111*	**125**	*150*	158	*250*	264	*400*	**422**
Autres Directions (*statistiques non com-muniquées*)	Service commun des laboratoires (SCL)		392	0	**392**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	*4201* ?	4283 ?	*4322* ?	4406 ?	*8523* ?	**8689** ?	*5128* ?	5095 ?	*578* ?	671 ?	*5706* ?	**5766** ?	*19* ?	31 ?	*92* ?	94 ?	*111* ?	**125** ?	*150* ?	158 ?	*250* ?	264 ?	*400* ?	**422** ?

* Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.

Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 03 décembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			*Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours*																							
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours					
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 48	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	*36*	43	*4*	3	*40*	**46**	*15*	21	*3*	3	*18*	**24**	*19*	16	*0*	0	*19*	**16**	*0*	1	*1*	0	*1*	**1**
		DR Guyane	*6*	6	*2*	1	*8*	**7**	*4*	5	*0*	0	*4*	**5**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	*42*	37	*1*	0	*43*	**37**	*14*	16	*0*	0	*14*	**16**	*9*	7	*0*	0	*9*	**7**	*7*	6	*0*	0	*7*	**6**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*42*	42	*0*	0	*42*	**42**	*14*	19	*0*	0	*14*	**19**	*10*	8	*0*	0	*10*	**8**	*3*	2	*0*	0	*3*	**2**
		DR Mayotte	*8*	10	*0*	0	*8*	**10**	*4*	6	*0*	0	*4*	**6**	*4*	3	*0*	0	*4*	**3**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*25*	24	*0*	0	*25*	**24**	*10*	11	*0*	0	*10*	**11**	*2*	1	*0*	0	*2*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*438*	435	*38*	41	*476*	**476**	*149*	171	*8*	18	*157*	**189**	*102*	85	*4*	5	*106*	**90**	*55*	45	*7*	5	*62*	**50**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*219*	219	*8*	8	*227*	**227**	*56*	57	*3*	3	*59*	**60**	*44*	44	*1*	1	*45*	**45**	*30*	30	*0*	0	*30*	**30**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*244*	243	*23*	13	*267*	**256**	*64*	76	*9*	6	*73*	**82**	*63*	70	*4*	1	*67*	**71**	*44*	42	*0*	1	*44*	**43**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*325*	310	*23*	17	*348*	**327**	*97*	103	*6*	8	*103*	**111**	*63*	61	*1*	3	*64*	**64**	*43*	35	*2*	2	*45*	**37**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*342*	302	*42*	37	*384*	**339**	*99*	115	*9*	10	*108*	**125**	*84*	78	*7*	5	*91*	**83**	*66*	57	*3*	4	*69*	**61**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*454*	425	*17*	16	*471*	**441**	*130*	135	*4*	6	*134*	**141**	*101*	90	*1*	2	*102*	**92**	*62*	58	*0*	1	*62*	**59**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*332*	353	*15*	19	*347*	**372**	*118*	112	*3*	9	*121*	**121**	*91*	92	*8*	5	*99*	**97**	*44*	37	*3*	3	*47*	**40**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*428*	418	*32*	32	*460*	**450**	*124*	121	*5*	5	*129*	**126**	*61*	52	*4*	4	*65*	**56**	*47*	55	*3*	5	*50*	**60**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*291*	284	*14*	11	*305*	**295**	*86*	87	*2*	1	*88*	**88**	*74*	67	*0*	1	*74*	**68**	*63*	48	*1*	0	*64*	**48**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*411*	410	*43*	40	*454*	**450**	*105*	107	*17*	13	*122*	**120**	*95*	111	*4*	5	*99*	**116**	*73*	78	*8*	7	*81*	**85**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*127*	137	*31*	28	*158*	**165**	*22*	50	*9*	8	*31*	**58**	*22*	24	*7*	5	*29*	**29**	*8*	8	*2*	1	*10*	**9**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*137*	138	*0*	0	*137*	**138**	*13*	13	*0*	0	*13*	**13**	*22*	22	*0*	0	*22*	**22**	*4*	4	*0*	0	*4*	**4**
	Direction générale (DG) dont SARC		*585*	565	*0*	0	*585*	**565**	*101*	114	*0*	0	*101*	**114**	*116*	114	*0*	0	*116*	**114**	*122*	123	*0*	0	*122*	**123**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*44*	43	*83*	86	*127*	**129**	*14*	17	*21*	43	*35*	**60**	*11*	6	*10*	16	*21*	**22**	*1*	6	*8*	7	*9*	**13**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*205*	199	*4*	4	*209*	**203**	*68*	77	*0*	0	*68*	**77**	*82*	72	*2*	2	*84*	**74**	*6*	3	*0*	0	*6*	**3**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*190*	265	*10*	161	*200*	**426**	*18*	23	*3*	0	*21*	**23**	*27*	99	*1*	154	*28*	**253**	*20*	32	*0*	1	*20*	**33**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*162*	164	*0*	0	*162*	**164**	*15*	18	*0*	0	*15*	**18**	*23*	23	*0*	0	*23*	**23**	*45*	36	*0*	0	*45*	**36**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*33*	22	*188*	154	*221*	**176**	*13*	11	*57*	49	*70*	**60**	*5*	3	*44*	34	*49*	**37**	*2*	0	*22*	5	*24*	**5**
	Unité information passagers (UIP)		*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			*5128*	5095	*578*	671	*5706*	**5766**	*1353*	1485	*159*	182	*1512*	**1667**	*1131*	1149	*98*	243	*1229*	**1392**	*745*	706	*60*	42	*805*	**748**
Autres Directions (*statistiques non com-muniquées*)	**Service commun des laboratoires (SCL)**		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			*5128 ?*	5095 ?	*578 ?*	671 ?	*5706 ?*	**5766 ?**	*1353 ?*	1485 ?	*159 ?*	182 ?	*1512 ?*	**1667 ?**	*1131 ?*	1149 ?	*98 ?*	243 ?	*1229 ?*	**1392 ?**	*745 ?*	706 ?	*60 ?*	42 ?	*805 ?*	**748 ?**

			5 jours																							
			AG-CO		SURV		total																			
			sem 48	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**	*sem 48*	**sem 49**																		
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**																		
		DR Guyane	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**																		
		DR Martinique & services DI	*4*	3	*1*	0	*5*	**3**																		
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*5*	5	*0*	0	*5*	**5**																		
		DR Mayotte	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**																		
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**																		
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*3*	3	*0*	0	*3*	**3**																		
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*0*	0	*0*	0	*0*	**0**																		
Directions hexago-nales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*37*	31	*5*	4	*42*	**35**																		
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*39*	41	*1*	1	*40*	**42**																		
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*29*	17	*1*	0	*30*	**17**																		
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*37*	38	*6*	4	*43*	**42**																		
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*45*	46	*10*	4	*55*	**50**																		
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*79*	71	*4*	2	*83*	**73**																		
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*29*	28	*0*	0	*29*	**28**																		
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*126*	115	*7*	6	*133*	**121**																		
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*33*	25	*1*	1	*34*	**26**																		
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*58*	39	*5*	6	*63*	**45**																		
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*2*	2	*3*	1	*5*	**3**																		
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*98*	99	*0*	0	*98*	**99**																		
	Direction générale (DG) dont SARC		*173*	124	*0*	0	*173*	**124**																		
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*6*	4	*0*	0	*6*	**4**																		
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*9*	8	*1*	1	*10*	**9**																		
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*113*	94	*0*	0	*113*	**94**																		
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*67*	72	*0*	0	*67*	**72**																		
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*2*	0	*7*	5	*9*	**5**																		
	Unité information passagers (UIP)		*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**																		
Sous-total DGDDI communiqué			*996*	867	*52*	35	*1048*	**902**																		
Autres Directions (*statistiques non com-muniquées*)	**Service commun des laboratoires (SCL)**		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**																		
	Tracfin		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**																		
	Wallis-et-Futuna		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**																		
	Sous-total autres directions		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**																		
Total DGDDI			*996 ?*	867 ?	*52 ?*	35 ?	*1048 ?*	**902 ?**																		

Concours de la DGDDI : aléas des contours…

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

26/11/2020 *(audioconférence)*

Hygiène, Santé, Conditions de travail | ***compte-rendu***

12ème audioconférence DG de rentrée

Déconfinement : « Noël en janvier, ski en été… »

« On ne sait jamais, sur un malentendu, ça peut peut-être marcher »

I – Introduction

1°) Les chiffres *: non communiqués*

(Pas de chiffre aujourd'hui car le jeudi est le jour de remontée vers la Direction générale – DG). Par la suite (sous quinzaine), suite à proposition de SOLIDAIRES la réunion pourrait rebasculer au vendredi, ce qui permet de travailler avec les données les plus actuelles. *Addendum : chiffres transmis le vendredi 27/11/2020, détaillés en pp 3-4.*

2°) Participants : *on nous boude ?*

DG

La Directrice générale n'était pas des nôtres (déplacement), de même que son adjoint (dialogue de gestion).

DI

On nous avait également promis la présence des Directeurs interrégionaux (DI) de Paris-Aéroports (DIPA) et Nouvelle-Aquitaine (DINA), finalement pas au bout du fil. *On pourrait presque se sentir vexés, les délégations syndicales s'étant organisées autour de leur venue… SOLIDAIRES a indiqué que c'est sans doute en prévision de cette absence que divers points ont fait l'objet d'un « déminage » bienvenu en audioconférence locale.*

II – Cadre général : *Le temps de la crise…*

Ayant écouté les annonces de notre président « jupitérien » et leur tempo, notre ressenti est que jusqu'en janvier au moins (et pas au début du mois concerné), les curseurs ne bougeront pas.

1°) Dispositifs : *la continuité*

Les dispositifs qui ont été mis en place vont perdurer. En effet, nous ne sommes pas encore dans une configuration de sortie de crise.

Veiller à l'harmonisation

Ainsi celles ou ceux dans l'encadrement qu'on attrape toutes les semaines la main dans le sac, à traiter la situation avec une désinvolture coupable (on a fait un effort pour employer un terme élégant, on aurait tout aussi bien pu utiliser « c…ie crasse ») doivent continuer à être tenus bride courte. Et on sait que malheureusement ici ou là, nous avons quelques spécimens de bel acabit …

Veiller à la protection

Il faut également veiller à ce que des tensions n'apparaissent pas dans les services au sujet des mesures prises, comme, par exemple, le port du masque. Un agent qui constate une défaillance à ce niveau-là doit être protégé.

2°) Orientations de contrôle : *le discernement*

Quantitativement

Nous avons également un souci avec les orientations de contrôle. Il a été constaté par endroit une forme d'emballement, contraire au mot « discernement » employé par la Dg il y a quelques temps.

Certains mettent la pression notamment vis-à-vis des tableaux de bord annuels et autres indicateurs. L'année 2020 est (tristement) exceptionnelle. Dès lors, les indicateurs chiffrés n'ont, cette année, strictement aucun sens ou, à tout le moins, une portée très réduite.

Qualitativement

Par ailleurs, un contrôle sur un public en difficulté peut entraîner l'image d'une administration (et de ses fonctionnaires) déconnectée du réel. Et, pire encore, on pourrait arriver à une mise en danger des agents intervenants. Or, ceci, il vaut mieux y penser avant qu'après ! Dès lors, une très grande prudence nous paraît de rigueur. Et surtout de ne pas se laisser dicter une activité sous la seule pression des indicateurs chiffrés !

III – Points particuliers évoqués

1°) Agents vulnérables

La question des agents vivant avec des personnes vulnérables a été à nouveau soulevée. Pour la DG, il faut privilégier,dans ce cas, au maximum le télétravail ou, à défaut, l'aménagement du poste pour une sécurité renforcée.

2°) Télétravail (TT)

Situation de handicap

Pour les agents en TT qui sont en situation de handicap, il est précisé qu'un fond spécifique existe : le fond pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).
Il ne faut pas hésiter à présenter une demande concernant une demande de matériel ou de connectique adaptés.
Détails sur www.fiphfp.fr

Aucun distingo catégoriel

Limiter le TT à 3 jours pour les catégories A n'est, en aucun cas, une mesure de la DG. Une telle disposition irait même à contre-courant des instructions données.
Ce constat, fait par la DG elle-même, peut être étendu bien sûr aux B et aux C.

Tableur « Big brother »

SOLIDAIRES fait part d'un tableur particulier, au sein du bureau scolarité de la DNRFP, visible de tous.
Il est en effet demandé à chaque collègue de le remplir :

- chaque matin au niveau des tâches prévues
- chaque fin de journée pour indiquer les tâches effectuées.

La DG indique que ça ne fait pas partie de la doctrine et va se renseigner.

3°) ASA / CA

Fermeture de cantine : pas d'ASA

Pour les autorisations spéciales d'absence (ASA) en cas de fermeture de cantine scolaire ou autre situation approchante, le SG de BERCY refuse.
Modernité et esprit d'ouverture, quand tu nous tiens ...

Retrait de congés annuels (CA)

Il y a encore des agents à qui le retrait de jours de CA n'a pas été notifié, mais c'est en cours. Notamment parmi l'encadrement Surveillance (chefs de service de la douane en surveillance et adjoints – CSDS et CSDSA).
A priori, leurs retraits seront faibles : en effet cette population de personnels peut bénéficier, à titre dérogatoire en Surveillance, du télétravail
SOLIDAIRES indique que si un traitement différencié est remarqué sur ce point, cela soulèvera une grande émotion parmi les collègues...

Report CA

La DG va sonder les services du personnel des DI (Fonction Ressources Humaine Locale – FRHL).
Ceci pour voir si une tolérance spécifique pour le report des congés de 2020 en 2021 doit être mise en place.

4°) Point spécifique sur Orly et la fusion des brigades

Objet

La brigade de surveillance extérieure (BSE) d'Orly Pistes fusionne avec la BSE Fret & périphérie pour devenir la BSE Orly Intervention (BSEOI).
La Direction s'attaque notamment sans raison au régime de travail (protocole aéroportuaire).

Réactions

L'étonnement est collectif concernant cette réorganisation qui avance en pleine situation pandémique, et sans urgence bâtimentaire !
En effet la Direction veut à tout prix ouvrir la BSEOI le 01/12 alors que cette date n'est mentionnée nulle part dans les documents présentés en Comité technique. De fait l'ouverture de la BSEOI se fera dans 2 locaux différents !
En effet les nouveaux locaux attenants à l'actuelle BSE Pistes ne sont pas prêts, n'ayant pas fait l'objet de travaux ! Tandis que les locaux de l'actuelle BSE Fret & périphérie n'ont pas été récupérés par le gestionnaire aéroportuaire.

5°) Formation/concours

RTC pour agents du SNDFR : en pause...

La formation aux renseignements tarifaires contraignants (RTC) des agents du Service national douanier de fiscalité routière (SNDFR) de Metz est un point encore en stand-by...

Concours commun catégorie C

Le concours commun catégorie C (CO et SU) verra ses oraux se dérouler du 4 au 8 janvier, avec des résultats d'admission le 18. Les résultats d'admissibilité devraient intervenir courant décembre.

Bon courage à toutes et tous ! Prenez soin de vous.

Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 26 novembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires *(toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)*																					
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			15 oct	15 oct	15 oct	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**	*19 nov*	**26 nov**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	*73*	76	*71*	71	*144*	**147**	*33*	36	*4*	4	*37*	**40**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	1	1	*1*	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	*52*	58	*42*	41	*94*	**99**	*7*	6	*2*	2	*9*	**8**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	*96*	98	*65*	58	*161*	**156**	*41*	42	*2*	1	*43*	**43**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*0*	0	1	1	*1*	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	*88*	76	*36*	44	*124*	**120**	*41*	42	*0*	0	*41*	**42**	*0*	1	*1*	0	*1*	**1**	*1*	1	0	0	*1*	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	*38*	39	*25*	19	*63*	**58**	*8*	8	*0*	0	*8*	**8**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	*62*	61	*25*	19	*87*	**80**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	*49*	43	*27*	20	*76*	**63**	*7*	25	*0*	0	*7*	**25**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*3*	3	1	1	*4*	**4**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	*13*	15	*8*	7	*21*	**22**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	*363*	347	*358*	343	*721*	**690**	*429*	438	*41*	38	*470*	**476**	*1*	2	*5*	5	*6*	**7**	*20*	22	19	19	*39*	**41**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	*219*	221	*172*	174	*391*	**395**	*198*	219	*7*	8	*205*	**227**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*4*	4	14	14	*18*	**18**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	*184*	194	*182*	210	*366*	**404**	*252*	244	*20*	23	*272*	**267**	*7*	2	*1*	1	*8*	**3**	*7*	7	3	3	*10*	**10**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	*325*	341	*300*	304	*625*	**645**	*292*	325	*15*	23	*307*	**348**	*2*	2	*2*	2	*4*	**4**	*6*	5	16	17	*22*	**22**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	*229*	236	*410*	475	*639*	**711**	*328*	342	*43*	42	*371*	**384**	*1*	1	*10*	5	*11*	**6**	*2*	2	22	23	*24*	**25**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	*327*	344	*313*	328	*640*	**672**	*441*	454	*12*	17	*453*	**471**	*3*	1	*1*	2	*4*	**3**	*17*	18	18	19	*35*	**37**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	*265*	262	*171*	171	*436*	**433**	*327*	332	*18*	15	*345*	**347**	*1*	0	*1*	0	*2*	**0**	*13*	13	9	9	*22*	**22**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	*269*	249	*261*	257	*530*	**506**	*422*	428	*28*	32	*450*	**460**	*1*	0	*0*	1	*1*	**1**	*9*	9	4	5	*13*	**14**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	*245*	251	*291*	287	*536*	**538**	*286*	291	*13*	14	*299*	**305**	*0*	0	*0*	13	*0*	**13**	*3*	3	7	11	*10*	**14**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	*169*	181	*277*	279	*446*	**460**	*403*	411	*43*	43	*446*	**454**	*6*	2	*55*	49	*61*	**51**	*3*	3	26	33	*29*	**36**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	*422*	401	*317*	267	*739*	**668**	*110*	127	*29*	31	*139*	**158**	*6*	7	*2*	8	*8*	**15**	*21*	20	38	30	*59*	**50**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		173	16	**189**	*38*	44	*3*	6	*41*	**50**	*137*	137	*0*	0	*137*	**137**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*5*	5	2	2	*7*	**7**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	*280*	267	*0*	0	*280*	**267**	*582*	585	*0*	0	*582*	**585**	*3*	0	*0*	0	*3*	**0**	*26*	26	0	0	*26*	**26**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	*47*	53	*371*	355	*418*	**408**	*47*	44	*63*	83	*110*	**127**	*0*	0	*2*	3	*2*	**3**	*1*	1	14	15	*15*	**16**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	*208*	203	*377*	382	*585*	**585**	*207*	205	*2*	4	*209*	**209**	*0*	0	*6*	1	*6*	**1**	*5*	5	16	16	*21*	**21**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	*70*	78	*61*	62	*131*	**140**	*193*	190	*11*	10	*204*	**200**	*1*	1	*5*	1	*6*	**2**	*1*	1	11	11	*12*	**12**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	*44*	38	*7*	8	*51*	**46**	*160*	162	*0*	0	*160*	**162**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	*26*	25	*143*	135	*169*	**160**	*31*	33	*187*	188	*218*	**221**	*0*	0	*2*	0	*2*	**0**	*2*	2	19	20	*21*	**22**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	*1*	NC	*8*	NC	*9*	NC	*0*	NC	*0*	NC	*0*	NC	*0*	NC	*0*	NC	*0*	NC	*0*	NC	0	NC	*0*	NC
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	*4202*	4201	*4321*	4322	*8523*	**8523**	*4984*	5128	*540*	578	*5524*	**5706**	*34*	19	*93*	92	*127*	**111**	*149*	150	241	250	*390*	**400**
Autres Directions *(statistiques non communiquées)*	Service commun des laboratoires (SCL)		392	0	**392**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	*4202 ?*	4201 ?	*4321 ?*	4322 ?	*8523 ?*	**8523 ?**	*4984 ?*	5128 ?	*540 ?*	578 ?	*5524 ?*	**5706 ?**	*34 ?*	19 ?	*93 ?*	92 ?	*127 ?*	**111 ?**	*149 ?*	150 ?	*241 ?*	250 ?	*390 ?*	**400 ?**

* Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.

Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 26 novembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			*Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours*																									
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours						5 jours			
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 47	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**	*sem 47*	**sem 48**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	*33*	36	*4*	4	*37*	**40**	*13*	15	*1*	3	*14*	**18**	*10*	19	*1*	0	*11*	**19**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*1*	1	0	0	*1*	**1**
		DR Guyane	*7*	6	*2*	2	*9*	**8**	*4*	4	*0*	0	*4*	**4**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	1	1	0	*1*	**1**
		DR Martinique & services DI	*41*	42	*2*	1	*43*	**43**	*8*	14	*0*	0	*8*	**14**	*10*	9	*0*	0	*10*	**9**	*5*	7	*0*	0	*5*	**7**	*5*	4	2	1	*7*	**5**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	*41*	42	*0*	0	*41*	**42**	*15*	14	*0*	0	*15*	**14**	*10*	10	*0*	0	*10*	**10**	*3*	3	*0*	0	*3*	**3**	*5*	5	0	0	*5*	**5**
		DR Mayotte	*8*	8	*0*	0	*8*	**8**	*5*	4	*0*	0	*5*	**4**	*3*	4	*0*	0	*3*	**4**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*7*	25	*0*	0	*7*	**25**	*3*	10	*0*	0	*3*	**10**	*0*	2	*0*	0	*0*	**2**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*3*	3	0	0	*3*	**3**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		*429*	438	*41*	38	*470*	**476**	*153*	149	*10*	8	*163*	**157**	*86*	102	*4*	4	*90*	**106**	*55*	55	*6*	7	*61*	**62**	*32*	37	7	5	*39*	**42**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*198*	219	*7*	8	*205*	**227**	*57*	56	*3*	3	*60*	**59**	*38*	44	*1*	1	*39*	**45**	*28*	30	*0*	0	*28*	**30**	*37*	39	1	1	*38*	**40**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*252*	244	*20*	23	*272*	**267**	*74*	64	*8*	9	*82*	**73**	*78*	63	*2*	4	*80*	**67**	*39*	44	*0*	0	*39*	**44**	*25*	29	1	1	*26*	**30**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*292*	325	*15*	23	*307*	**348**	*113*	97	*2*	6	*115*	**103**	*67*	63	*2*	1	*69*	**64**	*43*	43	*2*	2	*45*	**45**	*41*	37	5	6	*46*	**43**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*328*	342	*43*	42	*371*	**384**	*86*	99	*10*	9	*96*	**108**	*87*	84	*8*	7	*95*	**91**	*59*	66	*2*	3	*61*	**69**	*51*	45	10	10	*61*	**55**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*441*	454	*12*	17	*453*	**471**	*112*	130	*2*	4	*114*	**134**	*103*	101	*2*	1	*105*	**102**	*64*	62	*3*	0	*67*	**62**	*80*	79	3	4	*83*	**83**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*327*	332	*18*	15	*345*	**347**	*106*	118	*8*	3	*114*	**121**	*83*	91	*6*	8	*89*	**99**	*35*	44	*3*	3	*38*	**47**	*39*	29	1	0	*40*	**29**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*422*	428	*28*	32	*450*	**460**	*118*	124	*0*	5	*118*	**129**	*71*	61	*7*	4	*78*	**65**	*72*	47	*4*	3	*76*	**50**	*79*	126	8	7	*87*	**133**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*286*	291	*13*	14	*299*	**305**	*91*	86	*1*	2	*92*	**88**	*73*	74	*0*	0	*73*	**74**	*52*	63	*0*	1	*52*	**64**	*32*	33	5	1	*37*	**34**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*403*	411	*43*	43	*446*	**454**	*111*	105	*10*	17	*121*	**122**	*96*	95	*2*	4	*98*	**99**	*70*	73	*8*	8	*78*	**81**	*61*	58	4	5	*65*	**63**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*110*	127	*29*	31	*139*	**158**	*40*	22	*8*	9	*48*	**31**	*19*	22	*6*	7	*25*	**29**	*10*	8	*6*	2	*16*	**10**	*2*	2	9	3	*11*	**5**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		*137*	137	*0*	0	*137*	**137**	*16*	13	*0*	0	*16*	**13**	*18*	22	*0*	0	*18*	**22**	*5*	4	*0*	0	*5*	**4**	*96*	98	0	0	*96*	**98**
	Direction générale (DG) dont SARC		*582*	585	*0*	0	*582*	**585**	*90*	101	*0*	0	*90*	**101**	*109*	116	*0*	0	*109*	**116**	*152*	122	*0*	0	*152*	**122**	*164*	173	0	0	*164*	**173**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*47*	44	*63*	83	*110*	**127**	*19*	14	*18*	21	*37*	**35**	*10*	11	*10*	10	*20*	**21**	*4*	1	*12*	8	*16*	**9**	*7*	6	1	0	*8*	**6**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*207*	205	*2*	4	*209*	**209**	*75*	68	*1*	0	*76*	**68**	*69*	82	*0*	2	*69*	**84**	*12*	6	*0*	0	*12*	**6**	*7*	9	1	1	*8*	**10**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*193*	190	*11*	10	*204*	**200**	*25*	18	*2*	3	*27*	**21**	*25*	27	*4*	1	*29*	**28**	*21*	20	*1*	0	*22*	**20**	*113*	113	0	0	*113*	**113**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*160*	162	*0*	0	*160*	**162**	*17*	15	*0*	0	*17*	**15**	*21*	23	*0*	0	*21*	**23**	*40*	45	*0*	0	*40*	**45**	*69*	67	0	0	*69*	**67**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*31*	33	*187*	188	*218*	**221**	*12*	13	*51*	57	*63*	**70**	*7*	5	*43*	44	*50*	**49**	*2*	2	*23*	22	*25*	**24**	*0*	2	13	7	*13*	**9**
	Unité information passagers (UIP)		*0*	NC	*0*	NC	*0*	**NC**	*0*	NC	*0*	NC	*0*	**NC**	*0*	NC	*0*	NC	*0*	**NC**	*0*	NC	*0*	NC	*0*	**NC**	*0*	NC	*0*	NC	*0*	**NC**
Sous-total DGDDI communiqué			*4984*	5128	*540*	578	*5524*	**5706**	*1363*	1353	*135*	159	*1498*	**1512**	*1094*	1131	*98*	98	*1192*	**1229**	*773*	745	*70*	60	*843*	**805**	*949*	996	72	52	*1021*	**1048**
Autres Directions (*statistiques non communiquées*)	Service commun des laboratoires (SCL)		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			*4984 ?*	5128 ?	*540 ?*	578 ?	*5524 ?*	**5706 ?**	*1363 ?*	1353 ?	*135 ?*	159 ?	*1498 ?*	**1512 ?**	*1094 ?*	1131 ?	*98 ?*	98 ?	*1192 ?*	**1229 ?**	*773 ?*	745 ?	*70 ?*	60 ?	*843 ?*	**805 ?**	*949 ?*	996 ?	*72 ?*	52 ?	*1021 ?*	**1048 ?**

Déconfinement : « Noël en janvier, ski en été… »

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

19 novembre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail *compte-rendu*

12ème audioconférence DG de rentrée – 19/11/2020 : Début d'inversion de la courbe ?

Figure 24a. Nombre hebdomadaire de cas de COVID-19 nouvellement hospitalisés selon la date de déclaration, depuis le 19 mars, données au 17 novembre 2020, France (source : SI-VIC)

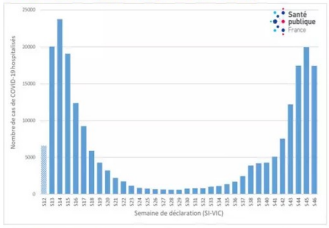
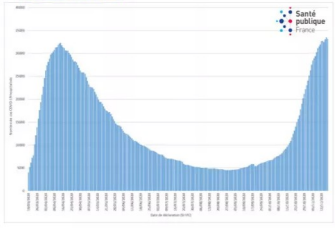


Figure 24b. Nombre de cas de COVID-19 en cours d'hospitalisation, par jour de déclaration, depuis le 19 mars, données au 17 novembre 2020, France (source : SI-VIC)



S12 : Données incomplètes car démarrage de SI-VIC en cours de semaine

% I – Les chiffres

(Pas de chiffre aujourd'hui car le jeudi est le jour de remontée vers la DG)

Malades

À titre d'information, nous observons qu'au niveau du Ministère, le nombre de cas continue à progresser : 3443 cas au 17/11, contre 3380 au 12/11. On observe toutefois que cette augmentation est bien moins forte qu'au début du mois. À voir si cette tendance est la même en Douane.

Addendum : les statistiques, transmises aux organisations syndicales le vendredi 20/11/2020 figurent en annexe. Au niveau des malades Covid, des nouveaux cas apparaissent (Hauts-de-France, PACA-Corse, Paris-Aéroports notamment), néanmoins la tendance ministérielle se vérifie à la DGDDI (+12% contre +33% en début de mois).

Le télétravail est en augmentation en OPCO-AG (dans toutes les directions sauf en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie) et en SU (DI PACA-Corse, DNGCD).

Foyers

Le nombre de foyers épidémiques (« clusters ») – plus de 3 cas avérés – serait en baisse.

A priori, seule la BSE de Marseille-Port figurerait dans ce cas.

II – Errements ou décalages locaux : *encore et toujours…*

Présentation générale

On constate comme à l'accoutumée qu'en de trop nombreux points du réseau douanier, il y a encore des décalages par rapport aux instructions gouvernementales, ministérielles et directionnelles.

Certains responsables estiment qu'on en fait trop avec la pandémie. Pour nous, ils passent du qualificatif de « responsables » à « irresponsables » !

Question matérielle…

Parfois, c'est aussi la réalisation matérielle des choses qui devrait être différée.

À ce niveau, la palme revient au Service National Douanier de Fiscalité Routière (SNFDR). En fait, même avec les meilleures instructions du monde, un déménagement / brassage de 130 personnes n'était assurément pas une bonne idée en plein pic épidémique…

On a évoqué une campagne de tests antigéniques, mais la médecine de prévention estime que le taux d'erreur est trop élevé (20 %) et que le test fonctionne mal sur les personnes asymptomatiques.

… ou de volonté

À plusieurs reprises, en évoquant des sujets précis, on a l'impression que la volonté devrait être plus ferme.

Cela permettrait de réduire le champ des mauvais élèves. Et on sait toutes et tous qu'il y en a, à différents niveaux.

III – Points particuliers évoqués

1°) Agents vulnérables

La DG a diffusé la note sur les personnes vulnérables, déclinant la circulaire Fonction Publique du 10/11/20.

Expertise médicale

Déjà repris : Il est rappelé qu'un nouveau passage (chez le médecin suite à l'évolution du texte) n'est pas nécessaire.

Nouvelles pathologies : Par contre, pour les collègues concernés par les nouvelles pathologies reprises dans le texte (maladies neurologiques et neurovégétatives), un avis médical est nécessaire.

Télétravail / présentiel / ASA

D'abord télétravail, ensuite présentiel et enfin -si l'aménagement de poste de façon sécurisée n'est pas possible-, alors Autorisation Spéciale d'Absence (ASA).

En effet « *l'agent reconnu vulnérable a vocation à être placé en télétravail à temps plein dès lors que c'est possible, notamment si les fonctions exercées le permettent.* »

Ce n'est donc que si le recours au télétravail n'est pas possible qu'un aménagement de poste est organisé.

2°) Cas contact / CA / ASA

Doctrine DG
Pour la DG, si le cas contact est déclaré pendant un congé annuel (CA), l'agent n'est pas basculé en Autorisation spéciale d'absence (ASA).

Avis de SOLIDAIRES
Pour nous, si la potentielle contamination a pu avoir lieu lors d'une période d'activité professionnelle et que l'agent part en congé ensuite, on devrait plutôt le remettre en ASA.

3°) Tir et TPCI (en changement de branche)

Doctrine DG
Tir : La DG prévoit que l'habilitation au tir se fasse à la résidence.
TPCI : La DG prévoit que la formation aux techniques professionnelles de contrôle et d'intervention (TPCI) s'effectue à La Rochelle.

Avis de SOLIDAIRES
À notre sens, par rapport au contexte pandémique actuel, on pourrait privilégier une option où tout se ferait à la résidence.

4°) Télétravail / téléphonie

Réflexion DG
La DG travaille à une solution permettant de se servir du l'équipement informatique comme téléphone.

Avis de SOLIDAIRES
Pas mieux… Constat général sur la technologie du travail à distance : les progrès sont lents… Comme le dit la Dg, « l'État a été surpris par la crise ». Oui, cela se voit un peu…

5°) Transport du HK

Doctrine DG
Les consignes usuelles prévoient au moins 4 collègues, lors d'un point de contrôle avec le pistolet mitrailleur universel Heckler & Koch (UMP HK). Ceci n'est pas applicable lors du transport.

Avis de SOLIDAIRES
Il n'est donc pas obligatoire qu'il y ait 4 agents dans le véhicule dans ce cas de figure (c'est même plutôt à éviter en raison du risque sanitaire).

6°) Prise de repas dans les véhicules

C'est à éviter le plus possible. A défaut, il faut essayer d'enlever le masque à tout de rôle, d'éviter le face à face et d'aérer le véhicule. Mais le mieux, dans un véhicule, est vraiment de porter le masque en permanence et donc de ne pas manger, ni boire dans un véhicule.

7°) Contrôle des attestations de déplacement

Il a été évoqué une histoire de contrôle des attestations de déplacement par des agents des Douanes à Roissy ! Si c'est avéré, la chose nous surprend et cela ne nous paraît pas vraiment être du ressort de la DGDDI. Affaire à suivre…

Bon courage à toutes et tous !
Prenez soin de vous.

Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 19 novembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires *(toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)*																					
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			15 oct	15 oct	15 oct	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov	12 nov	19 nov
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	*77*	73	*76*	71	*153*	**144**	*33*	33	*2*	4	*35*	**37**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	*50*	52	*47*	42	*97*	**94**	*8*	7	*1*	2	*9*	**9**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	*102*	96	*59*	65	*161*	**161**	*29*	41	*3*	2	*32*	**43**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	*70*	88	*40*	36	*110*	**124**	*36*	41	*0*	0	*36*	**41**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	*38*	38	*20*	25	*58*	**63**	*6*	8	*0*	0	*6*	**8**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	*49*	62	*22*	25	*71*	**87**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	*46*	49	*23*	27	*69*	**76**	*4*	7	*0*	0	*4*	**7**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*2*	3	*2*	1	*4*	**4**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	*13*	13	*8*	8	*21*	**21**	*3*	1	*1*	0	*4*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	*326*	363	*292*	358	*618*	**721**	*372*	429	*35*	41	*407*	**470**	*7*	1	*28*	5	*35*	**6**	*19*	20	*17*	19	*36*	**39**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	*203*	219	*158*	172	*361*	**391**	*179*	198	*5*	7	*184*	**205**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*3*	4	*13*	14	*16*	**18**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	*183*	184	*173*	182	*356*	**366**	*229*	252	*15*	20	*244*	**272**	*1*	7	*4*	1	*5*	**8**	*3*	7	*3*	3	*6*	**10**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	*308*	325	*278*	300	*586*	**625**	*282*	292	*17*	15	*299*	**307**	*1*	2	*27*	2	*28*	**4**	*4*	6	*15*	16	*19*	**22**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	*199*	229	*387*	410	*586*	**639**	*317*	328	*37*	43	*354*	**371**	*1*	1	*10*	10	*11*	**11**	*1*	2	*17*	22	*18*	**24**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	*289*	327	*279*	313	*568*	**640**	*387*	441	*15*	12	*402*	**453**	*3*	3	*9*	1	*12*	**4**	*16*	17	*16*	18	*32*	**35**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	*236*	265	*167*	171	*403*	**436**	*303*	327	*14*	18	*317*	**345**	*8*	1	*1*	1	*9*	**2**	*12*	13	*9*	9	*21*	**22**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	*242*	269	*266*	261	*508*	**530**	*480*	422	*27*	28	*507*	**450**	*0*	1	*4*	0	*4*	**1**	*9*	9	*4*	4	*13*	**13**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	*212*	245	*305*	291	*517*	**536**	*363*	286	*11*	13	*274*	**299**	*0*	0	*2*	0	*2*	**0**	*3*	3	*6*	7	*9*	**10**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	*161*	169	*282*	277	*443*	**446**	*361*	403	*27*	43	*388*	**446**	*7*	6	*38*	55	*45*	**61**	*3*	3	*19*	26	*22*	**29**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	*373*	422	*273*	317	*646*	**739**	*83*	110	*13*	29	*96*	**139**	*6*	6	*5*	2	*11*	**8**	*20*	21	*32*	38	*52*	**59**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		173	16	**189**	*31*	38	*2*	3	*33*	**41**	*132*	137	*0*	0	*132*	**137**	*0*	1	*2*	0	*2*	**1**	*5*	5	*2*	2	*7*	**7**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	*243*	280	*0*	0	*243*	**280**	*525*	582	*0*	0	*525*	**582**	*3*	3	*0*	0	*3*	**3**	*25*	26	*0*	0	*25*	**26**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	*39*	47	*393*	371	*432*	**418**	*46*	47	*42*	63	*88*	**110**	*0*	0	*4*	2	*4*	**2**	*1*	1	*13*	14	*14*	**15**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	*184*	208	*361*	377	*545*	**585**	*187*	207	*5*	2	*192*	**209**	*1*	0	*12*	6	*13*	**6**	*5*	5	*15*	16	*20*	**21**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	*64*	70	*53*	61	*117*	**131**	*189*	193	*13*	11	*202*	**204**	*0*	1	*0*	5	*0*	**6**	*1*	1	*10*	11	*11*	**12**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	*42*	44	*10*	7	*52*	**51**	*155*	160	*0*	0	*155*	**160**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	*24*	26	*101*	143	*125*	**169**	*27*	31	*197*	187	*224*	**218**	*1*	0	*1*	2	*2*	**2**	*2*	2	*19*	19	*21*	**21**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	*1*	1	*8*	8	*9*	**9**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	*3805*	4202	*4083*	4321	*7888*	**8523**	*4637*	4984	*480*	540	*5117*	**5524**	*40*	34	*147*	93	*187*	**127**	*135*	149	*214*	241	*349*	**390**
Autres Directions *(statistiques non com-muniquées)*	Service commun des laboratoires (SCL)		392	0	**392**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	*3805* ?	4202 ?	*4083* ?	4321 ?	*7888* ?	**8523** ?	*4637* ?	4984 ?	*480* ?	540 ?	*5117* ?	**5524** ?	*40* ?	34 ?	*147* ?	93 ?	*187* ?	**127** ?	*135* ?	149 ?	*214* ?	241 ?	*349* ?	**390** ?

* Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.

Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 19 novembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			*Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours*																									
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours						5 jours			
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 46	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**	*sem 46*	**sem 47**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	*33*	33	*2*	4	*35*	**37**	*13*	13	*1*	1	*14*	**14**	*10*	10	*1*	1	*11*	**11**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	0	0	*1*	**1**
		DR Guyane	*8*	7	*1*	2	*9*	**9**	*2*	4	*0*	0	*2*	**4**	*2*	0	*0*	0	*2*	**0**	*1*	1	*1*	0	*2*	**1**	*0*	0	0	1	*0*	**1**
		DR Martinique & services DI	*29*	41	*3*	2	*32*	**43**	*7*	8	*0*	0	*7*	**8**	*3*	10	*0*	0	*3*	**10**	*5*	5	*3*	0	*8*	**5**	*0*	5	0	2	*0*	**7**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*36*	41	*0*	0	*36*	**41**	*15*	15	*0*	0	*15*	**15**	*5*	10	*0*	0	*5*	**10**	*5*	3	*0*	0	*5*	**3**	*0*	5	0	0	*0*	**5**
		DR Mayotte	*6*	8	*0*	0	*6*	**8**	*2*	5	*0*	0	*2*	**5**	*0*	3	*0*	0	*0*	**3**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*4*	7	*0*	0	*4*	**7**	*1*	3	*0*	0	*1*	**3**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*1*	3	0	0	*1*	**3**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*3*	1	*1*	0	*4*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	0	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*372*	429	*35*	41	*407*	**470**	*117*	153	*12*	10	*129*	**163**	*77*	86	*4*	4	*81*	**90**	*67*	55	*4*	6	*71*	**61**	*0*	32	2	7	*2*	**39**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*179*	198	*5*	7	*184*	**205**	*55*	57	*3*	3	*58*	**60**	*27*	38	*0*	1	*27*	**39**	*23*	28	*0*	0	*23*	**28**	*34*	37	1	1	*35*	**38**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*229*	252	*15*	20	*244*	**272**	*79*	74	*6*	8	*85*	**82**	*53*	78	*3*	2	*56*	**80**	*33*	39	*0*	0	*33*	**39**	*7*	25	0	1	*7*	**26**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*282*	292	*17*	15	*299*	**307**	*104*	113	*3*	2	*107*	**115**	*54*	67	*2*	2	*56*	**69**	*60*	43	*5*	2	*65*	**45**	*1*	41	2	5	*3*	**46**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*317*	328	*37*	43	*354*	**371**	*88*	86	*8*	10	*96*	**96**	*80*	87	*6*	8	*86*	**95**	*62*	59	*8*	2	*70*	**61**	*0*	51	5	10	*5*	**61**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*387*	441	*15*	12	*402*	**453**	*138*	112	*11*	2	*149*	**114**	*81*	103	*6*	2	*87*	**105**	*64*	64	*14*	3	*78*	**67**	*35*	80	20	3	*55*	**83**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*303*	327	*14*	18	*317*	**345**	*108*	106	*4*	8	*112*	**114**	*78*	83	*3*	6	*81*	**89**	*25*	35	*1*	3	*26*	**38**	*7*	39	0	1	*7*	**40**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*480*	422	*27*	28	*507*	**450**	*106*	118	*2*	0	*108*	**118**	*69*	71	*6*	7	*75*	**78**	*192*	72	*5*	4	*197*	**76**	*0*	79	1	8	*1*	**87**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*263*	286	*11*	13	*274*	**299**	*105*	91	*3*	1	*108*	**92**	*63*	73	*0*	0	*63*	**73**	*33*	52	*3*	0	*36*	**52**	*19*	32	0	5	*19*	**37**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*361*	403	*27*	43	*388*	**446**	*117*	111	*4*	10	*121*	**121**	*106*	96	*0*	2	*106*	**98**	*61*	70	*11*	8	*72*	**78**	*0*	61	0	4	*0*	**65**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*83*	110	*13*	29	*96*	**139**	*34*	40	*6*	8	*40*	**48**	*7*	19	*3*	6	*10*	**25**	*10*	10	*1*	6	*11*	**16**	*0*	2	3	9	*3*	**11**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*132*	137	*0*	0	*132*	**137**	*14*	16	*0*	0	*14*	**16**	*16*	18	*0*	0	*16*	**18**	*4*	5	*0*	0	*4*	**5**	*93*	96	0	0	*93*	**96**
	Direction générale (DG) dont SARC		*525*	582	*0*	0	*525*	**582**	*128*	90	*0*	0	*128*	**90**	*148*	109	*0*	0	*148*	**109**	*151*	152	*0*	0	*151*	**152**	*30*	164	0	0	*30*	**164**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*46*	47	*42*	63	*88*	**110**	*26*	19	*13*	18	*39*	**37**	*6*	10	*9*	10	*15*	**20**	*3*	4	*3*	12	*6*	**16**	*4*	7	0	1	*4*	**8**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*187*	207	*5*	2	*192*	**209**	*76*	75	*0*	1	*76*	**76**	*45*	69	*0*	0	*45*	**69**	*12*	12	*0*	0	*12*	**12**	*5*	7	1	1	*6*	**8**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*189*	193	*13*	11	*202*	**204**	*31*	25	*3*	2	*34*	**27**	*24*	25	*2*	4	*26*	**29**	*118*	21	*1*	1	*119*	**22**	*0*	113	0	0	*0*	**113**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*155*	160	*0*	0	*155*	**160**	*26*	17	*0*	0	*26*	**17**	*34*	21	*0*	0	*34*	**21**	*77*	40	*0*	0	*77*	**40**	*0*	69	0	0	*0*	**69**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*27*	31	*197*	187	*224*	**218**	*10*	12	*73*	51	*83*	**63**	*4*	7	*41*	43	*45*	**50**	*1*	2	*19*	23	*20*	**25**	*0*	0	4	13	*4*	**13**
	Unité information passagers (UIP)		*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	*0*	*0*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			*4637*	4984	*480*	540	*5117*	**5524**	*1402*	1363	*152*	135	*1554*	**1498**	*994*	1094	*86*	98	*1080*	**1192**	*1008*	773	*79*	70	*1087*	**843**	*237*	949	39	72	*276*	**1021**
Autres Directions (*statistiques non com-muniquées*)	**Service commun des laboratoires (SCL)**		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			*4637 ?*	4984 ?	*480 ?*	540 ?	*5117 ?*	**5524 ?**	*1402 ?*	1363 ?	*152 ?*	135 ?	*1554 ?*	**1498 ?**	*994 ?*	1094 ?	*86 ?*	98 ?	*1080 ?*	**1192 ?**	*1008 ?*	773 ?	*79 ?*	70 ?	*1087 ?*	**843 ?**	*237 ?*	949 ?	*39 ?*	72 ?	*276 ?*	**1021 ?**

Début d'inversion de la courbe ?

Figure 24a. Nombre hebdomadaire de cas de COVID-19 nouvellement hospitalisés selon la date de déclaration, depuis le 19 mars, données au 17 novembre 2020, France (source : SI-VIC)

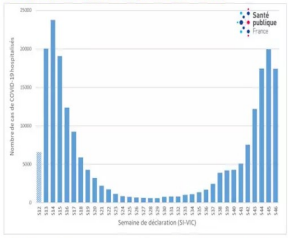
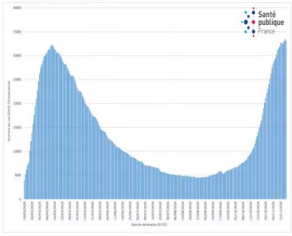


Figure 24b. Nombre de cas de COVID-19 en cours d'hospitalisation, par jour de déclaration, depuis le 19 mars, données au 17 novembre 2020, France (source : SI-VIC)



S12 : Données incomplètes car démarrage de SI-VIC en cours de semaine

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

13 novembre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail *compte-rendu*

11ème audioconférence DG de rentrée – 13/11/2020 : Dépassés … par la 2ème vague ?

% I – Point de situation : alerte rouge ?

Malades

La DGDDI dénombre 349 cas (depuis le nouveau mode de décompte DGAFP, soit le 26 octobre).

Même si c'est une donnée cumulée (et non le nombre exact de nouveaux cas dans la semaine), nous avons globalement dépassé les chiffres de la première vague. C'est un message fort.

Le seul (petit) élément optimiste est l'augmentation (+ 86) qui est un peu inférieure à l'accroissement de la semaine dernière (+ 92). Mais, à notre sens, on ne peut pas encore en déduire un tassement de courbe. Ce serait trop aventureux.

Isolement

Le nombre d'agents placés à l'isolement est en baisse (-197).

Télétravail (TT)

Le nombre augmente. On est à 5117 agents ayant effectué au moins 1 jour de TT dans la semaine. C'est un progrès. Mais il semble encore insuffisant si on prend le volume de télétravail.

Ainsi :

- 6 % des agents sont à 3 jours de TT,
- idem pour 4 jours. C'est assez faible.
- Et pour 5 jours, c'est 1,60 %, c'est-à-dire presque rien…

Il faut pousser les curseurs au moins pour les semaines qui viennent. Et au passage vaincre les résistances ici ou là dans l'encadrement.

Foyers

Récents : De nouveaux foyers épidémiques (« clusters ») sont identifiés :

- Marseille Port (3 cas),
- Chilly-Mazarin (sous surveillance)

Précédents : Les services qui avaient été identifiés lors de la dernière réunion (Avignon, Bourges, Brigade de Surveillance du Ministère), ont vu leur situation s'améliorer.

II – Grands principes

1°) Agents vulnérables

Compte tenu du point de situation indiqué ci-dessus, c'est vraiment un point crucial.

Le nouveau texte applicable reprend les 11 cas connus et un 12ème dédié aux maladies neurologiques ou neurovégétatives. Une circulaire (10 novembre) détaille l'application.

Reconnaissance

Acteur : La mise en œuvre se fait sous le contrôle de la médecine de prévention.

Certificat : sauf pour les nouveaux cas, il n'est pas nécessaire de fournir un nouveau certificat.

Proches : Par contre, le/la conjoint(e) d'une personne vulnérable n'est pas envisagée.

D'abord télétravail et mesures barrières puis ASA

Dans l'hypothèse où l'on n'arrive pas à mettre en place le TT (et pas que sur 1 jour, ni même 2 d'ailleurs !!!) et si l'on n'arrive pas à mettre en place la protection renforcée telle que prévue par les textes, le dernier recours est l'Autorisation Spéciale d'Absence (ASA).

À notre sens, la gravité du péril doit amener l'administration à être pragmatique dans le recours aux ASA. Si on veut être direct : entre ASA et « réa » (voire pire …), notre choix est fait !

2°) Autorisations spéciales d'absence (ASA)

Baisse d'activité

L'ASA pour baisse d'activité est envisagée, mais uniquement de façon partielle.

Milieu scolaire

Pour les ASA en cas de problème de périscolaire, de cantine scolaire ou d'assistante maternelle, la DG attend une réponse du SG Bercy.

3°) DNRFP

Formation initiale
Catégories B et C : À ce jour, il n'y a pas de formation initiale en cours, à l'exception des inspecteurs élèves.
Cat A (inspecteurs) : Ces derniers ont tous été placés en TT (3 élèves demeurent accueillis à Tourcoing par choix personnel).

T.P.C.I.
Lorsque les écoles pourront rouvrir, un stage spécifique sera organisé sur les techniques professionnelles de contrôle et d'intervention (TPCI). Notamment pour les changements de branche.

Concours - oraux
C en B et CP : Les arrêtés modificatifs pour les concours où les oraux sont annulés (examen professionnel de C en B et concours professionnel CP) devraient être publiés la semaine prochaine.
Les résultats devraient intervenir durant la 1ère quinzaine de décembre.
Domicile : Les oraux de concours en visioconférence ne peuvent être passés depuis le domicile des candidats, pour des raisons de sûreté de l'épreuve.

4°) Gestes barrières

Véhicules
Aération : Les médecins de prévention insistent sur le fait de les aérer et, dans la mesure du possible, de rouler avec les vitres entre-ouvertes (…).
Passagers : Il est recommandé de ne pas dépasser 3 personnes dans le véhicule, en tout cas pour les trajets supérieurs à 15 mn (temps considéré pour le risque de contamination).
Divers : Pour les opérations de surveillance, il est demandé de se limiter à 2 agents. Et, dans tous les cas, d'éviter de manger, prendre du café, etc. Bref, toute situation amenant à retirer le masque.

Utilisation du pistolet mitrailleur HK (et du gilet porte-plaques lié)
Arme : Une instruction sera diffusée. L'arme doit être nettoyée avec des produits adaptés à chaque changement de porteur.
Gilet : Il faudra en emporter plusieurs pour éviter la rotation du même gilet et procéder à un nettoyage en fin de service. Si ce n'est pas possible, il faut faire un nettoyage (lingettes, spray), avant de passer le gilet à un collègue.
TMS : À titre général, le port du couple HK/gilet pendant toute une vacation par le même agent demeure à écarter (risques de troubles musculo-squelettiques - TMS).

5°) Présentiel/distanciel

Parc informatique
La DG n'est pas en mesure de donner une ventilation par service.
500 PC portables ont été ventilés.
950 devraient arriver.
La « denrée » est convoitée, en raison de la demande (les fabricants ont vu le nombre de commandes multiplié par 4).

Réunions
Le guide de prévention contre la Covid-19 prévoit que, pour toute réunion, le mode distanciel doit être privilégié. En cas de réunion en présentiel, le nombre de personnes est limité à 6.
Cela limitera aussi les possibilités des organisations syndicales dans la période. Par contre, le principe des ASA pour l'activité syndicale est bien évidemment maintenu, même avec le recours au distanciel.

6°) Autres

M.A.D.
La mise à disposition (MAD) auprès d'un service le plus proche du domicile n'est pas envisagée.
Toutefois, des redéploiements sont possibles en cas de baisse d'activité (cas des aéroportuaires notamment).

DUERP
Il est rappelé que le risque Covid doit être identifié dans tous les DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels), avec les mesures prises.
Cette reprise doit comporter le risque sanitaire (la Covid elle-même) et les risques induits (isolement, travail sur écran à domicile, risques liés au TT en général, etc).

Restauration
En cas de suspension de la restauration administrative, l'octroi d'indemnité de repas est validé..

Bon courage à toutes et tous !
Prenez soin de vous.

Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 12 novembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires *(toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)*																					
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			15 oct	15 oct	15 oct	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**	*05 nov*	**12 nov**
Directions ultra-marines	**DI Antilles-Guyane**	**DR Guadeloupe**	139	128	**267**	*81*	77	*85*	76	*166*	**153**	*34*	33	*1*	2	*35*	**35**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	*48*	50	*47*	47	*95*	**97**	*9*	8	*2*	1	*11*	**9**	*2*	0	*0*	0	*2*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	*107*	102	*57*	59	*164*	**161**	*18*	29	*0*	3	*18*	**32**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	0	*1*	1	*1*	**1**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	132	81	**213**	*84*	70	*32*	40	*116*	**110**	*41*	36	*0*	0	*41*	**36**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	*38*	38	*24*	20	*62*	**58**	*1*	6	*0*	0	*1*	**6**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	77	42	**119**	*65*	49	*24*	22	*89*	**71**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	*43*	46	*20*	23	*63*	**69**	*9*	4	*0*	0	*9*	**4**	*3*	0	*0*	0	*3*	**0**	*0*	2	*0*	2	*0*	**4**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	*13*	13	*11*	8	*24*	**21**	*3*	3	*1*	1	*4*	**4**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	*361*	326	*294*	292	*655*	**618**	*335*	372	*22*	35	*357*	**407**	*19*	7	*37*	28	*56*	**35**	*11*	19	*14*	17	*25*	**36**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	*273*	203	*145*	158	*418*	**361**	*98*	179	*1*	5	*99*	**184**	*0*	1	*7*	0	*7*	**1**	*7*	3	*8*	13	*15*	**16**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	*209*	183	*187*	173	*396*	**356**	*191*	229	*7*	15	*198*	**244**	*3*	1	*19*	4	*22*	**5**	*2*	3	*2*	3	*4*	**6**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	*361*	308	*272*	278	*633*	**586**	*283*	282	*18*	17	*301*	**299**	*13*	1	*37*	27	*50*	**28**	*3*	4	*12*	15	*15*	**19**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	*223*	199	*450*	387	*673*	**586**	*251*	317	*34*	37	*285*	**354**	*5*	1	*24*	10	*29*	**11**	*1*	1	*13*	17	*14*	**18**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	*291*	289	*248*	279	*539*	**568**	*251*	387	*12*	15	*263*	**402**	*9*	3	*14*	9	*23*	**12**	*11*	16	*14*	16	*25*	**32**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	*275*	236	*172*	167	*447*	**403**	*278*	303	*8*	14	*286*	**317**	*10*	8	*3*	1	*13*	**9**	*4*	12	*4*	9	*8*	**21**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	*265*	242	*274*	266	*539*	**508**	*341*	480	*23*	27	*364*	**507**	*8*	0	*2*	4	*10*	**4**	*7*	9	*3*	4	*10*	**13**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	*247*	212	*306*	305	*553*	**517**	*246*	363	*4*	11	*250*	**274**	*2*	0	*3*	2	*5*	**2**	*3*	3	*6*	6	*9*	**9**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	*233*	161	*318*	282	*551*	**443**	*329*	361	*14*	27	*343*	**388**	*11*	7	*40*	38	*51*	**45**	*2*	3	*16*	19	*18*	**22**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	*420*	373	*288*	273	*708*	**646**	*49*	83	*11*	13	*60*	**96**	*18*	6	*21*	5	*39*	**11**	*18*	20	*23*	32	*41*	**52**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		173	16	**189**	*53*	31	*3*	2	*56*	**33**	*109*	132	*0*	0	*109*	**132**	*8*	0	*0*	2	*8*	**2**	*5*	5	*0*	2	*5*	**7**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	*230*	243	*0*	0	*230*	**243**	*529*	525	*0*	0	*529*	**525**	*4*	3	*0*	0	*4*	**3**	*16*	25	*0*	0	*16*	**25**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	*36*	39	*401*	393	*437*	**432**	*61*	46	*40*	42	*101*	**88**	*1*	0	*9*	4	*10*	**4**	*1*	1	*10*	13	*11*	**14**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	*202*	184	*360*	361	*562*	**545**	*180*	187	*1*	5	*181*	**192**	*8*	1	*10*	12	*18*	**13**	*5*	5	*9*	15	*14*	**20**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	*72*	64	*62*	53	*134*	**117**	*112*	189	*2*	13	*114*	**202**	*12*	0	*11*	0	*23*	**0**	*1*	1	*8*	10	*9*	**11**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	*43*	42	*11*	10	*54*	**52**	*146*	155	*0*	0	*146*	**155**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	*23*	24	*119*	101	*142*	**125**	*27*	27	*187*	197	*214*	**224**	*0*	1	*10*	1	*10*	**2**	*2*	2	*19*	19	*21*	**21**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	*1*	1	*8*	8	*9*	**9**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	*4297*	3805	*4218*	4083	*8515*	**7888**	*3932*	4637	*388*	480	*4320*	**5117**	*137*	40	*247*	147	*384*	**187**	*100*	135	*163*	214	*263*	**349**
Autres Directions *(statistiques non com-muniquées)*	**Service commun des laboratoires (SCL)**		392	0	**392**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	*4297 ?*	3805 ?	*4218 ?*	4083 ?	*8515 ?*	**7888 ?**	*3932 ?*	4637 ?	*388 ?*	480 ?	*4320 ?*	**5117 ?**	*137 ?*	40 ?	*247 ?*	147 ?	*384 ?*	**187 ?**	*100 ?*	135 ?	*163 ?*	214 ?	*77 ?*	**349 ?**

* *Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 12 novembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			*Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours*																							
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours					
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			sem 45	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**	*sem 45*	**sem 46**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	*34*	33	*1*	2	*35*	**35**	*25*	13	*1*	1	*26*	**14**	*7*	10	*0*	1	*7*	**11**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Guyane	*9*	8	*2*	1	*11*	**9**	*7*	2	*0*	0	*7*	**2**	*1*	2	*0*	0	*1*	**2**	*0*	1	*1*	1	*1*	**2**
		DR Martinique & services DI	*18*	29	*0*	3	*18*	**32**	*4*	7	*0*	0	*4*	**7**	*1*	3	*0*	0	*1*	**3**	*1*	5	*0*	3	*1*	**8**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*41*	36	*0*	0	*41*	**36**	*14*	15	*0*	0	*14*	**15**	*14*	5	*0*	0	*14*	**5**	*3*	5	*0*	0	*3*	**5**
		DR Mayotte	*1*	6	*0*	0	*1*	**6**	*3*	2	*0*	0	*3*	**2**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*9*	4	*0*	0	*9*	**4**	*3*	1	*0*	0	*3*	**1**	*4*	1	*0*	0	*4*	**1**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*3*	3	*1*	1	*4*	**4**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*2*	0	*1*	0	*3*	**0**
Directions hexagonales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*335*	372	*22*	35	*357*	**407**	*99*	117	*1*	12	*100*	**129**	*66*	77	*8*	4	*74*	**81**	*47*	67	*0*	4	*47*	**71**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*98*	179	*1*	5	*99*	**184**	*31*	55	*0*	3	*31*	**58**	*2*	27	*0*	0	*2*	**27**	*3*	23	*0*	0	*3*	**23**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*191*	229	*7*	15	*198*	**244**	*68*	79	*3*	6	*71*	**85**	*62*	53	*0*	3	*62*	**56**	*22*	33	*0*	0	*22*	**33**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*283*	282	*18*	17	*301*	**299**	*68*	104	*1*	3	*69*	**107**	*58*	54	*4*	2	*62*	**56**	*37*	60	*5*	5	*42*	**65**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*251*	317	*34*	37	*285*	**354**	*101*	88	*8*	8	*109*	**96**	*62*	80	*8*	6	*70*	**86**	*35*	62	*6*	8	*41*	**70**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*251*	387	*12*	15	*263*	**402**	*76*	138	*3*	11	*79*	**149**	*61*	81	*2*	6	*63*	**87**	*33*	64	*5*	14	*38*	**78**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*278*	303	*8*	14	*286*	**317**	*91*	108	*4*	4	*95*	**112**	*69*	78	*0*	3	*69*	**81**	*32*	25	*0*	1	*32*	**26**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*341*	480	*23*	27	*364*	**507**	*99*	106	*3*	2	*102*	**108**	*74*	69	*5*	6	*79*	**75**	*61*	192	*6*	5	*67*	**197**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*246*	263	*4*	11	*250*	**274**	*80*	105	*3*	3	*83*	**108**	*43*	63	*0*	0	*43*	**63**	*30*	33	*1*	3	*31*	**36**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*329*	361	*14*	27	*343*	**388**	*84*	117	*7*	4	*91*	**121**	*85*	106	*3*	0	*88*	**106**	*56*	61	*3*	11	*59*	**72**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*49*	83	*11*	13	*60*	**96**	*25*	34	*5*	6	*30*	**40**	*12*	7	*0*	3	*12*	**10**	*3*	10	*0*	1	*3*	**11**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*109*	132	*0*	0	*109*	**132**	*17*	14	*0*	0	*17*	**14**	*19*	16	*0*	0	*19*	**16**	*2*	4	*0*	0	*2*	**4**
	Direction générale (DG) dont SARC		*529*	525	*0*	0	*529*	**525**	*88*	128	*0*	0	*88*	**128**	*106*	148	*0*	0	*106*	**148**	*116*	151	*0*	0	*116*	**151**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*61*	46	*40*	42	*101*	**88**	*NC*	26	*NC*	13	*NC*	**39**	*NC*	6	*NC*	9	*NC*	**15**	*NC*	3	*NC*	3	*NC*	**6**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*180*	187	*1*	5	*181*	**192**	*57*	76	*0*	0	*57*	**76**	*47*	45	*0*	0	*47*	**45**	*15*	12	*0*	0	*15*	**12**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*112*	189	*2*	13	*114*	**202**	*16*	31	*0*	3	*16*	**34**	*40*	24	*0*	2	*40*	**26**	*22*	118	*0*	1	*22*	**119**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*146*	155	*0*	0	*146*	**155**	*7*	26	*0*	0	*7*	**26**	*25*	34	*0*	0	*25*	**34**	*51*	77	*0*	0	*51*	**77**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*27*	27	*187*	197	*214*	**224**	*19*	10	*52*	73	*71*	**83**	*11*	4	*35*	41	*46*	**45**	*6*	1	*22*	19	*28*	**20**
	Unité information passagers (UIP)		*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**	*NC*	0	*NC*	0	*NC*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			*3932*	4637	*388*	480	*4320*	**5117**	*1082*	1402	*91*	152	*1173*	**1554**	*871*	994	*65*	86	*936*	**1080**	*578*	1008	*50*	79	*628*	**1087**	*627*	237	*29*	39	*656*	**276**
Autres Directions (*statistiques non communiquées*)	**Service commun des laboratoires (SCL)**		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			*3932 ?*	4637 ?	*388 ?*	480 ?	*4320 ?*	**5117 ?**	*1082 ?*	1402 ?	*91 ?*	152 ?	*1173 ?*	**1554 ?**	*871 ?*	994 ?	*65 ?*	86 ?	*936 ?*	**1080 ?**	*578 ?*	1008 ?	*50 ?*	79 ?	*628 ?*	**1087 ?**	*627 ?*	237 ?	*29 ?*	39 ?	*656 ?*	**276 ?**

Dépassés …
par la 2ème vague ?

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

5 novembre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail *compte-rendu*

10ème audioconférence DG de rentrée – 05/11/2020 :

2ème vague : la DG… hâte le télétravail !

Introduction

En introduction, la Dg a attiré l'attention sur 2 points :

- l'**instruction sur le télétravail** communiquée le mercredi 4 novembre ;
- un nécessaire **suivi étroit entre les DI et les organisations syndicales** (OS) locales.

% I – Point de situation

Malades

Le nombre de cas est en croissance rapide. On en dénombre 171 *(détails en p3)*.

La situation est préoccupante. En effet, si on considère qu'il y a encore 15 jours ou 3 semaines de hausse devant nous (avec un confinement plus « light »…), et sans vouloir lire dans la boule de cristal, on peut craindre que les chiffres de novembre / décembre pourraient emplafonner ceux de mars / avril.

C'est un grand sujet d'inquiétude. Et cela doit inspirer la structure d'en haut jusqu'en bas.

Errements locaux

Pour être plus précis, cela doit inciter la direction à être intraitable avec les « errements » locaux. Et nous en relevons, toutes et tous, tous les jours.

À titre d'exemples :

- *freins divers et variés (et parfois grossiers…) au télétravail (TT) ;*
- *cas contacts non placés en autorisation spéciale d'absence (ASA) ;*
- *brassage de personnes / locaux (comme le Service National Douanier de Fiscalité Routière -SNDFR- de Metz qui organise des déménagements à l'heure actuelle !?!!)…*

Foyers

Plusieurs services sont identifiés comme foyers épidémiques (« cluster ») :

- Avignon,
- Bourges,
- la BSM,
- etc.

Ajaccio est également suivie de près.

Il s'agit de services avec plusieurs cas positifs et des agents cas contact.

II – Grands principes énoncés (ou rappelés…)

À titre général, la Dg indique que *le bon sens doit présider* et que, pour elle, le sens de ce terme, c'est, au cas d'espèce, *la protection de l'agent et de son entourage,* y compris familial. *Phrase à afficher en lettres d'or…*

1°) Cadre de travail : consignes générales

Télétravail

Lorsqu'on peut mettre en œuvre le télétravail, la règle est de le porter à 5 jours.

1 m Gestes barrière

Attention au relâchement en matière de gestes barrières (ex. : la nécessité d'aérer les locaux et les véhicules).

Horaires

Il faut aménager les horaires :

- réduire les interactions,
- éviter les heures de pointe en termes de transport.

2°) Cadre de travail : consignes particulières

Formations

Elles doivent se faire en distanciel au moins pour les 3 semaines qui viennent.

Concours

Une nouveauté : les oraux seront supprimés. **L'admission sera prononcée à l'issue des écrits**.

Arrêt unité

Si une unité n'est pas en capacité de fonctionner, elle doit s'arrêter.

3°) Situations individuelles

Garde d'enfant

Les ASA sont possibles :

- non seulement pour les fermetures scolaires,
- mais également dans des cas assimilables (fermeture des centres de loisirs, restauration scolaire supprimée, assistante maternelle malade ou à l'isolement, etc).

Vulnérables

Vigilance par rapport aux personnes vulnérables (ex *fragiles*), dans le cadre du confinement.

III – Notre analyse

À notre sens, il y a un grand décalage de fond entre les instructions politiques (« l'activité normale ») et les tendances sanitaires qu'on observe.

Période d'exception

On risque de très vite voir que le mot « normal » doit être banni à titre général et que les organisations et les comportements doivent tenir compte de ce fait.
C'est ainsi et le virus nous y contraindra de toutes façons : si, histoire de défendre l'activité, on ne prend pas les bonnes mesures, ladite activité risque de s'arrêter par la multiplication des agents touchés et des cas contact.

Gérer la Lassitude…

Chez beaucoup, la lassitude est manifeste (et compréhensible).
À sa décharge, l'administration est un peu coincée entre les instructions qu'on lui donne et la réalité qu'elle constate aussi et qu'elle doit bien sûr prendre en compte.

…Avec de la souplesse RH !

Dans certains cas, il faudra aller jusqu'à une réorganisation complète ou assez large du moins, pour s'adapter. Beaucoup y arrivent, d'autres manifestement non…
Ainsi, à titre d'exemple, dire à un agent qu'on ne peut rien faire et qu'il ne lui reste plus qu'à poser des congés est inadmissible.
Seule la souplesse permettra de préserver la capacité de travail, surtout face à une situation qui risque de perdurer durant plusieurs mois.

* *

*

Redéploiement aux frontières

Sujet non pandémique…

Tout le monde a bien noté le discours présidentiel du Perthus, concernant le contrôle des frontières.

C'est à la fois un sujet immédiat (et conséquent !) et signifiant sur les missions de la Douane.

Pour l'heure, la DG travaille avec la DCPAF et devrait rapidement revenir vers les organisations syndicales s'agissant de cette annonce et des effets concrets.

Annexe : Recensement détaillé par branche, à la date du jeudi 29 octobre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires																					
						En présentiel						télétravail						Agents placés en isolement (anciennement quatorzaine)						Malades Covid-19 (avérés au cours de la semaine)					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
			15 oct	15 oct	15 oct	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**	*15 oct*	**29 oct**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	139	128	**267**	*81*	84	*35*	79	*116*	**163**	*15*	33	*2*	2	*17*	**35**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	1	*0*	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	*34*	55	*46*	49	*80*	**104**	*1*	6	*0*	1	*1*	**7**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	*100*	92	*63*	58	*163*	**150**	*3*	10	*0*	0	*3*	**10**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	132	81	**213**	*65*	80	*35*	41	*100*	**121**	*23*	40	*0*	0	*23*	**40**	*12*	0	*0*	0	*12*	**0**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	*38*	37	*13*	25	*51*	**62**	*5*	4	*0*	0	*5*	**4**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*1*	0	*1*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	77	42	**119**	*54*	65	*17*	21	*71*	**86**	*0*	1	*0*	0	*0*	**1**	*1*	0	*0*	0	*1*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	*53*	48	*22*	25	*75*	**73**	*6*	5	*0*	0	*6*	**5**	*1*	0	*6*	1	*7*	**1**	*2*	0	*0*	0	*2*	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	*12*	10	*8*	4	*20*	**14**	*1*	1	*0*	0	*1*	**1**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Directions hexagonales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	*454*	340	*357*	258	*811*	**598**	*75*	159	*5*	8	*80*	**167**	*2*	22	*3*	60	*5*	**82**	*1*	5	*2*	8	*3*	**13**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	*292*	206	*176*	104	*468*	**310**	*29*	25	*0*	0	*29*	**25**	*0*	3	*1*	16	*1*	**19**	*0*	3	*2*	4	*2*	**7**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	*266*	210	*198*	155	*464*	**365**	*50*	102	*1*	3	*51*	**105**	*3*	4	*7*	19	*10*	**23**	*5*	2	*0*	1	*5*	**3**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	*458*	355	*330*	213	*788*	**568**	*48*	91	*6*	8	*54*	**99**	*0*	5	*1*	35	*1*	**40**	*0*	2	*2*	8	*2*	**10**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	*334*	234	*564*	375	*898*	**609**	*75*	162	*1*	7	*76*	**169**	*0*	4	*6*	29	*6*	**33**	*0*	1	*4*	9	*4*	**10**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	*470*	372	*266*	210	*736*	**582**	*119*	188	*0*	3	*119*	**191**	*17*	5	*1*	7	*18*	**12**	*5*	8	*4*	6	*9*	**14**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	*363*	269	*183*	134	*546*	**403**	*76*	137	*0*	8	*76*	**145**	*2*	4	*3*	3	*5*	**7**	*3*	3	*1*	4	*4*	**7**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	*423*	284	*262*	194	*685*	**478**	*65*	56	*3*	6	*68*	**62**	*3*	10	*28*	18	*31*	**28**	*0*	4	*1*	2	*1*	**6**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	*323*	235	*287*	228	*610*	**463**	*71*	136	*1*	0	*72*	**136**	*0*	4	*33*	1	*33*	**5**	*0*	2	*5*	2	*5*	**4**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	*342*	220	*299*	266	*641*	**486**	*85*	159	*3*	9	*88*	**168**	*0*	11	*4*	52	*4*	**63**	*4*	1	*1*	12	*5*	**13**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	*433*	336	*313*	249	*746*	**585**	*3*	11	*1*	1	*4*	**12**	*1*	43	*12*	41	*13*	**84**	*6*	17	*7*	17	*13*	**34**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		173	16	**189**	*114*	100	*3*	3	*117*	**103**	*54*	61	*0*	0	*54*	**61**	*1*	2	*0*	0	*1*	**2**	*1*	3	*0*	0	*1*	**3**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	*480*	343	*0*	0	*480*	**343**	*153*	196	*0*	0	*153*	**196**	*1*	21	*0*	0	*1*	**21**	*2*	8	*0*	0	*2*	**8**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	*58*	37	*498*	344	*556*	**381**	*6*	18	*1*	7	*7*	**25**	*0*	1	*7*	19	*7*	**20**	*0*	0	*6*	9	*6*	**9**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	*253*	202	*375*	298	*628*	**500**	*36*	41	*0*	1	*36*	**42**	*4*	8	*11*	20	*15*	**28**	*2*	2	*8*	6	*10*	**8**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	*255*	236	*213*	180	*468*	**416**	*32*	41	*0*	0	*32*	**41**	*4*	4	*0*	13	*4*	**17**	*0*	0	*0*	2	*0*	**2**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	*114*	76	*9*	6	*123*	**82**	*50*	104	*0*	0	*50*	**104**	*1*	3	*0*	0	*1*	**3**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	*30*	17	*198*	87	*228*	**104**	*4*	13	*29*	120	*33*	**133**	*0*	3	*8*	29	*8*	**32**	*0*	2	*1*	16	*1*	**18**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	*1*	1	*11*	12	*12*	**13**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**	*0*	0	*0*	0	*0*	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	*5900*	4544	*4781*	3618	*10681*	**8162**	*1085*	1800	*53*	184	*1138*	**1984**	*53*	157	*131*	363	*184*	**520**	*32*	64	*45*	107	*77*	**171**
Autres Directions (*statistiques non communiquées*)	**Service commun des laboratoires (SCL)**		392	0	**392**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**	*NC*	NC	*NC*	NC	*NC*	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	*5900 ?*	4544 ?	*4781 ?*	3618 ?	*10681 ?*	**8162 ?**	*1085 ?*	1800 ?	*53 ?*	184 ?	*1138 ?*	**1984 ?**	*53 ?*	157 ?	*131 ?*	363 ?	*184 ?*	**520 ?**	*32 ?*	64 ?	*45 ?*	107 ?	*77 ?*	**171 ?**

* *Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

2ème vague : la DG… hâte le télétravail !

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

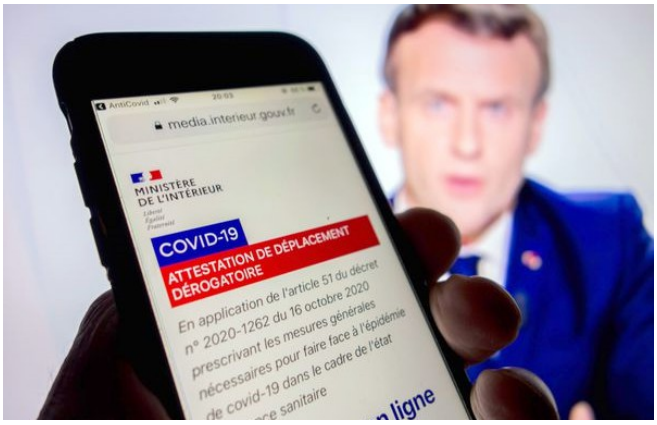
Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

29 octobre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail *compte-rendu*

9ème audioconférence DG de rentrée – 29/10/2020 : Confinement – Acte II



Comme on pouvait s'y attendre, voilà le pays confronté à une nouvelle période de confinement. Avec un terme temporel qu'on ignore à ce jour et une vague qui pourrait être encore plus dramatique que la première, selon la plupart des scientifiques. C'est le premier point que nous voulons mettre en avant.

Une vague vraisemblablement plus grave

Face à une situation qui devrait ou pourrait être pire, il faut **encore redoubler d'adaptation, d'efforts et de soins par rapport à tout ce qui avait été fait lors de la première vague. C'est la responsabilité de l'État employeur vis-à-vis de ses agents.**

Un dispositif plus allégé

Par ailleurs, le discours d'hier contenait un aspect contradictoire. En effet, si le second assaut est encore plus grave, pourquoi avoir un dispositif plus allégé ? Tout le monde connaît la réponse à cette question : *l'économie, le maintien de l'activité, la question scolaire*, etc. En l'espèce, il y a donc une forme de décalage auquel il faut absolument remédier afin d'être vraiment au niveau de la situation. C'est au Ministère et à la Direction de combler ce fossé.
En tout état de cause, parmi les mots de l'allocution d'hier soir, il était néanmoins précisé que la protection de la vie et de la santé était au dessus de tout. Ce qui est un cap clair et qui s'impose à tous.

PCA : un outil à réactiver

Or, on démarre avec un vrai souci de message. On nous dit que nous ne sommes pas en Plan de continuité d'activité (PCA) et qu'il faut exercer l'ensemble de nos missions intégralement.
À notre sens, dans les faits, c'est bien vers cette situation de PCA qu'il faut tendre. Et pas dans les jours qui viennent, mais immédiatement ! *Il vaut mieux relever la garde au maximum, quitte à alléger ensuite si le contexte le permet, plutôt que de devoir être encore et toujours à la traîne des événements.*

Régime de travail

Télétravail : Durée et fonctions éligibles

Le seuil des 3 jours est abandonné. **On peut passer à 5 jours.**
La DG va faire une liste pour les fonctions télétravaillables. Elle souhaite qu'il y ait le moins de refus possible, en tout état de cause.
La limite étant le nombre d'ordinateurs disponibles (commande en cours).

Présentiel : horaires

Il faut **adapter les horaires**, pour, essayer d'éviter les heures d'affluence dans les transports en commun, s'agissant des grandes métropoles et de l'Île-de-France notamment.

Autorisations spéciales d'absence (ASA)

Ce qui est prévu

Les **ASA garde d'enfants** seraient remises en œuvre en cas de difficulté.
Deux autres motifs d'ASA demeurent :

- les **agents vulnérables** (*NB* : les agents concernés ne sont évidemment pas exclus du télétravail et des aménagements de poste).
- et les **cas contacts**.

Ce qui n'est pas prévu

Par contre, les personnes ayant un **proche vulnérable** (conjoint par exemple) ne seraient plus éligibles aux ASA.
Pour notre part, nous demandons pour eux une priorité au télétravail, position que la DG indique partager.

Concours et formation

Pour les **concours :**

- les épreuves écrites pourront se dérouler ;
- les oraux auront lieu en visio ou, à défaut, en présentiel avec des mesures très strictes.

Pour les **formations en école**, on attend une circulaire de la Fonction Publique (elle devrait intervenir assez vite).

Autres points

Évoqués durant l'audioconférence

- S'agissant du **contrôle des frontières**, il y a deux situations.
  - En intra(communautaire), la circulation est libre.
  - En tiers, seuls 9 pays de provenance sont autorisés en termes de flux passagers.

- Pour les déclinaisons pour les **ultramarins**, l'administration est en attente d'instructions gouvernementales.

- Pour la **rentrée scolaire** de lundi (fin de vacances de Toussaint), il devrait y avoir une note permettant une tolérance pour s'adapter à cette rentrée particulière.

- Pour les **déplacements**, on n'a pas encore la confirmation que la commission d'emploi suffirait. Il y aurait, de toutes façons, une période de tolérance pour les jours qui viennent.
C'est un débat qui avait déjà eu lieu lors du premier confinement … La Dg mise sur l'intelligence de l'État (…).

- Il faut éviter les **réunions** en présentiel et favoriser les visio et les audio, y compris quand on est dans le même bâtiment.

Hors audio : masques DIM

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES) a rendu son avis sur les masques en tissu de la marque DIM.
Et plus particulièrement sur leur traitement à la zéolithe d'argent et à la zéolithe d'argent et de cuivre.
L'avis, officiellement mitigé, tend vers le négatif !

- « *Dans les conditions réelles de port* […] *tout risque ne peut être exclu* ».
- « *Dès lors que le masque traité est porté sans lavage préalable ou n'est pas changé dès qu'il est humide* […] *tout risque ne peut être écarté* ».
- Dans ce dernier cas, des effets toxicologiques à moyen terme tels que « *l'accumulation d'ions argent* Ag^+ *dans les organes peuvent résulter de ces expositions [...] des risques sanitaires ne peuvent donc être totalement écartés* ».

Avenir DGDDI *versus* Pandémie

Dans un tel contexte, l'intersyndicale a demandé la suspension de toutes les réformes.

Pour nous, on ne peut traiter de sujets aussi énormes, tant pour le service que pour les agents, dans une période d'exception face à une pandémie ! Cerise sur le gâteau : le dialogue social ne peut avoir lieu qu'en mode dégradé actuellement, ce qui de l'avis des syndicats présents n'est pas approprié pour aborder de tels sujets...

La Dg a indiqué qu'il y a eu une maladresse d'expression concernant la façon dont les choses avancent. À ce jour, nous n'en serions qu'à l'*analyse d'impact*… Mais elle n'a pas caché que les réformes qui s'annoncent vont s'imposer à nous. Et qu'il faudra bien traiter le sujet… À propos de ces réformes, l'adjectif « *subies* » a été prononcé. Il est joliment choisi … et pour le moins révélateur !

Nous sommes donc face à deux virus : l'odieux et tenace Covid-19 …. et celui du dogme qui fait que les agents ont de plus en plus de mal à voir les perspectives réelles pour leurs missions et pour eux-mêmes…

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

16 octobre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail | ***compte-rendu***

8ème audioconférence DG de rentrée – 16/10/2020 :

À l'orée du couvre-feu…

% Point de situation

Malades

La DGDDI compte, au dernier pointage, **77 cas (+ 27 en une semaine)**, ce qui est une augmentation non négligeable.

Isolés

L'accroissement des mises à l'isolement est encore plus fort : + 99 (184 collègues).

Alerte sur les masques de marque *DIM*

Attente du retour d'expertise

À la suite de l'article de presse qui a mis en cause ces masques, l'expertise de l'ANSES et de l'INRS[1] a été sollicitée.
À ce stade, il n'y a ni confirmation, ni infirmation de leur nocivité. Dans l'attente, et par précaution, l'administration a suspendu leur distribution. *On peut aussi suggérer de ne pas les utiliser jusqu'au verdict de l'ANSES.*

Affaire d'État

Le sujet est d'autant plus important et, le cas échéant, grave que ces masques ont été distribués non seulement à la DGDDI mais aussi à la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP) et à l'Education Nationale !

État *versus* pandémie : le télétravail (TT)…

Sur le front du télétravail, la situation s'améliore nettement. Mais nous ne sommes pas encore à un niveau satisfaisant.

Constat : résistance

On constate également énormément de résistance dans une partie de l'encadrement.
Nous faisons un constat commun : souvent quand l'agent demande 2 ou 3 jours de TT, sa hiérarchie ne lui en accorde qu'un. Ce n'est pas du tout le principe recommandé, bien au contraire !

Recommandations DG

Là-dessus, nous faisons chorus avec la Dg : quand un agent en demande 3, on lui en donne 3. En cas de refus ou de « traînage de pied divers », n'hésitez pas à vous appuyer sur cette position, qui a été exprimée sans ambages.
Pour la Dg, un refus doit être fortement étayé et argumenté. Et clairement il n'est pas encouragé.

Convention : de crise !

Par rapport au TT conventionnel, la DG privilégie le TT de crise tant que durera cette dernière.
La DG devrait mettre en place un lien informatique pour accéder au formulaire de demande.

1 ANSES : Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.
INRS : Institut national de recherche et de sécurité.

État *versus* pandémie : le télétravail (suite)…

Les bons élèves

Un brin fataliste, « IBL » reconnaît qu'on ne peut pas être derrière tous les chefs de service.
Il est vrai que les bons vont y arriver tous seuls. Et il y a les … moins bons (une rime douteuse d'évitée?). Devoir encadrer les encadrants … sous peine de ne plus pouvoir en encadrer certains ?

Les bons élèves…

Le blocage du télétravail au Service national douanier de fiscalité routière (SNDFR) de Metz, faute de matériels, serait en voie de résolution. 30 demandes de TT ont pu être posées.
On s'était également inquiétés du côté de la Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE) où le TT non seulement n'avait pas progressé, mais avait au contraire reculé. En fait, ce sont des fins de conventions classiques pour lesquelles le TT de crise va prendre le relais.

…et les moins bons !

La Direction de Paris-Aéroports (DIPA) étant notablement obtuse en matière de mise en œuvre, un Comité technique local dédié au télétravail vient d'être demandé le 12/10 en intersyndicale CGT-SOLIDAIRES.
La DIPA a 45 jours pour y répondre.

État *versus* pandémie : les protocoles…

Prévention

S'agissant des protocoles de prévention, les médecins de prévention (MP) vont les modifier.
En effet, si on prend l'exemple des trajets en voiture où l'ouverture des vitres était conseillée, l'arrivée des mauvais jours (automne, hiver) change forcément la donne.
Il faudra donc retravailler tout cela pour l'adapter.

Écoles

Au niveau des écoles, la situation sanitaire s'améliore tant du côté de Tourcoing que de La Rochelle. Seuls, deux inspecteurs élèves seraient en quarantaine.
Deux cas posent souci pour le concours. La DG a rappelé que le principe quand le collègue ne peut faire son oral (cas positif, cas contact), c'est de prévoir une épreuve par visioconférence[2].
S'agissant des deux collègues, la DG va se pencher sur le sujet.

Attestation pour couvre-feu

S'agissant du couvre-feu, à ce jour, la commission d'emploi permet de se déplacer dans ces horaires, mais en uniforme.
Un échange est en cours avec l'Intérieur pour que la commission soit admise quelle que soit la tenue.
Pour les collègues qui n'ont pas encore de commission d'emploi (stagiaires), l'administration devrait émettre des attestations pour les agents.

Victoire pour les vulnérables !

À la rentrée le Gouvernement avait drastiquement baissé la liste des personnes considérées comme vulnérables. Saisi, le juge des référés du Conseil d'État a suspendu le jeudi 15 octobre les dispositions du décret du 29/08/2020 !
Ce sont donc les dispositions du décret du 5 mai 2020, plus larges, qui s'appliquent à nouveau.

SOLIDAIRES avait réalisé un guide de saisine du Conseil d'État sur ce sujet[3], l'action collective a payé ! ***C'est une victoire en faveur des personnes vulnérables et de leurs proches !***

Pour SOLIDAIRES Douanes participaient : Agnès Arnaud-Grout, Philippe Bock et Fabien Milin. Pour plus de précisions, les contacter.

2 Cf note DGAFP du 17/04/2020 sur les Lignes directrices pour l'adaptation *des épreuves et des modalités opérationnelles de déroulement des concours et examens :*
« Pour faire face à la crise sanitaire, le dispositif juridique institué en 2017 pour le recours à la visioconférence dans l'organisation de certaines voies d'accès à la fonction publique de l'Etat est étendu à toutes les voies d'accès, ainsi qu'aux autres versants de la fonction publique.
[…] Pour toute épreuve, y compris écrite ou pratique, audition ou entretien ;
[…] entre le 12 mars et le 31 décembre 2020. »

3 http://www.solidaires-douanes.org/Vulnerables-guide-recours

Annexe : Recensement détaillé par branche, à la date du jeudi 15 octobre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires											
						En présentiel			télétravail			Agents placés en isolement (anciennement quatorzaine)			Malades Covid-19		
			AG-CO 15/10	SURV 15/10	total 15/10	AG-CO 15/10	SURV 15/10	total 15/10	AG-CO 15/10	SURV 15/10	total 15/10	AG-CO 15/10	SURV 15/10	total 15/10	AG-CO 15/10	SURV 15/10	total 15/10
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	81	35	**116**	15	2	**17**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Guyane	75	92	**167**	34	46	**80**	1	0	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	100	63	**163**	3	0	**3**	0	0	**0**	0	0	**0**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	65	35	**100**	23	0	**23**	12	0	**12**	1	0	**1**
		DR Mayotte	57	32	**89**	38	13	**51**	5	0	**5**	0	0	**0**	0	1	**1**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	54	17	**71**	0	0	**0**	1	0	**1**	0	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	53	22	**75**	6	0	**6**	1	6	**7**	2	0	**2**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	12	8	**20**	1	0	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	454	357	**811**	75	5	**80**	2	3	**5**	1	2	**3**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	292	176	**468**	29	0	**29**	0	1	**1**	0	2	**2**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	266	198	**464**	50	1	**51**	3	7	**10**	5	0	**5**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	458	330	**788**	48	6	**54**	0	1	**1**	0	2	**2**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	334	564	**898**	75	1	**76**	0	6	**6**	0	4	**4**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	470	266	**736**	119	0	**119**	17	1	**18**	5	4	**9**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	363	183	**546**	76	0	**76**	2	3	**5**	3	1	**4**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	423	262	**685**	65	3	**68**	3	28	**31**	0	1	**1**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	323	287	**610**	71	1	**72**	0	33	**33**	0	5	**5**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	342	299	**641**	85	3	**88**	0	4	**4**	4	1	**5**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	433	313	**746**	3	1	**4**	1	12	**13**	6	7	**13**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		173	16	**189**	114	3	**117**	54	0	**54**	1	0	**1**	1	0	**1**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	480	0	**480**	153	0	**153**	1	0	**1**	2	0	**2**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	58	498	**556**	6	1	**7**	0	7	**7**	0	6	**6**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	253	375	**628**	36	0	**36**	4	11	**15**	2	8	**10**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	255	213	**468**	32	0	**32**	4	0	**4**	0	0	**0**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	114	9	**123**	50	0	**50**	1	0	**1**	0	0	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	30	198	**228**	4	29	**33**	0	8	**8**	0	1	**1**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	1	11	**12**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	5900	4781	**10681**	1085	53	**1138**	53	131	**184**	32	45	**77**
Autres Directions (*statistiques non communiquées*)	Service commun des laboratoires (SCL)		392	0	**392**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	5 900 ?	4 781 ?	**10 681 ?**	1085 ?	53 ?	**1138 ?**	53 ?	131 ?	**184 ?**	32 ?	45 ?	**77 ?**

* *Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

À l'orée du couvre-feu…

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

09 octobre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail *compte-rendu*

7ème audioconférence DG de rentrée – 09/10/2020 :

Une volonté d'agir mais des cadres en décalage…

Point de situation :

Personnes malades

À ce jour, la DGDDI compte **50 cas** de contamination. Le chiffre est stable, mais cela ne doit surtout pas inciter à relâcher la vigilance.
En effet, il y a le contexte général qui est celui d'une accélération et, si on revient quelques semaines en arrière, le chiffre DGDDI est en nette augmentation, même si on est encore loin, à l'heure actuelle, des chiffres de mars et avril.

Points préoccupants

Par ailleurs, certains territoires connaissent une évolution particulièrement préoccupante (cas de la Guadeloupe par exemple).

Isolement

Le nombre d'agents « à l'isolement » est de 85.
Il est en baisse par rapport au dernier pointage (96).

Cadre général et mesures administratives :

La circulaire de Montchalin et la note du secrétariat général de Bercy ont été rappelées.

Elles imposent deux principes sur lesquels le cheffaillon du cru n'a, ni à se faire de nœud au cerveau, ni à en avoir une lecture toute personnelle (au vu des certains comportements, il semble que ce rappel ne soit pas inutile…).

1° Télétravail

Dès lors que le métier y est éligible, le **principe de 2 à 3 jours minimum de télétravail** doit être acté.
Une note DG devait être diffusée dès vendredi afin d'intensifier le télétravail.
Le Dg adjoint, qui présidait la conférence a indiqué qu'une commande de 500 PC était en cours de déploiement et qu'une autre de 950 postes était attendue pour novembre / décembre.
S'agissant du télétravail, nous saisissons la balle au bond pour demander un assouplissement au niveau des préparations au concours (temps de travail pouvant relever du télétravail).

2° Aménagement des horaires

Les horaires doivent être aménagés en fonction d'un contexte de pandémie.
On peut ajouter sur ce point que la **rotation dans le service** doit être elle-aussi encouragée.
Par contre, le « brassage » d'agents est évidemment quelque chose qui doit être prohibé au maximum, ce que certains ne semblent pas avoir compris…

Le Dg adjoint, qui présidait la conférence a également rappelé une évidence forte : **dès lors qu'un agent présente des symptômes, il doit être renvoyé chez lui, de façon immédiate**.

À noter : le recensement des agents en situation de vulnérabilité n'est toujours pas achevé. À notre sens, c'est pourtant quelque chose d'important dans ce contexte de crise.

Des intentions à la réalité …

… le chemin est bien long ! Au fur et à mesure des audioconférences, le constat est manifeste. Il y a une incontestable volonté d'agir au niveau de la DG. On peut aussi ranger ici une partie des cadres intermédiaires, qui font ce qu'ils/elles peuvent avec les moyens du bord et parfois un déficit en termes d'instruction et de cadre général.

Mais il y en a d'autres qui sont plutôt sur le registre « catastrophes ambulantes ». Ceux-ci n'arrivent définitivement pas à prendre la mesure de la situation. Certes, une crise prolongée peut entraîner mécaniquement un relâchement. Mais au cas d'espèce, il ne peut être toléré. Le bon sens doit être la vertu cardinale. Or, parmi les chefs, il semble que certains aient été absents le jour de la distribution ! Les audioconférences sont émaillées de leurs exploits. Bien évidemment, on retient toujours plus les dérapages que les bons comportements. Mais, dans certains cas, en plus de l'impératif de protection des agents, c'est même l'image de la Douane qui est atteinte.

Il est simplement évident qu'on doit corriger ces comportements qui sont manifestement en décalage par rapport à la situation et à ce contexte de crise.

L'ÉTAT … DE CARENCE PERPÉTUEL ?

Après s'être illustré sur les masques, sur les lits de réanimation, notre pauvre État semble continuer de plus belle …
Ainsi, la nécessité d'une très puissante campagne de vaccination contre la grippe saisonnière fait l'unanimité, afin de ne pas rendre au secteur de la santé la tâche encore plus monstrueuse qu'elle ne l'est déjà. Bercy n'est pas (encore ?) un ministère complètement désarmé, ni annexe avec ses 140 000 agents. Il compte également beaucoup de services où un grand nombre d'agents sont concentrés. Dès lors, prévoir une grande campagne de vaccination dans les services semble stratégique ou, à tout le moins marqué du bon sens évoqué ci-dessus. Or, il semble à moins d'une semaine de l'arrivée du vaccin saisonnier que rien ne soit prévu… Bravo ! Belle preuve d'anticipation…

Une fois encore, on assiste à une manifestation d'une faillite qui n'est rien moins que politique. L'État semble toujours en retard d'un combat.

Nos élites politiques ont échoué dans l'anticipation, elles ont échoué dans la protection, elles ont échoué dans la disponibilité des moyens de lutte et elles bricolent dans la gestion de la crise. Certes, la critique est toujours plus que commode que l'action. Mais là, cela commence à faire beaucoup.

L'État est un être d'autorité. Cette dernière parait de moins en moins crédible, comme le démontre l'actualité presque tous les jours et pas seulement sur le front de la Covid. C'est un incontestable motif d'inquiétude que les simples mots et autres affirmations de l'un ou l'autre responsable politique ne suffisent pas à dissiper.

Pour en revenir au vaccin, nous demandons une mesure tout bête pour encourager cette campagne : sa prise en charge. Ce n'est pas une question de sous, mais un acte de mobilisation dans la lutte sanitaire, notamment au bénéfice du système de soins et des soignants. Et puis, quand on met de l'argent pour des nouvelles bonifications indiciaires (NBI) pour des cadres, on peut bien trouver quelques fifrelins pour un geste pour la santé publique et individuelle, non ?

Pour SOLIDAIRES Douanes participaient : Agnès Arnaud-Grout, Philippe Bock et Tiaitau Ropati. Pour plus de précisions, les contacter.

Annexe : Recensement détaillé par branche, à la date du jeudi 8 octobre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires											
						En présentiel			télétravail			Agents placés en isolement (anciennement quatorzaine)			Malades Covid-19		
			AG-CO 08/10	SURV 08/10	total 08/10	AG-CO 08/10	SURV 08/10	total 08/10	AG-CO 08/10	SURV 08/10	total 08/10	AG-CO 08/10	SURV 08/10	total 08/10	AG-CO 08/10	SURV 08/10	total 08/10
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	83	81	**164**	16	0	**16**	1	1	**2**	0	1	**1**
		DR Guyane	75	92	**167**	54	51	**105**	5	0	**5**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	93	69	**162**	2	0	**2**	0	0	**0**	0	0	**0**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	84	35	**119**	18	0	**18**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Mayotte	57	32	**89**	29	20	**49**	3	0	**3**	0	0	**0**	0	0	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	62	20	**82**	1	0	**1**	1	0	**1**	0	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	51	25	**76**	6	0	**6**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	12	10	**22**	1	0	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	494	376	**870**	61	3	**64**	0	1	**1**	0	1	**1**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	283	160	**443**	23	0	**23**	2	0	**2**	0	1	**1**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	282	210	**492**	43	0	**43**	2	5	**7**	1	0	**1**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	482	333	**815**	38	7	**45**	0	1	**1**	0	1	**1**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	333	546	**879**	75	1	**76**	1	4	**5**	0	11	**11**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	504	256	**760**	87	2	**89**	17	0	**17**	3	1	**4**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	365	170	**535**	66	0	**66**	4	2	**6**	1	1	**2**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1052**	421	275	**696**	66	2	**68**	0	0	**0**	0	1	**1**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1061**	307	323	**630**	53	1	**54**	6	3	**9**	0	0	**0**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1177**	367	294	**661**	67	16	**83**	0	3	**3**	0	1	**1**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1678**	468	309	**777**	3	0	**3**	4	3	**7**	4	4	**8**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		173	16	**189**	125	3	**128**	32	0	**32**	0	0	**0**	1	0	**1**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	505	0	**505**	153	0	**153**	3	0	**3**	2	0	**2**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	61	452	**513**	7	2	**9**	0	1	**1**	0	0	**0**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	241	376	**617**	36	0	**36**	1	18	**19**	2	11	**13**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	267	218	**485**	19	0	**19**	0	0	**0**	2	0	**2**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	108	7	**115**	58	0	**58**	0	0	**0**	0	0	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	31	208	**239**	4	22	**26**	0	1	**1**	0	0	**0**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	1	13	**14**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	5 608	4 840	**10 953**	943	56	**999**	42	43	**85**	16	34	**50**
Autres Directions (*statistiques non communiquées*)	Service commun des laboratoires (SCL)		392	0	**392**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
	Tracfin		105	0	**105**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	5 608 ?	4 840 ?	**10 953 ?**	943 ?	56 ?	**999 ?**	42 ?	43 ?	**85 ?**	16 ?	34 ?	**50 ?**

** Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

Une volonté d'agir mais des cadres en décalage...

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

01 octobre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail *compte-rendu*

6ème audioconférence DG de rentrée – 01/10/2020 : Loin de la coupe aux lèvres …

Préalable : demande d'expertise

En propos liminaires, SOLIDAIRES DOUANES a relayé auprès de la directrice générale une demande d'expertise au niveau ministériel demandée par toutes les fédérations des Finances.

Objet

Il s'agirait ainsi d'aller dans quelques services (en nombre restreint pour être en dessous des seuils des marchés publics) des différentes directions (DGDDI, DGFIP…).

Les résultats de cette expertise effectuée par des professionnels de la gestion de crise sanitaire pourront aider à l'élaboration d'une politique sanitaire effective en matière de risque biologique.

Périmètre

Elle s'attachera à analyser le travail réel au travers de l'évaluation des risques professionnels en y associant les collègues.

Les modes d'organisation du travail, la charge de travail réel et les risques psycho-sociaux (RPS) devront également faire l'objet de cette étude.

La précédente expertise (Alixio) effectuée sans aucune concertation avec les organisations syndicales était uniquement documentaire.

Objectifs

Fort de cette expertise-ci, il s'agirait de permettre la construction d'une politique ascendante qui partirait des réalités du terrain et de ce que les acteurs de terrain ont mis en place pour faire face à la crise sanitaire.

Il s'agit donc de monter en compétence et aussi de capitaliser pour les crises futures sur la gestion d'un risque sanitaire. Sans être alarmistes, si nous parvenons à lutter contre la Covid-19 nous ne sommes pas à l'abri d'un nouvel agent infectieux qui nous obligerait à des mesures hors du commun.

En résumé : L'expertise demandée s'inscrit donc dans la durée et permettra une capitalisation utile pour l'ensemble des services. D'où la nécessité de choisir soigneusement les services audités car le panel retenu ne pourra être exhaustif malheureusement.

Cependant les préconisations devront nous aider à être plus dans l'anticipation et moins dans l'urgence de réaction .

Présentation générale

Mesures de gestion

Globalement les mesures de gestion instaurées à la rentrée sont maintenues, concernant :

- les critères de placement en autorisation spéciale d'absence (ASA) des personnes vulnérables (et leur conjoint ou colocataire sur présentation d'un certificat médical du médecin traitant de la personne vulnérable ou malade) ;
- le parent dont l'école ou la classe est fermée et que le télétravail n'est pas possible ;
- même chose pour les cas contacts (7 jours dans l'attente des résultats du test).

Statistiques

À l'heure actuelle, aucun foyer épidémique (« cluster ») n'est reconnu en Douanes au regard des critères des agences régionales de santé (ARS).

Ce, même si le nombre de cas contacts est passé de 24 à 36 et le nombre de malades de 9 à 15, en raison semble-t-il de moments de convivialité entre douaniers qui ont amené à se faire rencontrer un nombre conséquent de nos collègues… Des collègues sont toujours à l'isolement à l'école de La Rochelle…

Réactions générales de SOLIDAIRES
Pour SOLIDAIRES DOUANES, les intentions de la DG sont fermes et le principe de précaution toujours mis en avant ; cependant les déclinaisons locales ne sont malheureusement pas encore toujours à la hauteur du risque sanitaire que nous subissons tous ainsi que nos proches.
En ce qui concerne le modus operandi de l'attache auprès du médecin de prévention seul habilité à connaître notre dossier médical, une note du 13-07-2020 adressée à tous les douaniers y explique la procédure.

Réaction sur le jour de carence
SOLIDAIRES a réaffirmé sa volonté de voir supprimer le jour de carence. Il est pour une partie responsable du fait que des collègues un peu « mal fichus » viennent quand même travailler ; davantage responsable à notre sens que l'irresponsabilité décrite par d'aucuns !
C'est une mesure de protection collective qui devrait être prise au lieu de faire reposer la prévention/protection essentiellement sur la responsabilité individuelle.

Télétravail (TT)

Présentation
PC achetés : L'augmentation du nombre de télétravailleurs et l'élargissement des postes de travail ou missions éligibles est toujours en cours de montée en charge par l'achat de PC, avec déjà :
- 24 pour le Service d'analyse de risque et de ciblage (SARC) ;
- 11 pour le Centre informatique douanier (CID)
- et 184 pour la Direction générale.

1000 autres PC sont commandés pour les DI à l'horizon de décembre 2020.
Objectif : Le but est que toutes les DI soient au même niveau de matériel pour être en capacité d'effectuer du « travail nomade ».

Réactions de SOLIDAIRES et précisions
Dans les faits, il y a encore trop de refus (la DG est en cours de recensement de ceux-ci à la demande des OS) dus à des chefs de service frileux et suspicieux envers nos collègues en télétravail.
Afin d'enrayer cette attitude qui fait prendre des risques inutiles à certains de nos collègues, SOLIDAIRES DOUANES souhaite la plus grande transparence des demandes, des octrois et surtout des refus et avec quelles motivations.
À la question de SOLIDAIRES DOUANES pour savoir si les agents Paris spéciaux fragiles sont éligibles au télétravail, la DG a répondu par l'affirmative au regard de leur état de santé et pour autant que leur poste de travail permette le TT.

Écoles

Présentation
Oraux : Dans les écoles, les oraux de titularisation seront faits en présentiel et non en visio : nous le déplorons ! Les convocations sont déjà parties avec un début pour lundi 5/10. Un « plan B » est en cours d'élaboration pour la suite des stages.
Soutien : Des cours de soutien sont donnés aux stagiaires en situation d'isolement du fait de la Covid-19. Du fait de cette formation très dégradée par la crise sanitaire, nous demandons avec d'autres OS que ces cours de soutien puissent être procurés à tous les stagiaires.

Réaction de SOLIDAIRES
Nous déplorons que certaines directions refusent encore la possibilité du report de stage, cf la note de la Direction régionale de Polynésie française (DRPF) n°20606 du 21-08-2020 (pour 2 semaines de changement de grade !) et nous en avons informé la DG.

Masques, protocole de prise en charge et congés annuels

Masques
La doctrine d'utilisation et de dotation des masques reste inchangée jusqu'à la prochaine commande effectuée par la DGDDI elle-même.
Pour celle-ci, la Douane ne commande que des masques chirurgicaux. Il y a 3 mois de réserve « stratégique ».

Protocole de prise en charge
À la demande de SOLIDAIRES DOUANES, la DG indique avoir mis en place un protocole pour la déclaration en accident de service d'une personne susceptible d'avoir attrapé la maladie du fait de son travail (pas de jour de carence appliqué, ni de 90 jours avant demi traitement appliqués).
Dans le même ordre d'idée, nous souhaitons toujours que la Covid-19 soit reconnue maladie professionnelle lorsque c'est le cas.

Congés annuels (CA)
La notification du nombre de jours de CA retirés n'est toujours pas terminée partout.
Nous avons signalé qu'à titre général avec toutes ces ponctions, les vacances scolaires de fin d'année allaient poser de sérieux problèmes de garde d'enfants (GE).

Paris-Aéroports : redéploiement des personnels SURV

Un point très complet a été présenté par la DG et le DIPA (spécialement présent à cette audioconférence), concernant la situation de la Direction Interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA) avec le redéploiement des collègues travaillant sur des terminaux (1, 3, 2BD) fermés pour cause de Covid-19.

Présentation

Cadre : Il y a désormais un cadre homogène interne/externe DIPA à ce redéploiement, mais qui doit rester « souple » pour suivre au plus près l'activité aéroportuaire qui reprendrait…
Ce processus est valable 3 mois, renouvelable au mois le mois, à la seule appréciation de la DIPA.

Voyageurs : Les perspectives sur les flux voyageurs sont mauvaises, contrairement aux espérances des compagnies pour l'automne : 15-20% de l'activité normale, on est à grand max 55 000 passagers quotidiens contre 220 000 habituellement avant la crise, en week-end. Car chaque pays applique plus ou moins des mesures qui dissuadent de voyager. La détaxe est donc quasi nulle.

Sur le fret :baisse moindre (-25%) et même progression du flux en relatif.

En Province :

Enquête : Suite à une enquête menée début juillet, il a été proposé aux collègues d'être redéployés dans des brigades (pas plus de 80 kilomètres entre leur résidence personnelle et la brigade).

Résultat : 1/4 des agents remplissant les critères de proximité avec les unités d'autres DI (que la DI Île-de-France ou la DI Hauts-de-France) ont été d'accord pour être redéployés (45 sur 200).

En IDF et Oise :

Effectifs concernés : Dans le cadre de la baisse d'activité à la DIPA, 130 agents vont être redéployés sur l'Île-de-France et Oise (108 agents en provenance de Roissy + 22 agents d'Orly).

Fonctionnement : Afin d'éviter un « brassage » trop important, un déploiement en « brigade miroir » a été mis en place. Chaque brigade reçoit les collègues d'un même terminal.

Terminaux demeurant ouverts

Concernant les collègues des terminaux toujours ouverts, la DG nous a communiqué les procédures mises en place en fonction des pays d'arrivée et de leur couleur (du vert : « tout va bien »… à l'écarlate : test à l'embarquement).

Un test antigénique est mis en place qui s'il présente une fiabilité du résultat un peu moindre, permet d'obtenir un résultat en un quart d'heure.

Réactions de SOLIDAIRES

Générales - *SOLIDAIRES est intervenu pour indiquer que l'on partait de loin !*

Positionnement syndical CONTRE : Du fait des nombreux doutes en divers domaines (formation, moyens, restauration, gestion), la représentation du personnel s'était positionnée avec un avis négatif unanime en CHSCT93 confirmé d'un vote CONTRE de SOLIDAIRES une semaine plus tard (en CHSCT 94 et en Comité Technique DIPA).

Suites données : Depuis le message a semble-t-il été entendu. La Direction s'est donnée du temps au temps, desserrant le calendrier.
Mieux, des revendications portées par SOLIDAIRES (redéploiement en zone de fret, cycle de formation pour remise à niveaux) semblent enfin être entendues. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres…

Plus particulières - SOLIDAIRES est intervenu sur 3 grandes problématiques :

FP : nous demandons des standards de FP homogénéisés sur le territoire (selon une périodicité annuelle ou bisanuelle, à l'image des formations Tir-TPCI).

Redéploiement d'agents de la BSET1 vers la BSE Le Bourget : l'exiguïté des locaux actuels du poste Fox déjà pénible à 4 personnes ne permet pas d'accueillir 7 agents (3 du T1, 4 du Bourget). Au delà des conditions de travail des agents, il y a en jeu l'image du service vis-à-vis des usagers.
SOLIDAIRES reviendra plus longuement sur ce dossier à l'occasion du Comité technique de réseau (CTR) d'octobre traitant de la problématique immobilière.

Redéploiement d'agents de la BSE T2BD vers des brigades routières.
Les agents ont en effet reçu leur cote actualisée d'octobre… le lundi 28/09 : 3 jours avant ! Avec de multiples recotations ! Suscitant un émoi, des réservations de train et d'hôtel en catastrophe, sans respecter le délai minimal de 7 à 10 jours préalables, délai prévu dans le Bulletin officiel des douanes (BOD) n°1433. SOLIDAIRES a demandé, seul, que la position PAA soit maintenue pour la 1ère quinzaine d'octobre et a minima l'envoi des ordres par courriel. Sans succès : refus DI & silence DG.

Questions diverses

Réponses aux questions précédentes

Dijon : La situation à Dijon est en cours de traitement.

Collègues éloignés : Les équipes médico médicales sont très attentives dans l'accompagnement des collègues qui ont été/sont durablement éloignés du travail.

Nouvelles questions

Impact Brexit : SOLIDAIRES a demandé si l'arrivée massive de collègues à Calais et Dunkerque et venant de toute la France a été anticipée par la DG : il nous été répondu que oui tant en matière d'équipement de protection individuelle (EPI) que d'immobilier. Dont acte.

Vaccin grippe : Une campagne de vaccination contre la grippe sera mise en place après concertation avec le secrétariat général des ministères économiques et financiers (MEF) pour les collègues volontaires et à notre demande ; mais nous demandons aussi que le vaccin soit remboursé par l'employeur pour nos collègues qui souhaitent se faire vacciner hors des centres de vaccination.

Pour conclure

La DG reconnaît qu'il y a de gros efforts d'adaptation à la crise qu'il faut faire partout, avec des conséquences pas toutes prévisibles parfois, surtout dans une gestion de crise au long terme...

La DG prend plutôt de bonnes mesures à notre sens mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres...

Pour SOLIDAIRES Douanes participaient : Agnès Arnaud-Grout, Éliane Leconte et Fabien Milin. Pour plus de précisions, les contacter.

* *

*

Annexe : Recensement détaillé par branche, à la date du vendredi 1er octobre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires											
						En présentiel			télétravail			Agents placés en isolement (anciennement quatorzaine)			Malades Covid-19		
			AG-CO 01/10	SURV 01/10	total 01/10	AG-CO 01/10	SURV 01/10	total 01/10	AG-CO 01/10	SURV 01/10	total 01/10	AG-CO 01/10	SURV 01/10	total 01/10	AG-CO 01/10	SURV 01/10	total 01/10
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	**267**	85	91	**176**	16	2	**18**	0	3	**3**	0	13	**13**
		DR Guyane	75	92	**167**	55	48	**103**	3	0	**3**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Martinique & services DI	129	103	**232**	102	63	**165**	1	0	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	**213**	78	45	**123**	20	0	**20**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Mayotte	57	32	**89**	35	11	**46**	8	0	**8**	1	0	**1**	1	0	**1**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	**119**	68	16	**84**	1	0	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	77	49	**126**	51	25	**76**	6	0	**6**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		17	14	**31**	11	11	**22**	1	0	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		720	656	**1 376**	485	386	**871**	62	3	**65**	0	0	**0**	1	5	**6**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		384	256	**640**	282	161	**443**	29	0	**29**	0	0	**0**	0	1	**1**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		394	282	**676**	292	211	**503**	39	0	**39**	2	2	**4**	0	0	**0**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		640	549	**1 189**	476	341	**817**	43	5	**48**	2	1	**3**	0	1	**1**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		514	999	**1 513**	317	596	**913**	79	3	**82**	4	20	**24**	0	3	**3**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		768	519	**1 287**	510	243	**753**	86	3	**89**	6	4	**10**	2	8	**10**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		531	271	**802**	359	181	**540**	66	1	**67**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		604	448	**1 052**	428	300	**728**	67	5	**72**	2	0	**2**	0	0	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		501	560	**1 061**	322	347	**669**	69	1	**70**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		587	590	**1 177**	277	253	**530**	62	2	**64**	3	3	**6**	1	0	**1**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		760	918	**1 678**	474	297	**771**	3	4	**7**	4	10	**14**	4	2	**6**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		173	16	**189**	128	3	**131**	32	0	**32**	0	0	**0**	1	0	**1**
	Direction générale (DG) dont SARC		813	6	**819**	514	0	**514**	144	0	**144**	2	0	**2**	2	0	**2**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		96	788	**884**	63	497	**560**	4	2	**6**	0	11	**11**	0	2	**2**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		360	466	**826**	261	395	**656**	30	0	**30**	2	12	**14**	1	1	**2**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		313	236	**549**	258	214	**472**	28	0	**28**	1	0	**1**	2	0	**2**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		211	21	**232**	111	11	**122**	56	0	**56**	1	0	**1**	0	0	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		45	246	**291**	37	188	**225**	0	14	**14**	0	1	**1**	0	0	**0**
	Unité information passagers (UIP)		1	16	**17**	1	11	**12**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
Sous-total DGDDI communiqué			9 118	8 384	**17 502**	6 080	4 945	**11 025**	955	45	**1 000**	30	67	**97**	15	36	**51**
Autres Directions (statistiques non communiquées)	Service commun des laboratoires (SCL)		392	0	**392**	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
	Tracfin		105	0	**105**	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
	Wallis-et-Futuna		8	4	**12**	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
	Sous-total autres directions		505	4	**509**	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Total DGDDI			9623	8 388	**18 011**	6 080 ?	4 945 ?	**11 025 ?**	955 ?	45 ?	**1 000 ?**	30 ?	67 ?	**97 ?**	15 ?	36 ?	**51 ?**

* *Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

Loin de la coupe aux lèvres…

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

24 septembre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail — *compte-rendu*

Avec l'annonce du ministre de la Santé, **Anticipons le choc social** par l'incitation au télétravail (TLT) pour briser la densification dans les transports et les risques d'exposition dans les lieux clos et restreints.

→ ***Télétravail :*** *demande syndicale sur un suivi du nombre de demandes, de refus et d'avis favorables*

Les agents « vulnérables » :
- cancer,
- immunodépression,
- 65 ans avec du diabète ou d'obésité,
- insuffisances rénales chroniques sévères...

Agents SU en cours de recensement.

Les agents « contacts » : gérés par l'ARS
Les agents en 7aine en attente de dépistage :
- Télétravail
- ou Autorisation Spéciale d'Absence (ASA)

→ *Pour les Outre-Mer et la période préalable entre les tests, SOLIDAIRES demande à ce qu'aucun agent ne reprenne le service en présentiel à titre de précaution pour les collègues et le service.*

REPRISE

La médecine de prévention (MP) doit intervenir pour :
- La reprise et l'aménagement du poste en télétravail, en présentiel avec aménagement
  → *notamment à la cantine, lieu à risque élevé*
- le placement en Autorisation spéciale d'Absence (ASA) ou télétravail de 5 jours.
- La gestion des « cas contact » et leur dépistage.
- la capacité à revenir si le test est négatif → *question de l'application stricte de la 7aine si le test n'est pas positif*
- Donne un **AVIS.**

Rigidité administrative d'accès au MP
Autocensure en local

Après le message aux encadrants, réunion avec les DI :
La DG a transmis une note aux encadrants le lundi 15/09
→ *Le ruissellement de l'information sera-t-il abondant ? SOLIDAIRES Douanes suggère le dénombrement par indicateur de performance sur le nombre de demandes de télétravail accordées, afin d'inciter les performeurs dans ces domaines que sont la sécurité des agents et la coordination ministérielle !*

Plan de reprise d'activité (PRA) / rapport Alixio :
→ *Boycott du CHSCTM du 24/09/20 contre la légalité du rapport*

Protection matérielle / Masque obligatoire :
Doctrine SURV : masques chirurgicaux (4/jour)
Doctrine CO : 3 masques en tissu et jetables
Pour les régions Outre-mer : avec le climat tropical, 6 par agent.
Approvisionnement :
- masques en tissu dans les préfectures
  → la semaine prochaine en hexagone selon les besoins des DI
  → 5 octobre en Outre-mer
- masques chirurgicaux commandés par la DG :
  → D'ici une semaine en France métropolitaine
  → livraison aérienne vers les Outre-mer

Redéploiement DI Paris-Aéroports (DIPA) :
Principe des brigades «miroirs» (jumelées) avec des difficultés à maintenir les mêmes effectifs sur la même unité d'accueil. L'humain s'adapte à la logistique pour éviter des ASA manque D'activité ! Le DI de la DIPA interviendra à la prochaine audio.

En Outre-mer, le protocole national s'applique :
- La DG a fait une audioconférence avec les DR d'Outre-mer le 23/09 avec une cartographie épidémique disparate :
  → Covid-Free (sans Covid) : Nelle Calédonie et Wallis-et-Futuna
  → Sortie d'état d'urgence et zone critique : Guyane, La Réunion, en Guadeloupe, à Saint-Martin et en Polynésie
  → Épidémies de dengue et de chikungunya aux Antilles.
  → Problème d'approvisionnement d'eau à Mayotte...

Les moyens sont alloués à ces DR pour télétravailler, avec prise en charge des ordinateurs portables, smartphone, abonnement.
→ *SOLIDAIRES espère un suivi attentif à la déclinaison locale. Notamment sur le retour des GT et CT locaux qui vont y être organisés en tenant compte des conditions :*
- *sanitaires (exiguïté des moyens médicaux),*
- *environnementales (climat tropical et maladie endémique)*
- *et de connexion (montant de l'internet).*

Concours

- Examen professionnel :
  Agent malade ou empêché ne peut concourir. Pas de possibilité d'épreuve de rattrapage, sous peine de rupture d'égalité

Formation

- Les écoles sont touchées : 2 cas à l'ENDT.
- Les formations distancielles sont préconisées.
- Impossibilité d'oraux de fin de stage en visio du fait :
  → du plan de charge des formations,
  → des limites techniques et logistiques.
- Les cours de TPCI coordonnés avec le Médecin de prévention national.
- Protocole sanitaire mis en place dans les écoles en coordination avec l'AGRENAD et 5 semaines de cours sur la plateforme Moodle.

Décret n°2020-1131 du 14 septembre 2020 sur

les maladies professionnelles

- Exclut les douaniers
- Proposition des organisations syndicales (OS) :
  a) pour les cas confirmés suite à contact sur le lieu du service,
  b) tout comme pour les agents ayant un épuisement professionnel (burn out) suite au Covid et ses effets

→ **déclaration en accident de service** auprès des FRHL (fonction ressources humaines Locales) et demande d'un protocole

Vaccination contre la GRIPPE remboursée par l'employeur

Agenda social (GT) : droits syndicaux le 04/11, Surv le 17/11, Télétravail le 9/12, indemnitaire DNGCD le 14/12
- Comité Technique missions : fin octobre, avec bilatérales téléphoniques en complément de celles sur la crise sanitaire.
- **Recours sur l'ordonnance congés et sur le télétravail :** 100 recours gracieux, 4 recours hiérarchiques, 1 au Tribunal Administratif (TA), dont 5 en cours en CAPL. Les CAPC se tiendront en novembre et décembre.

Solidaires DOUANES
Syndicat SOLIDAIRES Douanes **Adresse :** 93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS
web : http://solidaires-douanes.org/ **@ :** contact@solidaires-douanes.org **tél :** 01 73 73 12 50

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

16 septembre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail — *compte-rendu*

Recensement au 10 septembre 2020 :
- Malades : 25 agents ; Quatorzaine : 64 agents
- Télétravail (TLT) : 791 agents

→ ***Demande syndicale de l'état statistique***
- en garde d'enfant, en présentiel
- nombre de foyers épidémiques (clusters)

Les agents « vulnérables » :
- cancer,
- immunodépression,
- 65 ans avec du diabète ou d'obésité,
- insuffisances rénales chroniques sévères...

Les agents « contacts » : gérés par l'ARS

Les agents en 7aine en attente de dépistage :
- Télétravail
- ou Autorisation Spéciale d'Absence (ASA)
- Raccourcissement de la période d'isolement (14 → 7 jours)

La médecine de prévention (MP) doit intervenir pour :
- La reprise et l'aménagement du poste en télétravail, en présentiel avec aménagement
→ notamment à la cantine, lieu à risque élevé
- le placement en Autorisation spéciale d'Absence (ASA) ou télétravail de 5 jours.
- La gestion des « cas contact » et leur dépistage.
- la capacité à revenir si le test est négatif → *question de l'application stricte de la 7aine si le test n'est pas positif*
- Donne un **AVIS.**

Attention ! Surcharge des demandes de consultation (en présentiel ou par téléphone)

REPRISE

DI / DR / CHEF DE SERVICE

Aménagement de poste

Message aux encadrants :
La DG a transmis une note aux encadrants le lundi 15/09
→ On attend de voir la déclinaison locale pour les propositions de Télétravail, de port du masque et de la discipline, avec rappel aux consignes pour la hiérarchie elle-même !

Plan de reprise d'activité (PRA) / rapport Alixio :
- Expert : choisi unilatéralement par la « haute » administration
- Préconisations : règles circul., affichage capacité des salles.
Les mises a jour sont dans le tableau des consignes sanitaires
→ Rapport contestable sur la qualité et le nombre de personnes auditées aux ministères économiques et financiers (MEF) !
Mais il cible tout-de-même la non-communication des PRA !

Protection matérielle / Masque obligatoire :
Doctrine SURV : masques chirurgicaux (4/jour)
Doctrine CO : masques en tissu et jetables
Attention : confusion entre masques chirurgicaux et jetables
Approvisionnement :
- gros stocks de masques en tissu dans les préfectures
- octobre : se posera la question du renouvellement des stocks
Demande de masques chirurgicaux :
- en bon de commande sous 15 jours en France métropolitaine
- livraison fin septembre en Outre-mer
Droit d'alerte sur Dijon : la DG a pris contact avec la DI pour prendre en main la situation
DI Nouvelle-Aquitaine (DINA) : attention attirée sur le don de masques grand public à la SU !
Redéploiement DI Paris-Aéroports (DIPA) :
Personnels concernés : au T1 et T2BD, environ 110 agents.
Formation débutée mi-août, 2/3 formés en septembre.
T1 : renforcement de la BSITM
T2BD : renforcement Paris-Est/Marne-la-Vallée
Autres : redéployés en interne sur l'aéroport, formés en contentieux, rappels réglementaires, e-formation de l'IGPDE

Protocole en Zone rouge et en Outre-mer :
→ Dans ces zones parfois en état d'urgence, quel est le protocole, notamment dans le dispositif d'accompagnement des agents ?
Les chiffres du tableau du 10/09 ne relayent pas la réalité !
→ La DG a prévu une audioconférence avec les DR d'Outre-mer
→ SOLIDAIRES espère que les DR ne banaliseront pas la situation !

Rétablissement de la JOURNÉE DE CARENCE !
NON !
Les agents malades victimes d'injustice à l'étude chez la ministre

Les agents parents
si fermeture des classes ou crèches
→ ASA ou Télétravail sous condition que les 2 parents ne peuvent les garder

Concours
- Examen professionnel : possible rattrapage
- Pour les candidats malades externes : obligation de laisser concourir si aucune connaissance de l'état confirmé, sous peine de rupture d'égalité

Formation
- Les oraux de fin de stage en visio ?
- Les cours de TPCI (bilan?)
- La distanciation dans les salles

Décret n°2020-1131 du 14 septembre sur
les maladies professionnelles
- **exclut les douaniers** et les policiers
- retient seulement le personnel soignant et assimilé (pénitentiaire, laboratoire, armée)
- extrêmement limitatif sur la liste des maladies

Covid-19
À déclarer
MALADIE PROFESSIONNELLE
pour les Douaniers !

Agenda social (GT) : droits syndicaux le 04/11, Surv le 17/11, Télétravail le 9/12, indemnitaire DNGCD le 14/12
- Demande de mise en place des CAPL pour ***les recours sur le retrait des CA/ARTT et du refus du télétravail***
(Important : notamment pour les prévisions des congés du dernier trimestre)

Solidaires DOUANES
Syndicat SOLIDAIRES Douanes
web : http://solidaires-douanes.org/
Adresse : 93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS
@ : contact@solidaires-douanes.org **tél :** 01 73 73 12 50

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

10 septembre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail — *compte-rendu*

Recensement au 3 septembre 2020 :
- Vulnérables : 431 agents
- Télétravail (TLT) : 281 agents
- ASA : 150 agents (97 SU et 53 CO)
- Malades : 22 agents / Quatorzaine : 27 agents

→ ***Demande de l'état statistique***
- des agents malades, en quatorzaine
- en garde d'enfant, en télétravail
- nombre de foyers épidémiques (clusters)

Les agents « vulnérables » :
- cancer,
- immunodépression,
- 65 ans avec du diabète ou d'obésité,
- insuffisances rénales chroniques sévères...

Les agents « contacts » : gérés par l'ARS

Les agents en 14aine en attente de dépistage :
- Télétravail
- ou Autorisation Spéciale d'Absence (ASA)
- Pas de Congé Maladie Ordinaire (CMO) forcé

~~**Les agents vivants avec les « vulnérables » :**~~
→Télétravail préconisé
dans le cadre de l'organisation collective

Les agents parents
si fermeture des classes ou crèches
→ASA ou Télétravail sous condition
que les 2 parents ne peuvent les garder

La médecine de prévention (MP) doit intervenir pour :
→La reprise et l'aménagement du poste en télétravail, en présentiel avec aménagement
→La gestion des « cas contact » et leur dépistage.
→Donne un un **AVIS.**

Attention !
→ surcharge des demandes
→et d'adéquation auprès des chefs de service de la mise en place des préconisations de la MP

Réduction de la liste :
les 7 autres critères doivent bénéficier d'aménagement de poste

REPRISE

DI / DR / CHEF DE SERVICE

Aménagement de poste

Télétravail :
- Gestion individuelle priorisée : agents vulnérables = 5 jours
- Gestion collective de la densité : 3 jours max/semaine
- La zone rouge n'est pas déterminante dans l'octroi !

→Problématique du manque de volonté des chefs de service et problème des décalages d'application au niveau local
→*Demande de directives de recensement des demandes des agents et des motifs de refus.*
→*La notion de nécessité de service doit être étayée et fondée !*

Dotation informatique :
500 ordinateurs en livraison
950 qui seront livrés dans le dernier trimestre
→C'est une problématique actuelle d'approvisionnement liée à la hausse de la demande
→*Les Outre-mers n'obéissant pas aux règles du marché public national, quelle est leur dotation ?*

Protection matérielle / Masque obligatoire :

Dotations
- Par missions : difficiles à harmoniser.
- Type : masques chirurgicaux préconisés pour tous malgré les impacts écologiques, mais les stocks doivent être éclusés

→*Dotation en circuit court en Outre-mer souhaitée : la DG valide par le nouveau contexte d'approvisionnement*
→*Renouvellement dotations en masques tissu : pas de réponse*

Dérogations au port du masque :
- Temps de pause de 15 minutes dans des espaces dédiés
- Exception à l'obligation du port si certificat médical.

→*Question des dotations adaptables à un handicap ?*

Protocole maritime :
Rotation collective organisée sur période de repas.
Port du masque obligatoire dans les flux de circulation à bord.
Protocole de positionnement sur les couchages.

Formation :
- Pour les agents SURV vulnérables :
→en cours de traitement à la DNRFP
→identification des alternatives à CMO ou reprise

Protection fonctionnelle en cas d'agression :
- Rappel de la note du 28 juin 2019 à tous les personnels
- Volonté d'agir de la DG par le code des douanes 53-1 et 413 bis
- Possibilité pour l'agent de se porter partie civile

Rétablissement de la JOURNÉE DE CARENCE !
NON !
Déclaration en MALADIE PROFESSIONNELLE
OUI !

Agenda social :
- Commissions administratives paritaires (CAP) : en présentiel obligatoire
- GT & Comité technique de réseau (CTR) ou format CHSCT : mixité de la participation en présentiel et visioconférence
- Allègement des GT par des reports sur les 2 prochains mois. Attente de l'agenda définitif
*- Demande de mise en place des CAPL pour **les recours sur le retrait des CA/ARTT et du refus du télétravail***

Solidaires DOUANES
Syndicat SOLIDAIRES Douanes
web : http://solidaires-douanes.org/
Adresse : 93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS
@ : contact@solidaires-douanes.org **tél :** 01 73 73 12 50

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

03 septembre 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail — *compte-rendu*

Les agents parents
si fermeture des classes ou crèches
→ ASA en attente des décisions ministérielles

Les agents vivants avec les « vulnérables » :

Les agents « vulnérables » :
- cancer,
- immunodépression,
- 65 ans avec du diabète ou de l'obésité,
- insuffisances rénales chroniques sévères...

Les agents « contacts » :

Agents Surveillance « vulnérables » ?
→ Recensement non établi.

Réduction de la liste

Le médecin de prévention :
→ la reprise et l'aménagement du poste en télétravail, en présentiel avec aménagement
→ la gestion des « cas contact » et leur dépistage.
→ Donne un un **AVIS.**

REPRISE

DI / DR / CHEF DE SERVICE

AMÉNAGEMENT DE POSTE :

Télétravail :
COVID : 5 jours attente des instructions du ministère ou 3 jours

Protection matérielle :
- Dotation individuelle
- Masque obligatoire : question sur le renouvellement des dotations des masques en tissu
- Désinfectant, gel,
- Gants : uniquement pour les contrôles de palpation.

Redéploiement agents SURV DIPA :
Formation initiée en août
Poursuite en septembre

Formation :

- Pour les agents SURV vulnérables :
→ e-formation en réflexion
Catalogue possible à recenser.

DIPA :
accompagnement et formation en TPCI-tir

Rentrée scolaire DNRFP :
- Matériel & techniques : Kit sanitaire, désinfection des locaux communs
- Gestion : de l'AGRENAD pour les repas.
- Protocole prévu : pour les isolements des cas contacts ou confirmés.

Formations institutionnelles :
→ maintenues en présentiel
→ mais peuvent-être reportées selon les conditions sanitaires du lieu de résidence de l'agent.

QUID des CLUSTER ou de la FERMETURE DES SERVICES ? De la gestion des malades, des décès, de la prise en charge psychologique ?

ZONE ROUGE :
→ DUERP à décliner
→ Organisation des CHSCT Locaux

PROTOCOLE SANITAIRE :
Voir selon le lieu des conditions de travail :

Véhicules : port du masque obligatoire,

Aéromaritimes : distanciation et gestion de la circulation à bord,

Frontières : instructions ministère de l'intérieur du 31 août 2020 sur la provenance des voyageurs :
a) VERT : UE ou pays tiers
b) ROUGE : test Covid préalable + attestation préalable
c) Très ROUGE :
- Classe 1 : test Covid préalable obligatoire sinon refus d'entrée + attestation de circulation dérogatoire
- Classe 2 : test Covid préalable obligatoire sinon doit s'y soumettre à l'entrée. *Si refus attente en 2de ligne pour décision du préfet de mise en quatorzaine* + attestation de circulation dérogatoire

Solidaires DOUANES

Coronavirus/Covid-19

GT évolution situation sanitaire & prévention risque épidémique

Vendredi 28 août 2020 (audioconférence)

Hygiène, Santé, Conditions de travail | ***compte-rendu***

Covid & rentrée 2020 :

Reprise académique ?

(Interventionnisme sur l'individuel VS prudence sur l'organisationnel)

A. Marcotte/GFA

En cette rentrée scolaire 2020, 2 mesures fortes ont été annoncées, applicables à l'ensemble des agents :

1°) Fin des Autorisations spéciales d'absence (ASA) liées au Covid
→ Remplacement par Congé annuel (CA) ou de maladie (CM)

Et, si sur la forme, la Direction générale (DG) laisse encore quelques jours (1ère semaine de septembre) de répit à l'ancien dispositif, ce n'est que dans l'attente de la circulaire. Sur le fond, en effet, les annonces des autorités ne sont pas discutées : les ASA pour personnes fragiles/vulnérables/garde d'enfant, octroyées spécifiquement dans le cadre du Covid, ont bien vocation à s'éteindre.
Les données statistiques seront à surveiller de près, car la suppression des ASA et le retour du jour de carence vont pousser les douaniers à venir travailler, même symptomatiques !

2°) Port du masque obligatoire, dans tous les locaux, au 1er septembre

C'est l'annonce la plus visible du moment. Et gare aux rétifs : les mesures (y compris disciplinaires) seront prises pour faire appliquer l'obligation du port du masque !
En lien, les dotations en divers matériel de protection (gel hydroalcoolique, désinfectant) vont par ailleurs faire l'objet d'une revue.

Sommaire

Tract/résumé :	*p1*
Compte-rendu :	*pp 3-7*
- introduction	*p3*
- Port du masque obligatoire	*p3*
- Télétravail	*p4*
- Agents vulnérables	*p5*
- Autorisations spéciales d'absence	*p6*
- Régions (Outre-Mer, DIPA)	*p6*
- Derniers points et conclusion	*p7*

Par ailleurs, dans des domaines plus spécifiques, la DG annonce :

1°) En matière d'exercice des missions, la reprise des contrôles en entreprises.
Le télétravail (TLT) ne subira pas le grand chambardement tel qu'annoncé au cœur de l'épidémie. Néanmoins, matériellement 500 ordinateurs seraient prêts à la distribution, tandis que la DG nous promet une cartographie des collègues éligibles au TLT.

2° En matière de formation, une reprise partielle. En effet, si les cours à l'Ecole nationale des Douanes de La Rochelle (ENDLR) reprennent avec des mesures « adaptées », les autres stages théoriques non obligatoires ne se tiendraient pas... Et, pour les techniques professionnelles de contrôle et d'intervention (TPCI), il y a un report des formations pour les personnes vulnérables.

Enfin, pour veiller à la pleine application des nouvelles mesures, une nouvelle campagne sur les préconisations (gestes barrières, masques obligatoires) sera faite, ainsi qu'un protocole avec rappel des procédures si malade, cas contact ou cluster.

Compte-rendu

Introduction *page 3*

I – Port du masque obligatoire *page 3*
II – Télétravail *page 4*
III – Agents vulnérables *page 5*
IV – Autorisations spéciales d'absence *page 6*
V – Régions (Outre-Mer, DIPA) *page 6*

Derniers points et conclusion *page 7*

Introduction

1°) Préambule

Suite à la réunion du 26/08/2020 sur l'organisation du travail dans la fonction publique de l'État avec la Ministre de la transformation et la fonction publique, cette conférence téléphonique est sollicitée par le service de la DG dialogue social. Le délai très court et les moyens techniques mis en œuvre sont fortement contraignants pour un dialogue social optimum.
Néanmoins, SOLIDAIRES DOUANES veille à vous représenter tant sur la pluralité des questions que sur leur impact sur tout le territoire français national et ultra-marin.

2°) Lexique

Sigle	Signification	Sigle	Signification
AG/OPCO	Branche Administration générale et Opérations commerciales	CM	Congé de maladie
ASA	Autorisation spéciale d'absence	SURV	Branche Surveillance
CA	Congé annuel	TLT	Télétravail

I – Port du masque obligatoire

1°) Pour SOLIDAIRES DOUANES :

- La **qualité des masques** détermine un niveau de confort dans les conditions de travail. **Tous les équipements de protection** doivent être **en quantité suffisante** et surtout **en dotation individuelle**. Dans certaines directions, des visières sont en dotation collective. Une aberration qui n'attire guère leur utilisation en cette période sanitaire.

- **La surveillance :** des missions de contrôle avec des contraintes fortes et **des risques d'exposition élevés de proximité et en frontière**, ces agents doivent être protégés en **évitant de faire passer prioritairement la performance au détriment de leur sécurité**.

2°) Annonces de la Ministre *(grands principes)*

- Pour espace clos et partagé « *espace ouvert / open space* » espace de travail et de circulation.
- Masque fourni par l'administration.
- Agents vulnérables : dotation de masques chirurgicaux.
- Agents : dotations de masque « grand public ».
- Agents en situation de handicap : masques adaptés.
- Distribution et disponibilité au 1er septembre.

3°) Annonces de la DGDDI *(modalités pratiques)*

- Obligatoire au 1er septembre dans les services
- Matériel :
    - Dotation de masques par jour :
      2 pour les agents AG/OPCO (en tissu) et 3 pour la SURV (chirurgicaux)
    - Recensement pour anticipation des besoins en masques, gels hydroalcooliques, désinfectants…
    - FFP2 réservés aux personnels soignants.
- La qualité des masques est à adapter aux missions.
- Agents en situation de handicap : masques adaptés.
- Communication dès le 28 août aux agents.

II – Le télétravail

1°) Revendicatif général SOLIDAIRES DOUANES

Le **Télétravail (TLT) sous format covid** prend fin au lundi 31 août.
Or c'est un excellent moyen :
- de lutte contre la concentration des flux dans les transports,
- qui répond à un besoin de protection des personnes vulnérables,
- qui doit être proposé aux agents de la surveillance.

2°) Annonces officielles, commentaires et déclinaison

a) Annonces de la Ministre	b) Notre analyse	c) Annonces de la DGDDI *(modalités pratiques)*
Points positifs : gain de temps dans les transports.	*Moins de risques dans les trajets, garde possible si cas de confinement ciblés.*	Maintien du format TLT covid 3 jours/semaine avec prolongation de l'attestation TLT covid au-delà du 31 août 2020 (sauf agents vulnérables à 100%).
Points négatifs : risque de surcharge isolement, troubles musculaires,	*Imbrication de la vie professionnelle dans la vie privée, utilisation de ce procédé pour mieux vendre la restructuration de certains services.*	Cartographier les télétravailleurs en distinguant les agents vulnérables des agents demandeurs classiques.
Matériels :	*Améliorer les dotations en quantité et qualité pour éviter l'utilisation du matériel personnel.*	Aménagement des rotations dans les postes télétravaillables pour réduire l'exposition des risques des agents dans un même service.
Organisation par les chefs locaux :	*Problème de volonté et de partialité, notre souhait est :* – *la priorisation, l'aménagement et la considération des « agents vulnérables »* – *puis les difficultés des familles monoparentales lors de la gestion des fermetures des écoles ou des crèches.*	Dotation de 1450 ordinateurs, dont 500 prêts à la distribution, attente de la répartition et des besoins des directions interrégionales (DI). Le marché public national ne s'appliquant pas dans les collectivités d'Outremer (COM), les Directions régionales (DR) seront consultées.
Des formations	*La problématique des quarantaines pour les régions ultramarines pose la question de la déclinaison des formations institutionnelles au niveau local soit par :* – *visioconférence,* – *e-formation* – *ou autre.*	La question sur **les formations est en cours de réflexion.** La réponse sera donnée dans la prochaine réunion. Pour les techniques professionnelles de contrôle et d'intervention (TPCI) : adaptation des cours. La note du 24 juillet sur le tableau sanitaire va être mis à jour.
Établissement de **bonnes pratiques** pour les managers :	*Problème de la volonté de certains managers à privilégier la performance aux dépens de la sécurité des agents.*	Une **animation du réseau des référents** covid est prévue avec les conseillers et les assistants de prévention. Les **Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) locaux** vont décliner ces problématiques à leur niveau. Un **CHSCT Ministériel (CHSCT-M)** est prévu le 4 septembre 2020

III – Les agents vulnérables

1°) Revendicatif général SOLIDAIRES DOUANES

- Le retrait des ASA des agents vulnérables et aux agents vivant avec une personne vulnérable, est un **non sens** !

- Demander aux agents vulnérables de poser un congé maladie, alors qu'ils ne sont pas malades avec la perspective de la baisse de traitement après 3 mois, est **discriminant** !

- **Dans certaines directions**, les agents vulnérables en surveillance sont remis de force au travail avec pour seule protection un masque. Or, le masque est efficace uniquement si l'ensemble des personnels et usagers autour de la personne vulnérable est masqué. Or cette obligation de port du masque ne l'est qu'au 28 août 2020 : un scandale !

- **Nous déplorons que les collègues de la surveillance**, qui sont fortement exposés -d'autant plus vulnérables-, soient les « sacrifiés » des protocoles de reprise d'activités (PRA).

- **Nous demandons la mise en ASA** des agents, avec aménagements urgents des postes.
Pour rappel, 150 collègues sont considérés comme vulnérables en SURV.

2°) Les protocoles

1- L'exemplarité et la discipline sont de mise à tous les niveaux hiérarchiques. Nous avons soulevé des pratiques hiérarchiques parfois en contradiction avec les notes. Nous demandons à la DG d'édicter un cadre clair, précis, applicable pour tous et sur tous, quelle que soit la catégorie des personnels.

2- Les disparités d'évolution épidémique ne sont pas prises en compte (voir section Ultra-marine).

A/ Les zones rouges de forte contamination soulèvent une **nécessité d'adaptation des protocoles sanitaires** parfois retardée et en décalage avec le niveau de décision nationale.
Nous exigeons des protocoles adaptés au plus près de la réalité des risques au niveau régional. Notamment en Outre-Mer où la rentrée scolaire a eu lieu le 12 août en Polynésie, avec plusieurs classes et écoles fermées. Mais aussi des régions déclarées en urgence sanitaire sans protocoles adaptés, notamment Guyane et Mayotte jusqu'au 31 octobre 2020.
Or les futurs textes retirent tous les moyens de protection et particulièrement pour les personnels ultra-marins qui subissent leur première vague épidémique, que nous qualifions de « Tsunami épidémique ».

B/ Rappelons que **les territoires d'Outre-mer souffrent de l'insularité avec très peu de moyens hospitaliers**, et la fermeture des frontières des pays à proximité **double ou triple les durées horaires des évacuations sanitaires**.
L'exemple de la Polynésie est souligné à ce sujet avec la fermeture des frontières vers la Nouvelle-Zélande (6 heures de vol) et se rabattra uniquement vers l'hexagone (24h de vol).
Les politiques locales ayant investi dans des housses mortuaires présagent de **scenarii très pessimistes**. Nous soulignons que la **douane** est une **administration stratégique** dans la vie de la collectivité locale.
En conséquence, la fermeture d'un de ses services a un impact majeur sur les missions fiscales et régaliennes.

À ce titre, nous soulignons que **les protocoles doivent être anticipés, cadrés et structurés à chaque étape de la gestion de crise** :
1-Cas suspect ;
2-cas confirmé ;
3-cas contact ;
4-désinfection des locaux (Qui-quand-comment) ;
5- Cas d'un décès (soutien psychologique).
Nous rappelons la responsabilité de l'administration et de ses dirigeants en région.

3°) Annonces officielles, commentaires et déclinaison

a) Annonces de la Ministre	b) Notre analyse	c) Annonce DGDDI
Arrêt des ASA au 1er septembre Télétravail (TLT) : pour les agents vulnérables et des agents qui vivent avec une personne vulnérable. Si TLT impossible : masque médical, hygiène des mains, aménagement des postes de travail, équipement de protection complémentaire (visières) désinfection des locaux et matériels. Si les conditions de sécurité non rassurant pour l'agent : Congé annuel (CA) ou arrêt maladie (CM).	*- Demande de maintien des ASA pour éviter un taux de mortalité sur cette population à risque.* *- À maintenir après le 1er septembre* *L'agent vulnérable n'est pas malade. Ce dispositif contraint à la ponction de la journée de carence et c'est l'État qui règle les traitements des agents en CM ! Une aberration ! Avec un demi-traitement à l'horizon des 3 mois !*	Maintien des ASA pour la pour la 1ère semaine de septembre en attente de la circulaire.

IV – Les autorisations spéciales d'absence (ASA)

1°) Revendicatif SOLIDAIRES DOUANES

La rentrée scolaire est au 1er septembre. Ce dispositif ASA est nécessaire par les prochaines fermetures de crèche et de classe. Le décompte sur des congés annuels va **pénaliser les familles**.

Les familles monoparentales particulièrement les femmes seront **d'autant plus pénalisées** avec une **exacerbation de l'inégalité femme/homme**.

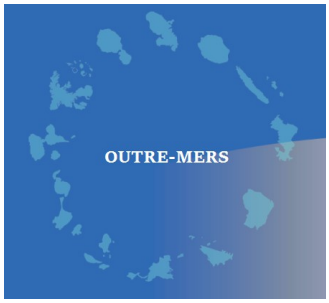
Nous rappelons **l'existence des autorisations exceptionnelles d'absence (AEA)** qui pourraient se rajouter aux dispositifs des ASA.

2°) Annonces officielles, commentaires et déclinaison

a) Annonces de la Ministre	b) Notre analyse	c) Annonce DGDDI
Arrêt des ASA au 1er septembre Obligation de prendre des CA pour la garde des enfants.	*- Demande de maintien des ASA pour éviter une vectorisation des cas contacts alimentant les chaînes de contamination, dans le cas notamment des fermetures de classe.* *Problème de la journée de carence qui incite les agents à ne pas se déclarer et à prendre le risque d'être contaminé, tout comme tous les autres agents qui sont incités à être vecteur de la chaîne de contamination. L'annulation de la journée de carence est une nécessité !*	Maintien des ASA pour la 1ère semaine de septembre en attente de la circulaire.

V – Les régions

1°) Les Outre-Mers



Mayotte et la Guyane en urgence sanitaire jusqu'au 31 octobre, la Guadeloupe et la Martinique en zone rouge, la Polynésie en stade 3 de l'épidémie, voici le constat catastrophique de l'épidémie[1].

À ce jour **aucune instruction et rien d'adapté au contexte épidémique, d'autant que la situation pourrait devenir très rapidement explosive**.

En un mot comme en cent : **comment gérer les agents malades, en réanimation ou pire décédés ?**

Le discours passif des directions est-il implicitement « *mourrez braves gens* » ?

Comment gérer un protocole national ou une circulaire qui n'est pas en coordination avec la réalité de l'évolution épidémique par rapport de la disparité d'évolution sur le territoire métropolitain d'autant plus exacerbée en Outre-Mer ?
L'état d'urgence est une réalité en Outre-Mer et sur certains départements. **SOLIDAIRES DOUANES demande le maintien de tous les dispositifs d'ASA, de TLT et l'annulation du jour de carence, indispensables pour briser la chaîne de transmission.** Il en va du positionnement stratégique de la douane dans TOUS les territoires de la République française pour préserver sa ressource humaine et sa compétence en continuité d'action.

2°) La Direction interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA)

La DG indique que les agents des missions frontières qui ont été redéployés en province ne perdent pas le régime indemnitaire de la DIPA. Cela contredit ce qui a été annoncé lors du dernier comité technique local DIPA du mois d'août.
Au demeurant, ceux redéployés hors DIPA sous le régime de la mise à disposition (MAD) sont finalement peu nombreux, ils seront indemnisés par leur direction d'accueil. La prochaine réunion reprendra ce point[2].

1 Voir article de presse : https://la1ere.francetvinfo.fr/covid-19-rebond-epidemie-observe-inquietude-outre-mer-864914.html
2 Plus de détails : www.solidaires-douanes.org/coronavirus-dipa

Derniers points

1°) Dialogue et agenda social

a) Annonce de la DGDDI

Fin des audioconférences pour les commissions administratives paritaires (CAP), suite à la fin de l'ordonnance de mars 2020.
Les agents fragiles se feront remplacer par les suppléants.

Port du masque obligatoire dans la salle de conférence Anne-Laure et Cécile de la Direction générale.

Pour les GT, mixité des dispositifs pour la réunion.

b) Notre analyse : le « dialogue social » doit être réactif !

Il y a la problématique des élus en situation de fragilité ne pouvant pas exprimer leur droit syndical.

En sus, cette décision peut pousser à la concentration des flux dans les transports en commun, au moment même où la chaîne de contamination doit être stoppée !

Enfin, que faire si le titulaire et suppléant sont vulnérables ? Pour SOLIDAIRES, la mixité (présentiel + visio) doit perdurer.

2°) Prochaine conférence téléphonique

Ce vendredi 28 août, la date et l'horaire devait nous être précisés en prenant en compte la participation de notre représentante ultra-marine en décalage horaire.
Addendum : Après information communiquée ce lundi 31 août, la prochaine audioconférence aura lieu le jeudi 3 septembre à 10h00 heure de Paris.

3°) Pour conclure

Merci à toutes et tous pour vos différents retours, ô combien utiles !
En cette période charnière, vous pouvez continuer à nous transmettre vos avis, vos idées, vos expériences de terrains, vos revendications, relatifs à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail et nous faire remonter toute difficulté et situation problématique que vous pourriez éventuellement rencontrer au sein de vos services.

À toutes et à tous, restez prudents, vigilants et précautionneux sur toutes les recommandations sanitaires.

Continuez de prendre soin de vous et de vos proches.

Paris-Faa'a le 28/08/2020

Pour SOLIDAIRES DOUANES participaient : Agnès Arnaud-Grout et Tiaitau Ropati. Pour plus de précisions, les contacter.

Covid & rentrée 2020 :

Reprise académique ?

(Interventionnisme sur l'individuel VS prudence sur l'organisationnel)

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Comité Technique de Réseau

du jeudi 18 juin 2020

Organisation / Conditions de travail *compte-rendu*

Contrat triennal sous 3 mois ?

Le Comité national de la DGDDI (Comité Technique de Réseau, pour les intimes) s'est réuni ce 18 juin 2020. Pour cette 1ère réunion post confinement présidée en présentiel par Mme la directrice générale Isabelle Braun-Lemaire, nous avons fait référence en préalable à la résistance (voir annexe), incarnée ce même jour il y a 80 ans.

Et, en matière de résistance (avec un petit « r »), nous avons été servis.

Non pas dans le sens d'un réarmement complet de la Douane (ni le gouvernement, ni la majorité parlementaire n'ayant changé ces 3 deniers mois), **mais plutôt sans faire de mauvais jeu de mot, dans un sens alimentaire.**

Ce 18 juin, Mme la directrice générale a exposé le plat de résistance pour la Douane pour ces 3 prochaines années.
Un exposé résumé en 6 mots : « *Une Douane recentrée, peut-être renforcée* ».
Et ce dès le début de séance, en réponse à notre préalable.

Et les points à l'ordre du jour peuvent être vus sous cet angle triennal 2020-2022.

- Ainsi de la réflexion sur le réemploi d'agents des terminaux aéroportuaires de Paris-Aéroports (DIPA) en brigades de surveillance intérieure (BSI) routières. Le chantier pourrait-être lancé en septembre-octobre. Et son effectivité jusqu'à ce que le trafic aérien passager revienne à son court normal. C'est-à-dire sous 3 ans.
- Ainsi du plan DGDDI sur l'égalité professionnelle femmes-hommes, qui sera mis en place sur la période 2020-2022.
- Ainsi de la mise en place du parquet européen, fixée au plus tôt le 20 novembre 2020, qui ne pourra être questionnée institutionnellement, que lors des prochaines échéances politiques nationales, c'est-à-dire lors des élections présidentielles de 2022.
- Ainsi de la réflexion sur l'organisation de la DGDDI, sur ses missions, son maillage territorial, sa place vis-à-vis des autres acteurs institutionnels, que souhaite engager la DG à l'automne.

Sommaire

Tract/résumé : *p1*

Ordre du jour : *pp 2-8*

Introduction : *p3*

I – Point d'actualités : *pp 4-5*
→A) Statistiques : *p4*
→B) Réemploi brigades SURV : *pp 4-5*
→C/D) Audit et prime Covid-19 : *p5*

II – Points soumis à vote : *pp 6-7*
→A) Approbation de PV : *p6*
→B) Restructurations : *p6*
→C) Plan égalité femmes-hommes : *p7*

III – Points d'information : *p8*
→A) Parquet européen : *p8*
→B) AGNET : *p8*
→C) Habillement : *p8*

IV – Questions diverses / Lexique : *p9*

- Annexes : *pp 10-15*
→n°1 – déclaration préalable : *p11*
→n°2 – recensement au 02/06 : *p14*

Ce sont donc des chantiers importants, de lourds chantiers qui auront des incidences envers les personnels, dans leur diversité (de genre, de fonction, de localisation).
Il appartient aux personnels désormais de s'investir sur ces différents sujets, et de manifester leur opinion. De confier un mandat à la représentation du personnel.
Pour éviter que ces sujets *envers eux*, ne se fassent pas *sans eux*, et plus encore ne se fassent pas *contre eux*. Sans qu'ils n'aient eu mot dire.

Ordre du jour

Introduction : l'appel à la Douane

Déclaration préalable

Ce jour anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 fut pour nous l'occasion de lancer une forme d'appel, plus ou moins lyrique, à la Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI).
Ce message veut porter une Douane un peu transformée et surtout ancrée dans ses fondamentaux, que la crise sanitaire n'a pas jeté à bas, mais au contraire renforcés à notre sens (Cf. déclaration préalable en pages 12-13).

Préalable de la directrice générale

Remerciements aux personnels

I. Braun-Lemaire a, elle-aussi, souligné l'utilité de nos missions et l'engagement des agents.
Elle a également salué les équipes de la direction générale, qui n'ont effectivement pas chômé durant la crise (qui – rappelons-le – n'est pas finie). Nous pouvons largement en témoigner.

… et aux syndicats

Sûrement touchée par l'émotion de retrouver (en présentiel) ses organisations syndicales adorées, elle a également mis en valeur la qualité du *dialogue social* et son utilité, encore plus dans une période d'exception.

Avec notre avis partagé…

Sur l'ensemble de ces points, nous ne pouvons être que dans un accord parfait et quasi-suspect (promis, si on part toutes et tous ensemble, organisations syndicales et encadrement, au camping (**) de la Truite Rieuse, on vous envoie les photos sur Aladin!)…

Réponse à notre préalable

Annonces sur l'avenir de la DGDDI

Avant de vous narrer le roboratif menu du jour, et en faisant un peu de prospective, la directrice générale n'a pas caché que la DGDDI va évoluer dans les temps qui viennent. Elle pourrait en sortir *recentrée* (la traduction en vrai peut être : « rabougrie »), voire *renforcée* … ou pas !
Ce dernier point, c'est nous qui le rajoutons, mais il fait bien partie des scenarii possibles. Il faudrait être (un peu) inconscient pour ne pas le remarquer. Ceci nous prépare à de grands travaux (missions – structures – agents et parcours professionnels), qui vont commencer à l'automne.

Notre avis

Pour notre part, cela fait un moment que nous réclamons à cor et à cri de mettre les choses sur la table. Bien évidemment, cela a été mis entre parenthèses par la crise sanitaire. Mais le contexte de fond est toujours là. La question des transferts de missions fiscales, entre autres, en est un rappel cinglant.
Le pire, à notre sens, serait d'assister les bras ballants à une forme de dégringolade permanente, en nous contentant de pousser des cris d'orfraie, qui, au final, ne changent pas grand chose.
Un tel déroulé serait même une forme d'insulte aux agents, qui ne sont pas idiots et voient assez largement que les lignes bougent. C'est donc une puissante clause de revoyure, qui a été mise en lumière. Tout simplement parce que le réel l'exige.

* *

*

I – Point d'actualités sur la crise sanitaire

A) Statistiques

En termes de chiffres, au dernier pointage, la Douane était à 8540 agents en présentiel, 3027 en télétravail et 1737 en autorisation spéciale d'absence (ASA). Les données fluctuent mécaniquement selon les jours. Pour une situation détaillée au lundi 15 juin, se reporter en annexe (page 15).

B) Redéploiement BSE aéroportuaires vers BSI

1°) Présentation

(par Jean-Michel Thillier, DG-adjoint et, en audioconférence Christian Leblanc, sous-directeur Réseau)

a) Au niveau général : Un dossier est particulièrement lourd. C'est celui du redéploiement des effectifs des aéroports (SU) dédiés au contrôle des passagers. En effet, s'agissant du trafic tiers, la reprise n'est pas à l'ordre du jour. C'est bien évidemment un sujet qui concerne massivement la Direction interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA), mais également les autres directions interrégionales (DI) où un aéroport important est implanté : Auvergne-Rhône-Alpes (ARA), Nouvelle-Aquitaine (DINA), etc…

b) Au niveau DIPA

Agents et services concernés

Au départ → À DIPA, cela va entraîner le déplacement temporaire de la bagatelle de 750 agents :

- plus de 500 seront affectés dans les brigades de surveillance intérieure (BSI) d'Île-de-France (IDF) et à Nogent-sur-Oise (DI Hauts-de-France).
- 230 sur des brigades hors de ce périmètre.

À l 'arrivée → Il y aura 28 directions d'accueil : 14 hériteront de 1 à 5 agents, 8 de 6 à 10 agents, et 6, plus de 10 collègues.
Pour l'IDF, cela représente une hausse journalière de 40 à 50 agents.
Il y aura des binômes : les brigades d'accueil auront leur brigade de référence à Roissy. Ailleurs, pour ceux qui partent au-delà du périmètre IDF/Nogent, c'est sur la base du *volontariat*. Ouf !
Dans ses choix, la direction générale a travaillé à partir de l'adresse personnelle des agents.
Les agents déplacés seront affectés en renfort et ne constitueront pas d'escouade autonome.

Modalités

- Pilotage et gestion (y compris *Mathieu*) sont confiés aux BSI d'accueil.
- Des formations seront prévues sur DIPA et dans les directions d'accueil.
- Matériel : la DIPA devra fournir véhicules et armes (*convoyage* prévu vers la province).
- Régime de travail : Pour IDF et Nogent, les début et fin de service seront effectués à DIPA. Au début, les agents DIPA n'effectueront pas d'heure de nuit (situation qui pourra éventuellement changer). Le statut des agents réaffectés en province sera celui de la *mission*. Le régime de travail (hors nuit donc) sera celui de l'unité d'accueil. La cote est également définie par cette dernière.
- Indemnités : l'Indemnité de sujétion aéroportuaire (ISA) disparait pour les agents réaffectés en province (sauf si affectation dans une brigade aéroportuaire)… Les agents se contenteront des indemnités kilométriques et des frais de déplacement entre DIPA et unité d'accueil.

Le dépôt des demandes se fera dans les brigades d'accueil qui transmettront au PLI Roissy.

Jusqu'à quand ?
Et bien, mystère ! C'est selon la reprise du trafic aérien.
Mais on peut tabler raisonnablement sur un horizon qui va au-delà de la fin de l'année…

2°) Commentaires de SOLIDAIRES

SOLIDAIRES est la seule organisation a s'être exprimée sur le fond, a fortiori contre ce projet.

D'abord parce que vis-à-vis du monde économique interprofessionnel, cela va indiquer que l'encouragement politique vers une reprise économique à la *normale* est en réalité faux.
Le secteur aérien, dans toute sa diversité (compagnies aériennes, gestionnaires aéroportuaires et contructeurs) va sûrement apprécier…

Ensuite parce qu'au niveau de la gestion du personnel et des statuts de la Fonction Publique, cela va constituer un dangereux précédent.
Exit les notions de *résidence administrative* et de *direction de rattachement*. À la place, les personnels peuvent être transbahutés à plusieurs 100aines de kms de leur domicile sans prime dédiée de compensation.
Ce régime *Paris-Aéroports spécial* ne sera pas sans incidence sur la résidence Paris-spécial.

Enfin parce qu'au niveau métier, c'est faire fi des compétences et formations préalables requises.
Tout comme un rédacteur DG dans la RH ne peut devenir rédacteur sur le Commerce International du jour au lendemain, il en va de même pour un agent SU aéroportuaire repositionné en brigade routière.

3°) Contre-propositions

Avant de présenter ce projet en instances locales pour un lancement à l'automne, il y a tant d'autres choses à faire, et *dans l'intérêt du service* pour reprendre l'expression consacrée !

D'abord au niveau des formations obligatoires, en faisant en sorte que les agents effectuent leurs 4 séances annuelles de tir, contre 2,5 en moyenne habituellement (chiffres officiels DIPA, communiqués lors des GT FP). Non pas que les agents ne veulent pas, mais parce que l'effectif dans les brigades serait *insuffisant* (pour initier/poursuivre les contrôles).
Au passage, s'il y a un souci dans ce domaine de l'usage de l'arme, qui sera responsable ?

Ensuite au niveau formation continue, en répondant positivement aux *desiderata* exprimés par les agents. Que ce soit lors des entretiens annuels d'évaluation ou lors des inscriptions dans l'application informatique CLAF.
Des desiderata trop souvent et trop longtemps rejetés parce qu'il y aurait trop d'inscrits, pas assez de séances, ou là encore parce que l'effectif dans les brigades ne le permettrait pas.

Enfin, au niveau des missions sur le fret.
Les agents des aérogares d'Orly connaissent le fret d'Orly, et les agents des aérogares de Roissy connaissent d'autant plus celui de Roissy qu'ils y ont été affectés par le passé ! C'est donc que la chose est faisable, tout en étant plus simple pour tout le monde (agents, encadrement), aussi bien en termes de transport, de matériel, de gestion de cote de service.. ou de contentieux.

Pour résumer, si nous saluons la prise en compte de notre demande de recours au volontariat, nous regrettons vivement que celle-ci soit limitée ici aux seules brigades hors IDF/Nogent. Et puisque, pour reprendre les termes du DG-adjoint « *le dossier n'est pas bouclé mais assez avancé* », il importe de tenir compte des différentes remarques.

C) Audit *(par Nicolas Monnier, chef du bureau Qualité de vie au travail et action sociale – RH4)*

Toujours, dans ce contexte de crise, le ministère et la DGDDI accueilleront une société d'audit (Alixio), qui viendra appuyée d'un autre prestataire (Socotec).

1°) Présentation

Objet : L'idée serait de faire un recensement des instructions et de voir leur application dans un contexte de plan de continuité d'activité (PCA) puis de reprise d'activité (PRA). Ils travailleront essentiellement sur la période de déconfinement.
Sites choisis : 25 sites seront visités. La DG n'a pas eu complètement voix au chapitre et n'a pu qu'imposer 3 sites dans la liste : Roissy, Le Havre et Calais.
Personnes auditionnées : DR, divisionnaires, chefs de PLI et conseillers de prévention seront auditionnés, soit un panel de 250 personnes. Le retour fera l'objet d'un retour au CHSCT ministériel prévu le 7/07.

2°) Commentaires

Pour être francs, nous ne sommes pas des grands fans de ces audits, surtout quand ils sont menés par une société qui a été plutôt proche de la sphère employeur dans d'autres dossiers… C'est certes un regard extérieur, mais ce sont aussi des « profanes ». Or, il n'est vraiment pas évident de s'approprier bon nombre de sujets douaniers… À suivre donc. Une évaluation beaucoup plus large sera lancée à compter de l'automne.
Si nous n'avons globalement pas eu matière à reproche de la gestion de la Crise par le niveau national de la DGDDI, il en a été autrement pour divers errements locaux. Au demeurant, nous doutons qu'un examen sérieux des diverses responsabilités gouvernementales antérieures et présentes à la crise (et/ou hors-Douanes) puisse être effectué via ce type d'audit. Serait-ce là une labellisation parmi d'autres, dans le but d'échapper aux actions pénales et parlementaires ?

D) « Prime Covid-19 » *(par Isabelle Braun-Lemaire, directrice générale)*

a) Répartition : La DGDDI comptera finalement 30 % de « primés » (et non plus de 40% comme annoncé lors du GT du 2/06). En voici le détail :

Montant de la prime	Effectifs concernés	Montant de la mesure
Maximum : 1 000 €	**6% des douaniers** (20 % des bénéficiaires)	**≈ 1 000 000 €** (6% x 18000 agents x 1000 €)
Intermédiaire : 660 €	**6% des douaniers** (20 % des bénéficiaires)	**≈ 700 000 €** (6% x 18000 agents x 660 €)
Bas : 330 €	**18% des douaniers** (60 % des bénéficiaires)	**≈ 1 000 000 €** (18% x 18000 agents x 330 €)
Total (100% des bénéficiaires)	**30% des douaniers**	**≈ 2 700 000 €**
Aucun versement : 0 €	**70% des douaniers**	**0 €**

La prime va aux 2/3 à des AG/CO, mobilisés sur les aspects de crise. A priori, la DG a vérifié l'équité de la répartition. Succombant à notre vice, nous avons posé la question de la répartition par grade… Les statistiques nous seront adressées.
Que dire de tout cela .. ? « Bof ... » serait peut-être le bon résumé.

b) Commentaires : *À titre général, cette affaire, et surtout celle de l'ordonnance retirant les congés et les RTT, nous aura emmenés vers des débats pour le moins indignes ou à tout le moins décalé, surtout dans une période pareille. L'État se sera bien vautré sur ce coup-là.*
Phénomène révélateur : même les cadres locaux se plaignent de ce dispositif kafkaïen. C'est dire si la chose était opportune ! Et bien évidemment, pour resserrer des liens potentiellement mis à mal par la Covid, la méthode est à breveter … parmi les idées exécrables !

II – Points soumis à vote *(présentation par M^me^ la directrice générale)*

A) Approbation de 5 procès-verbaux (PV)

a) 4 PV de séances boycottées

Présentation → boycott par l'ensemble de la représentation du personnel :

- lors du mouvement douanier du printemps 2019 (séances des 18 et 23/04/2019),
- et lors de la mobilisation retraite de l'automne de la même année (séances des 11 et 19/12/2019).

Vote : Ne Prend pas Part au Vote (NPPV) à l'unanimité (SOLIDAIRES, CFDT, CGT, UNSA, USD-FO).

b) PV de la séance des 15-26/06/2018

Présentation : ce CT informait notamment de la création du service à compétence nationale (SCN) aéromaritime, ancienne dénomination de la Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD).

Délai : la DG s'étonne du délai d'approbation (2 ans), et demande à ce que cela soit plus rapide à l'avenir.

Vote : POUR unanime (explication de vote de SOLIDAIRES : les propos sont bien retranscrits).

Droit de suite : SOLIDAIRES est revenu sur une question posée alors, à savoir le devenir de la Brigade de Surveillance Nautique (BSN) de Dzaoudzi à Mayotte, qui ne cadrait pas avec le rattachement des moyens nautiques aux différentes ex-Directions Régionales Garde-Côtes (DRGC). Ce que nous pressentions il y a 2 ans s'est matérialisé 1 an plus tard : après s'être effacée de l'océan Pacifique, la Douane maritime française s'est retirée l'été dernier de l'océan Indien.

B) Et pendant ce temps là, les restructurations…

… continuent ! Vous êtes vraiment surpris ? Ont été présentés aujourd'hui :

1°) 2 restructurations liées aux missions : TSVR et TGAP

Présentation

Ici cela concerne seulement la taxe sur les véhicules routiers (TSVR) et la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). Mais nous pouvons raisonnablement craindre que nous allons avoir ce type de mesures sur plusieurs sujets qui vont s'enchaîner.

Commentaires

SOLIDAIRES s'est élevé contre l'appellation « *transfert du recouvrement* ». C'est bien l'ensemble de la compétence qui est transférée à la DGFIP. La directrice générale ne l'a pas nié, bien au contraire.
Notre analyse exposée voilà 2 ans devant le précédent DG, et niée par ce dernier, était donc vraie.

Autres commentaires

Nous avons également insisté sur le double niveau :

- 1° c'est un rude coup pour les collègues concernés dont le devenir est encore en pointillé et qui ont assumé une mission avec efficacité et engagement
- 2° le périmètre concerné au final est plus large : la direction générale, les services d'enquêtes et une incidence sur les services supports. C'est vraiment une vision d'ensemble qu'il faut avoir, à notre sens.

2°) 2 dossiers spécifiques : la BSAT de Dugny et le service de Tain-l'Ermitage

Brigade de Surveillance aéro-terrestre (BSAT) de Dugny : Dans ce 1^ier^ cas, les collègues concernés vont se retrouver à Compiègne. 70 km soit 140 km à parcourir chaque jour de travail… Une paille !

Tain-l'Ermitage (DR Lyon) : Dans ce 2^e^ cas, les 4 collègues pourraient éventuellement se retrouver à Valence.
Or, on peut s'interroger sur le devenir à terme de ce service d'accueil potentiel…

Commentaire : Voilà typiquement, ce qu'on veut éviter : une forme de mouvement sans fin, où l'agent a, avec quelque raison, l'impression, qu'il n'est qu'une variable d'ajustement, voire le paquet de linge sale qu'on essaye de caser ici ou là.

Réponse : La DG s'est engagée non à revenir sur le principe, mais retravailler le traitement de ces dossiers. S'agissant de Tain, par exemple, la DIRECCTE locale était intervenue, mais la Douane ne lui avait pas répondu…

3°) Vote

Vote CONTRE unanime, du fait de cette extension du périmètre des restructurations.

Restructurations 2022 :
Grand débat à l'automne 2020

Dès septembre, s'engagera un nouveau débat sur le traitement des restructurations.
Encore une fois, et au risque d'être lourds (une seconde nature chez nous?), il faut vraiment aboutir à une vision globale et inscrite, non dans le marbre, mais au moins dans le temps. Pour nous, c'est tout bonnement une forme de « dû » à l'agent.

D'autant que lors de cette séance du 18/06, SOLIDAIRES est intervenu pour signaler que la liste des opérations actuelles de restructuration, transmise par la DG aux OS, est incomplète.
Il manque notamment :

- *le centre interministériel de formation anti-drogue (CIFAD) de Fort-de-France, dont tous les agents ont été mutés le 05/06,*
- *et le Service régional d'audit (SRA) d'Aix-en-Provence, dont l'octroi de la prime de restructuration de service (PRS) a été acté au Comité technique local de la DI PACA-Corse.*

C) Plan égalité professionnelle : sur le bon chemin ?

1°) Présentation *(par la DG Isabelle Braun-Lemaire et le chef du bureau RH4 Nicolas Monnier)*

Objet : À la suite du protocole établi par le Ministère (non signé par la fédération SOLIDAIRES Finances), la DGDDI a établi son plan sur l'égalité femmes/hommes 2020-2022.
Avancées : On peut le dire : la copie n'est pas mal. Elle contient par exemple un nouveau mécanisme de signalement et est assortie d'indicateurs (une fois n'est pas coutume : ils sont utiles).
Points à compléter : Cependant, il demeure quelques éléments qui sont flous. Il y aussi une discordance entre les orientations politiques globales (qui demeurent plutôt un acte d'engagement qu'autre chose) et un plan plus concret tel que celui-ci.
Toutefois, la DG elle-même indique que c'est un premier plan, notamment dans l'optique d'une « acculturation » au sujet. C'est donc un bon point, mais on peut mieux faire.

Vote : En conséquence, tout à notre exigence sur ledit point, nous nous sommes abstenus lors du vote. C'est une abstention positive… mais une abstention quand même, afin d'exhorter l'administration à aller encore plus loin (les autres syndicats ont voté POUR).
Nous avons été soutenus par un avis très autorisé qui a jailli dans la salle et a indiqué que le jour où une restructuration ne sera pas le plus difficile pour une femme, catégorie C, de plus de 50 ans, on aura là vraiment franchi un grand pas. Aussi lumineux qu'indéniable…
Si vous trouvez l'auteur / autrice de la remarque, vous gagnez un chupa chups au goût de votre choix (eh oui, les finances d'un syndicat…).

2°) Argumentation Vote abstention de SOLIDAIRES Douanes

Nous saluons la volonté de déverrouiller les freins à l'ascension professionnelle, la reconnaissance d'une attente forte de la part des agents, la mise en place d'un système de sanction face au harcèlement, ainsi qu'à l'aide aux victimes.

Nous saluons les efforts entrepris par la DGDDI pour la mise en œuvre de ce plan Égalité Professionnelle Femmes/Hommes (c'est en effet le tout 1ier plan décliné à partir du plan Ministériel), notamment :

- les stages de découverte de métiers à faible mixité : surveillance, informatique (axe 1, action 5), avec le réseau d'agentes référentes ;
- le projet de formation contre les violences sexistes et sexuelles, dispensé à tous les personnels, quels que soient leurs grades, par l'organisme EGAE, en présentiel et en e-formation, et ce dès 2020 (Axe 4, actions 29 et suivantes) ;
- l'instauration d'une cellule *Allodiscrim* (experts juridiques) en complément des fiches de signalement (axe 4, action 27) ;
- le suivi du plan, de manière -nous l'espérons- efficace et organisée (axe 5) ;
- la parution du *guide ministériel sur la parentalité* qui sera disponible sur *Aladin* (Axe 3, action 23).

Cependant nous vous reposons la question : *aurez-vous les moyens de vos ambitions ?* SOLIDAIRES déplore une certaine frilosité par rapport à certains engagements du Plan triennal : des enquêtes et des études sont prévues, mais les actions concrètes sont à cette date sous-dimensionnées et très floues.
En matière de calendrier, nous nous demandons aussi si la crise sanitaire aura un impact prévu en retardant malheureusement la mise en place de ces actions. Ou bien si au contraire les délais pourront tout de même être tenus, étant donné l'importance du sujet et le retard à combler pour arriver à une situation non pas idéale, mais plus égalitaire.

SOLIDAIRES revendique les mesures suivantes et constate que sur certains points, des améliorations pourraient être apportées notamment par des dispositions existant déjà au sein d'autres ministères, administrations, ou dans le secteur privé :

a) évolution profelle
Lors des réussites à certains concours et examens professionnels, une mobilité est imposée, entraînant déchirement familial et frais de double résidence.
SOLIDAIRES demande que lors de l'exa pro et la liste d'aptitude de B en A, le lauréat puisse être maintenu sur sa résidence d'origine.

b) communication
- Ne pas limiter les études, évaluations et entretiens à un public féminin. Car des hommes vivent, travaillent avec des femmes et peuvent éclairer des situations,
- Le *guide ministériel de la parentalité* est intéressant, regroupant les principales informations pratiques avec en sus l'ajout des parties « *le + au MEF* » intégrées dans les paragraphes, mais manquant de visibilité (chercher dans l'intranet *Alizé).*

c) parentalité
Agir au-delà de la loi pour montrer que l'administration a une démarche volontaire, réellement intégrée sur :
- la création de crèches dans les bâtiments gérés par l'administration,
- les relations avec les délégations départementales de l'action sociale (DDAS) et les aides CESU,
- les horaires atypiques, autorisations d'absences (parents d'élèves, rentrée scolaire), temps partiel annualisé, télétravail, allongement volontaire de la durée du congé de paternité/maternité (comme dans certains organismes privés et parapublics), congé parental.

d) discipline
Les sanctions doivent être équivalentes et proportionnées aux faits, et être à la hauteur du préjudice subi par la victime qui ne doit pas être constamment déplacée.
Quelle que soit la catégorie du mis en cause.

En conclusion, n'oublions pas les projets de retraite à points et de réforme ministérielle sur la fiscalité, qui toucheront les femmes de plein fouet. Ce, en diminuant respectivement leur niveau de pension (révision des pensions de réversion), et en privant de nombreux personnels de leur emploi, les envoyant sur les routes de la restructuration subie ou autre voie de garage.

III – Points d'information

A) Entrée en fonction du Parquet Européen

1°) Présentation

(Gil Lorenzo, sous-directeur JCF)

À partir du 20/11/2020, le « patron » de l'enquête administrative sera le Procureur de la République. C'est une étape dans le processus de judiciarisation. Dès le seuil de 10 000 euros de ressources propres, le parquet européen délégué pourra orienter l'enquête à sa guise, vers le judiciaire ou l'administratif.
C'est à l'évidence un changement important. Il touchera tous les services concernés par le sujet de l'enquête et notamment la DNRED et les SRE, mais aussi bien sûr le SEJF et plus largement tous les services traitant de lutte contre la fraude (LCF).

2°) Commentaires

C'est bien évidement un sujet où la France est fortement concernée car elle dispose de pouvoirs d'investigation non négligeables (article 65, 63 ter, VD du 64, …) dans son code des Douanes. C'est aussi une inversion par rapport aux temps où le judiciaire pouvait être la continuation de l'administratif. C'est dorénavant lui qui est le « maître des clés » dans ce domaine.
S'agissant des effets concrets, il est trop tôt pour les évaluer mais cela sera vraisemblablement important. Il faudra voir quelle va être la politique choisie du côté du Garde des Sceaux sur ce sujet. Rapidement, les services judiciaires pourraient être dépassés par la charge nouvelle et renvoyer la plupart des dossiers vers l'administratif. Mais rien n'est sûr à ce niveau-là. Le seul point acquis, c'est que c'est un changement pour la DGDDI.
Le cas échéant, il faudra aussi rapidement se poser la question des moyens du SEJF, s'il doit faire face à un surcroît d'activité, ce qui est un scénario envisageable.

B) Expérimentation AGNET

1°) Présentation

(Ronan Boillot, chef mission SPID)

On est partis pour une nouvelle expérimentation en termes de système de communication. L'idée est de faire de la radio sur la téléphonie 3, 4 et 5 G. C'est une solution autonome par rapport à Tetrapol (Police), mais qui sera inter-opérable avec ce dernier.
L'expérimentation portera sur 378 « cobayes » de divers horizons : Centres opérationnels douaniers terrestres (CODT), brigades, DOD, SEJF, etc.
Résultat en décembre et déploiement par vagues à compter du début 2021 si le résultat est bon.

2°) Commentaires

À notre sens, c'est une urgence, car la situation actuelle n'est pas bonne et c'est un point de *danger*, le mot n'est pas trop fort. Il nous faut une solution simple et efficace. Celle-ci sera-ce la bonne ?
Nous avons relevé malgré tout une difficulté, celle de l'appropriation de l'outil par les personnels, du fait de sa dénomination actuelle. En effet, AGNET est un sigle renvoyant à un anglicisme : *Access Gate Network*, c'est-à-dire en français *point d'entrée du réseau*. De plus, sa prononciation (A.G.NET) renvoit contre-intuitivement à la branche administration générale (A.G.), alors que c'est un outil destiné à la surveillance terrestre (la surveillance maritime utilisant un outil dédié).
Le français étant la langue de la République, SOLIDAIRES a proposé une dénomination renvoyant à un signifiant métier. Par exemple :
- *SURETE* : *Système d'Usage du Réseau en Environnement TErrestre*.
- *SURV* : *Système d'Utilisation du Réseau sur Vecteur terrestre*.

C) Habillement

1°) Présentation

(Nadine Babonneau, cheffe de FIN2)

C'est l'un des effets des accords du 17 mai 2019. Un nouveau système (GECO) unifié est mis en place. Il s'agit aussi de rationaliser, avec la baisse du nombre de carnets à points (de 15 à 8). Le vestiaire est élargi et le nombre de points est augmenté. Par ailleurs, l'année blanche est supprimée à la sortie de formation.
L'agent servira directement sa commande sur le réseau. En principe, pour les équipements courants, il devrait être livré sous 15 jours (60 pour l'outre-mer ou les équipements particuliers). Certes, le sujet n'est pas aussi urgent que le précédent (sécurité), mais il est important car c'est un aspect non négligeable des conditions de travail.

Nouveaux carnets à points	Nb points
Terrestre, St-Pierre-et-Miquelon, maître de chien (EMC), marin	210
Montagne marcheur	310
Motocycliste, aviateur navigant	300
Aviateur non navigant	120

2°) Commentaires

SOLIDAIRES a rappellé que l'avancée de cette problématique est la résultante du mouvement du printemps 2019 : c'est donc une conquête des collègues. Sur la méthode, nous avons salué le « choc de simplification » accompagné d'un abondement du nombre de points. Sur le fond, nous avons précisé que fournir des moyens aux personnels (et dès leur année d'affectation) participe à la fois d'une reconnaissance envers les personnels et du bon renom de l'administration envers les usagers.
Nous sommes revenus le fait de travailler à un vestiaire pour les agents OP/CO, notamment dans l'optique des contrôles, pour éviter que les CHSCT pallient les manque(ment)s en la matière (brassard élastique, chasuble, gilet multipoches, parka/veste avec doublure, chaussures de sécu, gants anti-coupures, bottes pour contrôles viti, lunettes, casques pour contrôles d'hydrocarbures). La DG diffère l'étude de la chose et indique que le sujet est complexe, car les types de métiers sont très divers…

IV – Questions diverses de SOLIDAIRES

C'est un peu comme l'emploi des jokers. Chaque syndicat a droit à 3 questions diverses. Au-delà, c'est hors forfait et la main passe…

1°) Évolution des missions/structures

a) Question/Présentation

Mme la Directrice générale a évoqué en novembre dernier en Comité technique de réseau (séance du 08/11/2019) de participer à un cycle de discussions sur le périmètre des missions douanières, de leur éventuel renforcement (nous citons), ainsi que sur l'organisation de notre administration et de ses structures géographiques. Où en est la Direction générale des réflexions sur le sujet ?

b) Réponse de la DG

Nous avions eu notre réponse en séance. Et nous pouvons nous préparer à un travail assez intense…

2°) Télétravail

a) Question/Présentation

Ces dernières semaines, M. le Premier ministre s'est exprimé avec récurrence sur le télétravail. Le gouvernement, par l'entremise du Ministère du Travail a publié le 9 mai un guide sur le sujet. Pour la DGDDI, sur la forme, quel est le cadre envisagé par la Direction générale (Charte/accord comme évoqué dans ledit guide, ou non) ? Sur le fond, quel est le positionnement de la Direction générale entre le télétravail et l'exercice de nos missions (notamment le contrôle physique de la marchandise), au plus près des usagers et des territoires ? La piste du travail mixte, pour les personnels volontaires est-elle préférentiellement explorée (par ex., pour un régime de travail sur 5 jours : 3 jours en présentiel, 2 jours en télétravail) ?

b) Réponse de la DG

Une concertation ministérielle est en cours. Elle sera suivie de deux GT Douanes et le dispositif pourrait être soumis au vote avant la fin de l'année. Sont d'ores et déjà acquis par le nouveau décret la possibilité de mise en œuvre ponctuelle et celle de jours flottants.

3°) Examen professionnel au grade d'inspecteur (exa pro B en A)

a) Question/Présentation

La Direction générale a annoncé la suppression de l'exa pro de B en A. Quelles sont les motivations de l'Administration sur le sujet ? Pourquoi l'examen professionnel de B en A ? Cette annonce est-elle définitive ?

b) Réponse de la DG

La DG a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de l'organiser matériellement. Et que pour le C en B, la liste complémentaire 2019 avait été épuisée, contrairement au B en A. C'est donc ce dernier qui a « trinqué » en quelque sorte…

Lexique

Sigle	Signification	Sigle	Signification
AG/CO	branche Administration Générale / Opérations Commerciales	DR	Direction Régionale
AGNET	*Access Gate NETwork*, acronyme en langue anglaise signifiant en français *Point d'entrée au réseau*	ETPT	Emploi équivalent Temps Plein (5 agents à temps partiel à 80% font 5 x 0,8 = 4 ETPT)
CFDT	Confédération Française Démocratique du Travail	FID	Sous-direction Fiscalité douanière
CESU	Chèque emploi service universel	FIN	Sous-direction Finances et achats
CGT	Confédération Générale du Travail	GT	Groupe de Travail
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail	JCF	Sous-direction des affaires juridiques et de la lutte contre la fraude
COMINT	Sous-direction Commerce International		
CT	Comité Technique. Instance de représentation du personnel consultée pour : - L'organisation des services et la gestion prévisionnelle des effectifs. - Les règles statutaires et d'échelonnement indiciaire, les orientations indemnitaires. - Les évolutions technologiques, de méthodes de travail et leur incidence sur les agents. - La formation, l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations.	LCF	Lutte Contre la Fraude
		OPCO	Branche Opérations Commerciales
		OS	Organisations Syndicales
		PLI	Pôle Logistique et Informatique
CTL	Comité Technique Local. Désigné en directions locales sous le signe CTSD (Comité Technique des Services Déconcentrés).	RH	Relations/Ressources Humaines, désigne la gestion du personnel.
		RI	Recette Interrégionale
CTR	Comité Technique de Réseau (= Comité Technique pour l'ensemble de la DGDDI)	RTT	Réduction du Temps de Travail
DG	Direction Générale / Directeur général	SCN	Service à Compétence Nationale
DGAFP	Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique	SEJF	Service d'Enquêtes Judiciaires des Finances
DGDDI	Direction Générale des Douanes et Droits Indirects	SPID	Mission consacrée à la Stratégie, la Prospective, l'Innovation et l'appui à la transformation Digitale
DGFiP	Direction Générale des Finances Publiques		
DI	Direction Interrégionale		
DIRECCTE	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	SRA / SRE	Service Régional d'Audit / d'Enquêtes
		SU, SURV	Branche Surveillance
DNGCD	Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes	TGAP	Taxe Générale sur les Activités Polluantes
DNRED	Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières	UNSA	Union Nationale des Syndicats Autonomes
DNRFP	Direction Nationale du Recrutement et de la Formation Professionnelle	USD-FO	Union Syndicale des Douanes – Force Ouvrière (composée du Syndicat National des Cadres des Douanes [SNCD] et du syndicat FO).
DNSCE	Direction Nationale des Statistiques et du Commerce Extérieur		
DOD	Direction des Opérations Douanières		

Pour SOLIDAIRES siégeaient** : Claire Courtade et Morvan Burel (titulaires), Fabien Milin (suppléant) et Philippe Bock (expert). **Pour plus de précisions, les contacter.

Annexes

1°) Déclaration préalable *pages 11 à 13*

2°) Statistiques RH *pages 14-15*
recensement au 15/06/2020

Annexe n°1 :

Déclaration préalable de SOLIDAIRES Douanes

Annexe n°1 : notre déclaration préalable *(début)*

Solidaires DOUANES

Comité Technique de Réseau

réunion du jeudi 18 juin 2020

Organisation / Conditions de travail — ***Liminaire***

CTR : un comité technique de résistance ?

En ce jour anniversaire d'un appel à ne pas cesser le combat, nous allons, avec la plus grande humilité possible, nous lancer dans le parallèle historique, en essayant de ne pas commettre de faute de goût. L'exercice est bien évidemment périlleux, en termes de verbe et de concept, mais il peut avoir la vertu de la pédagogie.

C'est en quelque sorte une forme de blitzkrieg que nous a livré le Coronavirus. Notre situation n'était pas très éloignée de celle de la malheureuse armée française de 1940 : une impréparation assez manifeste, des conceptions dépassées ou inadaptées, des généraux en retard d'une guerre,… À l'inverse, on peut également faire le parallèle sur un certain courage, voire une abnégation face à un ennemi redoutable.

Dans cette crise qui n'est pas finie loin s'en faut, nous avons connu le meilleur et le pire. Bien évidemment, nous avons vu de la bêtise insondable et de l'inintelligence (non au sens de la ressource intellectuelle, mais plutôt de la compréhension de la situation et de l'adaptation à celle-ci). À l'inverse, il y eu aussi du pragmatisme et de la prise en compte de la situation et des réactions humaines. Tous grades confondus, certains ont été tétanisés et se sont réfugiés dans les réflexes habituels, alors que la période était – et est toujours – hors normes.

S'agissant de la direction générale, nous avons pu constater que, globalement, ce qui était possible avait été fait, malgré la difficulté de la situation. Et c'est un point qu'il serait injuste de ne pas souligner. C'est souvent au niveau de l'application concrète dans les directions territoriales que les choses furent… comment dire ? Contrastées …

S'agissant du niveau politique, ce dernier peut bien évidemment se préparer à essuyer des critiques, dont beaucoup seront pour le moins justifiées. Mais ce n'est pas ici que nous instruirons ce « procès », qui devra porter sur la gestion de la crise, mais aussi (et surtout) sur la politique générale menée depuis un certain temps. Toutefois, nous ne nous priverons pas de mettre quelques coups de griffe au passage. Nous pensons ici notamment à cette chère ordonnance sur les congés et les RTT. Comme quoi, tout le monde ne donne pas le même sens aux notions de pandémie et de crise sanitaire (presque) sans précédent. À une situation déjà délicate, d'aucuns ont cru bon d'y ajouter une dimension kafkaïenne. Ceci est et restera bien étrange…

Si, à partir de 1940, quelques uns ont écrit les lettres de noblesse du mot « Résistance », il nous appartient maintenant de construire une administration qui résiste. Elle doit tout d'abord résister à la crise. C'est bien évidemment une question d'organisation du travail et de choix de nos priorités. Supprimer des emplois, fermer des structures, pratiquer le décorum « *dormez, braves gens, la Douane veille* »,… ne saurait constituer une politique à la hauteur des enjeux.

Et s'il y a bien un ennemi auquel il faut résister, c'est celui du néo-libéralisme. Système politique reconduit à l'identique, et qui pourtant a fermé des lits de réanimation, bousillé des services dont l'utilité était rien moins que vitale. Il a érigé le commerce mondial en alpha et oméga de la pensée économique. Il a voulu fluidifier au bénéfice de quelques uns. Au final, c'est un virus qui a été massivement importé. On ne peut considérer cela comme une réussite. C'est le moins que l'on puisse dire…

Annexe n°1 : notre déclaration préalable *(suite et fin)*

S'agissant de la Douane, nous n'attendons pas une révolution (nous risquerions d'être déçus d'ailleurs…). Toutefois, nous espérons un vrai travail en profondeur sur le sens de cette administration, qui dans un contexte ouvert (et qui le restera) doit avoir un positionnement fort. Nous espérons que la régulation ne sera désormais plus un gros mot.

Au moment où la relocalisation de l'activité revient à la mode, rappelons qu'à système inchangé, cette dernière n'aura vocation qu'à demeurer un vœu pieux. Relocaliser ne pourra se faire sans protéger la production nationale du dumping extérieur, et cela nécessite un changement de paradigme total, en particulier mobiliser les moyens douaniers tels que les droits, les quotas, les contrôles.

L'administration elle-même devrait, si le pays décidait de s'engager réellement dans cette voie, abandonner ce qui a constitué son « *action économique* » et qui constituait ni plus ni moins qu'à favoriser la pénétration des importations sur notre territoire. Admettre que la Douane elle même a favorisé la dépendance économique du territoire relève de l'exercice de vérité qu'il serait plaisant d'entendre.

Mais calmons nous, comme la grande prise de conscience post-crise financière de 2008 n'a abouti absolument à rien, si ce n'est renforcer la financiarisation de l'économie, la construction du monde d'après en 2020 consistera essentiellement pour ce gouvernement à préserver le monde d'avant.

Pour preuve, notre ministère ne trouve rien de plus urgent que de relancer le transfert de missions fiscales vers la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), processus qui n'a pourtant que pour seul objectif que de réduire l'efficacité de l'État dans la perception de ses recettes fiscales. Nous aurions pu espérer qu'en ces temps annoncés de crise budgétaire, l'État privilégie ce qui fonctionne, mais non. L'idéologie libérale a encore de beaux jours devant elle visiblement.

Nous défendons fermement un service public de proximité, au plus près des échanges et des réalités économiques. Sont posées ici à la fois la question du périmètre des missions et celle du maillage, avec évidemment un lien entre les deux.

Par certains côtés, ce qui était porté aux nues avait un redoutable air de ligne Maginot. Impressionnant au premier abord, mais il suffit de passer par un coin de forêt pour se rendre compte de la fragilité du dispositif… Le parallèle n'est, là-aussi, pas dénué d'une certaine réalité. C'est donc autre chose qu'il faut construire, au moins pour partie. La tâche est d'importance. Mais la Direction générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) ne manque pas d'atouts pour cela. À commencer par ses agents. Les DI et vous-même l'ont signalé dans un clip qui restera (un peu) dans les annales. Nous sommes là dans le registre du symbole, mais qui a toute son importance en cette période.

Nous avons donc là les éléments à mettre au débat : les missions – les structures – les agents qui les animent. Comme pour beaucoup de choses dans la société française, nous espérons que les choses ne reprennent pas comme *avant*. Ou du moins pour ne pas se bercer d'espoir candide, *pas complètement*.

La délégation SOLIDAIRES Douanes

Le jeudi 18 juin 2020

Annexe n°2 :

Statistiques RH

recensement au 15/06/2020

Annexe n°2 : Recensement détaillé par branche, à la date du lundi 15 juin

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires																											
						En présentiel						ASA						télétravail						En quatorzaine						Malades Covid-19					
			AG-CO	SURV	total	AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total	
						2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6	2/6	15/6
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	136	128	264	77	89	88	82	165	171	7	7	6	8	13	15	24	8	5	18	29	26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		DR Guyane	76	97	173	58	55	59	46	117	101	2	3	11	8	13	11	11	7	1	2	12	9	0	1	2	0	2	1	0	0	0	0	0	0
		DR Martinique & services DI	131	106	237	107	108	68	54	175	162	5	2	19	16	24	18	13	8	0	0	13	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	128	81	209	71	74	21	27	92	101	9	6	47	33	56	39	30	24	2	2	32	26	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
		DR Mayotte	58	31	89	26	29	6	10	32	39	15	13	22	19	37	32	11	7	0	0	11	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	78	42	120	63	48	21	19	84	67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		DR Polynésie-Française (DRPF)	72	50	122	59	59	10	14	69	73	3	2	33	30	36	32	3	3	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		16	15	31	14	13	8	8	22	21	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Directions hexago-nales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		738	693	1431	330	390	301	292	631	682	77	57	247	109	324	166	207	190	17	16	224	206	0	0	0	2	0	2	0	0	1	1	1	1
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		387	253	640	222	212	152	146	374	358	22	17	22	11	44	28	98	89	1	1	99	90	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		398	272	670	166	199	138	152	304	351	17	11	44	34	61	45	172	121	4	2	176	123	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		652	585	1237	320	315	273	241	593	556	77	44	84	63	161	107	189	147	12	8	201	155	0	0	1	0	1	0	1	1	2	1	3	2
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		529	1013	1542	245	237	484	505	729	742	20	20	142	106	162	126	179	184	10	7	189	191	0	0	4	3	4	3	1	1	1	1	2	2
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		781	557	1338	343	337	226	226	569	563	52	57	21	18	73	75	267	244	8	7	275	251	1	0	1	1	2	1	2	1	3	2	5	3
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		539	267	806	215	263	164	145	379	408	27	20	28	22	55	42	224	171	13	11	237	182	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		618	444	1062	315	305	250	214	565	519	62	8	24	16	86	24	150	179	10	9	160	188	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		487	542	1029	186	195	306	270	492	465	9	6	35	24	44	30	216	186	6	2	222	188	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		599	578	1177	263	267	298	260	561	527	10	15	44	22	54	37	184	176	10	7	194	183	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		764	978	1742	388	396	115	113	503	509	158	84	700	698	858	782	54	44	17	17	71	61	2	2	10	7	12	9	3	1	11	3	14	4
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		177	15	192	76	82	3	3	79	85	9	1	0	0	9	1	76	67	0	0	76	67	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
	Direction générale (DG)		754	8	762	187	255	0	0	187	255	5	9	0	0	5	9	483	416	0	0	483	416	3	0	0	0	3	0	1	1	0	0	1	1
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		90	790	880	60	64	349	304	409	368	0	0	144	124	144	124	9	3	22	17	31	20	0	0	2	1	2	1	0	0	0	0	0	0
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		358	453	811	193	192	377	387	570	579	16	10	22	12	38	22	112	101	11	9	123	110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		355	232	587	79	64	45	38	124	102	4	5	5	6	9	11	263	271	165	163	428	434	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		207	19	226	61	83	8	11	69	94	3	5	0	0	3	5	116	77	0	0	116	77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		67	220	287	24	26	110	131	134	157	0	0	0	0	0	0	13	14	110	86	123	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total DGDDI communiqué			9195	8469	17664	4148	4357	3880	3698	8028	8055	609	402	1700	1379	2309	1781	3105	2738	424	384	3529	3119	8	5	21	14	29	19	9	6	19	9	28	15
Autres Directions (statis-tiques non commu-niquées)	Service commun des laboratoires (SCL)		397	0	397	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
	Tracfin		139	0	139	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
	Unité information passagers (UIP)		34	16	50	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
	Wallis-et-Futuna		7	4	11	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
	Sous-total autres directions		577	20	597	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Total DGDDI			9772	8489	18261	4148 ?	4357 ?	3880 ?	3698 ?	8028 ?	8055 ?	609 ?	402 ?	1700 ?	1379 ?	2309 ?	1781 ?	3105 ?	2738 ?	424 ?	384 ?	3529 ?	3119 ?	8 ?	5 ?	21 ?	14 ?	29 ?	19 ?	9 ?	6 ?	19 ?	9 ?	28 ?	15 ?

* *Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

Contrat triennal sous 3 mois ?

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus

4e GT Plan de Reprise d'Activité
Mardi 19 mai 2020 (audioconférence)

Organisation / Conditions de travail — *compte-rendu*

Retour à l'anormal ?

% Statistiques

1°) État de la situation depuis 10 jours

Présentiel (+80%)
et ASA (-50%)

- Présentiel : On note une forte augmentation, avec + de 6000 agents depuis le 11 mai, contre 3500 dans la période précédente.
- Autorisations spéciales d'absence (ASA) : elles ont fortement baissé (de 38% des effectifs de la DGDDI le 30/04 à désormais 19% le 18/05), au cas d'espèce moitié moins en à peine 2 semaines.

Télétravail (-20%)

Le télétravail décroît un peu (de 28 % des effectifs de la DGDDI à 22%, en d'autres termes, le nombre de télétravailleurs a diminué de 1/5e en 10 jours).

Au passage, précisions sur ce dossier, celui-ci va avancer en deux phases :

- Il y a l'organisation liée à la crise actuelle (avec un encadrement *a minima* et une trame allégée)
- et le travail à terme pour l'après-crise, où des mesures générales devront être appliquées, avant leur déclinaison à la DGDDI.

Surveillance (+70%)

Nous sommes encore assez loin des niveaux de présence habituels.

Ainsi, on est à 55 000 heures/Surv par semaine, contre 100 000 en mode normal, mais 32 000 il y a une semaine, ce qui constitue une forte augmentation (+70%).

S'agissant de la Surveillance, la DG maintient le cap, en indiquant qu'il ne fallait pas qu'il y ait de trop forts déficits d'heures, par exemple en privilégiant les services longs.

À titre général, pour l'ensemble des missions, la question de la baisse d'activités va se poser maintenant et dans l'avenir proche.

Sommaire

- Tract/Résumé : *pp 1-2*
- Annexes :
  → n°1 : recensement au 18/05 : *p3*
  → n°2 : évolution depuis 2 mois : *pp 4-5*
  → n°3 : SRE Chambéry et PDA Grenoble (courrier à la DG du 18/05) : *pp 6-7*

2°) Nos commentaires

Pour SOLIDAIRES DOUANES, quelques remarques à ce stade :

Présentiel

Le retour du présentiel (post 11 mai) était prévisible. La chose peut se regarder de 2 façons :

- d'un côté, 6000 sur 17700 cela reste décent par rapport aux enjeux,
- de l'autre, le doublement sur une seule semaine, c'est beaucoup.

Télétravail

Le fait que le télétravail baisse (un peu…) n'est pas un bon signal, surtout par rapport aux orientations politiques générales.

Le sujet reste une réponse à la crise et un enjeu pour l'avenir.

Agir sur le moyen terme

L'exercice des missions et les niveaux d'activité sont effectivement un sujet de préoccupation majeure.

La crise sanitaire, ses implications en termes d'échanges et de circulation et surtout ses effets économiques vont à l'évidence impacter fortement les services.

C'est aussi un sujet de moyen terme. Il faut qu'il y ait un réel échange (au niveau politique et directionnel) sur ce point, car nombre de missions et d'agents seront concernés.

La vigilance est toujours de mise

Autre évidence majeure : la crise sanitaire est loin d'être finie. Sans vouloir désespérer tout le monde, on est en plein dedans !

Or, nous avons souvent eu la remontée suivante : dès lors qu'il y a du plexiglas à l'accueil, un marquage au sol et une grosse bouteille de gel hydroalcoolique, d'aucuns sont repartis (comme en 40…?).

C'est bien évidemment loin d'être le cas et ce serait une grossière erreur d'analyse, dont nous voudrions bien que les hiérarchies locales zélées se dispensent. Par ailleurs, au fur et à mesure que l'on va voir s'aligner les services, on risque de voir mécaniquement la vigilance baisser.

Pour l'ensemble de ces raisons, pour les semaines qui suivent, et en attendant de voir comment l'épidémie évolue dans la durée, il est nécessaire que collectivement l'on ne s'éloigne pas (trop) du constat chiffré qui a été fait au début de cette audioconférence. À défaut, ce serait prendre un très grand risque. Rappelons que ce dernier est grave et potentiellement mortel …

Notre « chère » ordonnance (retrait congés et RTT) …

Les effets de ce texte continuent de se produire (et c'est sûrement loin d'être fini…).

Large défiance

Il est parfois des cas où un pouvoir politique manie très mal les symboles… C'est manifestement le cas en l'espèce.

Il y a un sentiment d'injustice et bien évidemment une impression d'inéquité qui va largement et immanquablement agiter bien des services.

Si divergence : 3 recours

La DG a précisé qu'en cas de divergence entre l'agent et son chef favori sur la détermination des jours à retirer, il y a possibilité :

- d'un recours gracieux,
- puis d'un autre en commission administrative paritaire (CAP)
- et enfin pour les plus motivés, d'un recours juridictionnel.

Pour en remettre une couche sur l'inspiration politique de cette mesure, il est clair que l'État n'a franchement que cela à faire actuellement …

Si manque de diligence : ingérence ?

La Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique (DGAFP) – et peut-être d'autres… – risque bien évidemment de venir voir si ce texte a été appliqué avec zèle et rigueur.

Pour notre part, le climat social dans les directions va être tributaire, pour partie bien sûr, de cette mesure. Ceci doit vraiment être une incitation à appliquer ce vilain texte avec intelligence. À moins que certains aiment ajouter de la difficulté à de la difficulté… Cela peut être un choix (étrange…). Ce n'est pas le nôtre.

Pour plus de détails sur la note de déclinaison à la DGDDI, se reporter à notre publication dédiée, en date du 19 mai : *Ordonnance scélérate : précisions complémentaires !*

Gestion du personnel / Relations humaines (RH)

Paie (régularisations)

- Court terme : la paie de mai devrait régulariser celle d'avril pour les contractuels, congés de longue maladie (CLM) ou de longue durée (CLD).
  Pour les 500 agents bénéficiant d'indemnités spécifiques, la régulation devrait être effective en juin.
- Moyen terme : pour les prélèvements pour fait de grève (en fin d'année 2019 contre le projet de retraite à points), ce serait sur la paie de juin (sinon juillet).
  Pour les titres restaurant (carte Apétiz, etc), la régularisation s'effectuerait en juin et juillet.

Formation : La 8ème session d'ACP2 sera reportée en septembre pour les SU et en novembre pour les CO. En effet, dans sa visite de site, la médecine de prévention n'a pu que constater l'insuffisance de moyens de protection à l'Ecole nationale des Douanes de La Rochelle (ENDLR).

Congés bonifiés : O. Dussopt avait indiqué que l'exercice 2020 serait reporté à 2021 et 2022. Mais Édouard Philippe a affirmé que les vacances seraient « normales », ce qui infirme la position de son secrétaire d'État.

Nous attendons un message final sur le sujet. Par ailleurs, SOLIDAIRES demande que le dispositif des congés bonifiés soit enfin étendu aux collectivités du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna), qui en sont injustement écartées.

Prime exceptionnelle : le décret (2020-570) est sorti le 15/05. Le montant versé aux bénéficiaires sera donc en 3 taux (330 €, 660 € et 1 000 €).
Aucune indication à ce jour ni sur le montant de l'enveloppe, ni sur les critères retenus à la DGDDI.

DR Chambéry VS bonne gestion Covid-19

La direction régionale (DR) de Chambéry réorganise, à l'envers d'une bonne gestion de la Covid-19.

- Service régional d'enquête (SRE) : déménagement dans des locaux plus petits, à l'encontre des règles de distanciation.
- Poste douanier avancé (PDA) sur l'aéroport de Grenoble (Saint-Geoirs) : fermeture alors que le contrôle des déplacements est renforcé *(détails dans notre courrier en pp 6 et 7)*. La DG va réexaminer ça…

À venir

Prochaine audioconférence : Elle aura lieu la semaine prochaine *(jour non arrêté à cette heure).*

Commissions administratives paritaires (CAP)

- Priorité pour les CAP promotions.
- Les CAP recours prennent du temps pour organiser.
- Les CAP discipline sont renvoyées au 2d semestre.

GT Formation Professionnelle (FP) : report… mais sans gain de temps pour les discussions

Suite à demande intersyndicale, le GT sur la FP prévu le lundi 25/05 à 14h30 est reporté au jeudi 9 juillet.
En cause : format initial dégradé (mix audio-conférence / présentiel, sur une demi-journée maximum).
Écueil : le 9 juillet, le GT est prévu à nouveau à 14h30…

En cette période de déconfinement, on observe un retour du présentiel, ce qui est logique. Ce qui l'est moins, c'est l'ampleur de ce retour. De surcroît dans un si court délai.
D'ailleurs, cela s'accompagne d'orientations préoccupantes :

- **le télétravail diminue, alors que rien n'y invite ;**
- **le niveau d'engagement attendu augmente de façon inconsidérée.** Par exemple les agents SURV de terminaux aéroportuaires pourraient être redéployés vers le vecteur routier, alors que les incidences en matière de formation préalable et de matériel nécessaire sont fortes… et que cela porte atteinte à la notion de résidence administrative ! **Pour nous, ici, la solution réside dans** le travail sur le fret et **le recours au seul volontariat…** d'autant que la reprise du secteur aérien pourrait débuter dès cet été.

Annexe n°1 : Recensement détaillé par branche, à la date du lundi 18 mai

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires													
						En présentiel	ASA			télétravail			En quatorzaine			Malades Covid-19			
			AG-CO	SURV	total		AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	
			18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	18 mai	
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	136	128	**264**	**128**	12	15	**27**	30	2	**32**	0	1	**1**	0	0	**0**	
		DR Guyane	76	97	**173**	**107**	1	11	**12**	9	1	**10**	0	1	**1**	0	0	**0**	
		DR Martinique & services DI	131	106	**237**	**107**	23	55	**78**	22	0	**22**	0	1	**1**	0	0	**0**	
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	128	81	**209**	**62**	22	65	**87**	32	2	**34**	1	0	**1**	0	0	**0**	
		DR Mayotte	58	31	**89**	**17**	27	25	**52**	11	0	**11**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	78	42	**120**	**79**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	
		DR Polynésie-Française (DRPF)	72	50	**122**	**39**	10	18	**28**	30	0	**30**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		16	15	**31**	**20**	1	0	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		738	693	**1431**	**507**	143	301	**444**	227	25	**252**	0	1	**1**	0	1	**1**	
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		387	253	**640**	**335**	53	49	**102**	86	1	**87**	0	0	**0**	0	1	**1**	
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		398	272	**670**	**257**	22	74	**96**	202	14	**216**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		652	585	**1237**	**490**	138	125	**263**	187	8	**195**	0	1	**1**	1	6	**7**	
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		529	1013	**1542**	**691**	40	187	**227**	193	13	**206**	0	10	**10**	1	2	**3**	
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		781	557	**1338**	**496**	104	39	**143**	295	8	**303**	1	2	**3**	3	6	**9**	
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		539	267	**806**	**316**	52	64	**116**	234	10	**244**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		618	444	**1062**	**496**	22	56	**78**	244	9	**253**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		487	542	**1029**	**377**	18	153	**171**	266	4	**270**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		599	578	**1177**	**505**	42	147	**189**	207	12	**219**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		764	978	**1742**	**401**	229	721	**950**	71	21	**92**	6	10	**16**	3	12	**15**	
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		177	15	**192**	**63**	93	0	**93**	15	0	**15**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	Direction générale (DG)		754	8	**762**	**118**	14	0	**14**	576	0	**576**	1	0	**1**	1	0	**1**	
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		90	790	**880**	**308**	17	198	**215**	37	64	**101**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		358	453	**811**	**546**	22	26	**48**	130	14	**144**	0	1	**1**	0	0	**0**	
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		355	232	**587**	**89**	11	6	**17**	293	167	**460**	0	0	**0**	1	0	**1**	
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		207	19	**226**	**28**	15	0	**15**	150	0	**150**	0	0	**0**	0	0	**0**	
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		67	220	**287**	**99**	0	2	**2**	13	142	**155**	0	0	**0**	0	0	**0**	
Sous-total DGDDI communiqué			9195	8469	**17664**	**6681**	1131	2337	**3468**	3560	517	**4077**	9	28	**37**	11	28	**39**	
Autres Directions (*statistiques non communiquées*)	Service commun des laboratoires (SCL)		397	0	**397**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	
	Tracfin		139	0	**139**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	
	Unité information passagers (UIP)		34	16	**50**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	
	Wallis-et-Futuna		7	4	**11**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	
	Sous-total autres directions		577	20	**597**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	**NC**	
Total DGDDI			9772	8489	**18261**	**6681 ?**	1131 ?	2337 ?	**3468 ?**	3560 ?	517 ?	**4077 ?**	9 ?	28 ?	**37 ?**	11 ?	28 ?	**39 ?**	

** Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.*

* *

*

Annexe n°2 : Historique du recensement, évolution hebdomadaire depuis deux mois *(début)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Positions statutaires																															
			En présentiel						En quatorzaine														Malades Covid-19											
									OPCO-AG					SURV					total				OPCO-AG					SURV				total			
			Mars		Avril				Mars	Avril				Mars	Avril				Mars		Avril			Mars	Avril				Mars	Avril				Mars		Avril			
			20	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	20	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	20	27	03	10	17	24
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	32	28	27	6	25	27	5	5	0	0	1	13	14	0	0	0	0	18	19	0	0	1	4	2	2	0	0	2	3	2	1	0	0	6	5	4	1	0
		DR Guyane	51	42	46	52	48	55	2	3	2	0	0	5	6	3	2	0	4	7	9	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
		DR Martinique & services DI	43	39	41	0	40	43	5	1	1	0	0	3	2	0	0	0	1	8	3	1	0	0	2	3	2	0	0	1	3	3	2	1	2	3	6	5	2	1
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	64	46	38	41	50	47	2	2	0	0	0	6	5	0	0	0	4	8	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		DR Mayotte	32	22	15	17	15	16	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	80	30	30	29	28	80	2	2	0	2	2	0	0	0	1	1	2	2	2	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		DR Polynésie-Française (DRPF)	102	13	5	10	14	21	2	2	0	0	0	3	0	0	0	0	0	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		14	13	13	12	13	15	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		306	255	249	267	294	274	12	12	9	7	4	103	48	18	10	3	87	115	60	27	17	7	11	12	12	5	3	27	28	19	6	4	19	38	40	31	11	7
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		137	126	117	119	120	130	6	3	2	0	0	6	7	4	5	0	13	12	10	6	5	0	1	3	2	1	1	1	2	3	2	2	1	2	5	5	3	3
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		113	124	126	124	122	118	9	2	1	0	0	36	10	4	3	1	41	45	12	5	3	1	1	0	0	0	0	4	4	1	1	0	1	5	4	1	1	0
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		167	172	166	112	204	238	8	4	2	0	0	54	22	13	14	7	29	62	26	15	14	7	5	2	5	2	2	18	7	6	7	5	18	23	9	11	9	7
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		328	290	293	307	311	319	4	1	1	1	1	65	16	9	15	11	150	69	17	10	16	12	8	5	4	4	4	32	18	7	5	5	17	40	23	11	9	9
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		172	169	176	181	186	200	17	18	13	13	7	53	17	10	8	8	40	70	35	23	21	15	22	21	17	13	8	31	26	22	19	15	19	53	47	39	32	23
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		134	114	111	119	109	117	4	1	2	1	1	27	6	2	0	0	23	31	7	4	1	1	4	5	1	0	0	1	1	0	2	2	2	5	6	1	2	2
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		151	137	137	124	139	144	2	0	0	0	0	7	5	5	2	0	5	9	5	5	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		161	126	157	142	161	168	9	6	1	0	0	50	29	18	7	1	20	59	35	19	7	1	5	4	3	0	0	11	9	7	2	1	5	16	13	10	2	1
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		192	171	186	181	194	217	7	3	2	2	1	43	13	10	5	2	27	50	16	12	7	3	2	3	1	0	0	5	4	4	3	0	0	7	7	5	3	0
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		237	164	140	142	160	146	44	13	3	1	5	136	39	23	16	9	110	180	52	26	17	14	15	24	16	8	7	29	40	38	24	18	23	44	64	54	32	25
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		21	18	17	20	20	23	2	4	3	1	0	0	0	0	0	0	0	2	4	3	1	0	4	4	4	2	1	0	0	0	0	0	1	4	4	4	2	1
	Direction générale (DG)		25	27	22	26	29	31	9	3	1	1	0	0	0	0	0	0	11	9	3	1	1	0	16	12	4	1	0	0	0	0	0	0	7	16	12	4	1	0
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		99	93	100	103	123	122	0	0	0	0	0	57	10	5	4	3	104	57	10	5	4	3	0	0	0	1	1	14	13	8	7	2	5	14	13	8	8	3
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		238	270	143	148	151	151	12	4	1	1	1	42	6	3	2	0	58	54	10	4	3	1	6	6	5	2	1	5	3	1	1	0	5	11	9	6	3	1
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		14	18	22	16	21	22	2	1	2	2	1	0	0	0	0	0	2	2	1	2	2	1	5	4	2	2	0	0	0	1	1	0	2	5	4	3	3	0
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		25	20	17	20	19	18	4	1	0	0	0	0	3	0	0	0	1	4	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0	2	1	1	0
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		1	4	12	13	11	11	0	0	0	0	0	11	5	1	1	0	6	11	5	1	1	0	0	0	0	0	0	3	2	1	2	1	1	3	2	1	2	1
Total DGDDI communiqué			2939	2531	2406	2331	2607	2753	171	91	46	32	24	722	263	128	95	46	742	893	354	174	127	70	111	111	80	41	28	185	165	124	86	56	130	296	276	204	127	84

Nota bene sur l'absence de colonnes OPCO-AG et SURV pour le 20/03 : les données statistiques par branche n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 25/03/2020.

Annexe n°2 : Historique du recensement, évolution hebdomadaire depuis deux mois *(suite et fin)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Positions statutaires																																	
			En présentiel				À domicile *												En quatorzaine												Malades Covid-19							
							ASA				télétravail				total				OPCO-AG				SURV				total				OPCO-AG				SURV			
			Avril	Mai			Avril	Mai			Avril	Mai			Avril	Mai			Avril	Mai			Avril	Mai			Avril	Mai			Avril	Mai			Avril	Mai		
			30	7	11	18	30	7	11	18	30	7	11	18	30	7	11	18	30	7	11	18	30	7	11	18	30	7	11	18	30	7	11	18	30	7	11	18
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	27	28	116	**128**	149	143	72	**27**	51	49	34	**32**	200	192	106	**59**	1	1	1	**0**	0	1	1	**1**	1	2	2	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
		DR Guyane	65	63	104	**107**	80	73	30	**12**	8	14	10	**10**	88	87	40	**22**	0	0	0	**0**	1	1	1	**1**	1	1	1	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
		DR Martinique & services DI	52	63	125	**107**	132	125	79	**78**	43	36	27	**22**	175	161	106	**100**	4	4	3	**0**	0	0	0	**1**	4	4	3	**1**	0	0	0	**0**	1	1	1	**0**	1	1	1	**0**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	48	56	60	**62**	103	95	90	**87**	41	40	36	**34**	144	135	126	**121**	0	1	1	**1**	0	0	0	**0**	0	1	1	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
		DR Mayotte	20	19	19	**17**	49	51	51	**52**	13	13	13	**11**	62	64	64	**63**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	83	87	**79**	4	0	0	**0**	1	0	0	**0**	5	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	18	38	33	**39**	55	43	48	**28**	38	29	29	**30**	93	72	77	**58**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		20	20	22	**20**	0	0	0	**1**	1	1	0	**0**	1	1	0	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		309	345	432	**507**	625	633	528	**444**	304	294	261	**252**	929	927	789	**696**	1	1	0	**0**	2	1	2	**1**	3	2	2	**1**	2	0	0	**0**	2	1	1	**1**	4	1	1	**1**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		154	167	317	**335**	273	270	88	**102**	120	123	93	**87**	393	393	181	**189**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	2	1	1	**1**	3	1	1	**1**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		144	141	228	**257**	192	196	124	**96**	254	260	228	**216**	446	456	352	**312**	0	0	0	**0**	1	2	1	**0**	1	2	1	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		276	291	469	**490**	602	560	413	**263**	225	230	204	**195**	827	790	617	**458**	0	1	1	**0**	2	0	0	**1**	2	1	1	**1**	1	2	1	**1**	3	3	3	**6**	4	5	4	**7**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		351	364	565	**691**	679	664	408	**227**	190	210	199	**206**	869	874	607	**433**	1	1	0	**0**	2	6	5	**10**	3	7	5	**10**	1	1	1	**1**	7	3	2	**2**	8	4	3	**3**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		215	245	415	**496**	575	560	375	**143**	338	230	287	**303**	913	790	662	**446**	1	1	2	**1**	4	0	3	**2**	5	1	5	**3**	7	2	3	**3**	10	3	11	**6**	17	5	14	**9**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		140	137	289	**316**	302	305	165	**116**	283	284	247	**244**	585	589	412	**360**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		155	156	496	**496**	287	299	99	**78**	452	444	266	**253**	739	743	365	**331**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		180	181	267	**377**	380	334	291	**171**	330	345	293	**270**	710	679	584	**441**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		224	210	489	**505**	501	452	244	**189**	304	313	219	**219**	805	765	463	**408**	1	1	1	**0**	2	1	1	**0**	3	2	2	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		193	199	333	**401**	1206	1164	1034	**950**	117	115	91	**92**	1323	1279	1125	**1042**	5	4	5	**6**	5	2	12	**10**	10	6	17	**16**	6	6	5	**3**	12	12	13	**12**	18	18	18	**15**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		24	29	30	**63**	23	19	17	**93**	119	114	114	**15**	142	133	131	**108**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	1	1	**0**	0	0	0	**0**	1	1	1	**0**
	Direction générale (DG)		40	48	99	**118**	27	30	21	**14**	659	642	597	**576**	686	672	618	**590**	0	0	0	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**1**	1	1	1	**1**	0	0	0	**0**	1	1	1	**1**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		144	164	279	**308**	395	389	245	**215**	181	167	109	**101**	576	556	354	**316**	0	0	0	**0**	1	1	1	**0**	1	1	1	**0**	0	0	0	**0**	2	1	1	**0**	2	1	1	**0**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		382	456	551	**546**	180	164	60	**48**	133	127	129	**144**	313	291	189	**192**	0	0	0	**0**	0	1	1	**1**	0	1	1	**1**	1	1	1	**0**	0	0	1	**0**	1	1	2	**0**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		27	44	90	**89**	79	61	20	**17**	468	467	458	**460**	547	528	478	**477**	1	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	0	1	1	**1**	0	0	0	**0**	0	1	1	**1**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		23	26	24	**28**	22	18	17	**15**	149	150	152	**150**	171	168	169	**165**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		8	18	95	**99**	8	7	4	**2**	240	232	157	**155**	248	255	161	**157**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**
Total DGDDI communiqué			3316	3591	6034	**6681**	6928	6651	4523	**3468**	5062	5026	4253	**4077**	11990	11677	8776	**7545**	15	16	14	**9**	22	19	28	**28**	37	35	42	**37**	21	20	14	**11**	41	33	34	**28**	62	53	48	**39**

** Nota bene sur les colonnes ASA et télétravail : les données statistiques n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 30/04/2020.*
Par ailleurs, le total agents en présentiel + en télétravail + en ASA + malades ≠ total agents DGDDI. En effet, le reliquat d'agents est sur d'autres positions (CA, CMO hors Covid-19, CLM/CLD, agents non cotés).

Annexe n°3 : notre courrier préalable *(début)*

Solidaires DOUANES

Paris, le lundi 18 mai 2020

Madame Isabelle BRAUN-LEMAIRE
Directrice Générale des Douanes et Droits Indirects
11 rue des deux communes
93558 MONTREUIL

Objet : Réorganisations SRE Chambéry et PDA Grenoble à l'envers de la gestion de la Covid-19.

Madame la Directrice générale,

SOLIDAIRES Douanes s'insurge contre les méthodes actuellement utilisées par la Direction Interrégionale Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA) et au cas particulier par la Direction Régionale (DR) de Chambéry. Aussi, il nous paraît nécessaire de vous alerter sur deux points.

Dans un contexte où l'on demande à tous les citoyens de respecter une distanciation, il est fort désagréable d'apprendre qu'un **déménagement dans des locaux plus petits et moins bien agencés est en cours concernant le Service Régional d'Enquête (SRE) de Chambéry**. Quid des 4 mètres carrés par bureau ? SOLIDAIRES Douanes vous interpelle sur :

- le non respect de l'accord du 17 mai 2019, dans son volet *II B),*
- la non conformité à la norme FX 35-102 (recommandant 10 m² par salarié),
- et la non consultation des instances syndicales. Pas de réunion de préparation, aucun plan ou document transmis, ni localement, ni nationalement... Et nous ne parlons pas là d'un projet, puisque le bail a été résilié le 22 janvier 2020 avec effet au 31 mai 2020...

SOLIDAIRES Douanes s'interroge sur les méthodes brutales utilisées par l'administration et sur le fait que les agents du SRE n'ont, à ce jour, pas été officiellement informés. Il aura fallu une discussion fortuite avec le gestionnaire du site pour apprendre que le bail avait été résilié et la date de départ déjà fixée. Cette gestion proche de la légèreté ou de l'incompétence met en exergue le peu de respect que cette direction donne à ses agents et ses services. Et elle entraîne le dégoût et l'écoeurement chez ceux qui la subissent.

C'est pourquoi SOLIDAIRES Douanes vous demande de reconsidérer la problématique du déménagement du SRE de Chambéry en annulant la résiliation du bail et en maintenant ce service dans les locaux actuels.

SOLIDAIRES Douanes souhaite aussi porter à votre connaissance la situation du Poste Douanier Avancé (PDA) de l'aéroport de Grenoble-Alpes-Isère, service composé de deux collègues qui sont détachés dans les locaux de l'aéroport, afin de pouvoir contrôler « au pied levé » les vols, ces derniers étant non soumis à préavis. De fait, ce PDA se trouve à plus de 40 kilomètres du siège de la Brigade de surveillance intérieure (BSI) de Grenoble, sise sur la commune de Saint-Égrève.
Ces deux agents sont à temps plein sur site avec un logement dédié depuis de nombreuses années. Ils ont pour mission :

- la gestion du point de passage frontalier (PPF),
- le suivi des déploiements SCVB (Système des contrôles des visas biométriques, dit VISABIO), COVADIS (Contrôle et vérification automatique des documents d'identité sécurisés) puis CTF (Contrôle transfrontière),
- ainsi que la formation professionnelle en qualité de référent régional « *garde-frontières* » et sûreté.

Annexe n°3 : notre courrier préalable *(suite et fin)*

Profitant du placement temporaire de l'aéroport de Grenoble-Alpes-Isère sous préavis de 24 heures jusqu'au 01/12/2020 et aussi de la baisse temporaire du secteur aérien, le Directeur Régional souhaite acter la fermeture définitive du PDA au 25 mai 2020.

Manifestement, là où l'administration fait fi des directives de distanciation concernant le SRE de Chambéry, elle sait tirer parti de la situation sanitaire et de son impact de court terme sur les vols et préavis pour sacrifier et délocaliser deux collègues. Alors qu'à moyen terme la nécessité de la présence d'un PDA est confortée.

En effet cette crise sanitaire aura une fin. Tout comme vous, nous le souhaitons plus que tout. Et les habitudes reprendront.
L'aéroport de Grenoble-Alpes-Isère reprendra vie avec ses 350 000 passagers annuels, avec le maintien des horaires d'ouverture de l'aéroport au trafic aérien commercial et général, le rétablissement des contrôles aux frontières, les astreintes de service public (détaxes, compostages passeports tiers, ...). Avec de nouvelles charges de travail comme la création des attestations dérogatoires de déplacement et leur contrôle. Et, surtout, la fin des préavis de 24 heures. Sans parler des conséquences du Brexit en matière d'immigration et de contrôles.

SOLIDAIRES Douanes s'interroge sur la pertinence d'une gestion déconcentrée du PPF depuis le siège de l'unité territorialement compétente distante de plus de 40 kilomètres et vous demande de suspendre dès à présent cette décision du Directeur Régional de Chambéry.

Cette décision injustifiée a un précédent : la fermeture de la brigade de Bourg-Saint-Maurice, où 7 collègues ont été sacrifiés... pour aujourd'hui mettre 26 agents Paris spéciaux pendant toute la saison hivernale. Pas besoin d'avoir fait de grandes études pour comprendre que le coût salarial a plus que doublé pour un temps de présence divisé par 2.
S'il est une expression qui est sans doute surfaite en ce moment, c'est celle du « *monde d'après* ». Il n'en demeure pas moins que la période actuelle nous invite à ne pas reproduire les erreurs du passé.

Au delà de la nécessité opérationnelle et financière de maintenir ce PDA à l'aéroport Grenoble-Alpes-Isère, SOLIDAIRES Douanes vous demande de tenir compte du contexte anxyogène pour les deux collègues qui font face à cette décision.

En vous remerciant par avance pour l'attention portée à notre demande, nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de notre haute considération.

P/ SOLIDAIRES Douanes
Les co-secrétaires généraux

Philippe BOCK

Fabien MILIN

Pour SOLIDAIRES siégeaient à ce GT : Agnès Grout, Éliane Lecomte et Philippe Bock. Pour plus de précisions, les contacter.

Retour à l'anormal ?

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus

3e GT Plan de Reprise d'Activité
Mardi 12 mai 2020 (audioconférence)

Organisation / Conditions de travail *compte-rendu*

Reprise : nous y sommes…

Une audio-conférence avec la Direction Générale s'est tenue ce mardi 12 mai. C'est la première qui se tient après le 11 mai (la prochaine aura lieu le mardi 19 mai). Voici les principaux éléments que nous en dégageons.

Premières évolutions

Il est bien évidemment trop tôt par rapport au 11 mai, pour avoir une analyse pertinente à ce jour.

Présentiel : en nette hausse
Toutefois, on a noté une augmentation non négligeable du présentiel. Ce dernier a doublé dès le 11 mai pour monter à plus de 6 000 agents.
Pour SOLIDAIRES, c'est certes un peu logique… mais c'est beaucoup d'un coup !

ASA et télétravail : conséquents
Point plus positif : on conserve plus de 8700 agents au domicile (télétravail et ASA, pour moitié).
À notre sens, il faut vraiment se garder de voir la « courbe du retour » continuer à galoper. Ce serait à la fois dangereux et contraire aux instructions données.

Vigilance nationale
La DG s'est engagée à surveiller ce point qui est important et est déjà intervenue à l'un ou l'autre endroit pour ramener les choses à une plus « saine » (c'est le cas de le dire…) mesure.

Équipements, moyens de protection, …

Le bilan n'est pas satisfaisant, en tout cas, dans de nombreux endroits. C'est évident à la lecture des remontées qui se multiplient en ce sens.

Forts contrastes localement
Il y a aussi le (très lourd) problème de l'organisation des locaux et du travail à titre général. Là-aussi, la situation est très contrastée. Tout le monde est bien conscient que la marche à franchir est énorme.
Pour nous, c'est d'autant plus une incitation à se donner du temps et à la prudence en général. C'est pourquoi nous dénonçons par exemple le projet de déménagement du Service régional d'enquête (SRE) de Chambéry dans des locaux plus petits d'ici fin juin. Cela va manifestement à l'encontre des mesures de distanciation sociale.

Risque reconnu nationalement
S'agissant de la gestion du risque et comme c'est indiqué par la Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique (DGAFP), le Covid-19 doit être intégré au Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).
Pour SOLIDAIRES, cela est tout simplement normal, et répond à une de nos revendications.

Lutte contre le chômage technique (partiel) à la DIPA (et ailleurs …) ?

La Direction interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA) – et d'autres DI dans une mesure moindre – va être confrontée à la très forte réduction du flux voyageurs. Sans être devin, la DG estime que ce phénomène va vraisemblablement s'installer dans la durée.

Redéploiement sur la route
En conséquence, l'administration réfléchit à un redéploiement des unités les plus concernées. Celles-ci pourraient aller renforcer des services terrestres s'agissant de l'Île-de-France et de la Picardie.
D'autres directions pourraient être concernées par quelque chose de similaire (chute d'activité durable). Mais, dans leur cas, leur redéploiement devrait être interne.
La DG s'engagerait à étudier le sujet par rapport au domicile personnel des agents et à ne pas casser des collectifs de travail.

***Pour SOLIDAIRES**, le sujet est loin d'être simple.*
On a, par exemple et entre autres, la question de l'armement. À titre général, et c'est juste une évidence : la route, ce n'est pas de l'aéroport (et la phrase inverse est toute aussi vraie…).
On comprend la motivation de l'administration et on n'est pas complètement surpris, sachant que pour Air France, la crise du transport aérien serait à l'échelle de 2 ans (!!). Toutefois, pour la Douane, c'est un défi complexe : en termes notamment de formation préalable et de matériel adéquat.
Sans compter qu'en matière de gestion, cela revient à « casser » les résidences de Roissy SU et Orly SU, ainsi que le protocole sur le régime de travail. La DG compte-t-elle proposer le régime des 12h aux BSI, ou créer, après la résidence Paris-spécial, celles d' « Orly-spécial » et de « Roissy spécial » ?
Pour ce qui nous concerne, un renfort au fret et le recours au volontariat pourraient constituer une première réponse à la situation[1].

1 Voir communiqué de nos sections à Paris-Aéroports (Orly et Roissy-Le Bourget) : *Atterrir sur la route ? Une mauvaise piste…*

Demain, le télétravail…

Le télétravail est à la fois un sujet d'importance et d'avenir. C'est un affichage fort, sur lequel il faudra s'investir.

Au niveau ministériel : Un arrêté ministériel est à venir. Un nouveau groupe de travail ministériel est prévu sur ce sujet, qui n'attendra pas longtemps, car ce GT est prévu dès la fin juin.

Au niveau DGDDI : Un GT national se tiendra également à l'issue de l'instance ministérielle.
Au cas d'espèce, le 30 juin est programmé un GT *Informatique et bon usage du nomadisme*.

Congés (ordonnance, période estivale, …)

Déclinaison de l'ordonnance
Pour l'application de « l'OD » (Ordonnance Déplorable) et la réduction des jours de congés et de réduction du temps de travail (RTT), la DG rappelle :

- qu'avant la notification du calcul, il doit y avoir un échange entre l'agent et le cadre.
- Et que tout ceci doit s'appliquer en bonne intelligence…

C'est donc à ce moment là qu'on va mesurer ladite intelligence ? Au passage, il est précisé qu'en vertu de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire, la date butoir utilisée dans ce texte pourrait donc devenir le 10 juillet en lieu et place du 30 mai.

Pour les congés estivaux, congés bonifiés…
La DG n'exclut pas que l'une ou l'autre mesure de la DGAFP nous tombe dessus.
Pour SOLIDAIRES, avec la bonne ambiance qu'a mis l'ordonnance précitée, [validée le 12 mai par le Conseil d'Etat[2]], *nous espérons qu'il n'y aura pas de nouvelle mesure contestable, car le sujet est à l'évidence (et très légitimement) fort sensible.*

Formation, « exams pro », …

Note de cadrage
D'ici la fin de semaine, la sous-direction ressources humaines (SDRH) devait communiquer une note complète sur ce point, en complément de la fiche d'impact réalisée le 5 mai par la DGAFP.

École : équipements manquants
L'intersyndicale de l'école nationale des Douanes de La Rochelle (ENDLR) s'est adressée à la DG, devant le manque criant de moyens de protection. On ne peut que soutenir la démarche, qui reflète une situation tout sauf satisfaisante (Cf. ci-dessus).

Examens professionnels
S'agissant des examens professionnels, ils sont tous maintenus en 2020, sauf celui de B en A. Point qui semble assez contestable… Par contre, le solde de la liste complémentaire pour le B en A 2019 (10 postes) sera utilisé.

Divers

Les commissions administratives paritaires (CAP) vont être très largement reportées. À notre sens, à part les vraies urgences (qui ne sont pas si nombreuses que cela), le principe du report doit être généralisé.
On veut bien admettre qu'il faille alléger la charge qui pèse sur les services RH, mais il faut aussi qu'on ne dégrade pas trop le travail important effectué en CAP, nécessitant leur réunion en présentiel.

Le prélèvement sur les tickets-restaurant est stoppé.
La DG regarde le point pour éviter que tout ne soit régularisé d'un coup, ce qui serait une ponction non négligeable.

Le premier qui pense que « *youkaïdi, c'est reparti* ! » et, si possible, comme avant est manifestement à côté de ses pompes. On peut (et on veut bien) faire le pari de l'intelligence dans la gestion locale par la hiérarchie. Mais on sait bien que ce pari est loin d'être gagnant à tous les coups… **Il faudra donc que tout le monde s'investisse fortement pour arriver à des solutions les plus adaptées possibles**. À défaut, c'est une profonde défiance (et parfois une colère sourde) qui va s'installer ou s'aggraver dans les endroits où elle est déjà présente. Et ce n'est vraiment pas ce dont on a besoin dans le contexte.
La plupart des questions sont éminemment complexes. Et nous affrontons toutes et tous un quotidien bien délicat. À titre d'exemple, on peut prendre la question de l'école et de la garde d'enfants. Au-delà de l'affichage - « *les écoles rouvrent* » et « *on le fait pour les enfants* » - , on voit bien que la situation réelle est bien différente (et la motivation aussi, qui veut, au passage, ramener les gens au boulot…). En réalité, c'est une école très partielle, avec un accueil très restreint. Dès lors, si vous nous permettez ce raccourci peu élégant, les agents vont souvent se retrouver avec leur progéniture sur les bras. La seule réponse politique pour l'instant, c'est : « à compter du 2 juin, tu prendras des congés, si tu n'as pas de solution ! ». Et bien, pour emprunter à Cyrano de Bergerac, en guise de réponse, « c'est un peu court, jeune homme ! » …
C'est d'ailleurs le reproche général qui est fait à l'État et aux autorités politiques, qui ont globalement beaucoup de mal à convaincre. Or, le maillon premier dudit État, à savoir l'agent, est lui-même, assez souvent, peu convaincu. C'est un réel problème qui dépasse largement le cadre de chaque administration.
De même, et cela a été évoqué ce jour, parmi les urgences, on nous glisse le transfert des missions de la DGDDI à la DGFIP, tel que prévu par la loi de finances 2020. La crise sanitaire ? Étrange conception de l'urgence, au moment où l'État a tant de défis à relever…
On nous dit que le monde change (ce qui est notre secret espoir…), mais par certains côtés, les mêmes vieilles rengaines continuent. Ce n'est pas forcément la meilleure façon de préparer les lendemains.

2 Au 12 mai le Conseil d'État a rejeté l'ensemble des recours déposés par des organisations syndicales, dont SOLIDAIRES.

Annexe n°1 : Recensement comparatif, évolution hebdomadaire par direction depuis deux mois *(début)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																															
			En présentiel						En quatorzaine														Malades Covid-19												
									OPCO-AG					SURV					total						OPCO-AG					SURV					total					
			Mars		Avril				Mars	Avril				Mars	Avril				Mars	Avril					Mars	Avril				Mars	Avril				Mars	Avril				
			20	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	20*	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	20*	27	03	10	17	24
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	32	28	27	6	25	27	5	5	0	0	1	13	14	0	0	0	0	18	19	0	0	1	4	2	2	0	0	2	3	2	1	0	0	6	5	4	1	0
		DR Guyane	51	42	46	52	48	55	2	3	2	0	0	5	6	3	2	0	4	7	9	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
		DR Martinique & services DI	43	39	41	0	40	43	5	1	1	0	0	3	2	0	0	0	1	8	3	1	0	0	2	3	2	0	0	1	3	3	2	1	2	3	6	5	2	1
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	64	46	38	41	50	47	2	2	0	0	0	6	5	0	0	0	4	8	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		DR Mayotte	32	22	15	17	15	16	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	80	30	30	29	28	80	2	2	0	2	2	0	0	0	1	1	2	2	2	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		DR Polynésie-Française (DRPF)	102	13	5	10	14	21	2	2	0	0	0	3	0	0	0	0	0	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		14	13	13	12	13	15	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		306	255	249	267	294	274	12	12	9	7	4	103	48	18	10	3	87	115	60	27	17	7	11	12	12	5	3	27	28	19	6	4	19	38	40	31	11	7
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		137	126	117	119	120	130	6	3	2	0	0	6	7	4	5	0	13	12	10	6	5	0	1	3	2	1	1	1	2	3	2	2	1	2	5	5	3	3
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		113	124	126	124	122	118	9	2	1	0	0	36	10	4	3	1	41	45	12	5	3	1	1	0	0	0	0	4	4	1	1	0	1	5	4	1	1	0
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		167	172	166	112	204	238	8	4	2	0	0	54	22	13	14	7	29	62	26	15	14	7	5	2	5	2	2	18	7	6	7	5	18	23	9	11	9	7
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		328	290	293	307	311	319	4	1	1	1	1	65	16	9	15	11	150	69	17	10	16	12	8	5	4	4	4	32	18	7	5	5	17	40	23	11	9	9
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		172	169	176	181	186	200	17	18	13	13	7	53	17	10	8	8	40	70	35	23	21	15	22	21	17	13	8	31	26	22	19	15	19	53	47	39	32	23
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		134	114	111	119	109	117	4	1	2	1	1	27	6	2	0	0	23	31	7	4	1	1	4	5	1	0	0	1	1	0	2	2	2	5	6	1	2	2
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		151	137	137	124	139	144	2	0	0	0	0	7	5	5	2	0	5	9	5	5	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		161	126	157	142	161	168	9	6	1	0	0	50	29	18	7	1	20	59	35	19	7	1	5	4	3	0	0	11	9	7	2	1	5	16	13	10	2	1
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		192	171	186	181	194	217	7	3	2	2	1	43	13	10	5	2	27	50	16	12	7	3	2	3	1	0	0	5	4	4	3	0	0	7	7	5	3	0
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		237	164	140	142	160	146	44	13	3	1	5	136	39	23	16	9	110	180	52	26	17	14	15	24	16	8	7	29	40	38	24	18	23	44	64	54	32	25
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		21	18	17	20	20	23	2	4	3	1	0	0	0	0	0	0	0	2	4	3	1	0	4	4	4	2	1	0	0	0	0	0	1	4	4	4	2	1
	Direction générale (DG)		25	27	22	26	29	31	9	3	1	1	0	0	0	0	0	0	11	9	3	1	1	0	16	12	4	1	0	0	0	0	0	0	7	16	12	4	1	0
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		99	93	100	103	123	122	0	0	0	0	0	57	10	5	4	3	104	57	10	5	4	3	0	0	0	1	1	14	13	8	7	2	5	14	13	8	8	3
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		238	270	143	148	151	151	12	4	1	1	1	42	6	3	2	0	58	54	10	4	3	1	6	6	5	2	1	5	3	1	1	0	5	11	9	6	3	1
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		14	18	22	16	21	22	2	1	2	2	1	0	0	0	0	0	2	2	1	2	2	1	5	4	2	2	0	0	0	1	1	0	2	5	4	3	3	0
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		25	20	17	20	19	18	4	1	0	0	0	0	3	0	0	0	1	4	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0	2	1	1	0
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		1	4	12	13	11	11	0	0	0	0	0	11	5	1	1	0	6	11	5	1	1	0	0	0	0	0	0	3	2	1	2	1	1	3	2	1	2	1
Total DGDDI communiqué **			2939	2531	2406	2331	2607	2753	171	91	46	32	24	722	263	128	95	46	742	893	354	174	127	70	111	111	80	41	28	185	165	124	86	56	130	296	276	204	127	84

** Nota bene sur l'absence de colonnes OPCO-AG et SURV pour le 20/03 : les données statistiques par branche n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 25/03/2020.*

*** Nota bene sur le total communiqué : les statistiques ne nous ont pas été communiquées pour plusieurs directions et services. À savoir Wallis-et-Futuna, et 3 services à compétence nationale (SCN) : Service commun des laboratoires (SCL), Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin), Unité information passagers (UIP).*

Annexe n°1 : Recensement comparatif, évolution hebdomadaire par direction depuis deux mois *(suite et fin)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																												
			En présentiel			À domicile *							En quatorzaine									Malades Covid-19									
						ASA			télétravail			total	OPCO-AG			SURV			total			OPCO-AG			SURV			total			
			Avril	Mai		Avril	Mai		Avril	Mai		Avril	Mai		Avril	Mai		Avril	Mai		Avril	Mai		Avril	Mai		Avril	Mai			
			30	7	11	30	7	11	30	7	11	30	7	11	30	7	11	30	7	11	30	7	11	30	7	11	30	7	11	30	7	11
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	27	28	**116**	149	143	**72**	51	49	**34**	200	192	**106**	1	1	**1**	0	1	**1**	1	2	**2**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Guyane	65	63	**104**	80	73	**30**	8	14	**10**	88	87	**40**	0	0	**0**	1	1	**1**	1	1	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Martinique & services DI	52	63	**125**	132	125	**79**	43	36	**27**	175	161	**106**	4	4	**3**	0	0	**0**	4	4	**3**	0	0	**0**	1	1	**1**	1	1	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	48	56	**60**	103	95	**90**	41	40	**36**	144	135	**126**	0	1	**1**	0	0	**0**	0	1	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Mayotte	20	19	**19**	49	51	**51**	13	13	**13**	62	64	**64**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	83	**87**	4	0	**0**	1	0	**0**	5	0	**0**	0	0	**0**	1	0	**0**	1	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	18	38	**33**	55	43	**48**	38	29	**29**	93	72	**77**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		20	20	**22**	0	0	**0**	1	1	**0**	1	1	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		309	345	**432**	625	633	**528**	304	294	**261**	929	927	**789**	1	1	**0**	2	1	**2**	3	2	**2**	2	0	**0**	2	1	**1**	4	1	**1**
	DI Bourgogne-Franche-Comté – Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		154	167	**317**	273	270	**88**	120	123	**93**	393	393	**181**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	1	0	**0**	2	1	**1**	3	1	**1**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		144	141	**228**	192	196	**124**	254	260	**228**	446	456	**352**	0	0	**0**	1	2	**1**	1	2	**1**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		276	291	**469**	602	560	**413**	225	230	**204**	827	790	**617**	0	1	**1**	2	0	**0**	2	1	**1**	1	2	**1**	3	3	**3**	4	5	**4**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		351	364	**565**	679	664	**408**	190	210	**199**	869	874	**607**	1	1	**0**	2	6	**5**	3	7	**5**	1	1	**1**	7	3	**2**	8	4	**3**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		215	245	**415**	575	560	**375**	338	230	**287**	913	790	**662**	1	1	**2**	4	0	**3**	5	1	**5**	7	2	**3**	10	3	**11**	17	5	**14**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		140	137	**289**	302	305	**165**	283	284	**247**	585	589	**412**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		155	156	**496**	287	299	**99**	452	444	**266**	739	743	**365**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		180	181	**267**	380	334	**291**	330	345	**293**	710	679	**584**	0	0	**0**	1	0	**0**	1	0	**0**	0	0	**0**	1	0	**0**	1	0	**0**
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		224	210	**489**	501	452	**244**	304	313	**219**	805	765	**463**	1	1	**1**	2	1	**1**	3	2	**2**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		193	199	**333**	1206	1164	**1034**	117	115	**91**	1323	1279	**1125**	5	4	**5**	5	2	**12**	10	6	**17**	6	6	**5**	12	12	**13**	18	18	**18**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		24	29	**30**	23	19	**17**	119	114	**114**	142	133	**131**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	1	1	**1**	0	0	**0**	1	1	**1**
	Direction générale (DG)		40	48	**99**	27	30	**21**	659	642	**597**	686	672	**618**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	1	1	**1**	0	0	**0**	1	1	**1**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		144	164	**279**	395	389	**245**	181	167	**109**	576	556	**354**	0	0	**0**	1	1	**1**	1	1	**1**	0	0	**0**	2	1	**1**	2	1	**1**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		382	456	**551**	180	164	**60**	133	127	**129**	313	291	**189**	0	0	**0**	0	1	**1**	0	1	**1**	1	1	**1**	0	0	**1**	1	1	**2**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		27	44	**90**	79	61	**20**	468	467	**458**	547	528	**478**	1	0	**0**	0	0	**0**	1	0	**0**	0	1	**1**	0	0	**0**	0	1	**1**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		23	26	**24**	22	18	**17**	149	150	**152**	171	168	**169**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		8	18	**95**	8	7	**4**	240	232	**157**	248	255	**161**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	0	0	**0**	1	0	**0**	1	0	**0**
Total DGDDI communiqué **			3316	3591	**6034**	6928	6651	**4523**	5062	5026	**4253**	11990	11677	**8776**	15	16	**14**	22	19	**28**	37	35	**42**	21	20	**14**	41	33	**34**	62	53	**48**

** Nota bene sur les colonnes ASA et télétravail : les données statistiques n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 30/04/2020.*
Par ailleurs, le total agents en présentiel + en télétravail + en ASA + malades ≠ total agents DGDDI. En effet, le reliquat d'agents est sur d'autres positions (CA, CMO hors Covid-19, CLM/CLD, agents non cotés).

*** Nota bene sur le total communiqué : les statistiques ne nous ont pas été communiquées pour plusieurs directions et services. À savoir Wallis-et-Futuna, et 3 services à compétence nationale (SCN) : Service commun des laboratoires (SCL), Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin), Unité information passagers (UIP).*

Solidaires DOUANES Paris-Aéroports

Coronavirus

Réflexion DG sur réemploi unités SURV des terminaux

Organisation | *Communiqué*

Atterrir sur la route ? Une mauvaise piste...

La semaine dernière, lors du groupe de travail national sur le Plan de reprise d'activité (PRA) du jeudi 7 mai, la DG a lancé un ballon d'essai sur le réemploi des agents Surveillance d'Orly et Roissy.

Présentation : une surprise

Au cas d'espèce, la DG a évoqué l'idée de faire réaliser, par les brigades de surveillance extérieure (BSE) de terminaux, des contrôles sur les axes routiers y menant, notamment :

- pour Orly : autoroute A10, nationales N6 et N7 ;
- pour Roissy : autoroutes A1 (Paris-Lille) et A15 (Gennevilliers – Cergy).

Donc au même titre que les brigades de surveillance intérieure (BSI).

Sur la forme, nous ne pouvons qu'être échaudés que cette « *réflexion* » n'ait jamais été évoquée localement lors des différents échanges entre la Direction et la représentation du personnel.
Aussi bien lors des audioconférences hebdomadaires, que lors de la consultation du Comité technique local (6 mai) ou des Comités d'hygiène, de Sécurité de Seine-Saint-Denis (CHSCT93) et du Val-de-Marne (CHSCT94).

Sur le fond : nous ne comprenons aucunement la pertinence d'une telle réflexion.

En matière de missions
D'abord les missions sont différentes : un contrôle à l'import ou à l'export n'est pas un contrôle routier à la circulation. Certes les articles du Code des douanes à mettre en œuvre sont connus, mais pas les procédures !
Surtout le positionnement, la fouille, l'attitude, les réflexes ne s'improvisent pas, *a fortiori* sur des portions d'autoroute parmi les plus fréquentées d'Europe.

En matière de formation
Exercer sur ce type de vecteur nécessite une expérience ou formation préalable, sur un temps long. Des formations d'autant plus chronophages qu'en dépit de la bonne volonté des agents, elles peuvent se terminer par une non habilitation.
En outre, actuellement, nombre de formations sont suspendues, notamment les formations sur les techniques professionnelles de contrôle et d'intervention (TPCI). Dans un tel contexte, il est illusoire de mettre en place les différentes formations requises :

- TPCI, contrôles routiers ;
- fonction de chef de bord ;
- utilisation des bâtons de défense et des armes longues Heckler & Koch (HK).

En matière matérielle
Les agents ne disposent pas des matériels ad-hoc (HK, rampes lumineuses, chasubles, herses... et voitures adaptées), n'ayant déjà pas à Roissy de pistolets semi-automatiques (PSA) en dotation individuelle...
En sus, il paraît irréaliste de mettre 4 agents dans un véhicule de service tout en respectant les règles de distanciation sociale.

Pour conclure : d'autres pistes auraient pu être envisagées

Les agents Surveillance travaillant en terminaux ne veulent pas se dérober à leurs missions mais ne veulent pas les réaliser n'importe comment.

En cette période toute particulière, d'autres pistes auraient pu être creusées. Par exemple, connaissant bien leur plateforme et se tenant prêts à aider leurs collègues Opérations commerciales (OPCO), **une mobilisation sur le fret pour les volontaires aurait pu être envisagée :** aussi bien pour faire du dénombrement que de la lutte contre la fraude (LCF), avec une plus-value qualitative. Par exemple, dans le cadre d'accès aux divers locaux à usage professionnel (art. 63 ter du Code des Douanes) ou encore d'opérations conjointes avec la cellule de ciblage du fret (CCF).

En tous les cas cette « réflexion » de la DG dénote une méconnaissance de la Surveillance et des champs d'intervention respectifs des BSE et BSI.

Le mardi 12 mai 2020

Reprise : nous y sommes…

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Plan de reprise : Part two …
L'art (harassant) de la pédagogie

Un 2ème GT s'est tenu sur la conséquente question du plan de reprise d'activité (PRA) et plus globalement sur les perspectives post 11 mai.
Le document a subi quelques modifications. La référence à la ***protection des agents*** *et à la* ***progressivité de la démarche*** *a été renforcée. Au vu de nombreuses remontées du terrain, le rappel n'est manifestement pas inutile … Il est même plutôt bienvenu !*

Principes généraux

Sur les orientations de fond, la DG a édicté (parfois rappelé …) les principes suivants :

Pas d'urgence et cas par cas :
On ne se précipite pas toutes et tous au service/bureau ce lundi 11 mai !!
En sus, partir des contraintes de chaque agent et travailler au cas par cas. Les transports en commun sont un sujet de préoccupation extrêmement fort, et tout spécifiquement en Île-de-France.

Bon sens : l'objectif, c'est souplesse, aménagement et bon sens.
La (nécessaire) adaptation concerne les trois points suivants : les horaires, la charge de travail et le temps de travail.

Suivi : Un suivi « quantitatif » du niveau de reprise, au moyen d'un tableau, avec les organisations syndicales.

Organisation

a) Présentation

Régime de travail
S'agissant de l'organisation du travail, en termes d'horaires, si les ouvertures de bureau (posées par la voie réglementaire) ne seront pas modifiées, la souplesse sera de mise.
À titre général, il est demandé d'éviter les heures de pointe s'agissant des transports en commun.
Des plages fixes et variables pourront éventuellement être alternées. Là-encore, c'est le cas par cas qui doit être la norme.

Scolarité
Il est rappelé, pour la énième fois, que l'administration ne demande pas d'attestation de non prise en charge scolaire pour les enfants et ce jusqu'au 2 juin.
S'agissant de la question scolaire, les choses vont être variables. En tout état de cause, ce n'est pas l'école « classique » qui reprend. Ce sujet là sera traité au niveau de la Fonction Publique.

Indicateurs de performance :
Nous avons cru comprendre que quelques uns sont angoissés par le sujet (si, si!)…
La DG indique qu'elle ne peut pas se désintéresser du suivi d'activité. Logique et attendu…
Cependant, elle a annoncé qu'atteindre les objectifs cibles n'est clairement pas une préoccupation pour l'année 2020, qui sera tout sauf normale.

b) Commentaires de SOLIDAIRES

Pour SOLIDAIRES Douanes, les annonces sont globalement adaptées. Par nature, elles sont complexes à mettre en œuvre. La situation n'est, à l'évidence, simple pour personne.

Au niveau local, il y a pas mal de gens qui gèrent cela intelligemment, de façon pragmatique et au mieux de leurs moyens, qui ne sont pas infinis.

… et il y a les autres … Parfois, les mots nous manquent pour qualifier ce qui nous remonte ici ou là. En utilisant des mots en « -isme », on oscille entre *conformisme* et *crétinisme*.
De tels comportements sont non seulement inadmissibles, mais ils sont dangereux. Ceux qui estiment qu'il faut revenir en masse dès maintenant, qu'il faut avoir le c...l vissé sur son siège, pour qu'un petit cheffaillon tétanisé puisse se rassurer à peu de frais, que le télétravail est une horreur absolue, n'ont manifestement rien compris aux instants que nous vivons. Il faut clairement traquer (le verbe est utilisé à dessein) ces comportements.

Pour nous, au-delà des instructions générales, **le sujet est maintenant vraiment leur déclinaison** au plan local et celui des **moyens déployés** pour la protection des agents et la sécurisation de l'accomplissement des missions.

Moyens de protection

Nous ne pouvions pas ne pas relever un avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES), qui souligne le risque de projection arrière des gouttelettes portant le virus. C'est un sujet pour les unités de surveillance notamment. Il ne s'agit bien sûr pas d'agiter des peurs, mais en tout état de cause, un retour de la médecine de prévention sur le sujet s'impose.

Pour les masques, la distribution est « territorialisée » (préfet du département). La Douane occupe le rang prioritaire n° 3, à l'instar des forces de sécurité.
Les masques qui sont distribués sont des modèles grand public (dont la capacité de filtration est de 90%).
Il est à noter que la DG a choisi de prendre en charge la distribution de masques pour le trajet domicile / travail. C'est d'autant plus adapté que le masque sera assez largement obligatoire dans les transports en commun.

Visière/savon
La question de la visière de protection est en débat. Les avis sont partagés. Pour notre part, nous préférons le trop au trop peu. Toutefois, il est fortement recommandé d'associer un masque à la visière. Utilisée seule, cette dernière ne serait pas suffisamment protectrice.
Enfin, il semble y avoir une forme de consensus dans le débat gel hydroalcoolique *versus* savon, à privilégier plutôt le deuxième ...

Les DI n'ont pas remonté de difficultés majeures s'agissant des moyens de protection.
Ce qui nous étonne franchement car, pour notre part, nous disposons de très nombreux exemples où il manque beaucoup de choses. Sans vouloir être alarmistes, il est évident que, dans le quotidien professionnel, les aspects à prendre en compte sont très nombreux.
Pour l'heure, ce point était, est et restera un sujet de préoccupation majeure.

Plaidoyer pour l'Île-de-France

Cette région qui compte plusieurs milliers d'agents est le plus grand « champ » de l'épidémie.
Métro, RER, tramways, gares bondées, … le risque de propagation est manifeste, compte tenu de la densité de population.
Le taux actuel de transmission ne laisse aucun doute sur la sensibilité de la question.

Le Gouvernement met en place une obligation d'attestation pour l'utilisation des transports en commun, qui seront limités à 15 % de leur volume habituel.
Par ailleurs, il souhaite ne pas voir le trafic automobile exploser (une légère contradiction qui s'annonce …).
En conséquence, les difficultés habituelles du quotidien vont être largement aggravées.

SOLIDAIRES Douanes, *compte tenu des contraintes spécifiques, demande à la Direction Générale de poser un cadre spécifique pour les agents franciliens, afin de faciliter au maximum une vie qui ne va pas être simple dans les semaines qui viennent …*

Surveillance

Gestion des PPA (points de passage autorisés)
Pour l'heure, les axes sur cet important dossier sont le maintien d'un nombre restreint de points ouverts, la simplification des mesures administratives notamment pour les travailleurs frontaliers et le fait de limiter les contrôles au mode dynamique.
Il faudra être attentif sur les conditions matérielles (et notamment les aspects sanitaires), afin que les agents puissent travailler dans des conditions correctes et adaptées à la pandémie.
La question de la coopération avec l'Intérieur et avec les autres États membres sera évidemment au cœur du sujet.

Gestion de cote
Nous avons indiqué qu'on ne pouvait pas voir des cotes post 11 mai ressembler à ce qu'on a connu avant le 16 mars.
Par ailleurs, il est redemandé de veiller à ne pas mettre de services courts, inapproprié dans la période.

Services à l'arrêt / DIPA…
La question se pose notamment pour les unités SU de la direction interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA). On est partis pour une certaine durée semble-t-il…
En conséquence, la DG réfléchit à une éventuelle mise en place de services terrestres dans les secteurs avoisinants ! La prise de service se ferait toutefois à Roissy et à Orly. Le sujet serait à l'étude à la DG alors qu'il n'a jamais été évoqué localement… Qui balade qui ?

Lundi 11 mai, nous passerons donc à l'étape 2. Elle est différente de celle qui l'a précédée. Elle marque le début du déconfinement. Mais elle ne jette pas à bas toutes les mesures spécifiques et les orientations qui ont été prises. Y compris par l'administration des Douanes. **Ce n'est en aucun cas le retour à la normale.**
Il est possible – on ne l'espère évidemment pas - qu'à l'issue de 14 ou 21 jours de déconfinement, on assiste à une reprise de l'épidémie, surtout dans les endroits à forte circulation. Ce sombre scénario ne peut être écarté, parmi les hypothèses. Voilà qui doit nous guider, non seulement le 11 mai, mais aussi pour les 3 semaines qui viennent avant la nouvelle évaluation de la situation (2 juin).
Nous espérons que ceci est bien intégré par toutes celles et ceux qui sont en responsabilité d'encadrement des autres. Soucieuse de ses directeurs, la DG a souligné que ce n'est pas facile de « *trancher les choses dans la solitude d'un bureau* ». Certes. Cependant, ceux qui n'ont pas un comportement en adéquation avec le contexte sont manifestement en décalage complet. Leur « conception » sera audible le jour où le Covid19 ne circulera plus que dans les livres d'histoire du 21ème siècle. Ou le jour (bienheureux) où un vaccin aura été trouvé ou celui où un médicament s'avérera opérant. Lundi prochain, et même dans les semaines qui viennent, nous ne serons pas dans ce cas. **La voie est donc très claire et on ne peut tolérer d'écart.**

Annexe : Recensement comparatif, évolution par direction depuis un mois et demi *(début)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																									
			En présentiel				En quatorzaine										Malades											
							OPCO-AG				SURV				total				OPCO-AG				SURV				total			
			Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril	
			20	27	03	10	20	27	03	10	20	27	03	10	20	27	03	10	20	27	03	10	20	27	03	10	20	27	03	10
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	32	28	27	6	NC	5	5	0	NC	13	14	0	0	18	19	0	NC	4	2	2	NC	2	3	2	0	6	5	4
		DR Guyane	51	42	46	52	NC	2	3	2	NC	5	6	3	4	7	9	5	NC	0	0	0	NC	0	0	0	1	0	0	0
		DR Martinique & services DI	43	39	41	0	NC	5	1	1	NC	3	2	0	1	8	3	1	NC	2	3	2	NC	1	3	3	2	3	6	5
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	64	46	38	41	NC	2	2	0	NC	6	5	0	4	8	7	0	NC	0	0	0	NC	0	0	0	0	0	0	0
		DR Mayotte	32	22	15	17	NC	2	0	0	NC	1	0	0	3	3	0	0	NC	0	0	0	NC	0	0	0	0	0	0	0
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	80	30	30	29	NC	2	2	0	NC	0	0	0	2	2	2	0	NC	0	0	0	NC	0	0	0	0	0	0	0
		DR Polynésie-Française (DRPF)	102	13	5	10	NC	2	2	0	NC	3	0	0	0	5	2	0	NC	0	0	0	NC	0	0	0	0	0	0	0
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		14	13	13	12	NC	0	0	0	NC	1	0	0	1	1	0	0	NC	0	0	0	NC	0	0	0	0	0	0	0
Directions hexago-nales	DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		306	255	249	267	NC	12	12	9	NC	103	48	18	87	115	60	27	NC	11	12	12	NC	27	28	19	19	38	40	31
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		137	126	117	119	NC	6	3	2	NC	6	7	4	13	12	10	6	NC	1	3	2	NC	1	2	3	1	2	5	5
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		113	124	126	124	NC	9	2	1	NC	36	10	4	41	45	12	5	NC	1	0	0	NC	4	4	1	1	5	4	1
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		167	172	166	112	NC	8	4	2	NC	54	22	13	29	62	26	15	NC	5	2	5	NC	18	7	6	18	23	9	11
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		328	290	293	307	NC	4	1	1	NC	65	16	9	150	69	17	10	NC	8	5	4	NC	32	18	7	17	40	23	11
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		172	169	176	181	NC	17	18	13	NC	53	17	10	40	70	35	23	NC	22	21	17	NC	31	26	22	19	53	47	39
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		134	114	111	119	NC	4	1	2	NC	27	6	2	23	31	7	4	NC	4	5	1	NC	1	1	0	2	5	6	1
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		151	137	137	124	NC	2	0	0	NC	7	5	5	5	9	5	5	NC	0	0	0	NC	1	1	0	0	1	1	0
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		161	126	157	142	NC	9	6	1	NC	50	29	18	20	59	35	19	NC	5	4	3	NC	11	9	7	5	16	13	10
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		192	171	186	181	NC	7	3	2	NC	43	13	10	27	50	16	12	NC	2	3	1	NC	5	4	4	0	7	7	5
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		237	164	140	142	NC	44	13	3	NC	136	39	23	110	180	52	26	NC	15	24	16	NC	29	40	38	23	44	64	54
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		21	18	17	20	NC	2	4	3	NC	0	0	0	0	2	4	3	NC	4	4	4	NC	0	0	0	1	4	4	4
	Direction générale (DG)		25	27	22	26	NC	9	3	1	NC	0	0	0	11	9	3	1	NC	16	12	4	NC	0	0	0	7	16	12	4
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		99	93	100	103	NC	0	0	0	NC	57	10	5	104	57	10	5	NC	0	0	0	NC	14	13	8	5	14	13	8
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		238	270	143	148	NC	12	4	1	NC	42	6	3	58	54	10	4	NC	6	6	5	NC	5	3	1	5	11	9	6
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		14	18	22	16	NC	2	1	2	NC	0	0	0	2	2	1	2	NC	5	4	2	NC	0	0	1	2	5	4	3
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		25	20	17	20	NC	4	1	0	NC	0	3	0	1	4	4	0	NC	0	1	0	NC	0	1	1	1	0	2	1
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		1	4	12	13	NC	0	0	0	NC	11	5	1	6	11	5	1	NC	0	0	0	NC	3	2	1	1	3	2	1
Total toute DGDDI			2939	2531	2406	2331	NC	171	91	46	NC	722	263	128	742	893	354	174	NC	111	111	80	NC	185	165	124	130	296	276	204

Nota bene sur « NC » dans les colonnes OPCO-AG et SURV pour le 20/03 : les données statistiques par branche n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 25/03/2020.

Annexe : Recensement comparatif, évolution par direction depuis un mois et demi *(suite et fin)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																													
			En présentiel				ASA		télé-travail		En quatorzaine												Malades											
											OPCO-AG				SURV				total				OPCO-AG				SURV				total			
			Avril			Mai	Avril	Mai	Avril	Mai	Avril			Mai	Avril			Mai	Avril			Mai	Avril			Mai	Avril			Mai	Avril			Mai
			17	24	30	7	30	7	30	7	17	24	30	7	17	24	30	7	17	24	30	7	17	24	30	7	17	24	30	7	17	24	30	7
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	25	27	27	**28**	149	**143**	51	**49**	0	1	1	**1**	0	0	0	**1**	0	1	1	**2**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**
		DR Guyane	48	55	65	**63**	80	**73**	8	**14**	0	0	0	**0**	2	0	1	**1**	2	0	1	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
		DR Martinique & services DI	40	43	52	**63**	132	**125**	43	**36**	0	0	4	**4**	0	0	0	**0**	0	0	4	**4**	0	0	0	**0**	2	1	1	**1**	2	1	1	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	50	47	48	**56**	103	**95**	41	**40**	0	0	0	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
		DR Mayotte	15	16	20	**19**	49	**51**	13	**13**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	28	80	77	**83**	4	**0**	1	**0**	2	2	0	**0**	1	1	1	**0**	3	3	1	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	14	21	18	**38**	55	**43**	38	**29**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		13	15	20	**20**	0	**0**	1	**1**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
Directions hexago-nales	DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		294	274	309	**345**	625	**633**	304	**294**	7	4	1	**1**	10	3	2	**1**	17	7	3	**2**	5	3	2	**0**	6	4	2	**1**	11	7	4	**1**
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		120	130	154	**167**	273	**270**	120	**123**	0	0	0	**0**	5	0	0	**0**	5	0	0	**0**	1	1	1	**0**	2	2	2	**1**	3	3	3	**1**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		122	118	144	**141**	192	**196**	254	**260**	0	0	0	**0**	3	1	1	**2**	3	1	1	**2**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		204	238	276	**291**	602	**560**	225	**230**	0	0	0	**1**	14	7	2	**0**	14	7	2	**1**	2	2	1	**2**	7	5	3	**3**	9	7	4	**5**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		311	319	351	**364**	679	**664**	190	**210**	1	1	1	**1**	15	11	2	**6**	16	12	3	**7**	4	4	1	**1**	5	5	7	**3**	9	9	8	**4**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		186	200	215	**245**	575	**560**	338	**230**	13	7	1	**1**	8	8	4	**0**	21	15	5	**1**	13	8	7	**2**	19	15	10	**3**	32	23	17	**5**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		109	117	140	**137**	302	**305**	283	**284**	1	1	0	**0**	0	0	0	**0**	1	1	0	**0**	0	0	0	**0**	2	2	0	**0**	2	2	0	**0**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		139	144	155	**156**	287	**299**	452	**444**	0	0	0	**0**	2	0	0	**0**	2	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		161	168	180	**181**	380	**334**	330	**345**	0	0	0	**0**	7	1	1	**0**	7	1	1	**0**	0	0	0	**0**	2	1	1	**0**	2	1	1	**0**
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		194	217	224	**210**	501	**452**	304	**313**	2	1	1	**1**	5	2	2	**1**	7	3	3	**2**	0	0	0	**0**	3	0	0	**0**	3	0	0	**0**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		160	146	193	**199**	1206	**1164**	117	**115**	1	5	5	**4**	16	9	5	**2**	17	14	10	**6**	8	7	6	**6**	24	18	12	**12**	32	25	18	**18**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		20	23	24	**29**	23	**19**	119	**114**	1	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	2	1	1	**1**	0	0	0	**0**	2	1	1	**1**
	Direction générale (DG)		29	31	40	**48**	27	**30**	659	**642**	1	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	1	**1**	0	0	0	**0**	1	0	1	**1**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		123	122	144	**164**	395	**389**	181	**167**	0	0	0	**0**	4	3	1	**1**	4	3	1	**1**	1	1	0	**0**	7	2	2	**1**	8	3	2	**1**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		151	151	382	**456**	180	**164**	133	**127**	1	1	0	**0**	2	0	0	**1**	3	1	0	**1**	2	1	1	**1**	1	0	0	**0**	3	1	1	**1**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		21	22	27	**44**	79	**61**	468	**467**	2	1	1	**0**	0	0	0	**0**	2	1	1	**0**	2	0	0	**1**	1	0	0	**0**	3	0	0	**1**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		19	18	23	**26**	22	**18**	149	**150**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		11	11	8	**18**	8	**7**	240	**232**	0	0	0	**0**	1	0	0	**0**	1	0	0	**0**	0	0	0	**0**	2	1	1	**0**	2	1	1	**0**
Total toute DGDDI			2607	2753	3316	**3591**	6928	**6651**	5062	**5026**	32	24	15	**16**	95	46	22	**19**	127	70	37	**35**	41	28	21	**20**	86	56	41	**33**	127	84	62	**53**

Nota bene sur les colonnes ASA et télétravail : les données statistiques n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 30/04/2020.
Par ailleurs, le total agents en présentiel + en télétravail + en ASA + malades ≠ total agents DGDDI. En effet, le reliquat d'agents est sur d'autres positions (CA, CMO hors Covid-19, CLM/CLD, agents non cotés).

Plan de reprise : Part one …

Un 1er groupe travail s'est tenu sur le plan de reprise d'activités (PRA) pour la DGDDI (un 2ème est prévu jeudi – halte à la gourmandise! – pour finaliser le document).

Introduction

Ce PRA pose des principes généraux qui doivent guider l'exercice et les modalités pratiques de mise en œuvre. Le document – roboratif … (27 pages!) – est pour le moins exhaustif, comme vous pourrez le constater.

Dans les déclinaisons pratiques, certaines choses nous laissent bien évidemment interrogatifs, voire dubitatifs. Parfois, cela peut aussi sembler assez éloigné du réel, pour ce qui est des possibilités de mise en œuvre concrète au quotidien.

Toutefois, d'un point de vue général, le document est logique et cohérent. À titre d'exemple, il prévoit que les sorties en entreprises sont strictement limitées. Ceci correspond à la fois à la gestion du risque et à la période.

Principes généraux

C'est notamment les principes généraux, forme de guide d'action, qui nous paraissent devoir être mis en exergue. On retiendra ici :

Progressivité
un principe de progressivité et d'adaptation aux contraintes et aux besoins.

Protection
La nécessité de disposer de tous les moyens de protection définis par la médecine de prévention. Si tel n'est pas le cas, l'activité concernée doit être arrêtée. La DG valide pleinement ce point.

Télétravail
Le fait que le télétravail doit demeurer un engagement massif.
C'est à la fois du bon sens et le respect des consignes politiques au plus niveau.

Fragiles/enfants
Une attention particulière à la question des agents « en fragilité » (quelle que soit leur branche et leur affectation) et celle de la garde d'enfants.

Progressivité

La progressivité correspond à la période (et à la commande politique) et surtout à l'exigence en termes sanitaires et de prudence dans un contexte pour le moins incertain en tout cas évolutif. Si un hurluberlu local estime que le 11 mai, c'est retour au service pour tout le monde, il n'a manifestement rien compris au film ! *Pour SOLIDAIRES, là-dessus, nous faisons chorus et la DG a eu une formule assez claire sur ce point.*

Points spécifiques

- **l'accueil** physique du public sera réduit.
- pas de reprise de la **TPCI** à l'heure actuelle
- la notion de « **task force » économique** a un peu laissé tout le monde dans le doute et sera revue.
- une réflexion est en cours sur l'utilisation des **cartes achat** (et leur déplafonnement)

Télétravail (TT)

Sur le télétravail, la DG a indiqué que ceux qui sont en télétravail le 10 mai ne le sont pas forcément le 11 du moins pas de manière automatique.
Mais, pour les « mal-comprenants », qui pourraient se trouver ici ou là dans la hiérarchie locale, le télétravail est puissamment encouragé. Le grand monsieur à la barbe de plus en plus bicolore à fur et à mesure de la crise, qui est constitutionnellement le chef de l'administration (le Premier Ministre) l'a encore rappelé le 28 avril.

Au niveau de la DG (et en accord avec les organisations syndicales – la nôtre en tout cas), il y a eu un cadre pragmatique qui a été posé :

- lien avec milieu professionnel rompu = ASA,
- lien non rompu = TT.

La chose nous semble simple et de bon aloi dans une période d'exception. À notre sens, si du côté de la rue des Deux Communes à Montreuil, il est donné un cadre global, ce n'est pas pour qu'ici ou là, des aventuriers administratifs s'évertuent à le vider de son sens, par quelque invention de leur composition !
Ou alors, c'est que les intéressés prennent un plaisir malsain à démonétiser la parole de la DG … En tout état de cause, pour SOLIDAIRES, il n'y a, sur ce point, qu'une Douane et nous ne sommes pas une constellation de PME ou chacun fait à sa sauce, au gré de son bon plaisir ou selon le regard qu'il porte sur les agents.

Matériels de protection / équipements

En général, s'agissant des matériels de protection, la DG ne cache pas que la situation est tendue et que nous n'avons pas une visibilité énorme devant nous.
Par ailleurs, il faut préciser que le juge de paix en matière de répartition entre les services est le Ministère de l'Intérieur et les préfets. Pour la DG, il est clair que le PRA pourra être allégé selon nos possibilités réelles.

Sur les masques, le port reste facultatif. Pour la DG, une obligation pourrait être contre-productive, en détournant l'attention par rapport aux autres gestes barrières.
Euh … ne serait-ce pas plutôt un problème de moyens ? En tout état de cause, suite à notre interpellation, la DG a indiqué que les agents auraient tout ce qu'il faut. A vérifier sur le terrain, bien sûr.

Sur les climatisations, il y a une interrogation sur leur rôle dans la propagation du virus (notamment s'agissant des climatisations collectives).
A notre sens, le principe de précaution doit clairement primer. Surtout face à des constats scientifiques qui semblent très évolutifs depuis le début.

Activités

En matière d'activités, toutes sont passées en revue, du dédouanement à la lutte contre la fraude (LCF) jusqu'aux fonctions support. *Pour SOLIDAIRES, la grille de lecture doit être clairement adaptée à la période et aux exigences de la collectivité. Ainsi, le dédouanement, les missions économiques et de soutien, les activités permettant le fonctionnement de l'État et de l'Administration peuvent être priorisées. Cette période, parmi ses nombreux aspects étranges met en lumière bon nombre de « soutiers » de la DGDDI et, quelque part, ce n'est que justice …*

Un point au goût saumâtre :
le transfert de missions DGDDI vers DGFIP

Il est cité dans le document. Nous espérions l'inverse, ou au moins une temporisation de crise. Mais comme c'est un plan jupitérien datant du passage de l'intéressé à Bercy et que la chose a déjà été intégrée dans la loi de finances, la chose n'était pas possible … *Pourtant pour SOLIDAIRES l'État sait faire une loi pour en défaire une autre. Mais surtout, cela nous apparaît comme quelque chose qui est plutôt du côté de la difficulté de mise en œuvre et de la fragilisation de l'action publique et donc un autre scénario nous paraissait hautement souhaitable. La crise rebat donc les cartes … mais pas toutes ! Pourtant, ce gouvernement vante assez souvent les mérites de ce qu'on appelle « l'agilité ». Il faut donc croire que par certains côtés, il est plutôt ... raide !*

Relations humaines

Congés/RTT – SURV : La DG propose un calcul au pro-rata pour la SURV s'agissant de la réduction de jours congés /RTT. Il s'agit de tenir compte des unités où on a alterné présence en service et MDC. Sachant que cette dernière n'est pas une position pure d'absence, la chose est entendable vis-à-vis de l'ordonnance « scélérate ».
Même si ce n'est pas une solution parfaite, cela peut être pris en compte. Dans l'esprit, cela nous paraît d'ailleurs tout à fait légitime. Et de toutes façons, tout ce qui peut limiter la puissante casse que cette ordonnance va créer à tous les niveaux, est bon à prendre.

Garde d'enfants : à compter du 2 juin, une attestation d'absence de possibilité scolaire sera exigée pour une ASA. Si l'agent ne souhaite pas remettre ses enfants à l'école *(rappelons que c'était ce que préconisait le conseil scientifique)*, il devra poser des CA.
Fragiles : la notion d'agent en fragilité comprend également la branche SU.
Concours : le principe du grand oral est maintenu. Par contre, des épreuves vont être supprimés.
Régimes de travail : les plages horaires devront être adaptées et assouplies (la notion de côte de service pourrait être étendue aux services AG/CO).

Calendrier de mise en place

Les DI ont pour tâche (déjà commencée) de décliner la chose au plan local, en concertation avec les représentants des agents. La DG supervise l'exercice, mais n'a pas vu de discordance entre les deux niveaux. *N'hésitez pas s'il faut la détromper à tel ou tel endroit !*

La 2ème séance du jeudi 07 mai devrait apporter quelques modifications.
Pour notre part, nous sommes très attentifs sur la question des transports en commun, qui sont un vecteur pandémique dangereux et qui doivent vraiment l'objet d'une prise en compte.

SOLIDAIRES Douanes insiste à chaque fois sur l'impératif premier, à savoir la protection des agents. C'est notre côté « bourrin » … assumé et revendiqué ! Tout simplement parce que c'est le rôle d'une organisation syndicale et il serait difficile d'y renoncer d'autant plus face à une crise sanitaire.

Cette nouvelle organisation face à la pandémie est assez titanesque à mettre en œuvre. On en est pleinement conscients. Elle touche des moyens concrets (locaux notamment), mais également l'organisation du travail. Cela va même jusque dans des aspects très pointus comme la climatisation ou la question des gels hydroalcooliques (sur lesquelles la DGCCRF avait émis une alerte en début de crise). **Raison de plus pour se donner du temps et c'est bien ainsi que nous entendons la période qui s'ouvre à compter du 11 mai.**

Un autre choix nous semblerait irréaliste. **Tout ceci pourrait être résumé dans un mot d'ordre valable dans la crise et au-delà : les choses ne doivent pas recommencer comme avant !**

Annexe

Déclaration préalable de SOLIDAIRES Finances

Annexe : notre déclaration préalable

Solidaires DOUANES

Groupe de Travail de Réseau
Plan de Reprise d'Activité
Mardi 05 mai 2020 (audioconférence)

Organisation / Conditions de travail — ***Liminaire***

Dans un premier temps, nous allons d'abord nous attacher à l'introduction, notamment au travers des lignes qu'elle pose.

Vous écrivez qu'il faut travailler à la reprise de l'ensemble des missions et au retour en activité de tous les agents. C'est logique. Vous êtes dans votre rôle. Et en fait vous pouviez difficilement écrire autre chose …
Pour notre part, à l'instar de la position tenue en ministériel, un tel retour n'est **ni possible, ni souhaitable. En tout, pas à ce stade.** Une position inverse serait nier, pour partie, la gravité de la situation et la réalité de l'état des services face à la menace que nous affrontons.

Vous ajoutez que ce retour doit se faire « *dans le temps et en fonction des conditions* » locales. Voilà qui est déjà plus pour nous plaire …
Nous notons également les termes suivants : « *garantissant la protection de la santé et de la sécurité des agents* ». C'est évidemment le critère premier. Il y a un consensus là-dessus. Ce dernier doit être partagé (et appliqué!!) à tous les niveaux.
Vous évoquez également les facteurs exogènes. C'est également un facteur important, surtout pour une administration qui a les deux pieds (et plus …) dans le réel commercial, celui de l'activité économique et des échanges.

À titre général, nous sommes moins inquiets pour l'État (et les missions douanières). Celui-ci (et ces dernières) « repartiront », même avec du temps, même dans un contexte quotidien infiniment plus compliqué. L'État peut paraître fragile (surtout quand il n'est pas crédible et qu'il suscite la défiance de ses propres agents). Mais d'un autre coté, et s'il le veut bien, l'État est peut être plus fort que jamais. Mais cela, c'est la suite de l'histoire qui le dira …
En tout état de cause, nous avons là un double phénomène :

- un premier pour lequel, nous sommes dans l'urgence impérieuse (la crise sanitaire),
- un deuxième pour lequel nous sommes sur un temps plus long, même s'il y a des urgences (le redémarrage de l'administration, qui d'ailleurs ne s'est jamais complètement arrêtée, la remarque mérite d'être faite).

Ce duo ou cette « ligne de crête » (référence empruntée à qui vous savez …) n'est pas simple, mais doit absolument guider la marche des choses au-delà de ce 11 mai, (s'il est confirmé …), là encore à tous les niveaux que ce soit.

Nous observons également que le télétravail apparaît dès l'introduction, ce qui est une forme de consécration, correspondant d'ailleurs à ce que nous avons encore entendu hier.

Pour en arriver au contenu de ce PRA, par bien des aspects, il ne nous pose pas de problème en tant que tel. Il y a bien évidemment des choses qui nous interrogent et d'autres qui nous semblent irréalistes. Nous y reviendrons dans ce GT ou par écrit.
Toutefois, au-delà de ce qui est un cadre formel (et qui en a donc toutes les caractéristiques), ce n'est pas vraiment le contenu du PRA qui nous mobilise le plus, mais surtout les deux aspects suivants :

- **la traduction concrète qui en est faite sur le terrain.**
- **les moyens dont disposent vraiment les services** pour affronter le double défi évoqué ci-dessus et en premier lieu, le risque sanitaire.

Même si un cadre général est nécessaire, à notre sens, c'est plutôt à ce niveau-là que se joueront vraiment les choses et sur lesquelles nous serons bien sûr vigilants.

La délégation SOLIDAIRES Douanes
Le mardi 5 mai 2020

Solidaires DOUANES

Comité Technique de Réseau
Format **H**ygiène, **S**écurité, **C**onditions de **T**ravail
Jeudi 30 avril 2020 (audioconférence)

Organisation / Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Les 1ères pistes … de l'après 11 mai

Un Comité technique DGDDI s'est tenu aujourd'hui (30/04), en format CHSCT. Bien évidemment, l'instance fut entièrement dédiée à la crise du Coronavirus.

1°) Calendrier

Tout d'abord quelques points réaffirmés ou annoncés par la DG :

- Le 11 mai n'est que le début du déconfinement, avec une reprise d'activité progressive dans le respect (« strict » se permet-on d'ajouter …) des conditions sanitaires et en privilégiant le télétravail. Voilà en quelque sorte une forme de feuille de route qui s'impose à toutes et tous et à tous niveaux.
- Le Plan de reprise d'activité (PRA) sera dévoilé lundi prochain, puis évoqué en groupes de travail. Les DI peuvent d'ores et déjà enclencher des échanges au plan local sur leur propre PRA.
- Nombre de malades : Si on regarde dans le rétroviseur, on repère un « pic » de contamination DGDDI au 27 mars, avec 296 agents malades. Ensuite, ce chiffre a décru (67 cas hier). Globalement, le virus a plus touché la SURV que l'AG/CO.
- Statistiques : une attention particulière est portée sur la hausse du nombre d'agents en présentiel. Le tableau quotidien RH sera désormais adapté en déclinant plus précisément les différentes situations statutaires.
- Le trafic et la circulation intra Union européenne (UE) devraient reprendre dans une certaine mesure, en raison du déconfinement dans d'autres États membres de l'UE et de l'espace Schengen. En conséquence, l'activité des points de passage autorisé (PPA) devrait repartir à nouveau à la hausse.

SOLIDAIRES DOUANES réitère son attachement à un travail par phases :

- *jusqu'au 11 mai : les grandes lignes ne doivent pas bouger.*
- *du 11 mai au 2 juin : évolution modérée, avec maintien des systèmes mis en place.*
- *au-delà du 2 juin : … on verra à ce moment-là. Mais on ne peut pas écarter l'idée d'un maintien de ce qui caractérisait les étapes précédentes.*

2°) Mesures de protection

Lien avec les missions : Quelle que soit la période, il est affirmé par la DG que le principe « si on n'a pas les moyens de protection (au sens le plus large), on ne fait pas » doit demeurer impérativement.
Pour SOLIDAIRES, on ne peut déconnecter la question de la prévention de la priorisation des missions et des activités.

S'agissant des moyens de protection : *Pour SOLIDAIRES, il y a une tâche immense à accomplir (équipements, locaux, nettoyage spécifique, organisation du travail, … Manifestement, on est encore loin du compte (et personne n'a de baguette magique …). Raison de plus de se donner du temps, en encadrant strictement l'activité des services. En plus, cela permet de s'adapter face à une menace sur laquelle nous en apprenons tous les jours ou presque.*
Les personnels doivent être associés à la démarche (technicité et démocratie obligent!) : C'est pourquoi SOLIDAIRES demande le maintien de la mise à jour du Document d'évaluation des risques professionnels (DUERP) sur la thématique Covid-19.

La médecine de prévention a d'ailleurs été très claire, sur le fait que l'arme actuelle la plus efficiente est… la prévention !
Le reste est encore assez largement illusoire (à ce jour).

3°) Gestion du personnel

Pour SOLIDAIRES, s'agissant de la gestion RH, nous ne pouvons que souligner les effets dévastateurs de l'ordonnance Congés /RTT, en matière de rupture de confiance entre l'État employeur et l'agent, ce dernier n'étant pas responsable de sa situation !
D'ailleurs nombre de collègues sont encore à ce jour dans l'incertitude à propos de leur position statutaire passée et présente : Autorisation spéciale/exceptionnelle d'absence (ASA/AEA) ? Télétravail ?
En raison de cette ordonnance funeste, SOLIDAIRES demande une note de cadrage DG : il est nécessaire que chaque agent soit au clair s'agissant de sa situation vis-à-vis de l'administration, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

La DG indique que la note de cadrage est prête depuis plusieurs jours.
Le retard est dû à une demande de positionnement de la Direction générale de l'administration et de la Fonction publique (DGAFP) en matière de déplafonnement du Compte épargne temps.
La note de cadrage va être transmise dès ce jeudi soir. Dont acte, il n'en demeure pas moins que SOLIDAIRES continue d'être opposée au principe même de cette ordonnance.

4°) Déclinaison des différentes situations de travail

Dans l'optique de la reprise, un tableau a été construit par la DG en liaison avec la médecine de prévention. Il reprend trois chapitres :

- 1°) le contexte de travail (locaux, public, déplacements, manipulations, …)
- 2°) la question des contrôles (pas très éloignée des Plans de continuité d'activité – PCA…), reprenant le déroulement complet d'une procédure
- 3°) les questions transverses (ménage, transport, restauration…).

Une différenciation territoriale sera opérée, selon la situation du département concerné.

Après transmission aux organisations syndicales, ce tableau sera la base de discussion pour les deux prochains GT dédiés au plan de reprise d'activité (PRA).
Pour SOLIDAIRES, en ce dernier jour du mois d'avril et à moins de 2 semaines de la date du 11 mai, il était temps !

Éléments de synthèse

Pour SOLIDAIRES, il est évident (et quelque part assez logique…) qu'entre un descriptif et la réalité, il y aura un écart plus ou moins grand. Certes, ce sont des principes généraux. **Des éléments paraissent néanmoins assez criants :**

- il va être **compliqué d'atteindre 2 mètres entre les bureaux** …
- **idem s'agissant des guichets** (tant du côté service que du côté usagers)
- **le transport des personnes** (1 personne par ligne de sièges) **est compliqué à appliquer réellement**, ne serait-ce qu'en raison du nombre insuffisant de véhicules…
- **les protections amovibles (plexiglas) « le cas échéant ». Cela doit devenir beaucoup plus marqué** (un suivi local s'impose sur le sujet) et tenir davantage du « chaque fois que c'est nécessaire ».
- **la question de la durée de vie du virus** selon le support est à l'évidence un sujet de préoccupation.
- **le DUERP**, en la matière, n'est pas un gadget, mais plutôt un outil d'évaluation, qui ne peut être oublié dans la période malgré la nécessité d'agir vite..

(Liste bien sûr non limitative …)

En tout état de cause, la distanciation doit être mise en place avant et après la reprise, et elle n'obère nullement les autres mesures, dont le télétravail notamment, la prise en compte des personnes fragiles, la garde d'enfants, …

Paris, le 30 avril 2020

Pour SOLIDAIRES siégeaient *: Claire Courtade et Morvan Burel (titulaires), Cécile Hansen et Fabien Milin (suppléants) et Agnès Grout et Philippe Bock (experts).* ***Pour plus de précisions, les contacter.***

Annexe n°1 : notre déclaration préalable

Solidaires DOUANES

Comité Technique de Réseau
Format Hygiène, Sécurité, Conditions de Travail
Jeudi 30 avril 2020 (audioconférence)

Organisation / Conditions de travail — ***Liminaire***

Madame la présidente,

Après les séances du Comité technique de réseau (CTR) de janvier sur les effectifs 2020, nous nous retrouvons donc aujourd'hui pour le deuxième Comité de l'année.

Un Comité entièrement et uniquement dédié au Covid-19.

Certes, durant le mois et demi écoulé, vous vous êtes entretenue régulièrement avec la représentation du personnel quasi au jour le jour, via des conférences téléphoniques, d'abord quotidiennes puis bi-hebdomadaires.
Ici, l'exercice est complémentaire. Aux précédents entretiens « la tête dans le guidon », il s'agit désormais de prendre de la hauteur, de réinsérer du temps long. Afin d'éviter de reproduire les soubresauts rencontrés lors de la mise en place du plan de continuité d'activité (PCA), lors de la 1ère quinzaine de confinement (2ème quinzaine de mars), il s'agit maintenant de préparer au mieux le plan de reprise d'activité (PRA) après le 11 mai.

Mais l'exercice d'aujourd'hui est contraint.

- Il est d'abord temporel : 3 à 4 heures sur la matinée sont insuffisantes pour dessiner à la fois le bilan préalable et la projection pour l'avenir.
Pour travailler « sérieusement », c'est-à-dire tout à la fois dans la sérénité et l'efficacité, pour SOLIDAIRES Douanes, il importe de limiter la réunion d'aujourd'hui à la seule phase bilan. Et de prévoir une 2de séance dédiée à la reprise d'activité.

- Il est ensuite méthodologique : nous vous remercions pour la transmission des différents documents de travail relatifs aux différentes mesures prises au niveau de la prévention et des relations humaines (RH).
Le tableau récapitulatif des notes administratives (NA) est particulièrement utile. Néanmoins, nombre d'entre elles ont souffert d'une non cotation aux personnels concernés, notamment en matière RH. Il aurait été utile que ces notes soient transmises à la représentation du personnel.
Surtout, l'ordre du jour transmis est réduit à sa plus simple expression : « *COVID-19* ». Aussi, nous ne savons ni dans quel ordre vous souhaitez aborder les documents de travail, ni si les échanges tiendront compte de ceux-ci ou s'il sera tenu compte des avis de la représentation du personnel. En d'autres termes, si la réunion d'aujourd'hui a un sens.

En effet nos collègues nous signalent des cotes de service de retour à la situation d'avant crise à partir de la date du 11 mai. Et nombreux sont les courriels hiérarchiques sur un retour en présentiel, en effectif « normal » (hors personnes fragiles), alors qu'il n'y a aucune garantie en matière :
- d'espaces de circulation,
- d'équipements de protection – individuelle et collective –,
- ou encore de nettoyage quotidien des locaux.

Pour rappel, l'état d'urgence sanitaire ne se clôt pas le 11 mai. Il dure au moins jusqu'au 25 mai. D'ailleurs, ce mardi 28 avril, le Premier ministre a déclaré devant la représentation nationale qu'il appelait à une prolongation de 3 semaines du télétravail.
La DGDDI n'est-elle pas concernée par cette préoccupation de bon sens ?

La délégation SOLIDAIRES Douanes
Le jeudi 30 avril 2020

Annexe n°2 : Recensement comparatif, évolution par direction depuis un mois et demi *(début)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																									
			En présentiel				En quatorzaine										Malades											
							OPCO-AG				SURV				total		OPCO-AG				SURV				total			
			Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril	
			20	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	*32*	*28*	*27*	**6**	*NC*	*5*	*5*	**0**	*NC*	*13*	*14*	**0**	*0*	*18*	*19*	**0**	*NC*	*4*	*2*	**2**	*NC*	*2*	*3*	**2**	*0*	*6*	*5*	**4**
		DR Guyane	*51*	*42*	*46*	**52**	*NC*	*2*	*3*	**2**	*NC*	*5*	*6*	**3**	*4*	*7*	*9*	**5**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*1*	*0*	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	*43*	*39*	*41*	**0**	*NC*	*5*	*1*	**1**	*NC*	*3*	*2*	**0**	*1*	*8*	*3*	**1**	*NC*	*2*	*3*	**2**	*NC*	*1*	*3*	**3**	*2*	*3*	*6*	**5**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*64*	*46*	*38*	**41**	*NC*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*6*	*5*	**0**	*4*	*8*	*7*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
		DR Mayotte	*32*	*22*	*15*	**17**	*NC*	*2*	*0*	**0**	*NC*	*1*	*0*	**0**	*3*	*3*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*80*	*30*	*30*	**29**	*NC*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*2*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*102*	*13*	*5*	**10**	*NC*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*3*	*0*	**0**	*0*	*5*	*2*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*14*	*13*	*13*	**12**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*1*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*306*	*255*	*249*	**267**	*NC*	*12*	*12*	**9**	*NC*	*103*	*48*	**18**	*87*	*115*	*60*	**27**	*NC*	*11*	*12*	**12**	*NC*	*27*	*28*	**19**	*19*	*38*	*40*	**31**
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*137*	*126*	*117*	**119**	*NC*	*6*	*3*	**2**	*NC*	*6*	*7*	**4**	*13*	*12*	*10*	**6**	*NC*	*1*	*3*	**2**	*NC*	*1*	*2*	**3**	*1*	*2*	*5*	**5**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*113*	*124*	*126*	**124**	*NC*	*9*	*2*	**1**	*NC*	*36*	*10*	**4**	*41*	*45*	*12*	**5**	*NC*	*1*	*0*	**0**	*NC*	*4*	*4*	**1**	*1*	*5*	*4*	**1**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*167*	*172*	*166*	**112**	*NC*	*8*	*4*	**2**	*NC*	*54*	*22*	**13**	*29*	*62*	*26*	**15**	*NC*	*5*	*2*	**5**	*NC*	*18*	*7*	**6**	*18*	*23*	*9*	**11**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*328*	*290*	*293*	**307**	*NC*	*4*	*1*	**1**	*NC*	*65*	*16*	**9**	*150*	*69*	*17*	**10**	*NC*	*8*	*5*	**4**	*NC*	*32*	*18*	**7**	*17*	*40*	*23*	**11**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*172*	*169*	*176*	**181**	*NC*	*17*	*18*	**13**	*NC*	*53*	*17*	**10**	*40*	*70*	*35*	**23**	*NC*	*22*	*21*	**17**	*NC*	*31*	*26*	**22**	*19*	*53*	*47*	**39**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*134*	*114*	*111*	**119**	*NC*	*4*	*1*	**2**	*NC*	*27*	*6*	**2**	*23*	*31*	*7*	**4**	*NC*	*4*	*5*	**1**	*NC*	*1*	*1*	**0**	*2*	*5*	*6*	**1**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*151*	*137*	*137*	**124**	*NC*	*2*	*0*	**0**	*NC*	*7*	*5*	**5**	*5*	*9*	*5*	**5**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*1*	*1*	**0**	*0*	*1*	*1*	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*161*	*126*	*157*	**142**	*NC*	*9*	*6*	**1**	*NC*	*50*	*29*	**18**	*20*	*59*	*35*	**19**	*NC*	*5*	*4*	**3**	*NC*	*11*	*9*	**7**	*5*	*16*	*13*	**10**
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*192*	*171*	*186*	**181**	*NC*	*7*	*3*	**2**	*NC*	*43*	*13*	**10**	*27*	*50*	*16*	**12**	*NC*	*2*	*3*	**1**	*NC*	*5*	*4*	**4**	*0*	*7*	*7*	**5**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*237*	*164*	*140*	**142**	*NC*	*44*	*13*	**3**	*NC*	*136*	*39*	**23**	*110*	*180*	*52*	**26**	*NC*	*15*	*24*	**16**	*NC*	*29*	*40*	**38**	*23*	*44*	*64*	**54**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*21*	*18*	*17*	**20**	*NC*	*2*	*4*	**3**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*2*	*4*	**3**	*NC*	*4*	*4*	**4**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*1*	*4*	*4*	**4**
	Direction générale (DG)		*25*	*27*	*22*	**26**	*NC*	*9*	*3*	**1**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*11*	*9*	*3*	**1**	*NC*	*16*	*12*	**4**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*7*	*16*	*12*	**4**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*99*	*93*	*100*	**103**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*57*	*10*	**5**	*104*	*57*	*10*	**5**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*14*	*13*	**8**	*5*	*14*	*13*	**8**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*238*	*270*	*143*	**148**	*NC*	*12*	*4*	**1**	*NC*	*42*	*6*	**3**	*58*	*54*	*10*	**4**	*NC*	*6*	*6*	**5**	*NC*	*5*	*3*	**1**	*5*	*11*	*9*	**6**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*14*	*18*	*22*	**16**	*NC*	*2*	*1*	**2**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*2*	*2*	*1*	**2**	*NC*	*5*	*4*	**2**	*NC*	*0*	*0*	**1**	*2*	*5*	*4*	**3**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*25*	*20*	*17*	**20**	*NC*	*4*	*1*	**0**	*NC*	*0*	*3*	**0**	*1*	*4*	*4*	**0**	*NC*	*0*	*1*	**0**	*NC*	*0*	*1*	**1**	*1*	*0*	*2*	**1**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*1*	*4*	*12*	**13**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*11*	*5*	**1**	*6*	*11*	*5*	**1**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*3*	*2*	**1**	*1*	*3*	*2*	**1**
Total toute DGDDI			*2939*	*2531*	*2406*	**2331**	*NC*	*171*	*91*	**46**	*NC*	*722*	*263*	**128**	*742*	*893*	*354*	**174**	*NC*	*111*	*111*	**80**	*NC*	*185*	*165*	**124**	*130*	*296*	*276*	**204**

Nota bene sur « NC » dans les colonnes OPCO-AG et SURV pour le 20/03 : les données statistiques par branche n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 25/03/2020.

Annexe n°2 : Recensement comparatif, évolution par direction depuis un mois et demi *(suite et fin)*

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																									
			En présentiel				ASA	télé-travail	En quatorzaine										Malades									
									OPCO-AG				SURV				total		OPCO-AG				SURV				total	
			Avril				Avril	Avril	Avril				Avril				Avril		Avril				Avril				Avril	
			10	*17*	*24*	**30**	**30**	**30**	*10*	*17*	*24*	**30**	*10*	*17*	*24*	**30**	*10*	*17*	*24*	**30**	*10*	*17*	*24*	**30**	*10*	*17*	*24*	**30**	*10*	*17*	*24*	**30**
Directions ultra-marines	**DI Antilles-Guyane**	**DR Guadeloupe**	*6*	*25*	*27*	**27**	**149**	**51**	*0*	*0*	*1*	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*1*	**1**	*2*	*0*	*0*	**0**	*2*	*1*	*0*	**0**	*4*	*1*	*0*	**0**
		DR Guyane	*52*	*48*	*55*	**65**	**80**	**8**	*2*	*0*	*0*	**0**	*3*	*2*	*0*	**1**	*5*	*2*	*0*	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	*0*	*40*	*43*	**52**	**132**	**43**	*1*	*0*	*0*	**4**	*0*	*0*	*0*	**0**	*1*	*0*	*0*	**4**	*2*	*0*	*0*	**0**	*3*	*2*	*1*	**1**	*5*	*2*	*1*	**1**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*41*	*50*	*47*	**48**	**103**	**41**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
		DR Mayotte	*17*	*15*	*16*	**20**	**49**	**13**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*29*	*28*	*80*	**77**	**4**	**1**	*0*	*2*	*2*	**0**	*0*	*1*	*1*	**1**	*0*	*3*	*3*	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*10*	*14*	*21*	**18**	**55**	**38**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*12*	*13*	*15*	**20**	**0**	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*267*	*294*	*274*	**309**	**625**	**304**	*9*	*7*	*4*	**1**	*18*	*10*	*3*	**2**	*27*	*17*	*7*	**3**	*12*	*5*	*3*	**2**	*19*	*6*	*4*	**2**	*31*	*11*	*7*	**4**
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*119*	*120*	*130*	**154**	**273**	**120**	*2*	*0*	*0*	**0**	*4*	*5*	*0*	**0**	*6*	*5*	*0*	**0**	*2*	*1*	*1*	**1**	*3*	*2*	*2*	**2**	*5*	*3*	*3*	**3**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*124*	*122*	*118*	**144**	**192**	**254**	*1*	*0*	*0*	**0**	*4*	*3*	*1*	**1**	*5*	*3*	*1*	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*112*	*204*	*238*	**276**	**602**	**225**	*2*	*0*	*0*	**0**	*13*	*14*	*7*	**2**	*15*	*14*	*7*	**2**	*5*	*2*	*2*	**1**	*6*	*7*	*5*	**3**	*11*	*9*	*7*	**4**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*307*	*311*	*319*	**351**	**679**	**190**	*1*	*1*	*1*	**1**	*9*	*15*	*11*	**2**	*10*	*16*	*12*	**3**	*4*	*4*	*4*	**1**	*7*	*5*	*5*	**7**	*11*	*9*	*9*	**8**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*181*	*186*	*200*	**215**	**575**	**338**	*13*	*13*	*7*	**1**	*10*	*8*	*8*	**4**	*23*	*21*	*15*	**5**	*17*	*13*	*8*	**7**	*22*	*19*	*15*	**10**	*39*	*32*	*23*	**17**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*119*	*109*	*117*	**140**	**302**	**283**	*2*	*1*	*1*	**0**	*2*	*0*	*0*	**0**	*4*	*1*	*1*	**0**	*1*	*0*	*0*	**0**	*0*	*2*	*2*	**0**	*1*	*2*	*2*	**0**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*124*	*139*	*144*	**155**	**287**	**452**	*0*	*0*	*0*	**0**	*5*	*2*	*0*	**0**	*5*	*2*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*142*	*161*	*168*	**180**	**380**	**330**	*1*	*0*	*0*	**0**	*18*	*7*	*1*	**1**	*19*	*7*	*1*	**1**	*3*	*0*	*0*	**0**	*7*	*2*	*1*	**1**	*10*	*2*	*1*	**1**
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*181*	*194*	*217*	**224**	**501**	**304**	*2*	*2*	*1*	**1**	*10*	*5*	*2*	**2**	*12*	*7*	*3*	**3**	*1*	*0*	*0*	**0**	*4*	*3*	*0*	**0**	*5*	*3*	*0*	**0**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*142*	*160*	*146*	**193**	**1206**	**117**	*3*	*1*	*5*	**5**	*23*	*16*	*9*	**5**	*26*	*17*	*14*	**10**	*16*	*8*	*7*	**6**	*38*	*24*	*18*	**12**	*54*	*32*	*25*	**18**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*20*	*20*	*23*	**24**	**23**	**119**	*3*	*1*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*3*	*1*	*0*	**0**	*4*	*2*	*1*	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*4*	*2*	*1*	**1**
	Direction générale (DG)		*26*	*29*	*31*	**40**	**27**	**659**	*1*	*1*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*4*	*1*	*0*	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*4*	*1*	*0*	**1**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*103*	*123*	*122*	**144**	**395**	**181**	*0*	*0*	*0*	**0**	*5*	*4*	*3*	**1**	*5*	*4*	*3*	**1**	*0*	*1*	*1*	**0**	*8*	*7*	*2*	**2**	*8*	*8*	*3*	**2**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*148*	*151*	*151*	**382**	**180**	**133**	*1*	*1*	*1*	**0**	*3*	*2*	*0*	**0**	*4*	*3*	*1*	**0**	*5*	*2*	*1*	**1**	*1*	*1*	*0*	**0**	*6*	*3*	*1*	**1**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*16*	*21*	*22*	**27**	**79**	**468**	*2*	*2*	*1*	**1**	*0*	*0*	*0*	**0**	*2*	*2*	*1*	**1**	*2*	*2*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*3*	*3*	*0*	**0**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*20*	*19*	*18*	**23**	**22**	**149**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*13*	*11*	*11*	**8**	**8**	**240**	*0*	*0*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**	*1*	*2*	*1*	**1**	*1*	*2*	*1*	**1**
Total toute DGDDI			*2331*	*2607*	*2753*	**3316**	**6928**	**5062**	*46*	*32*	*24*	**15**	*128*	*95*	*46*	**22**	*174*	*127*	*70*	**37**	*80*	*41*	*28*	**21**	*124*	*86*	*56*	**41**	*204*	*127*	*84*	**62**

Nota bene sur les colonnes ASA et télétravail : les données statistiques n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 30/04/2020.

Les 1ères pistes de l'après 11 mai

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil, boite 56 – 75011 PARIS
tél : 01 73 73 12 50
site internet : http://solidaires-douanes.org
courriel : contact@solidaires-douanes.org

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunions téléphoniques des 21 et 23/04/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'information du 24 avril

A) « Vol qualifié » congés/RTT : suite… (et pas fin)

L'ordonnance Congés / Réduction du temps de travail (RTT) continue de faire des vagues, comme on pouvait s'y attendre. Et on ne remerciera jamais assez la Fonction Publique pour cette mesure de bon goût et tellement utile à la marche de l'État…
Du côté de la Direction Générale, l'annonce est assez claire : il n'y a pas d'autre choix que de l'appliquer.

1°) Doctrine DG

En conséquence, les agents en situation d'Autorisation spéciale d'absence (ASA) se verront ponctionnés.
Par contre, pour ce qui est du télétravail, **la DG fait le choix de ne pas imposer le retrait de 5 jours**, possibilité laissée dans l'ordonnance. Et bien évidemment la question qui va fuser est : « *suis-je en télétravail ou en ASA ?* »

2°) Positionnement ASA/télétravail

Les éléments d'appréciation générale en réponse sont les suivants :

- le télétravail actuel n'est pas le télétravail sous convention.
- la situation est celle de quelqu'un qui exerce une activité professionnelle à domicile.
- l'utilisation d'un matériel administratif ou une connexion *Rapido* n'est pas un élément sine qua non pour être reconnu en télétravail.

Concrètement, le sujet est le suivant :

- si le lien avec l'univers professionnel est coupé (sauf courriel ou coup de fil pour s'assurer que tout le monde va bien…), c'est l'ASA qui est le régime retenu.
- Si ce lien n'est pas coupé, on entre dans le champ du télétravail.
  Pour SOLIDAIRES, et par équité, on peut tout à fait envisager que ce principe soit étendu aux agents ayant une fragilité particulière ou en situation de garde d'enfants.

Il n'est aucun cas demandé aux chefs de service de se gratter longtemps la tête sur **le contenu du télétravail**, mais de simplement déterminer la position de chacun dans le cadre précité.

S'agissant de la SURV, le sujet n'est pas moins complexe.
On sera obligés de s'éloigner pour partie de la gestion au quotidien par *Mathieu* pour ce sujet. Les positions MDC ou PAA génèrent certains droits, mais ne peuvent être qualifiées de situation d'*activité* au sens strict, s'agissant de l'application de cette fichue ordonnance.

Il appartiendra donc aux chefs d'unité et gestionnaires de côte (bon courage à eux !!) de calculer les effets pour chacun.
Cela sera repris sur les fiches individuelles *Mathieu* et des ajustements seront possibles en fin d'année. Et s'il y a un excédent, ce dernier pourra être versé sur le Compte épargne temps (CET).

3°) Critères subsidiaires

En cas d'alternance de travail (présentiel ou non) et d'ASA, le niveau du retrait sera réduit au prorata des services effectués (après les masques, il va falloir une livraison massive d'aspirine…).

Information préalable
En tout état de cause, ce sera à chaque fois la prise en compte d'une situation individuelle.
Et le chef de service devra se fendre d'un courriel à chaque agent sur ce point, avec une discussion au préalable.

Congé
Si un agent pose des jours dans la période concernée, ceci viendra en réduction de ce retrait.

Urgent d'attendre
Le choix est de faire ces laborieux calculs en fin d'alerte sanitaire.
Une note de la DG clarifiera ce sujet qui est bien évidemment sensible pour tout le monde.

B) Frais de restauration - justificatifs : la mesquinerie au pouvoir

Question posée : *il serait demandé aux agents qui ont dû être en présentiel de fournir les justificatifs pour la restauration ?!?*
Réponse : c'est malheureusement le cas effectivement.

1°) Doctrine ministérielle

Le dispositif de frais de mission pour remboursement de la restauration avait été demandé par la Fédération SOLIDAIRES FINANCES. Mais Bercy n'a pas voulu alléger les modalités de gestion (Cf. compte-rendu réunion ministérielle du 10 avril[1]). Le texte qui met ce dispositif en place est rétroactif au début de la crise (16 mars).

Le Ministère distingue deux périodes :

- Entre le 16/03 et le 7/04 (date du décret) : le gouvernement admet une forme de souplesse.
- Par contre, à compter du 7/04, c'est la procédure des « temps normaux » qui s'applique : présentation des justificatifs, plaisir pervers d'aller sur Chorus. Et encore en « temps normal » les justificatifs de repas ne sont parfois même pas demandés, c'est la convocation (déplacement hors résidence) ou la cote de service qui font foi.

Nous voyons là encore une fois que « temps exceptionnel » n'a pas le même sens selon le sujet :

- le gouvernement y est pour certains sujets (retrait de congé, de RTT au hasard…) ;
- pour d'autres, c'est nettement moins le cas. Il faut dire que le sujet est sûrement colossal … à grands coups de 17 euros ! Le gouvernement craint sûrement pour la survie financière de l'État (omettant les 10[aines] de milliards d'euros de fraude fiscale échappant chaque année aux caisses de l'État)…

2°) Avis de SOLIDAIRES : justificatifs guère justifiables

Au cas d'espèce, le gouvernement aurait largement pu faire confiance aux agents et ainsi se dispenser d'un peu de paperasse et de l'application de procédures routinières pas franchement indispensables dans la période.

Défiance gouvernementale
C'est aussi – et c'est peut-être encore plus grave – une question de regard posé sur les agents.
À notre sens, ne pas exiger les justificatifs, c'était aussi estimer que l'écrasante majorité des agents aurait le bon goût de ne pas tenter de se donner le mal de se lancer dans la filouterie de bas étage.
C'est d'autant plus navrant que l'administration sait (en principe) pertinemment qui est dehors. Par ailleurs, on est aussi assez au clair sur les endroits où il n'y a pas de restauration administrative actuellement, c'est-à-dire à peu près partout.

Curieux ratio coût/bénéfice
Pour reprendre le vocabulaire gestionnaire, le vocabulaire le ratio coût/bénéfice mérite d'être regardé à deux fois : de nombreuses heures de travail vont être nécessaires pour saisir/vérifier la totalité les états de frais. De nombreuses heures qui auraient été économisées avec un processus automatique : agent coté = agent bénéficiaire.

Une solution simple : la cote de service
Là, même si l'agent est sur sa résidence, nous pensons que l'administration, avec la cote des agents, est en mesure de savoir quels sont les agents qui travaillent et ont besoin de se restaurer.

Bref, nos chers décideurs ont encore raté une occasion de mettre un peu de souplesse et de « liant », dans une période où ces deux critères devraient pourtant s'imposer au regard de ces temps d'exception.

C) Et après (11 mai) ?

Ministère
Ce vendredi 24 avril, le ministre prend la parole pour donner les 1[ers] éléments concernant le 11 mai et les suites.
Les échanges directionnels prendront la suite la semaine prochaine sur ce (vaste…) point.

Plans de continuité d'activité
Dans l'intervalle (d'ici au 11 mai), il n'est en aucun cas prévu d'opérer un renforcement de l'activité, au-delà de tout ce qui est dans les plans de continuité d'activité (PCA) et qui relève des activités vitales.
Toute ardeur de reprise hors de ce cadre strict, sous forme de pression hiérarchique plus ou moins lourde, est priée de bien vouloir être remisée au vestiaire !

Instances

- Un nouvel agenda social (CAPC, etc) devrait être finalisé et communiqué prochainement.
  Les dates seront toutefois assez largement sous réserve, ce qui est compréhensible, eu égard à la période.
- Groupe de travail (GT) plan de reprise de l'activité (PRA) : mardi 28 avril.
- Comité technique de réseau (CTR) Douane en format CHSCT : jeudi 30 avril (ordre du jour dédié à l'ensemble des mesures d'organisation et de gestion du personnel liées à la crise du Covid-19).

1 Disponible ici : http://solidaires-douanes.org/Coronavirus-reunions

% D) Point de situation statistique

1°) Récapitulatif national de l'évolution

Collègues	Mars 2020										
	Jeu. 19	*Vend. 20*	*Sam. 21*	*Dim. 22*	*Lun. 23*	*Mar. 24*	*Mer. 25*	*Jeu. 26*	*Ven. 27*	*Lun. 30*	*Mar. 31*
touchés	*20*	*62*	*125*	*131*	*161*	*202*	*248*	*268*	*296*	*289*	*281*
en 14aine	*441*	*538*	*610*	*743*	*701*	*847*	*900*	*935*	*893*	*718*	*570*
en présentiel	*3 177*	*2 883*	*853*	*852*	*2 740*	*2 593*	*2 490*	*2 540*	*2 531*	*2 580*	*2 375*

Collègues	Avril 2020															
	Mer. 01	*Jeu. 02*	*Ven. 03*	*Lun. 06*	*Mar. 07*	*Mer. 08*	*Jeu. 09*	*Ven. 10*	*Mar. 14*	*Mer. 15*	*Jeu. 16*	*Ven. 17*	*Lun. 20*	*Mar. 21*	*Mer. 22*	*Jeu. 23*	***Ven. 24***
touchés	*279*	*280*	*276*	*246*	*227*	*222*	*209*	*204*	*155*	*144*	*136*	*127*	*97*	*92*	*94*	*86*	***84***
en 14aine	*460*	*390*	*354*	*278*	*243*	*215*	*195*	*174*	*146*	*141*	*131*	*127*	*103*	*93*	*82*	*78*	***70***
en présentiel	*2 406*	*2 365*	*2 405*	*2 454*	*2 441*	*2 467*	*2 489*	*2 331*	*2 649*	*2 545*	*2 646*	*2 607*	*2 694*	*2 748*	*2 790*	*2 749*	***2 753***

La baisse du nombre de collègues **malades** se confirme : 84 cas dénombrés (127 il y a une semaine, et 204 deux semaines en arrière).

Idem pour les agents en **« quatorzaine »** : 70 collègues ce 24/04 (127 le 17/04 et 174 le 10/04).

Il y a ce jour 2 753 agents en **présentiel.** L'augmentation par rapport aux semaines précédentes se poursuit avec une hausse de 100 à 200 agents (2607 le 17/04 et 2331 le 10/04). Cela est dû :

- à des hausses ponctuelles (Nouvelle-Calédonie et DNGCD) liées à l'activité,
- et à la présence aux frontières, s'agissant notamment de la DI Grand Est.

2°) Covid-19 : Recensement comparatif, évolution par direction depuis un mois

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																														
			En présentiel					En quatorzaine														Malades												
								OPCO-AG					SURV					total					OPCO-AG					SURV					total				
			Mars	Avril				Mars	Avril				Mars	Avril				Mars	Avril				Mars	Avril				Mars	Avril				Mars	Avril			
			27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24	27	03	10	17	24
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	28	27	6	25	**27**	5	5	0	0	**1**	13	14	0	0	**0**	18	19	0	0	**1**	4	2	2	0	**0**	2	3	2	1	**0**	6	5	4	1	**0**
		DR Guyane	42	46	52	48	**55**	2	3	2	0	**0**	5	6	3	2	**0**	7	9	5	2	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**
		DR Martinique & services DI	39	41	0	40	**43**	5	1	1	0	**0**	3	2	0	0	**0**	8	3	1	0	**0**	2	3	2	0	**0**	1	3	3	2	**1**	3	6	5	2	**1**
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	46	38	41	50	**47**	2	2	0	0	**0**	6	5	0	0	**0**	8	7	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**
		DR Mayotte	22	15	17	15	**16**	2	0	0	0	**0**	1	0	0	0	**0**	3	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	30	30	29	28	**80**	2	2	0	2	**2**	0	0	0	1	**1**	2	2	0	3	**3**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	13	5	10	14	**21**	2	2	0	0	**0**	3	0	0	0	**0**	5	2	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		13	13	12	13	**15**	0	0	0	0	**0**	1	0	0	0	**0**	1	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0	**0**
Directions hexago-nales	DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA, *ex DI Lyon*)		255	249	267	294	**274**	12	12	9	7	**4**	103	48	18	10	**3**	115	60	27	17	**7**	11	12	12	5	**3**	27	28	19	6	**4**	38	40	31	11	**7**
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		126	117	119	120	**130**	6	3	2	0	**0**	6	7	4	5	**0**	12	10	6	5	**0**	1	3	2	1	**1**	1	2	3	2	**2**	2	5	5	3	**3**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		124	126	124	122	**118**	9	2	1	0	**0**	36	10	4	3	**1**	45	12	5	3	**1**	1	0	0	0	**0**	4	4	1	1	**0**	5	4	1	1	**0**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		172	166	112	204	**238**	8	4	2	0	**0**	54	22	13	14	**7**	62	26	15	14	**7**	5	2	5	2	**2**	18	7	6	7	**5**	23	9	11	9	**7**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		290	293	307	311	**319**	4	1	1	1	**1**	65	16	9	15	**11**	69	17	10	16	**12**	8	5	4	4	**4**	32	18	7	5	**5**	40	23	11	9	**9**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		169	176	181	186	**200**	17	18	13	13	**7**	53	17	10	8	**8**	70	35	23	21	**15**	22	21	17	13	**8**	31	26	22	19	**15**	53	47	39	32	**23**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		114	111	119	109	**117**	4	1	2	1	**1**	27	6	2	0	**0**	31	7	4	1	**1**	4	5	1	0	**0**	1	1	0	2	**2**	5	6	1	2	**2**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		137	137	124	139	**144**	2	0	0	0	**0**	7	5	5	2	**0**	9	5	5	2	**0**	0	0	0	0	**0**	1	1	0	0	**0**	1	1	0	0	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		126	157	142	161	**168**	9	6	1	0	**0**	50	29	18	7	**1**	59	35	19	7	**1**	5	4	3	0	**0**	11	9	7	2	**1**	16	13	10	2	**1**
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		171	186	181	194	**217**	7	3	2	2	**1**	43	13	10	5	**2**	50	16	12	7	**3**	2	3	1	0	**0**	5	4	4	3	**0**	7	7	5	3	**0**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		164	140	142	160	**146**	44	13	3	1	**5**	136	39	23	16	**9**	180	52	26	17	**14**	15	24	16	8	**7**	29	40	38	24	**18**	44	64	54	32	**25**
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)		18	17	20	20	**23**	2	4	3	1	**0**	0	0	0	0	**0**	2	4	3	1	**0**	4	4	4	2	**1**	0	0	0	0	**0**	4	4	4	2	**1**
	Direction générale (DG)		27	22	26	29	**31**	9	3	1	1	**0**	0	0	0	0	**0**	9	3	1	1	**0**	16	12	4	1	**0**	0	0	0	0	**0**	16	12	4	1	**0**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		93	100	103	123	**122**	0	0	0	0	**0**	57	10	5	4	**3**	57	10	5	4	**3**	0	0	0	1	**1**	14	13	8	7	**2**	14	13	8	8	**3**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		270	143	148	151	**151**	12	4	1	1	**1**	42	6	3	2	**0**	54	10	4	3	**1**	6	6	5	2	**1**	5	3	1	1	**0**	11	9	6	3	**1**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		18	22	16	21	**22**	2	1	2	2	**1**	0	0	0	0	**0**	2	1	2	2	**1**	5	4	2	2	**0**	0	0	1	1	**0**	5	4	3	3	**0**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		20	17	20	19	**18**	4	1	0	0	**0**	0	3	0	0	**0**	4	4	0	0	**0**	0	1	0	0	**0**	0	1	1	1	**0**	0	2	1	1	**0**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		4	12	13	11	**11**	0	0	0	0	**0**	11	5	1	1	**0**	11	5	1	1	**0**	0	0	0	0	**0**	3	2	1	2	**1**	3	2	1	2	**1**
Total toute DGDDI			2531	2406	2331	2607	**2753**	171	91	46	32	**24**	722	263	128	95	**46**	893	354	174	127	**70**	111	111	80	41	**28**	185	165	124	86	**56**	296	276	204	127	**84**

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50
http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunions téléphoniques des 15 et 17/04/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'information du 17 avril

% Point de situation statistique

Collègues	Mars 2020										
	Jeu. 19	*Vend. 20*	*Sam. 21*	*Dim. 22*	*Lun. 23*	*Mar. 24*	*Mer. 25*	*Jeu. 26*	*Ven. 27*	*Lun. 30*	*Mar. 31*
touchés	*20*	*62*	*125*	*131*	*161*	*202*	*248*	*268*	*296*	*289*	*281*
en 14aine	*441*	*538*	*610*	*743*	*701*	*847*	*900*	*935*	*893*	*718*	*570*
en présentiel	*3 177*	*2 883*	*853*	*852*	*2 740*	*2 593*	*2 490*	*2 540*	*2 531*	*2 580*	*2 375*

Collègues	Avril 2020											
	Mer. 01	*Jeu. 02*	*Ven. 03*	*Lun. 06*	*Mar. 07*	*Mer. 08*	*Jeu. 09*	*Ven. 10*	*Mar. 14*	*Mer. 15*	*Jeu. 16*	***Ven. 17***
touchés	*279*	*280*	*276*	*246*	*227*	*222*	*209*	*204*	*155*	*144*	*136*	***127***
en 14aine	*460*	*390*	*354*	*278*	*243*	*215*	*195*	*174*	*146*	*141*	*131*	***127***
en présentiel	*2 406*	*2 365*	*2 405*	*2 454*	*2 441*	*2 467*	*2 489*	*2 331*	*2 649*	*2 545*	*2 646*	***2 607***

La baisse du nombre de collègues **malades** se confirme : 127 cas dénombrés (204 il y a une semaine, et 276 deux semaines en arrière).

Idem pour les agents en **« quatorzaine »** : 127 collègues ce 17/04 (174 le 10/04, 354 le 03/04 et 893 le 27/03 !).

Il y a ce jour 2607 agents en **présentiel.** C'est une petite hausse par rapport aux semaines précédentes (2331 le 10/04, 2406 le 03/04 et 2531 le 27/03). Après demande d'explications, ce serait dû au retour d'agents de congés annuels.

Congés/RTT : Une bien belle ordonnance …

Par l'ordonnance sur les congés / RTT, le Gouvernement a indéniablement fait un joli coup… dont il aurait mieux fait de s'abstenir !
Il y a d'une part les conséquences concrètes pour l'ensemble des agents. Elles sont aussi manifestes que malvenues, pour une situation qui est subie et non choisie.
Et d'autre part, il y a le symbole. Et il est tout sauf anodin.

Du (très) grand art pour mettre l'ambiance dans les services et favoriser encore un peu plus la défiance… L'affaire sera aussi compliquée à gérer pour la « haute » administration, sans parler de la lourdeur de la chose.
Toutes les organisations syndicales ont établi à peu près le même constat sur cette affaire. Et la Direction Générale (DG) est consciente que le sujet est très sensible. Elle est en attente des précisions, concernant l'application concrète et demande un peu de temps avant de revenir assez rapidement vers les syndicats.

Dans l'attente, on ne peut qu'inciter les agents à demeurer, avant tout, prudents et responsables. Même si, pour cette mesure-là, on ne peut pas dire que ce dernier adjectif soit particulièrement adapté à l'action gouvernementale …
Au passage, s'agissant de la « prime », la DG est aussi en attente des conditions précises et du montant de l'enveloppe, ce qui est évidemment un critère important pour raisonner …

Missions : *Comment utiliser au mieux les équipes EMC ? Une doctrine d'emploi qui pose bien des questions et apporte trop peu de réponses*

En général : Sur les orientations de service, SOLIDAIRES a posé le principe d'une continuité dans les rails actuels jusqu'au 11 mai (au moins).
Pas d'objection de la DG.

Équipes maîtres de chien (EMC) : Il n'est pas question de se passer des EMC mais, comme pour tous les autres collègues, les protéger.
Message reçu par la DG *(voir la contribution préalable de SOLIDAIRES en bas de page 2 et en page 3)*.

Après le 11 mai

Flou : le 11 mai, c'est proche… et loin ! (une pensée pour celles et ceux qui vivent plus ou moins bien ce confinement, c'est-à-dire un nombre non négligeable…). C'est aussi loin au sens où tout est à mettre en place et, pour l'instant, c'est dans le flou, genre brouillard écossais.
PRA : On va passer du plan de continuité d'activité (PCA) au Plan de Reprise d'Activité (PRA). La chose a été évoquée pour la première fois avec les directeurs interrégionaux (DI) hier. Mais, au regard des incertitudes et difficultés en tout genre, pour l'instant, le PRA, c'est plutôt CPG (C'est Pas Gagné…).

Pour la direction générale, il y a deux questions qui organisent les débats :
1°) quelles sont les consignes (et conditions, serait-on tenté d'ajouter) sanitaires ?
2°) est-on en capacité de satisfaire à ces dernières ?
En d'autres termes : Quelles missions ? Comment ? Quels locaux ? Distanciation ?

Le seul élément qui semble se profiler, c'est que l'on s'oriente plutôt vers quelque chose de progressif.
Pour ce qui nous concerne, c'est bien évidemment la plus extrême prudence qui doit dominer.

Gestion du personnel

Formation

- S'agissant du dossier recrutement, un décret (2020-437) est publié. Le principe d'épreuve en visio ou audio est prévu. Dans certains cas, des épreuves pourront être supprimées.
- En ce qui concerne les stagiaires en attente, une réponse devrait leur être faite la semaine prochaine.
- En tout état de cause, le retour vers les écoles sera lui-aussi très progressif.

Mutation
Pour les postes à profil, les entretiens audio seront de règle (*a priori*, un maximum de 4).

Évaluation
La campagne annuelle d'évaluation demeure suspendue à ce jour (pas de décision quant à une éventuelle annulation).

Agenda

Prochaine conférence téléphonique : mardi 21 avril.

Comité technique de réseau (CTR) Douane en format CHSCT : jeudi 30 avril (ordre du jour exclusivement dédié au Covid-19).

Doctrine d'utilisation des équipes maîtres de chien (EMC) : contribution de SOLIDAIRES suite à la note de la médecine de prévention *(fin page suivante)*

Les collègues concernés ont noté les précautions spécifiques à l'emploi du chien.
Ils saluent d'ailleurs **ce projet de note car il apporte les premières réponses, mais les recommandations contenues dedans sont pour la plupart inapplicables en l'état**.

La plus grande question reste que **si les chiens sont considérés comme contagieux de par leurs pattes et leur pelage, qu'en est-il des collègues avec leurs uniformes et leurs rangers ?**

Si la fouille d'un véhicule léger (VL) entraîne une possible contamination des pattes et du pelage, cela signifie qu'il existe un danger équivalent pour les agents effectuant la même opération (sur un temps plus long que le chien en général).

Ces collègues conservent leurs uniformes et leurs rangers (à l'instar de ce qui est préconisé pour le chien) ce qui créé un risque de contamination pour eux-mêmes et le prochain VL.

Problématique

A priori, d'après la *note de la médecine de prévention* (MP) du 8 avril, la nécessité d'opérer un **lavage** entre chaque action de contrôle s'impose.
C'est matériellement très compliqué à faire et, de plus, cela pourrait avoir des conséquences néfastes pour la santé du chien qui est déjà, par rapport à un chien « civil », plus fréquemment lavé.

Par ailleurs, selon la note de la MP, il faudrait également envisager le **contact** entre l'agent et son chien en cas de maladie. Si l'agent est malade, qui doit s'occuper du chien ? La note n'en dit rien…
Cette pandémie amène à s'interroger comment optimiser un contrôle en limitant la propagation du virus quel que soient les agents concernés.

Comment optimiser l'utilisation du chien sans risque pour la santé des usagers et des agents ? Il sera nécessaire de définir les cadres de contrôle :

- Sur personne ?
- Sur moyens de transport (voiture ? camion ?)
- En tri postal ?

Un cadrage national des interventions, avec une note officielle détaillée, sera nécessaire.

Les questions et remarques qui nous sont remontées sont les suivantes :

1°) Pour limiter les risques de contamination, il faut aussi limiter les contacts entre l'EMC et le chien.

Or les interactions sont nombreuses :

- Pour que le chien accède à un camion ou un tapis en contrôle fret express, il est nécessaire de le porter. Impossible donc de ne pas avoir de contacts.
- Idem pour la récompense du chien en cas de découverte est basée sur le jeu. Lors de ce jeu, le chien tire sur sa « poupée » pendant que son maître tire lui aussi. Il y a donc souvent contact de bave, voire morsure, caresses.

La solution est de faire appel au bon sens du maître de chien et de l'escouade de contrôle qui détermineront la pertinence ou non du contrôle.

2°) La charge virale présente sur l'animal hors cas du maître contaminé est-elle suffisante pour entraîner une contamination vu qu'il s'agit plutôt de résidus ?

3°) Comment doit-on gérer le maître-chien au sein de sa brigade : MDC ou travail ? En cas de position de travail MDC, il faut que l'heure de sujétion soit maintenue, et donc il convient de prévoir la solution dans *Mathieu*.

4°) Concernant le **nettoyage** du chien (pelage, pattes, museau) :

Questions :

- Où cela sera-t-il fait ?
- Avec quel matériel, puisque rien n'est fourni par l'administration en l'état actuel ?
- Et sur quel quota d'heures *(travail, temps libre)* ?

Incidence du choix du quota d'heures : Si c'est sur le temps de travail, de combien de temps les MDC disposeront-ils *(l'objectif n'est pas de « gratter » des heures, mais d'avoir quelque chose d'officiel afin d'éviter les soucis avec les chefs d'unité/CSDS et les collègues)*.

Quid du coût du nettoyage ?

Dans de très nombreux cas (BSI mais aussi BSE), il n'y a pas de points d'eau à proximité du lieu de contrôle pour laver le chien.
Une piste proposée serait la création dans les brigades des lieux pour la mise au repos du chien lors des prises de service (et ce n'est d'ailleurs pas un problème lié uniquement à la crise sanitaire), des fins de service, et des procédures.
Et cela afin que le chien ne se balade pas dans la brigade au risque de contaminer les locaux. Car pour rappel, le coffre de la voiture est un moyen de transport du chien et non un lieu de stockage, surtout avec les fortes chaleurs qui arrivent.

Enfin, si on considère le chien comme un élément de surface propagateur du virus, on doit aussi considérer comme élément de surface :

- tout colis lors de contrôle en fret express
- et tout lieu ayant nécessité de la manutention comme les remorques des poids lourds...

5°) Chaque EMC aura-t-elle une **dotation spécifique de matériel** permettant d'accomplir les opérations spécifiques de nettoyage ? (l'agent pourra-il utiliser la carte achat de la DI pour se procurer les produits de désinfection?).
A-t-on des éléments d'information sur la disponibilité générale de ces produits et l'aisance à se les procurer ?

Nota bene : shampoing ?
Le nettoyage du chien (surtout labrador) avec du shampoing est déconseillé par nombre de vétérinaires.
Car la sous-peau graisseuse ne défendrait plus le chien de manière optimale pendant 24-48h.

6°) L'exploration d'une piste est proposée : chez les collègues suisses, certains maîtres de chien travaillent avec des **protège-pattes** lors de contrôle à l'intérieur du véhicule. Il faut que le chien soit habitué, mais cela peut s'apprendre, et donc après chaque véhicule juste un nettoyage des « bottines » sur la partie plastifiée avec du gel. Une solution est (relativement simple), mais nécessite un investissement de départ.

7°) Si EMC malade, préconisation de la MP ne plus s'occuper de l'animal … Qui s'en occupe et comment ?
Dans l'hypothèse d'un soupçon de contamination possible, comment s'opère la **mise en quarantaine** de l'animal ? Quelles seront les conditions de cette dernière (prise en charge des frais par exemple). Et comment s'opérera la sortie de quarantaine ? Constatation par un vétérinaire à l'instar du rôle du médecin de prévention ?

Pour conclure

Sur un plan général, nous retenons que si les chiens sont considérés comme un élément de surface potentiellement propagateur du virus comme le sous-entend le *document de la médecine de prévention* (MP) du 8 avril, alors qu'en est-il des collègues ?
Si les piétons continuent les fouilles, alors représentent-ils le même risque que les chiens ?
Il faut que la DG prenne position, *on peut* ou *on ne peut pas* contrôler ?
Si les piétons peuvent, pourquoi serait-ce différent pour le chien ?

Covid-19 : Recensement comparatif, évolution par direction depuis un mois

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																													
			En présentiel					En quatorzaine													Malades												
								OPCO-AG				SURV				total					OPCO-AG				SURV				total				
			Mars		Avril			Mars	Avril			Mars	Avril			Mars		Avril			Mars	Avril			Mars	Avril			Mars		Avril		
			20	*27*	*03*	10	**17**	*27*	*03*	10	**17**	*27*	*03*	10	**17**	*20*	*27*	*03*	10	**17**	*27*	*03*	10	**17**	*27*	*03*	10	**17**	*20*	*27*	*03*	10	**17**
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	**DR Guadeloupe**	*32*	*28*	*27*	6	**25**	*5*	*5*	0	**0**	*13*	*14*	0	**0**	*0*	*18*	*19*	0	**0**	*4*	*2*	2	**0**	*2*	*3*	2	**1**	*0*	*6*	*5*	4	**1**
		DR Guyane	*51*	*42*	*46*	52	**48**	*2*	*3*	2	**0**	*5*	*6*	3	**2**	*4*	*7*	*9*	5	**2**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*1*	*0*	*0*	0	**0**
		DR Martinique & services DI	*43*	*39*	*41*	0	**40**	*5*	*1*	1	**0**	*3*	*2*	0	**0**	*1*	*8*	*3*	1	**0**	*2*	*3*	2	**0**	*1*	*3*	3	**2**	*2*	*3*	*6*	5	**2**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*64*	*46*	*38*	41	**50**	*2*	*2*	0	**0**	*6*	*5*	0	**0**	*4*	*8*	*7*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	*0*	0	**0**
		DR Mayotte	*32*	*22*	*15*	17	**15**	*2*	*0*	0	**0**	*1*	*0*	0	**0**	*3*	*3*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	*0*	0	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*80*	*30*	*30*	29	**28**	*2*	*2*	0	**2**	*0*	*0*	0	**1**	*2*	*2*	*2*	0	**3**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	*0*	0	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*102*	*13*	*5*	10	**14**	*2*	*2*	0	**0**	*3*	*0*	0	**0**	*0*	*5*	*2*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	*0*	0	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*14*	*13*	*13*	12	**13**	*0*	*0*	0	**0**	*1*	*0*	0	**0**	*1*	*1*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*0*	*0*	0	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*306*	*255*	*249*	267	**294**	*12*	*12*	9	**7**	*103*	*48*	18	**10**	*87*	*115*	*60*	27	**17**	*11*	*12*	12	**5**	*27*	*28*	19	**6**	*19*	*38*	*40*	31	**11**
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*137*	*126*	*117*	119	**120**	*6*	*3*	2	**0**	*6*	*7*	4	**5**	*13*	*12*	*10*	6	**5**	*1*	*3*	2	**1**	*1*	*2*	3	**2**	*1*	*2*	*5*	5	**3**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*113*	*124*	*126*	124	**122**	*9*	*2*	1	**0**	*36*	*10*	4	**3**	*41*	*45*	*12*	5	**3**	*1*	*0*	0	**0**	*4*	*4*	1	**1**	*1*	*5*	*4*	1	**1**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*167*	*172*	*166*	112	**204**	*8*	*4*	2	**0**	*54*	*22*	13	**14**	*29*	*62*	*26*	15	**14**	*5*	*2*	5	**2**	*18*	*7*	6	**7**	*18*	*23*	*9*	11	**9**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*328*	*290*	*293*	307	**311**	*4*	*1*	1	**1**	*65*	*16*	9	**15**	*150*	*69*	*17*	10	**16**	*8*	*5*	4	**4**	*32*	*18*	7	**5**	*17*	*40*	*23*	11	**9**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*172*	*169*	*176*	181	**186**	*17*	*18*	13	**13**	*53*	*17*	10	**8**	*40*	*70*	*35*	23	**21**	*22*	*21*	17	**13**	*31*	*26*	22	**19**	*19*	*53*	*47*	39	**32**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*134*	*114*	*111*	119	**109**	*4*	*1*	2	**1**	*27*	*6*	2	**0**	*23*	*31*	*7*	4	**1**	*4*	*5*	1	**0**	*1*	*1*	0	**2**	*2*	*5*	*6*	1	**2**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*151*	*137*	*137*	124	**139**	*2*	*0*	0	**0**	*7*	*5*	5	**2**	*5*	*9*	*5*	5	**2**	*0*	*0*	0	**0**	*1*	*1*	0	**0**	*0*	*1*	*1*	0	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*161*	*126*	*157*	142	**161**	*9*	*6*	1	**0**	*50*	*29*	18	**7**	*20*	*59*	*35*	19	**7**	*5*	*4*	3	**0**	*11*	*9*	7	**2**	*5*	*16*	*13*	10	**2**
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*192*	*171*	*186*	181	**194**	*7*	*3*	2	**2**	*43*	*13*	10	**5**	*27*	*50*	*16*	12	**7**	*2*	*3*	1	**0**	*5*	*4*	4	**3**	*0*	*7*	*7*	5	**3**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*237*	*164*	*140*	142	**160**	*44*	*13*	3	**1**	*136*	*39*	23	**16**	*110*	*180*	*52*	26	**17**	*15*	*24*	16	**8**	*29*	*40*	38	**24**	*23*	*44*	*64*	54	**32**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*21*	*18*	*17*	20	**20**	*2*	*4*	3	**1**	*0*	*0*	0	**0**	*0*	*2*	*4*	3	**1**	*4*	*4*	4	**2**	*0*	*0*	0	**0**	*1*	*4*	*4*	4	**2**
	Direction générale (DG)		*25*	*27*	*22*	26	**29**	*9*	*3*	1	**1**	*0*	*0*	0	**0**	*11*	*9*	*3*	1	**1**	*16*	*12*	4	**1**	*0*	*0*	0	**0**	*7*	*16*	*12*	4	**1**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*99*	*93*	*100*	103	**123**	*0*	*0*	0	**0**	*57*	*10*	5	**4**	*104*	*57*	*10*	5	**4**	*0*	*0*	0	**1**	*14*	*13*	8	**7**	*5*	*14*	*13*	8	**8**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*238*	*270*	*143*	148	**151**	*12*	*4*	1	**1**	*42*	*6*	3	**2**	*58*	*54*	*10*	4	**3**	*6*	*6*	5	**2**	*5*	*3*	1	**1**	*5*	*11*	*9*	6	**3**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*14*	*18*	*22*	16	**21**	*2*	*1*	2	**2**	*0*	*0*	0	**0**	*2*	*2*	*1*	2	**2**	*5*	*4*	2	**2**	*0*	*0*	1	**1**	*2*	*5*	*4*	3	**3**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*25*	*20*	*17*	20	**19**	*4*	*1*	0	**0**	*0*	*3*	0	**0**	*1*	*4*	*4*	0	**0**	*0*	*1*	0	**0**	*0*	*1*	1	**1**	*1*	*0*	*2*	1	**1**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*1*	*4*	*12*	13	**11**	*0*	*0*	0	**0**	*11*	*5*	1	**1**	*6*	*11*	*5*	1	**1**	*0*	*0*	0	**0**	*3*	*2*	1	**2**	*1*	*3*	*2*	1	**2**
Total toute DGDDI			*2939*	*2531*	*2406*	2331	**2607**	*171*	*91*	46	**32**	*722*	*263*	128	**95**	*742*	*893*	*354*	174	**127**	*111*	*111*	80	**41**	*185*	*165*	124	**86**	*130*	*296*	*276*	204	**127**

Nota bene sur l'absence de colonnes OPCO-AG et SURV le 20/03 : pour les 14aines et malades les données statistiques par branche n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 25/03/2020.

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunions téléphoniques des 06 et 09/04/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

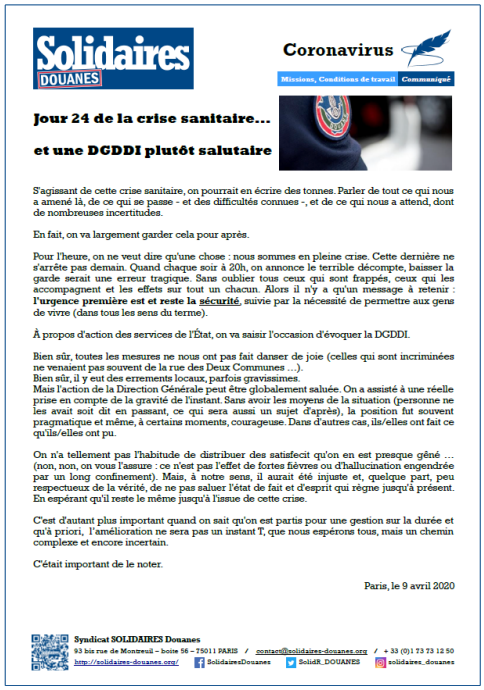
Point d'information du 10 avril

Point de situation

Collègues	Mars 2020											Avril 2020							
	Jeu. 19	*Vend. 20*	*Sam. 21*	*Dim. 22*	*Lun. 23*	*Mar. 24*	*Mer. 25*	*Jeu. 26*	*Ven. 27*	*Lun. 30*	*Mar. 31*	*Mer. 01*	*Jeu. 02*	*Ven. 03*	*Lun. 06*	*Mar. 07*	*Mer. 08*	*Jeu. 09*	***Ven. 10***
touchés	*20*	*62*	*125*	*131*	*161*	*202*	*248*	*268*	*296*	*289*	*281*	*279*	*280*	*276*	*246*	*227*	*222*	*209*	***204***
en 14aine	*441*	*538*	*610*	*743*	*701*	*847*	*900*	*935*	*893*	*718*	*570*	*460*	*390*	*354*	*278*	*243*	*215*	*195*	***174***
en présentiel	*3 177*	*2 883*	*853*	*852*	*2 740*	*2 593*	*2 490*	*2 540*	*2 531*	*2 580*	*2 375*	*2 406*	*2 365*	*2 405*	*2 454*	*2 441*	*2 467*	*2 489*	***2 331***

- La baisse du nombre de collègues **malades** se confirme : 204 cas dénombrés (276 il y a une semaine).
- Idem pour les **« quatorzaines »** : 174 collègues ce 10/04 (354 le 03/04 et 893 le 27/03).
- De fait, il y a ce jour 2331 agents en **présentiel** (2406 le 03/04 et 2531 le 27/03).

Pour SOLIDAIRES, les mesures de confinement, télétravail, autorisations exceptionnelles/spéciales d'absence (AEA/ASA) ont donc été efficaces. Souhaitées syndicalement voilà plusieurs semaines, elles sont poursuivies par la Direction générale afin de maintenir le niveau de protection. Cela est à saluer, nous avons tenu à le signaler via communiqué dédié (voir ci-contre).



Solidaires DOUANES — Coronavirus

Missions, Conditions de travail — Communiqué

Jour 24 de la crise sanitaire…

et une DGDDI plutôt salutaire

S'agissant de cette crise sanitaire, on pourrait en écrire des tonnes. Parler de tout ce qui nous a amené là, de ce qui se passe - et des difficultés connues -, et de ce qui nous a attend, dont de nombreuses incertitudes.

En fait, on va largement garder cela pour après.

Pour l'heure, on ne veut dire qu'une chose : nous sommes en pleine crise. Cette dernière ne s'arrête pas demain. Quand chaque soir à 20h, on annonce le terrible décompte, baisser la garde serait une erreur tragique. Sans oublier tous ceux qui sont frappés, ceux qui les accompagnent et les effets sur tout un chacun. Alors il n'y a qu'un message à retenir : **l'urgence première est et reste la sécurité**, suivie par la nécessité de permettre aux gens de vivre (dans tous les sens du terme).

À propos d'action des services de l'État, on va saisir l'occasion d'évoquer la DGDDI.

Bien sûr, toutes les mesures ne nous ont pas fait danser de joie (celles qui sont incriminées ne venaient pas souvent de la rue des Deux Communes …).
Bien sûr, il y eut des errements locaux, parfois gravissimes.
Mais l'action de la Direction Générale peut être globalement saluée. On a assisté à une réelle prise en compte de la gravité de l'instant. Sans avoir les moyens de la situation (personne ne les avait soit dit en passant, ce qui sera aussi un sujet d'après), la position fut souvent pragmatique et même, à certains moments, courageuse. Dans d'autres cas, ils/elles ont fait ce qu'ils/elles ont pu.

On n'a tellement pas l'habitude de distribuer des satisfecit qu'on en est presque gêné … (non, non, on vous l'assure : ce n'est pas l'effet de fortes fièvres ou d'hallucination engendrée par un long confinement). Mais, à notre sens, il aurait été injuste et, quelque part, peu respectueux de la vérité, de ne pas saluer l'état de fait et d'esprit qui règne jusqu'à présent. En espérant qu'il reste le même jusqu'à l'issue de cette crise.

C'est d'autant plus important quand on sait qu'on est partis pour une gestion sur la durée et qu'à priori, l'amélioration ne sera pas un instant T, que nous espérons tous, mais un chemin complexe et encore incertain.

C'était important de le noter.

Paris, le 9 avril 2020

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50
http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Missions

Dédouanement : Roissy est le point d'entrée des équipements de protection (masques, etc). 2 milliards de masques sont commandés par la France. Environ 80 millions ont été traités à Roissy jusqu'à présent.
Le pont aérien est donc appelé à se maintenir. Aussi, le Plan de continuité d'activité (PCA) de la Direction régionale (DR) de Roissy Fret est (légèrement) réhaussé.

Maîtres de chien : une possibilité de transmission, par le pelage notamment, est constatée.
Après un travail mené avec l'aide du vétérinaire référent de l'Ecole nationale des Douanes de La Rochelle (ENDLR), le sujet va faire l'objet d'une note.

Garde-côtes : La marge de manœuvre est très étroite. Il est demandé aux administrations (Gendarmerie, Douane) d'être présentes en mer, notamment en Méditerranée et aux Antilles.
Pour les patrouilleurs : nouveau départ (Toulon) en tout début de semaine prochaine. Avec dispositif adapté de montée à bord (préalables : questionnaire médical et entretien avec la médecine de prévention).

Gestion du personnel

Paye : Tous les agents seront payés normalement selon les informations connues fin mars dans le système d'information (SI) paie.
Environ 500 agents, bénéficiant d'indemnités spécifiques variables en fonction des services faits, recevront un acompte. Pour tout ou partie de ces sommes.
Indemnités concernées : astreintes, régimes de travail supplémentaire (RTS), heures de nuit, dimanche et jours fériés, indemnités de service à la mer (ISM) et allocations de service. Et le tout si le montant représente plus de 20 % de la paye mensuelle.

Remboursement frais restauration : le décret est sorti le 7/04 (ici). Le taux est de 17,50 €/repas.
Il y a 3 critères cumulatifs d'éligibilité :
- relever du PCA du service ;
- devoir être présent physiquement sur site (pendant toute ou partie de la durée de l'état d'urgence sanitaire) ;
- ne pas disposer de la possibilité de recourir à la restauration administrative.

Covid-19 : Recensement comparatif, évolution par direction depuis 4 semaines

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																									
			En présentiel				En quatorzaine										Malades											
							OPCO-AG				SURV				total				OPCO-AG				SURV				total			
			Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril		Mars		Avril	
			20	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**	*20*	*27*	*03*	**10**
Directions ultra-marines	**DI Antilles-Guyane**	**DR Guadeloupe**	*32*	*28*	*27*	**6**	*NC*	*5*	*5*	**0**	*NC*	*13*	*14*	**0**	*0*	*18*	*19*	**0**	*NC*	*4*	*2*	**2**	*NC*	*2*	*3*	**2**	*0*	*6*	*5*	**4**
		DR Guyane	*51*	*42*	*46*	**52**	*NC*	*2*	*3*	**2**	*NC*	*5*	*6*	**3**	*4*	*7*	*9*	**5**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*1*	*0*	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	*43*	*39*	*41*	**0**	*NC*	*5*	*1*	**1**	*NC*	*3*	*2*	**0**	*1*	*8*	*3*	**1**	*NC*	*2*	*3*	**2**	*NC*	*1*	*3*	**3**	*2*	*3*	*6*	**5**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*64*	*46*	*38*	**41**	*NC*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*6*	*5*	**0**	*4*	*8*	*7*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
		DR Mayotte	*32*	*22*	*15*	**17**	*NC*	*2*	*0*	**0**	*NC*	*1*	*0*	**0**	*3*	*3*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*80*	*30*	*30*	**29**	*NC*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*2*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*102*	*13*	*5*	**10**	*NC*	*2*	*2*	**0**	*NC*	*3*	*0*	**0**	*0*	*5*	*2*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*14*	*13*	*13*	**12**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*1*	*0*	**0**	*1*	*1*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*306*	*255*	*249*	**267**	*NC*	*12*	*12*	**9**	*NC*	*103*	*48*	**18**	*87*	*115*	*60*	**27**	*NC*	*11*	*12*	**12**	*NC*	*27*	*28*	**19**	*19*	*38*	*40*	**31**
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*137*	*126*	*117*	**119**	*NC*	*6*	*3*	**2**	*NC*	*6*	*7*	**4**	*13*	*12*	*10*	**6**	*NC*	*1*	*3*	**2**	*NC*	*1*	*2*	**3**	*1*	*2*	*5*	**5**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*113*	*124*	*126*	**124**	*NC*	*9*	*2*	**1**	*NC*	*36*	*10*	**4**	*41*	*45*	*12*	**5**	*NC*	*1*	*0*	**0**	*NC*	*4*	*4*	**1**	*1*	*5*	*4*	**1**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*167*	*172*	*166*	**112**	*NC*	*8*	*4*	**2**	*NC*	*54*	*22*	**13**	*29*	*62*	*26*	**15**	*NC*	*5*	*2*	**5**	*NC*	*18*	*7*	**6**	*18*	*23*	*9*	**11**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*328*	*290*	*293*	**307**	*NC*	*4*	*1*	**1**	*NC*	*65*	*16*	**9**	*150*	*69*	*17*	**10**	*NC*	*8*	*5*	**4**	*NC*	*32*	*18*	**7**	*17*	*40*	*23*	**11**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*172*	*169*	*176*	**181**	*NC*	*17*	*18*	**13**	*NC*	*53*	*17*	**10**	*40*	*70*	*35*	**23**	*NC*	*22*	*21*	**17**	*NC*	*31*	*26*	**22**	*19*	*53*	*47*	**39**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*134*	*114*	*111*	**119**	*NC*	*4*	*1*	**2**	*NC*	*27*	*6*	**2**	*23*	*31*	*7*	**4**	*NC*	*4*	*5*	**1**	*NC*	*1*	*1*	**0**	*2*	*5*	*6*	**1**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*151*	*137*	*137*	**124**	*NC*	*2*	*0*	**0**	*NC*	*7*	*5*	**5**	*5*	*9*	*5*	**5**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*1*	*1*	**0**	*0*	*1*	*1*	**0**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*161*	*126*	*157*	**142**	*NC*	*9*	*6*	**1**	*NC*	*50*	*29*	**18**	*20*	*59*	*35*	**19**	*NC*	*5*	*4*	**3**	*NC*	*11*	*9*	**7**	*5*	*16*	*13*	**10**
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*192*	*171*	*186*	**181**	*NC*	*7*	*3*	**2**	*NC*	*43*	*13*	**10**	*27*	*50*	*16*	**12**	*NC*	*2*	*3*	**1**	*NC*	*5*	*4*	**4**	*0*	*7*	*7*	**5**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*237*	*164*	*140*	**142**	*NC*	*44*	*13*	**3**	*NC*	*136*	*39*	**23**	*110*	*180*	*52*	**26**	*NC*	*15*	*24*	**16**	*NC*	*29*	*40*	**38**	*23*	*44*	*64*	**54**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*21*	*18*	*17*	**20**	*NC*	*2*	*4*	**3**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*0*	*2*	*4*	**3**	*NC*	*4*	*4*	**4**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*1*	*4*	*4*	**4**
	Direction générale (DG)		*25*	*27*	*22*	**26**	*NC*	*9*	*3*	**1**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*11*	*9*	*3*	**1**	*NC*	*16*	*12*	**4**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*7*	*16*	*12*	**4**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*99*	*93*	*100*	**103**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*57*	*10*	**5**	*104*	*57*	*10*	**5**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*14*	*13*	**8**	*5*	*14*	*13*	**8**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*238*	*270*	*143*	**148**	*NC*	*12*	*4*	**1**	*NC*	*42*	*6*	**3**	*58*	*54*	*10*	**4**	*NC*	*6*	*6*	**5**	*NC*	*5*	*3*	**1**	*5*	*11*	*9*	**6**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*14*	*18*	*22*	**16**	*NC*	*2*	*1*	**2**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*2*	*2*	*1*	**2**	*NC*	*5*	*4*	**2**	*NC*	*0*	*0*	**1**	*2*	*5*	*4*	**3**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*25*	*20*	*17*	**20**	*NC*	*4*	*1*	**0**	*NC*	*0*	*3*	**0**	*1*	*4*	*4*	**0**	*NC*	*0*	*1*	**0**	*NC*	*0*	*1*	**1**	*1*	*0*	*2*	**1**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*1*	*4*	*12*	**13**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*11*	*5*	**1**	*6*	*11*	*5*	**1**	*NC*	*0*	*0*	**0**	*NC*	*3*	*2*	**1**	*1*	*3*	*2*	**1**
Total toute DGDDI			*2939*	*2531*	*2406*	**2331**	*NC*	*171*	*91*	**46**	*NC*	*722*	*263*	**128**	*742*	*893*	*354*	**174**	*NC*	*111*	*111*	**80**	*NC*	*185*	*165*	**124**	*130*	*296*	*276*	**204**

Nota bene sur « NC » dans les colonnes OPCO-AG et SURV pour le 20/03 : les données statistiques par branche n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 25/03/2020.

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 03/04/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'information du 3 avril

Point de situation

Collègues	*Jeu. 19/03*	*Vend. 20/03*	*Sam. 21/03*	*Dim. 22/03*	*Lun. 23/03*	*Mar. 24/03*	*Mer. 25/03*	*Jeu. 26/03*	*Ven. 27/03*	*Lun. 30/03*	*Mar. 31/03*	*Mer. 01/04*	*Jeu. 02/04*	***Ven. 03/04***
touchés	*20*	*62*	*125*	*131*	*161*	*202*	*248*	*268*	*296*	*289*	*281*	*279*	*280*	***276***
en quatorzaine	*441*	*538*	*610*	*743*	*701*	*847*	*900*	*935*	*893*	*718*	*570*	*460*	*390*	***354***
en présentiel	*3 177*	*2 883*	*853*	*852*	*2 740*	*2 593*	*2 490*	*2 540*	*2 531*	*2 580*	*2 375*	*2 406*	*2 365*	***2 405***

La légère baisse du nombre de collègues malades se confirme : 276 cas dénombrés.

« La Douane est au front » …

Ainsi **Roissy, Reims (Vatry) et Lyon-Saint-Exupéry** sont sollicités pour les importations de moyens de protection.
La charge sur Roissy devrait encore s'accroitre.
Deux sociétés de logistique devraient relancer leurs activités la semaine prochaine.

Un autre axe va être également important sur la période (et pendant 4 mois), c'est le **contrôle aux frontières intra UE**. À l'heure actuelle, la Douane est en charge de 67 points de passage autorisé (PPA). L'idée est de les réduire à une vingtaine, qu'il faudra tenir en permanence avec des contrôles stricts. Le reste sera fermé. Cela suppose une réorganisation au moins équivalente au dispositif anti-terroriste, en plus strict.
L'ensemble des frontières (Allemagne, Belgique, Luxembourg, Espagne et Italie) sera concerné. La définition précise sera effectuée avec les préfets et les autres Etats membres. On voit que l'appareil d'État se met en configuration de protection sur la durée. À notre sens, cela correspond à la situation.
S'agissant des PPA, l'idée est également de faciliter le passage des poids lourds (PL), afin de faciliter les approvisionnements.

Moyens de protection

La DG ne dissimule pas le fait qu'il y a de **nombreux manques**.
Une acquisition de **gel hydro-alcoolique** a pu être concrétisée.

S'agissant des **masques**, la DGDDI est en train d'en répartir 62000.
Cette répartition devrait inclure l'Outre-mer (à titre général ; la situation de la Polynésie et de Mayotte fera l'objet d'un examen particulier).

Une autre arrivée de masques est prévue la **semaine prochaine**.
Un nouveau point sur l'ensemble de ce sujet devra être fait.

Dispositions RH

En ce qui concerne les agents qui seront **payés** par acompte, la DG les évalue à 500. Ce sont des agents à forte variabilité des primes, donc vraisemblablement du cadre supérieur.
Sur les **RTT** qu'on veut nous enlever (belle urgence…), le travail devra être fait manuellement. Voilà une tâche qui promet.

Du côté des ministres, on aurait aussi quelques envies d'imposer des **congés** pendant les vacances scolaires.
Le discours entendu à Bercy n'était pas très clair, mais on sent bien que l'envie est de taper un maximum dans les congés des agents, pour que ces derniers ne puissent pas partir en congé lors du redémarrage.
Toutefois, on se demande bien quelle argutie réglementaire va nous trouver la DGFAP pour réputer les vacances scolaires comme des congés de l'agent … Et il est vrai que le confinement, c'est les vacances !

Dans l'intervalle, il faudra également faire vivre le **dialogue social** et les Commissions administratives paritaires (CAP).
Le sujet est évidement complexe dans le contexte.
La DG va sonder chaque organisation syndicale (OS) en bilatérale pour voir ses vues sur le sujet.

Bon courage à toutes et tous

Covid-19 : Recensement comparatif, évolution par direction depuis 3 semaines

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents																			
			En présentiel			En quatorzaine									Malades							
						OPCO-AG			SURV			total			OPCO-AG			SURV			total		
			20/03	*27/03*	**03/04**	*20/03*	*27/03*	**03/04**	*20/03*	*27/03*	**03/04**	*20/03*	*27/03*	**03/04**	*20/03*	*27/03*	**03/04**	*20/03*	*27/03*	**03/04**	*20/03*	*27/03*	**03/04**
Directions ultra-marines	**DI Antilles-Guyane**	**DR Guadeloupe**	*32*	*28*	**27**	*NC*	*5*	**5**	*NC*	*13*	**14**	*0*	*18*	**19**	*NC*	*4*	**2**	*NC*	*2*	**3**	*0*	*6*	**5**
		DR Guyane	*51*	*42*	**46**	*NC*	*2*	**3**	*NC*	*5*	**6**	*4*	*7*	**9**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*1*	*0*	**0**
		DR Martinique & services DI	*43*	*39*	**41**	*NC*	*5*	**1**	*NC*	*3*	**2**	*1*	*8*	**3**	*NC*	*2*	**3**	*NC*	*1*	**3**	*2*	*3*	**6**
	Océan indien	**DR La Réunion (DRLR)**	*64*	*46*	**38**	*NC*	*2*	**2**	*NC*	*6*	**5**	*4*	*8*	**7**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*0*	*0*	**0**
		DR Mayotte	*32*	*22*	**15**	*NC*	*2*	**0**	*NC*	*1*	**0**	*3*	*3*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*0*	*0*	**0**
	Océanie (Pacifique)	**DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)**	*80*	*30*	**30**	*NC*	*2*	**2**	*NC*	*0*	**0**	*2*	*2*	**2**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*0*	*0*	**0**
		DR Polynésie-Française (DRPF)	*102*	*13*	**5**	*NC*	*2*	**2**	*NC*	*3*	**0**	*0*	*5*	**2**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*0*	*0*	**0**
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)		*14*	*13*	**13**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*1*	**0**	*1*	*1*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*0*	**0**	*0*	*0*	**0**
Directions hexago-nales	**DI Auvergne – Rhône-Alpes (DI ARA**, *ex DI Lyon*)		*306*	*255*	**249**	*NC*	*12*	**12**	*NC*	*103*	**48**	*87*	*115*	**60**	*NC*	*11*	**12**	*NC*	*27*	**28**	*19*	*38*	**40**
	DI Bourgogne – Franche-Comté – Centre – Val de Loire (DI BFCCVL, *ex DI Dijon*)		*137*	*126*	**117**	*NC*	*6*	**3**	*NC*	*6*	**7**	*13*	*12*	**10**	*NC*	*1*	**3**	*NC*	*1*	**2**	*1*	*2*	**5**
	DI Bretagne – Pays de la Loire (DI BPDL, *ex DI Nantes*)		*113*	*124*	**126**	*NC*	*9*	**2**	*NC*	*36*	**10**	*41*	*45*	**12**	*NC*	*1*	**0**	*NC*	*4*	**4**	*1*	*5*	**4**
	DI Grand Est (DIGE, *ex DI Metz*)		*167*	*172*	**166**	*NC*	*8*	**4**	*NC*	*54*	**22**	*29*	*62*	**26**	*NC*	*5*	**2**	*NC*	*18*	**7**	*18*	*23*	**9**
	DI Hauts-de-France (DI HdF, *ex DI Lille*)		*328*	*290*	**293**	*NC*	*4*	**1**	*NC*	*65*	**16**	*150*	*69*	**17**	*NC*	*8*	**5**	*NC*	*32*	**18**	*17*	*40*	**23**
	DI Île-de-France (DI IdF, *ex DI Paris*)		*172*	*169*	**176**	*NC*	*17*	**18**	*NC*	*53*	**17**	*40*	*70*	**35**	*NC*	*22*	**21**	*NC*	*31*	**26**	*19*	*53*	**47**
	DI Normandie (*ex DI Rouen*)		*134*	*114*	**111**	*NC*	*4*	**1**	*NC*	*27*	**6**	*23*	*31*	**7**	*NC*	*4*	**5**	*NC*	*1*	**1**	*2*	*5*	**6**
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, *ex DI Bordeaux*)		*151*	*137*	**137**	*NC*	*2*	**0**	*NC*	*7*	**5**	*5*	*9*	**5**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*1*	**1**	*0*	*1*	**1**
	DI Occitanie (*ex DI Montpellier*)		*161*	*126*	**157**	*NC*	*9*	**6**	*NC*	*50*	**29**	*20*	*59*	**35**	*NC*	*5*	**4**	*NC*	*11*	**9**	*5*	*16*	**13**
	DI Provence–Alpes–Côte d'Azur – Corse (DI PACA Corse, *ex DI Marseille*)		*192*	*171*	**186**	*NC*	*7*	**3**	*NC*	*43*	**13**	*27*	*50*	**16**	*NC*	*2*	**3**	*NC*	*5*	**4**	*0*	*7*	**7**
	DI Paris-Aéroports (DIPA, *ex DI Roissy*)		*237*	*164*	**140**	*NC*	*44*	**13**	*NC*	*136*	**39**	*110*	*180*	**52**	*NC*	*15*	**24**	*NC*	*29*	**40**	*23*	*44*	**64**
SCN et direction générale	**Centre informatique Douanier (CID)**		*21*	*18*	**17**	*NC*	*2*	**4**	*NC*	*0*	**0**	*0*	*2*	**4**	*NC*	*4*	**4**	*NC*	*0*	**0**	*1*	*4*	**4**
	Direction générale (DG)		*25*	*27*	**22**	*NC*	*9*	**3**	*NC*	*0*	**0**	*11*	*9*	**3**	*NC*	*16*	**12**	*NC*	*0*	**0**	*7*	*16*	**12**
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)		*99*	*93*	**100**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*57*	**10**	*104*	*57*	**10**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*14*	**13**	*5*	*14*	**13**
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)		*238*	*270*	**143**	*NC*	*12*	**4**	*NC*	*42*	**6**	*58*	*54*	**10**	*NC*	*6*	**6**	*NC*	*5*	**3**	*5*	*11*	**9**
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)		*14*	*18*	**22**	*NC*	*2*	**1**	*NC*	*0*	**0**	*2*	*2*	**1**	*NC*	*5*	**4**	*NC*	*0*	**0**	*2*	*5*	**4**
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)		*25*	*20*	**17**	*NC*	*4*	**1**	*NC*	*0*	**3**	*1*	*4*	**4**	*NC*	*0*	**1**	*NC*	*0*	**1**	*1*	*0*	**2**
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)		*1*	*4*	**12**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*11*	**5**	*6*	*11*	**5**	*NC*	*0*	**0**	*NC*	*3*	**2**	*1*	*3*	**2**
Total toute DGDDI			*2 939*	*2 531*	**2 406**	*NC*	*171*	**91**	*NC*	*722*	**263**	*742*	*893*	**354**	*NC*	*111*	**111**	*NC*	*185*	**165**	*130*	*296*	**276**

Nota bene sur « NC » dans les colonnes OPCO-AG et SURV pour le 20/03 : les données statistiques par branche n'ont été transmises à la représentation nationale du personnel qu'à partir du 25/03/2020.

Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50

http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 01/04/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'information du 1er avril[1]

Point de situation

Collègues	*Jeudi 19/03*	*Vendredi 20/03*	*Samedi 21/03*	*Dimanche 22/03*	*Lundi 23/03*	*Mardi 24/03*	*Mercredi 25/03*	*Jeudi 26/03*	*Vendredi 27/03*	*Lundi 30/03*	*Mardi 31/04*	**Mercredi 01/04**
touchés	*20*	*62*	*125*	*131*	*161*	*202*	*248*	*268*	*296*	*289*	*281*	***279***
en quatorzaine	*441*	*538*	*610*	*743*	*701*	*847*	*900*	*935*	*893*	*718*	*570*	***460***
en présentiel	*3 177*	*2 883*	*853*	*852*	*2740*	*2 593*	*2 490*	*2 540*	*2531*	*2580*	*2375*	***2406***

La baisse (légère) du nombre de malades semble se confirmer : 279 cas dénombrés
Agents en présentiel : 2406.

L'action de la DGDDI, missions

En raison du contexte, on mettra en avant ici l'activité **dédouanement**.
La Douane a traité l'importation de 30 millions de masques (elle a d'ailleurs bloqué quelques uns qui posaient un problème de conformité – une communication sera d'ailleurs faite aux importateurs eux-aussi confrontés à l'urgence).

D'autres missions continuent vaille que vaille dans les conditions que vous pouvez imaginer.
Une petite précision s'agissant des **Recettes Interrégionales :** l'analyse de la charge de travail non « décalable » (dans le temps ou en télétravail) devrait être évaluée et les effectifs ajustés en conséquence.

Relations humaines (RH), divers

Un décret va être pris.
Il prévoit la prise en charge des frais de **déplacements** et de **restauration** spécifiques à la période sous forme de frais de missions, demande qu'avait portée la Fédération SOLIDAIRES FINANCES.

La DG va diffuser deux notes : une sur la **paie** d'avril et l'autre sur le tableau annuel de **mutation** (TAM) 2020. La DG espère pouvoir maintenir une date de mutation au 1er septembre.

S'agissant de la campagne d'**évaluation**, la DG y réfléchit, mais estime que, dans les chantiers RH, les mutations sont prioritaires. On est assez d'accord avec eux pour le coup. Toutefois, elle indique qu'il faut y réfléchir à 2 fois avant d'annuler purement et simplement l'évaluation 2020.
Pour notre part, cet exercice, dont … euh .. on ne figure pas parmi les plus grands fans, aurait quelque chose d'un peu déconnecté dans la période actuelle.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, a lancé un vibrant appel à la solidarité pour les entreprises en difficulté. S'il dirigeait le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), on comprendrait mieux. En tant que ministre à Bercy, c'est un peu plus étrange… Le sort des salariés de ces entreprises et des « petits » employeurs n'est pas sans nous émouvoir bien évidemment. Mais là, sans distinguo selon la taille des entreprises, on a cru à un fake ou justement à un premier avril !
Heureusement, le bien plus doux Olivier Dussopt est venu remettre de la bienveillance là-dedans. On le voit notamment dans les productions de la **Direction générale de l'Administration et de la Fonction Publique** (DGFAP). Cette dernière semble avoir comme **urgence première le fait de bien rappeler qu'il existe tout un arsenal de sanctions** pour tous ceux qui seraient pris par le doute face au danger, ou estiment qu'ils ne sont pas suffisamment protégés. Heureusement que nous ne sommes plus en 1917 : Olivier aurait pu être tenté d'en faire fusiller quelques uns !![2]

Paris, le 1er avril 2020

1 On aimerait bien pouvoir faire une vanne (plus ou moins légère …), mais là, ça va être compliqué …
2 Bon … finalement, on n'a pas pu s'empêcher … Mais, à notre décharge, ce sont les ministres qui ont commencé !!

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50
http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 30/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'information du 30 mars

Point de situation

Collègues	*Jeudi 19/03*	*Vendredi 20/03*	*Samedi 21/03*	*Dimanche 22/03*	*Lundi 23/03*	*Mardi 24/03*	*Mercredi 25/03*	*Jeudi 26/03*	Vendredi 27/03	**Lundi 30/03**
touchés	*20*	*62*	*125*	*131*	*161*	*202*	*248*	*268*	*296*	***289***
en quatorzaine	*441*	*538*	*610*	*743*	*701*	*847*	*900*	*935*	*893*	***718***
en présentiel	*3 177*	*2 883*	*853*	*852*	*2740*	*2 593*	*2 490*	*2 540*	*2531*	***2580***

Le chiffre de **collègues touchés** est de 289 (296 au dernier pointage). C'est la première fois que le chiffre est à la baisse. Bien évidemment, on ne peut en tirer de conclusions définitives. Mais on va quand même garder ça à l'esprit comme un signe positif. À confirmer, bien sûr.
Si on se permet d'extrapoler, c'est peut-être que les mesures prises ont eu un effet. Pour notre part, nous n'y voyons qu'un message : **continuer à mettre la protection avant toute chose. Pour les agents, leurs familles et nos concitoyens**.

Focus sur les masques

Cette question agite beaucoup les esprits et c'est parfaitement légitime. Il faut bien dire que la communication gouvernementale n'a pas franchement aidé à y voir clair.
L'un des points qui a cristallisé l'attention est l'efficacité du masque quand sa date de péremption est passée, voire largement dépassée.

Deux visions se sont opposées :

1) Celle de la Direction Générale du Travail (DGT) qui indique le jeudi 26/03[1] qu'un masque périmé de plus de 6 mois ne doit plus être utilisé. Précisant le vendredi 27/03 avoir « *reçu des analyses complémentaires* » (lesquelles ?) lui permettant d'autoriser l'utilisation des masques jusqu'à 24 mois après la date de péremption[2], mais pas au-delà.
   Le tout doit s'accompagner du respect impératif de consignes strictes de stockage et de plusieurs vérifications (sans formation préalable des agents, mais ceci est un autre sujet…).
2) Celle du Directeur Général de la Santé (DGS, Pr Jérôme Salomon)[3] qui estime que le masque garde son efficacité sous réserve des seules conditions de stockage et des vérifications.
   Quelle que soit la date de péremption donc. Il est à noter que les soignants les utilisent (mais avaient-ils le choix, eu égard à l'état des stocks français à la fois insuffisants et périmés ?!?)…

D'un point de vue technique, l'avis de la DGT correspond plus à la filtration air/air.
Pour rappel, le mode de transmission de ce virus s'effectue d'humain à humain par la projection par voie aérienne de goutelettes contaminées (le virus pouvant en sus rester actif plusieurs heures à plusieurs jours, selon les surfaces).
La DG s'appuye, avec toutes les précautions d'usage, sur le DGS, pilote du moment, au cas d'espèce.

1 https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/covid-19-le-ministere-du-travail-autorise-sous-certaines-conditions-l

2 https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/covid-19-le-ministere-du-travail-autorise-desormais-et-sous-certaines

3 http://www.ordre.pharmacien.fr/content/download/492648/2231022/version/1/file/Conduite%2B%25C3%25A0%2Btenir%2Bpour%2Bl_utilisation%2Bde%2Bmasques%2BFFP2%2Bavec%2Bune%2Bdate%2Bde%2Bp%25C3%25A9remption%2Bd%25C3%25A9pass%25C3%25A9e.pdf

Nous tenons toutefois à rappeler deux éléments :

1) Le masque, au titre des moyens de protection, fait partie des éléments nécessaires à une intervention. Non équipé, l'agent est en droit de refuser la mission.
2) Ce n'est qu'un élément d'une panoplie et d'un cadre. Ce n'est pas l'alpha et l'omega de la protection. En effet, des gens, autrement plus qualifiés que nous pour savoir s'équiper et se comporter en ambiance virale (les soignants), ont eu des morts dans leurs rangs. En aucun cas, nous ne souscrivons à l'idée que, dès lors qu'on a un masque (+ les gants + les produits nettoyants), on peut y aller la fleur au fusil. Le principe premier demeure de peser l'intérêt du travail concerné (et de son urgence) et le risque encouru pour soi et pour les autres.

Pour en revenir plus précisément au **stock** de masques, une arrivée a eu lieu ce lundi en début d'après midi.
La DGDDI figure parmi les destinataires.

Missions : le sens des priorités …

Dans la suite de ce qui précède, **on va revenir sur ce qu'on peut considérer comme « vital »** actuellement. *A priori*, la répétition n'est pas (complètement) inutile…
Cela choque pour des agents des Douanes, mais, à l'heure actuelle, les stups, les clopes, les contrefaçons (sauf de gel ou de masque …), on s'en tamponne, et pas qu'un peu !
Demain, il y en aura encore et on aura largement de quoi faire. C'est iconoclaste de dire cela, mais cela nous parait de salut public.
À ce jour, **notre mission la plus essentielle est d'assurer l'acheminement** de ce qui est vraiment vital. Quand les collègues veillent à l'arrivée et au contrôle de conformité des masques, ils sont pleinement dans cette utilité première. D'autres, par différentes actions, contribuent aussi à ces nécessités fondamentales, s'agissant du large panel de la DGDDI.

Pour tout le reste, c'est protection absolue. Ce n'est pas seulement que l'agent se protège et protège les siens, c'est qu'il est, lui-aussi, un maillon dans la protection générale de la population.
Celui qui n'a pas compris ça est un crétin, absolu serait-on tenté d'ajouter en période de pandémie. L'affaire n'est pas non plus dénuée d'un petit côté criminel, sans vouloir se payer de mots …
On ose espérer que la proportion desdits crétins sera la plus faible possible, notamment parmi ceux ayant pour rôle de donner des ordres.
Ce serait dramatique qu'ici ou là, d'aucuns n'aient pas compris que la période est absolument anormale et veuillent à tout prix continuer comme si de rien ou presque n'était.

À la décharge des administrations, il faut bien reconnaître que certaines paroles politiques n'ont pas été des plus inspirées dans le contexte.
Ainsi, quand Gérald Darmanin a dit que le Président n'a pas ordonné le *confinement* (c'est vrai, il n'avait pas utilisé le mot…) et que la Douane devait continuer la lutte contre la fraude (LCF), ce ne furent pas les mots les plus adaptés, d'autant plus qu'il revient aux politiques de fixer le cap. Il y a bien évidemment toujours de l'affichage dans une parole politique. Mais était-ce le meilleur…
À l'heure actuelle, nous n'avons, dans le collimateur, qu'un p***** de fraudeur, venu en contrebande. Il s'appelle Covid-19. Et il faut l'empêcher de faire le plus de mal possible au pays, auquel il en a d'ailleurs déjà trop fait.

Paye, relations humaines (RH), divers, …

La paye d'avril sera basée sur les éléments connus en mars. Sur les éléments variables, ils pourront être perçus à titre d'acompte, pour partie, mais n'apparaitront pas sur la fiche de paie. Des mesures de régularisation seront effectuées à la fin de la période de confinement. La DG va donner des informations plus précises là-dessus.

En ce qui concerne la charge de travail supplémentaire tombée sur les **recettes interrégionales** (RI) en raison du contexte, les DI essayent de voir comment organiser tout cela, éventuellement en priorisant certaines tâches.

Pour la **restauration** et les **frais de transport** des collègues qui sont dans les services, DGDDI et DGFIP planchent sur une solution commune.

La sortie de quatorzaine est une mesure qui doit être actée par le médecin de prévention.

Pour le **tableau annuel de mutation** (TAM) 2020, la DG ouvre la campagne des entretiens pour les postes à profil (dans et hors TAM). Ceux-ci se tiendront durant le mois d'avril et auront lieu par téléphone.

La DG s'est lancée dans un recensement des **Paris-Spé**, pour voir où en est chacun et considérer les suites avec les collègues concernés.

Paris, le lundi 30 mars 2020

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 27/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'information du 27 mars

Point de situation

Collègues	*Jeudi 19/03*	*Vendredi 20/03*	*Samedi 21/03*	*Dimanche 22/03*	*Lundi 23/03*	*Mardi 24/03*	*Mercredi 25/03*	*Jeudi 26/03*	**Vendredi 27/03 ***
touchés	*20*	*62*	*125*	*131*	*161*	*202*	*248*	*268*	***296***
en quatorzaine	*441*	*538*	*610*	*743*	*701*	*847*	*900*	*935*	***893***
présents physiquement	*3 177*	*2 883*	*853*	*852*	*2740*	*2 593*	*2 490*	*2 540*	***2531***

** données transmises par RH1 après la conférence*

Au jeudi 26/03, le nombre est de 268 **collègues touchés**. La veille, c'était 248.
L'augmentation est donc moins rapide que les jours derniers. Espérons que ce soit un bon présage ... On observe toutefois que les agents des Douanes sont plus touchés, en proportion, que la population globale[1].
Certes, il y a un contact spécifique avec le public. Néanmoins, le fait est à prendre en compte. Il doit en tout cas inciter tout un chacun (administration comprise) à la plus grande prudence et à éviter tout contact qui n'est pas une nécessité impérieuse.
935 agents ont été placés jeudi en **quatorzaine** (contre 900 mercredi).
Le nombre d'agents **présents physiquement** dans les services est de 2540 personnes.

Accomplissement des missions

- **Lutte contre la fraude (LCF) :** L'instruction concernant la LCF devrait sortir sous peu.
- En ce qui concerne le **fret postal / express**, qui est un sujet d'inquiétude, la DG ne souhaite pas les exclure par nature. Elle rappelle toutefois que l'intervention doit être cadrée, notamment avec l'opérateur concerné.
- Un arrivage de **masques** est prévu la semaine prochaine.
- Un point **informatique** a été fait :
  - Pour les connexions Rapido en simultané, on est passés à un volume maximum de 6000. Un test a relevé 1500 connexions en réel. On est donc pas mal sur ce point. Il n'y a pas non plus de souci de bande passante.
  - L'idée de récupérer des micro-fixes pour les emmener au domicile a été étudiée. Mais le sujet pose un réel problème de sécurité informatique. Il faudrait pouvoir installer un système de verrouillage. Un test est en cours à la Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE). Quoiqu'il advienne, il faudra éviter les passages en masse au bureau pour récupérer des outils informatiques, la consigne de limiter au maximum les déplacements étant un absolu.

1 Personnes malades Covid-19 le 27/03 en France : 30 000 avérées (65 000 estimés) sur 67 000 000 = 0,044% (0,97% estimés). Personnes malades Covid-19 le 27/03 à la DGDDI : 296 sur 18000 = 1,6% des effectifs. Soit 16 fois plus que la moyenne nationale.

Paye, relations humaines (RH), divers, …

- S'agissant de la **paye** à venir, la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP) est en mode dégradé. Une opération automatique sera effectuée en mode manuel.
  En conséquence, pour une partie des agents, le versement pourra se faire par acompte. Les éléments manquants seront régularisés le mois suivant.

- **Impact AEA sur RTT :** Pour les jours de réduction du temps de travail (RTT) qui seraient impactés par les autorisations exceptionnelles d'absence (AEA), d'après la DG, l'effet serait d'1 ou 2 jours maximum par agent.
  On devrait y voir plus clair la semaine prochaine avec le Secrétariat Général (SG) de Bercy.

« Agenda »

Depuis le début de la crise, les réunions (téléphoniques) avec la DG se tenaient toutes les après-midi.

À compter de la semaine prochaine, elles auront lieu les :
- lundi,
- mercredi
- et vendredi.

Toutefois, il y a une **forme de lien continu** entre la Direction Générale et les organisations syndicales.

Continuez donc à nous solliciter pour toute difficulté ou question !

Même dans un tel contexte, même confinés, nous vous souhaitons un bon week-end.

Paris, le vendredi 27 mars 2020

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 26/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'info du 26 mars : message aux agents

Point de situation

Au 25/03, le chiffre est de 248 **collègues touchés** (202 hier). Le virus « progresse », à l'instar de son extension dans le pays.
900 agents ont été placés en **quatorzaine** (contre 847 la veille).
Le nombre d'agents **présents physiquement** dans les services est de 2490 personnes (contre 2593 la veille).

Le travail en temps de crise …

Un rappel de certains principes (d'exception) peut être utile :

- Si l'agent est en **garde d'enfant ou présente des fragilités** par rapport à l'épidémie, il est placé en autorisation d'absence.

- Dans un pays placé en confinement pour la sécurité de la population, le recours au **télé-travail** doit être massif.
  La direction générale précise que le télétravail dans le contexte n'est pas le télé-travail en mode normal. Dès lors que l'agent a une action professionnelle (répondre au téléphone entre dans ce cadre), même réduite par rapport à l'activité habituelle, il est dans le cadre de ce « télétravail de crise ». Ce dernier doit être exercé en liaison avec la VH.
  NB : Pour un agent sortant de quatorzaine (les cas devraient logiquement se multiplier), c'est à la hiérarchie de veiller aux conditions de la suite d'activité. Il est possible de mettre en place un passage direct vers le télétravail (ou AEA), sans retour par le service, afin de réduire les déplacements.

- Si le recours au télé-travail n'est strictement pas possible et que la présence de l'agent n'entre pas dans le cadre d'une activité de continuité de l'Etat, il est placé en **autorisation d'absence exceptionnelle** (AAE ou AEA).

- S'agissant du **décompte d'heures** (SURV), le principe est ne pas perdre d'heures. En conséquence, l'agent garde le bénéfice de la situation d'avant crise. Il accumule ensuite le bénéfice de ce qui est accompli depuis le déclenchement (mais ne peut ouvrir de droit quand il n'y a pas eu d'activité).

On ne le répétera peut-être jamais assez : le principe est **pas d'exposition inutile** (ou injustifiée).

C'est à peu près la règle absolue et les organisations syndicales ne sont pas les seules à l'affirmer…

II) Contrôles aux frontières / missions

S'agissant des **points de passage autorisés** (PPA), l'Union européenne (UE) demande aux administrations douanières d'accorder toutes les facilités possibles aux transporteurs, pour fluidifier l'approvisionnement. Des aménagements matériels spécifiques pourraient être mis en place pour faciliter le passage des camions.

En ce qui concerne les **points de passage frontière** (PPF), il y a des cas où le point est fermé (c'est le cas de certains aéroports). D'autres restent formellement ouverts, mais avec un trafic nul.

S'agissant du cas de la **Grande-Bretagne** (GB), aujourd'hui il n'y avait plus que deux trains à l'arrivée. Une cessation de ce trafic eu égard au développement de l'épidémie en GB serait souhaitable, sauf cas exceptionnels.

En ce qui concerne le fait de réquisitionner la Douane, pour le contrôle des attestations de déplacement, ce n'est pas à l'ordre du jour.

III) Divers

- Pour la question du **nettoyage / désinfection**, la direction générale (DG) étudie l'hypothèse de prendre des mesures spécifiques, en plus de celles du Ministère, qui mettent plus de temps à être traduites dans les faits.

- **Suppression du jour de carence :** la mesure est valable à compter du 24 mars et prendra fin le 23 mai. Les conditions d'application sont restrictives et limitées dans le temps.

- Une note sera adressée au service sur les minima et (surtout) maxima d'heures. Le dépassement ouvrira droit à récupération ou indemnisation.

- La question des **« célibataires géographiques »** (éloignement familial) pourra difficilement être résolue, les déplacements entre les régions étant, en principe, interdits. Il faudra justifier de circonstances particulières.

- Pour les **mutations**, la DG ne change pas le calendrier.

Paris, le jeudi 26 mars 2020

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 25/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'info du 25 mars : message aux agents

Point de situation

Agents touchés : Au 24/03, le nombre est de 202 collègues touchés (161 hier). 847 agents sont en « quatorzaine ».
Il est manifeste que la branche Surveillance (SURV) est plus touchée que la branche Administration générale / Opérations commerciales (AG/CO). Eu égard aux conditions d'exercice, le constat est assez logique.

Le nombre d'agents présents physiquement dans les services est tombé à 2593 personnes.

S'agissant du collègue hospitalisé, ce n'était pas le Coronavirus et, surtout, il va mieux.

I) Accomplissement des missions / continuité d'activité

Si la situation traduit une « amélioration » (on a du mal à employer le terme par rapport au contexte général …) globale, on note encore ici ou là des écarts, parfois assez hallucinants …

Nous rappelons que des orientations très claires ont été données :

- 3 conditions sine qua non : justice – effectifs – équipements de protection (et respect impératif des indications de la médecine de prévention).
- Une intervention légitime et justifiée au regard du contexte d'exception.

Si on n'est pas dans ce cadre-là, c'est <u>non</u>. Si ces consignes ne sont pas respectées, nous vous invitons :

- non seulement à ne pas exécuter la mission,
- mais à saisir les représentations syndicales locales qui saisiront la direction concernée.
- Si cette dernière ne remet pas les choses dans l'ordre (voire est à la manœuvre de la bêtise), le sujet remontera à la direction générale par le biais des permanences, avec les faits et les noms des fautifs (puisqu'il en faut en passer par là …).
- Ceci ne préjuge bien évidemment pas de toutes les actions qui pourront être entreprises par la suite. Nous espérons que ce message est bien clair.

En ce qui concerne les bureaux et la branche AG/CO, on constate qu'on pourrait encore pousser les feux en termes de « réduction de voilure » du présentiel quotidien, afin de lutter contre la pandémie et protéger les agents.

S'agissant des techniciens du système d'information (TSI) (qui sont au four et au moulin…), le télétravail doit quasiment devenir une règle absolue (sauf cas matériellement impossible).
Quel que soit le poste, la consigne est, là aussi, très claire et a été rappelée par la directrice : le moins d'exposition possible.

Un point spécial pour les Gardes-Côtes

Il y a consensus pour réduire au maximum les sorties, en raison du risque particulier.
À ce jour, ce qui est demandé aux services, c'est une sortie hebdomadaire par façade, et avec un équipage réduit (cas particulier en Martinique où le préfet demande 4 sorties par semaine…).

Pour notre part, nous partageons l'idée de réduction maximale, au motif du risque. Nous proposons :

- L'idée d'une alerte opérationnelle comme mode général
- Et de sorties sur la base du volontariat. Pour ces dernières, on pourrait avancer l'idée de s'appuyer surtout sur les patrouilleurs (si c'est OK au niveau technique), avec des missions au plus près des côtes et une possible durée de 14 jours, qui correspond à la période (d'éventuelle) incubation.

À titre général, on entend parfois quelques controverses naissantes entre les « courageux qui viendraient au travail vaille que vaille » et les inquiets qui choisiraient la mise à l'abri.

À notre sens, de telles polémiques n'ont aucunement lieu d'être.
Elles sont par nature totalement inadaptées à cet état d'exception. Il n'est ici pas question d'héroïsme, ni de lâcheté.

Nous espérons que personne n'aura l'idée, assez douteuse au demeurant, de surfer là-dessus.

Et du côté de la DG, on semble être sur la même longueur d'onde.
Message à « propager » là-aussi …

II) Moyens de protection

La DG table sur un **flux** (pour les agents des Douanes) à l'horizon de la fin de semaine prochaine (1ère semaine d'avril), notamment s'agissant des masques.
Dans l'intervalle, une redistribution devrait avoir lieu.

À titre général, les importations ont commencé.
Elles sont bien sûr réparties en fonction des priorités nationales.

III) Relations humaines (RH) / Mesures d'organisation

Il est rappelé le circuit de la quatorzaine :

- 1°) l'agent *malade / à symptômes* alerte la voie hiérarchique (VH) qui active la Médecine de Prévention (MP)
- 2°) déclenchement de l'identification des cas contacts par la MP
- 3°) mise en œuvre des quatorzaines.

On observe ici des différences d'appréciation entre les médecins sur les dates à prendre en compte pour la recherche des cas contact.

Pour notre part, nous sommes systématiquement sur une position de maximum de précaution. Mieux vaut en prendre trop que pas assez, si on peut le résumer ainsi …

Si le confinement est prolongé, scénario qui semble se dessiner, toutes les mesures prises (agents exposés particulièrement, gardes d'enfant, AEA, MAD sans cotation, …) seront prolongées.

Sur la suppression du jour de carence, mesure intelligente au demeurant, la loi ne prévoit pas de rétroactivité pour les premiers cas. *A priori*, sous réserve de confirmation, l'application est donc à compter de la loi (23 mars).

S'agissant de l'écretage des RTT en raison des AEA, la règle devrait être 1 jour RTT retiré pour 11 jours d'AEA (à confirmer).

Pour les stagiaires, la liste des postes ne peut être établie actuellement, car les mutations des titulaires sont suspendues.

Paris, le mercredi 25 mars 2020

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 24/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'info du 24 mars : message aux agents

Point de situation :

Au 23/03, nous comptons 161 malades *(NB : ce n'est pas à chaque fois un cas de COVID-19 attesté) dans nos rangs. Le chiffre est globalement augmentation (129 au dernier pointage). La répartition des cas recouvre à peu près l'évolution globale de la pandémie.*
Sont donc plus concernés : le Grand-Est, l'IDF, les Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes.

Un collègue a été hospitalisé (sud-ouest).

Le nombre d'agents présents physiquement dans les services *est tombé à 2740 personnes.*

Voici les éléments du jour :

I) Accomplissement des missions / plans de continuité d'activité (PCA)

À titre général, on voit que beaucoup de choses sont encore en cours de calage, dans une situation qui n'a strictement rien de « normal ».

En ce qui concerne le contrôle aux frontières, les choses se mettent en place. Les « petits » points de passage devraient être fermés.
On continue à observer une chute globale en termes de trafic et d'activité. Par exemple, seuls 2 Eurostar arriveraient de Londres, avec essentiellement des Français qui reviennent.
On peut noter ici que, sur ce point, l'État a plutôt accompagné la réalité que réellement pris le taureau par les cornes…

En ce qui concerne les opérations commerciales, une instruction devrait préciser que toutes les marchandises liées à la lutte contre la pandémie constituent bien évidemment une priorité absolue.

S'agissant des contrôles fret express et postal, la DG demande que les directions prennent contact avec les opérateurs afin d'organiser au préalable le fonctionnement par rapport à la situation sanitaire.

Pour la Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD), la DGDDI est sous la pression des préfets maritimes.
D'un autre côté, il remonte qu'on ne voit pas beaucoup de bâtiments (de l'Etat) à la mer.
Dès lors, on peut se demander pourquoi un effort particulier serait exigé de la part des Douaniers.

II) Moyens de protection

Pas de nouveauté fracassante sur ce point.
La Douane a communiqué son stock de masques (très largement périmé) aux préfets, ce qui est normal. Potentiellement, elle leur remettra sur réquisition (au bénéfice des professions de santé), ce qui est tout aussi normal !

III) Relations Humaines (RH) / Mesures d'organisation

S'agissant de la rétroactivité des mesures spécifiques prises par la DG, cette dernière devrait avoir pour point de départ le lundi 16 mars (jour de l'arrêt des activités scolaires).
Autre point technique : un agent placé en **quatorzaine** n'a pas à fournir de certificat médical. *Stricto sensu*, il n'est d'ailleurs pas repris comme malade.

Une précision au passage : contracter le Coronavirus ne peut être considéré à ce jour comme une maladie professionnelle. Ce cas est limité aux soignants. Eu égard à l'engagement dans la crise et aux risques pris, comme l'ont démontré les dernières heures, on comprend. On espère juste qu'on n'aura jamais à aller sur ce terrain de la reconnaissance pour un agent des Douanes …

Sur les congés, le Ministère a jeté quelques pavés dans la mare (RTT écrêtés, annulation de congés prévus qui ne serait plus un droit, …).

N'oublions pas non plus une des dispositions de la loi d'urgence, qui prévoit l'imputation forcée de congés annuels. Bref, tout ceci est encore à ajouter à une situation passablement dégradée …
La DG est en attente d'éléments de la part de la Fonction Publique.

De même, on peut s'attendre à quelque mauvaise manière des mêmes sur certains éléments du **régime indemnitaire**.
C'est fou, chez certains de nos politiques, cette impossibilité à se débarrasser de ce réflexe de « taper » sur les salariés qu'ils soient du privé ou du public !

Le mardi 24 mars 2020

Bon courage à toutes et tous

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 23/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'info du 23 mars : message aux agents

Au préalable*, on doit noter qu'en 24 heures (journée de jeudi à vendredi), le* ***nombre de cas*** *à la Direction générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) a fait un bond marquant, passant de 63 à 129 cas. Le même phénomène est constaté dans d'autres administrations. On voit vraisemblablement là la contagiosité et la volatilité de ce virus.*

On a également observé, en proportion, que le ***nombre de quatorzaines*** *est parfois plus faible par rapport à d'autres administrations. Sans vouloir en tirer trop de leçons (par exemple, les effectifs moyens d'une unité ou service ne sont pas forcément les mêmes), le fait est notable.*

En tout état de cause, ces deux éléments rappellent à tout un chacun que ***le premier principe d'action doit être la protection des agents, de leurs familles et des citoyens****. Ceci doit être le premier critère qui doit entrer en ligne de compte de toute décision, à quelque niveau que ce soit.*

Voici les éléments du jour :

I) Accomplissement des missions / plans de continuité d'activité (PCA)

Le contrôle aux frontières est clairement affirmé. Il est demandé de tenir les points de passage (dans les conditions de la crise actuelle), notamment s'agissant de l'Espagne, de la Suisse, de l'Allemagne et de la Belgique.

Seuls, les points majeurs doivent être tenus H24. Or, à part Andorre, c'est principalement la Direction centrale de la Police aux frontières (DCPAF) qui est en charge du sujet. L'hypothèse d'une fermeture matérielle de certains points est à l'étude.

S'agissant de la Grande-Bretagne, les autorités n'ont pas fait le choix d'une position restrictive, ce qui est peu compréhensible en termes de message politique.

Il est à noter, à titre global, que les flux de voyageurs se raréfient.

À titre général, on constate encore, ici ou là, des décisions incohérentes et parfois aux limites de l'idiotie crasse. Ce n'est évidemment pas admissible dans la période.

S'agissant de la lutte contre la fraude (LCF), une instruction aux services devrait sortir sous peu. Elle rappellera les 3 conditions de départ.

Au passage, on précise que:

- les investigations judiciaires (sauf impérieuse nécessité) sont suspendues
- et que la Justice ne compte pas incarcérer ces temps-ci (sauf si c'est inévitable bien sûr), afin que la situation dans les prisons demeure gérable.

Dès lors, l'une des 3 conditions sera rarement réunie…

En tout état de cause, la Direction Générale envoie, pour le coup, un message très clair (et en fait, logique au niveau de l'Etat) : les interventions doivent se faire de façon très limitative et très encadrée.

Par voie de conséquence, au plan local, **tout ordre, consigne ou incitation qui n'est pas dans ce cadre est complètement hors des clous**. Sans même parler de sa légitimité par rapport à la période que nous vivons…

En ce qui concerne les contrôles sur les flux de marchandises, ce qui est à privilégier est évidemment le contrôle sanitaire.
Il est à noter que s'agissant des moyens de protection et de lutte contre la pandémie, le « leader » est bien évidemment l'organisme Santé Publique France. La Douane reprend une plus large autonomie, pour tout ce qui n'est pas destiné aux professionnels de la santé. Une instruction sur ce point est en cours de maturation.

II) Moyens de protection

La DG a fait procéder à un **recensement**. Sous réserve d'ajustement entre un lieu et un autre, elle estime que la DGDDI peut tenir 45 jours avec le matériel dont elle dispose.

A priori, **nos stocks** ne devraient pas faire l'objet de réquisition (à confirmer car le sujet évolue d'heure en heure).
Depuis samedi, les livraisons reprennent en France. Bien évidemment, les professions de santé demeurent une priorité absolue.

La question des **lunettes de protection** a été posée. D'après les médecins de prévention, ce n'est pas vraiment un axe prioritaire premier.
L'équipement est beaucoup plus utile pour les professionnels de santé, car leur action vis-à-vis du corps humain est, par nature, plus invasive.

À noter : une **ligne d'assistance** ouverte à chaque agent devrait être active dans les jours qui viennent.

III) Relations humaines (RH) / Mesures d'organisation

La question des « congés annuels d'office » sera vue avec le Secrétariat Général (SG). Les 6 jours sont prévus pour le secteur privé. On est en attente des infos pour les services publics. Si nous pouvons saluer la mesure gouvernementale de suspension du jour de carence, c'est évidemment beaucoup moins le cas pour cette mesure-là ...

La rétroactivité (avec un point de départ au début de la crise) des mesures prises par la Direction Générale au bénéfice des agents, peut être considérée comme acquise.
Il est rappelé également qu'on ne peut empêcher un agent de retirer des congés prévus pour les remplacer par des autorisations exceptionnelles d'absence (AEA)(même si la mesure ci-dessus – congés d'office – diminue quelque peu la portée de ce principe au cas d'espèce…).

Pour les chefs de service de la Douane en surveillance (CSDS) et leurs adjoints (CSDSA), agents au forfait, la question de l'extension des mesures spécifiques (notamment, entre autres, la possibilité de MAD / non côté(e)) est en cours de réflexion à la DG.
Pour l'aider dans cette réflexion, on serait tenté de dire que cette dégueulasserie de virus ne sait pas trop reconnaître les grades …

Bon courage à toutes et tous

Prochain point demain (24/03)avec également un point ministériel

Paris, le lundi 23 mars 2020

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 20/03/2020 avec Bercy

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'actu du 20 mars : message aux agents

Une conférence téléphonique s'est tenue ce matin, sous la présidence des Ministres G. DARMANIN et O. DUSSOPT.
Les ministres remercient les agents pour leur engagement face à cette crise sans précédent dont les conséquences humaines et économiques seront à l'évidence très lourdes.

Disponibilité

À ce jour (20/3), dans les ministères économiques et financiers (MEF) : il y a 390 **cas identifiés** (dont 63 à la DGDDI), soit 0,3 % des effectifs.
Le chiffre de présence physique dans les services est de 21 % dans l'ensemble du Ministère (à peu près 3000 agents pour la Douane).

Opérabilité

Sur un plan général, G. Darmanin reprend les éléments suivants :

- le principe est d'aller travailler quand c'est possible.
- le télé-travail est un impératif
- le confinement s'impose quand on ne va pas travailler.

S'agissant de la DGDDI, il précise que :

- La lutte contre la fraude (LCF) doit continuer, notamment en ce qui concerne les masques et l'alimentaire. Mais aussi la drogue (…) Le ministre indique toutefois que les sorties doivent se faire dans les conditions prévues par la DGDDI, dans le cadre de cette crise.
- La question des fermetures de frontière est encore non stabilisée. Pour la Grande-Bretagne, la situation pourrait évoluer dans les heures qui viennent, selon les décisions de Londres en matière de lutte contre la pandémie.
- Une demande est faite au Ministère de l'Intérieur pour que les agents des Douanes, dans le cadre de leurs fonctions, puissent se déplacer avec leur commission d'emploi et/ou une attestation.

Pour SOLIDAIRES DOUANES, au niveau des principes généraux, il y a un mot qui n'est pas le bon. Ce n'est qu'un mot, mais la différence est terrible. Ce n'est pas « *allez travailler quand on le peut* », c'est « *allez travailler quand c'est impérieux* ».
Pour les frontières, le temps est pour nous celui d'une certaine radicalité. Si on peut entraver ne serait-ce qu'un peu le virus, on ferme au flux passager ordinaire, dès lors que la mesure est justifiée.
S'agissant de la Douane, notre mission première est de veiller au bon (dans tous les sens du terme) approvisionnement du pays. Entendre parler de lutte contre la drogue dans un tel contexte est surréaliste. C'est une erreur magistrale en termes de priorité. Comment exiger la mise en ordre de bataille d'une collectivité nationale, quand le message est à ce point troublé ?
En appeler à la guerre, c'est bien. La faire, c'est mieux.
L'affichage d'un Etat qui reste solide est une chose (audible). Mais la vie des agents, des familles de ces derniers et de nos concitoyens doit passer avant. C'est cet affichage là que nous voulons voir en premier.
Nous en appelons là tout simplement au plus élémentaire sens des responsabilités.

Paris, le 20 mars 2020

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50
http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 19/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'actu du 19 mars : message aux agents

I. Rétablissement des frontières

La circulaire du Premier Ministre est sortie hier. Les principes suivants sont posés :

- Mise en œuvre de contrôles dans le cadre de l'ordre public.
- Points de passage frontaliers (PPF) : refus d'entrée (sauf résidents UE, GB et cas particuliers)
- Points de passage autorisés (PPA) : rétablissement des contrôles par réciprocité avec Allemagne, Espagne et Suisse. L'idée est de ne pas « doubler la barrière ».
  Ex. : si les Allemands sont positionnés, pas la peine de mettre un cordon français en face. Pour l'Espagne, étant donné qu'il n'y a pas d'unités espagnoles sur l'ensemble, il sera demandé aux services français de se mettre en place (Douanes incluses en principe). Le principe général de dispositif mixte pourrait être mis en œuvre.
- Sortie de territoire : pas de restriction spécifique.

S'agissant de la GB, la situation sera « *réévaluée* »… (évolution du Gouvernement de Londres sur sa politique de lutte contre l'épidémie).

Une réunion avec les différentes administrations concernées (Direction centrale de la Police aux frontières – DCPAF) aura lieu ce soir et devrait dégager des lignes plus précises.

II. Mission « LCF »

Le principe des 3 conditions cumulatives (moyens de protection / effectifs / Justice) a été rappelé.

Pour la Directrice générale, cela peut commencer par la **Justice**.
Si cette dernière ne reprend pas derrière (ce qui devrait être fortement « et logiquement » le cas dans la période que nous traversons), cela met fin au débat.

Il est également de plus en plus clair que seules des **actions « spécifiques »** (signalement, hit LAPI[1]) peuvent être « au menu » dans cette période d'exception.
Si on voit de la contrebande de masques ou de gel, il est naturel qu'on intervienne…

Pour la pratique, dans l'hypothèse d'une mise en retenue, l'infracteur devra être revêtu d'un masque. Quant au placement « en diagonale » dans la voiture, on ne reviendra pas dessus … par charité … *NDLR : le fait de faire conduire le véhicule de service par l'infracteur avec le ou la collègue en diagonale opposée à l'arrière n'est réglementairement pas possible (ça, c'était juste pour tenter de vous arracher un quart de sourire dans cette fichue période …).*
Au delà de l'affirmation politique, on voit que le discours se précise et qu'il se met en cohérence avec la gravité de la situation…

ENTRE UN VIRUS POTENTIELLEMENT MORTEL POUR SOI, POUR SA FAMILLE, POUR SES COLLEGUES, ET, EN FAIT, POUR LA SANTÉ PUBLIQUE DE NOS CONCITOYENS ET UNE « AFFAIRE » QU'ON REFERA EN DES TEMPS MEILLEURS, IL N'Y A PAS PHOTO !

1 Lecture automatique des plaques d'immatriculation

Si, pour sauver ne serait ce qu'une vie ou une place en réanimation, il faut, en tant qu'agent public, se visser les f... dans le canapé et se farcir l'intégrale de *Games of Thrones*, on le fera sans hésiter et sans se poser (trop) de questions.

Au delà des missions prescrites, toute intervention doit être légitime et justifiée dans ce contexte inédit. Si l'un ou l'autre imbécile ne l'a pas compris, qu'il sache qu'on ne l'oubliera pas. Nous sommes en des temps exceptionnels. La réaction de toutes et tous doit impérativement être à la hauteur. Nous sommes « *en guerre* ». Même par conformisme, par peur ou par bêtise, on ne peut envisager une forme de « trahison » ....

C'est à l'évidence un point qu'on peut (et qu'on doit) partager avec l'administration.

III. Moyens de protection
(masques, gel, gants)

La pénurie est toujours d'actualité.
La « haute » administration espère des arrivées dans les jours qui viennent.

Les personnels soignants sont, à l'évidence, prioritaires absolus. Les agents des Douanes pourraient être rangés parmi les « prioritaires bis », avec les policiers, les pompiers et l'Armée.

IV. Gestion du personnel/RH

Il y a encore des disparités de traitement des situations en fonction des directions ou services.
Les agents ne doivent pas être contraints de poser des congés annuels (CA) !
Le dispositif prévu, lorsque le télétravail n'est pas possible, c'est autorisation exceptionnelle d'absence (AEA). Et il ne doit pas y avoir de perte d'heure. Point barre.

V. Dispositif aéro-maritime

L'État a donné l'ordre d'être présent sur ce front. La Douane devra donc s'y conformer.
Le sujet est évidemment sensible, car, dans le genre espace confiné, des bateaux tels que les nôtres cela se pose un peu là …

Afin de diminuer le risque autant que faire se peut, Direction générale (DG) et Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD) ont pris les **mesures suivantes** :

- une seule mission hebdomadaire – ladite mission doit être limitée à un jour – ;
- équipage réduit au strict minimum, « au plus près des bords » comme disent les marins ..
- Ce sont surtout les vedettes garde-côtes (VGC) qui seront mises à contribution.

Pour les patrouilleurs, DFP1 appareille pour une mission de l'action de l'Etat en mer (AEM), avec un équipage à 12. Le 2ème patrouilleur fait demi-tour (mission Frontex annulée en raison des circonstances) et mettra un certain temps à rallier son port d'attache, ce qui résout, pour un temps au moins la question. Le 3ème est à l'entretien.

Quant aux aériens, il est demandé de « *maintenir une capacité interministérielle au bénéfice de la collectivité* » (transport de matériel, de personnes, …) ce qui est cohérent dans un contexte de crise. L'administration étudie la mise en place d'un dispositif pour la sécurité des navigants.

Le jeudi 19 mars 2020

Bon courage à toutes et tous.

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 18/03/2020 avec la DG

Hygiène, Santé, Conditions de travail | ***Communiqué***

Point d'actu du 18 mars : message aux agents

Suite à la conférence téléphonique d'hier soir, un 1er *Flash infos* a donc informé en milieu de journée de l'actualisation de divers éléments de gestion du personnel :

Mobilité/Mutation

- Date limite inscription TAM : la fin de la campagne d'inscription au Tableau annuel de mutation (TAM), initialement fixée au mardi 17/03 est prolongée d'une semaine, au mardi 24/03 inclus.
- Postes à profil : la campagne des entretiens pour poste à profil, fixée initialement au 15/04 inclus, est reportée également. Aucune date communiquée.

Évaluation

La fin de la campagne d'évaluation est reportée également.

Promotion

Les Commissions Administratives Paritaires (CAP, se réunissant pour la dernière fois en matière de promotion en 2020) sont également reportées.

Pour tous renseignements

Contacter par messagerie, les services de gestion du personnel :
- Au niveau national : le bureau RH3 de la direction générale :
- Au niveau local : les services Fonctions Ressources/Relations Humaines Locales (FRHL).

Quant à la conférence téléphonique de ce mercredi 18 mars, voici les derniers éléments des échanges avec la DG :

Lutte contre la fraude (LCF)

Affirmer sa non priorité ?
C'est bloqué. Ordre politique ...
Par contre, si le service estime que si l'une des conditions (protection, effectifs, justice) ne sont pas remplies, les agents ne vont pas en contrôle (c'est dit et assumé par la DG).
Donc nous pouvons démontrer que cela ne va pas et ainsi stopper cette machine infernale.
Remontez-nous précisément toute difficulté et surtout si la hiérarchie essaye de passer en force, avec le ou les éléments précis permettant de refuser. Nous les porterons à la DG.

Contrôle aux frontières

Une circulaire Premier ministre est attendue.

- Frontières tierces UE : En principe, toutes les frontières tierces seront fermées, sauf pour les français (touristes, ressortissants, résidents) de retour sur le territoire, et les volontaires soignants.
- Frontières intérieures : la plupart des pays ferment leurs frontières (sauf pour les frontaliers et cas particuliers).
  À l'exception notable de l'Espagne, ce qui pose souci. Le ministère de l'Intérieur (et la Douane ?) vont sûrement être mis à contribution pour boucler la frontière côté français des Pyrénées.
- Cas particuliers :
  - Royaume-Uni : *A priori*, la position du Gouvernement britannique (de laisser la population s'auto-immuniser...) évolue et se recale sur les politiques européennes.
  - Frontière Suisse : traitement différencié selon le côté de la frontière. Alors que les français sont confinés chez eux, les suisses peuvent se déplacer librement en Suisse... et côté français. Le sujet étant d'ordre public, l'Intérieur devrait piloter.

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50
http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Fiscalité, viti-CI : fermeture !

Le principe est que tous les bureaux fiscalité, viticulture et contributions indirectes doivent être fermés.

Si ce n'est pas le cas, nous le faire remonter.

Aéromaritime

Un bateau est par nature quelque chose de confiné…

Mais la question du confinement des équipages se pose (cabines individuelles certes, mais quid du mess, etc). *A priori* les personnels ne seraient sollicités que pour le secours en mer.

SOLIDAIRES propose un système d'astreinte, dans lequel l'équipage reste à son domicile, avec obligation de rallier le bâtiment dans un temps déterminé en cas de sinistre majeur requérant le concours de l'unité. En d'autres termes, transformer provisoirement les vedettes en canots SNSM.

Autre point : suite à interpellation de SOLIDAIRES, le Patrouilleur Garde-Côtes de Brest est rapatrié (voir notre courrier spécifique).

Masque : périmé = sans danger ?

D'après la direction générale (DG) de la Santé, un masque périmé, y compris de 15 ans, ce n'est pas trop grave… Il garderait son efficacité au niveau du filtre. Vérifier par contre l'élastique et le contour par rapport au visage.

NB : le masque chirurgical ne sert qu'à protéger l'environnement du porteur du masque.

Seul le FFP2 protège le porteur du masque[1] !

Gestion du personnel / RH

Pour les agents confinés (pour divers motifs), c'est autorisation exceptionnelle d'absence (AEA) sur toute la durée.

Pour la branche surveillance (SURV), la « haute » administration va enclencher le régime MAD sans cotation, ce qui permet de préserver les RH.

À Paris-Aéroports, les agents vivant en IDF et de l'Oise étant particulièrement sollicités, un dispositif de bonification des heures effectuées durant la période est demandé par SOLIDAIRES pour les agents des 2 branches (CO et SU).

Dernier point, sur les agents touchés : nous ne disposons pas de statistiques précises et consolidées. Mais les cas se multiplient (IDF notamment ces dernières heures), avec notamment la médecin de prévention du Val-de-Marne.

Paris, le mercredi 18 mars 2020

1 https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_Masques.pdf

Syndicat SOLIDAIRES Douanes
93 bis rue de Montreuil – boite 56 – 75011 PARIS / contact@solidaires-douanes.org / + 33 (0)1 73 73 12 50
http://solidaires-douanes.org/ SolidairesDouanes SolidR_DOUANES solidaires_douanes

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 17/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'actu du 17 mars : message aux agents

Suite à une conférence téléphonique qui s'est tenue ce soir, nous pouvons vous adresser le message suivant :

- Il est clair qu'il y a une très grande disparité dans le positionnement et les mesures prises. Toute la palette est couverte depuis le bon sens jusqu'à l'imbécilité absolue …
  La directrice reconnaît cette disparité et la condamne. Un message Flash Infos devrait être sur vos boites demain matin, avec des directives claires.

- S'agissant des instructions, il est demandé de prioriser les flux d'approvisionnements et leur sécurisation (des millions de masques devraient arriver ces jours, ce qui devraient soulager en tout premier lieu les professions de santé et les professions confrontées au public, dont la nôtre, ensuite).

- **S'agissant des contrôles SU**, il est indiqué qu'il faudra des **conditions très précises**, par exemple :
  - 2 agents par voiture, l'un à l'avant, l'autre à arrière et en diagonale[1] (…). Une note médicale devrait être diffusée.
  - Il faudra également que les effectifs soient suffisants et équipés en moyens de protection (masques, gants, produits nettoyants…).
  - Enfin, dernier point : il faudra s'assurer (mission dévolue aux directions) que le Ministère Public prenne les suites du dossier.

  Si l'une de ces trois conditions n'est pas remplie *(effectifs / moyens de protection / Parquet), la mission ne devra pas être effectuée.*

  Par contre, la mission **Sûreté** fait partie de l'incontournable, quelles que soient les conditions, ce qui ne va pas sans poser problème, notamment en raison de la pénurie d'équipements.

- **L'objectif est clairement de réduire drastiquement la présence dans les bureaux / services** et de réduire ainsi les interactions.

- Il n'y a actuellement pas d'indication concernant une éventuelle réquisition des brigades par les préfets en soutien (la situation peut évoluer).

- Le patrouilleur garde-côtes (PGC) de Brest parti sur une mission Frontex est rappelé et ne repartira pas dans ce cadre (à son arrivée en Grèce, l'équipage aurait été immédiatement en quatorzaine. Ce rappel est donc une mesure de bon sens, au delà des autres considérations).

On a senti une réaction plus grande et une vraie prise en compte du fait que les « diversités territoriales n'ont pas lieu d'être. On va observer comment évolue la situation et on restera vigilants sur tous les points évoqués lors de cette réunion (et lors de la précédente).

1 Le Bulletin officiel des Douanes (BOD) sur la sécurité dans les contrôles définit la doctrine PLI (Protection / Liaison / Intervention) à 3 agents. Chaque contrôle devra donc désormais obligatoirement se faire à 2 voitures. Petit hic dans ce dispositif' (de simple communication ?), où met-on l'infracteur éventuel ? Dans un coffre de voiture ?

Il demeure deux points « monstrueux », mais qui échappent à une direction administrative :

- **Le fait que le Ministère affiche la lutte contre la fraude (LCF) dans la période nous semble totalement décalé, par rapport à la situation du pays.** Pour nous, c'est évidemment une vocation existentielle de la Douane. Mais, quand le pays livre une bataille sanitaire (citoyens, agents, …), il y a un problème grave.
  La priorisation devrait être conforme à la parole présidentielle. Ce n'est pas le cas en l'occurrence. Et cela a entraîné pour partie certaines crétineries vues ici et là (en plus de la « pente naturelle » de quelques indécrottables …).
  Nous assumons pleinement ce positionnement (un peu contre nature... à tout), simplement car le contexte l'exige.

- **Malgré le positionnement d'hier sur les frontières et l'espace Schengen, il n'est pas affiché de mesure propre à la frontière avec le Royaume-Uni.** Or, le gouvernement de ce dernier, a choisi, jusqu'à nouvel ordre, la prolifération comme méthode de lutte contre les effets du virus. Or, la France veut justement l'endiguer, afin de limiter le prix humain.
  Le fait de ne pas bloquer cette frontière pour permettre aux Britanniques qui le souhaitent, de regagner l'île est compréhensible. En revanche, laisser une « porte ouverte » en plein confinement ne l'est pas ! Cela ne correspond pas ni à l'esprit, ni à la lettre de ce qu'on a entendu hier soir.
  On ne peut, d'un côté, exhorter la population française (agents publics compris) à un comportement sans précédent, exiger qu'on reste chez soi, avec un quotidien en suspens et, d'un autre côté, à rester dans le « *business as usual* ».

Ces deux derniers points font indiscutablement tâche (pour ne pas dire scandale !). Quand on livre une guerre (mot que que nous validons pleinement), on ne fait pas la fine bouche sur les choix en matière d'armes. De là à parler de *trahison*, en cas de manquement...

Paris, le mardi 17 mars 2020

Solidaires DOUANES

Coronavirus

réunion téléphonique du 16/03/2020 avec la DG

Missions, Conditions de travail | ***Compte-rendu***

Point d'actualité du lundi 16/03/2020

La découverte de l'ampleur de l'épidémie est désormais manifeste. Il nous appartient à toutes et tous de protéger soi-même, son entourage et éviter la propagation de l'épidémie.

Matériel

Si continuité des contrôles (tenue de la frontière, sûreté), **SOLIDAIRES réaffirme qu'il faut *a minima* :**

- du gel hydroalcoolique ; des gants ;
- des surlunettes (protection des muqueuses ophtalmiques) ;
- et des masques, avec précisions d'usage pour ces derniers (le masque se met, absolument sans y toucher)[1].

***Sans tous ces équipements de protection minimaux et évidents**, le droit de retrait est parfaitement légitime pour toutes et tous.*

Un modèle pré-rempli est ici :
solidaires-douanes.org/Coronavirus
Il faut simplement le remplir et le transmettre par voie hiérarchique (VH), via messagerie.

Missions

SOLIDAIRES salue la « haute » administration d'avoir accédé (certes tardivement) à sa demande de **suspension** :

- des séances de TPCI ;
- puis de tir et d'exercices de mises en situation ;
- ainsi que pour la suspension des formations et le confinement des stagiaires.

Au niveau du **plan de continuité d'activité**, SOLIDAIRES demande une clarification des services essentiels.
SOLIDAIRES demande à la DG un maximum de fermetures de services et de maintien des agents à leur domicile, seule mesure de bon sens correspondant à la situation.

En particulier, SOLIDAIRES indique que **ne sont pas prioritaires :**

- la détaxe et les recettes,
- la mission Frontex au large des côtes grecques du Patrouilleur Garde-Côtes (PGC) de Brest, du fait des dernières annonces de M. Erdogan, consécutives à l'accord conclu à Moscou le 5/03/2020.

Personnels / RH

SOLIDAIRES salue l'octroi d'autorisations d'absence (AA) pour :

- les personnes contact,
- ainsi que pour les parents d'enfants de moins de 16 ans.

SOLIDAIRES demande que les AA liées à l'épidémie soient considérées comme du **temps de travail effectif**, afin qu'il n'y ait pas de perte de RTT, ni de jours de congé annuel (CA).
De même, avec la fermeture d'établissements touristiques, culturels et de lignes aériennes, SOLIDAIRES demande la transformation des actuels jours de CA en AA.

Dès l'apparition des symptômes, se confiner et signaler par courriel à sa hiérarchie le nom des personnes avec qui l'on a été en contact étroit.
SOLIDAIRES demande d'appliquer réellement les prescriptions des pouvoirs publics en matière de protection des populations !

1 D'après le médecin épidémiologiste de l'hôpital Tenon venu au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Paris (CHSCT 75) le 5 mars 2020.

Et SOLIDAIRES ?

Afin d'appliquer à nous-mêmes ce que nous demandons à la « haute » administration, SOLIDAIRES suspend ses réunions et accueil en présentiel.
Aussi bien au niveau de l'union syndicale SOLIDAIRES, de la fédération SOLIDAIRES Finances que du syndicat SOLIDAIRES Douanes.

Nos militants resteront joignables par messagerie et téléphone.

La tenue « physique » de notre permanence nationale, sise à Paris, sera également suspendue.

La tenue de notre permanence nationale se fera désormais uniquement à distance, par messagerie **:** contact@solidaires-douanes.org